



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

UNIVERSITÉ DE METZ.
Années universitaires 1994-1998.
UFR Lettres et Sciences Humaines.
Département d'Histoire.

L'OPINION MOSELLANE FACE À LA POLITIQUE ALLEMANDE

* * *

Janvier 1933 - Septembre 1939

Jean-Daniel DURAND.
Thèse de Doctorat d'Histoire.
(Soutenue le 13 mars 1998).
2^{ème} Tome.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRES LETTRÉS - METZ -	
N° Inv.	1998 006L
Cote	L/172 98/1
Loc.	Augustin

Directeur de recherche :
Monsieur Jean-Claude DELBREIL,
Professeur d'Histoire Contemporaine.

3^{ème} PARTIE.

**Politique extérieure allemande : la préparation
des conquêtes.**

Considérations générales sur la politique extérieure allemande, 1933-1939.

L'objectif de la politique extérieure d'Adolf Hitler est d'assurer la suprématie allemande par la ruse ou la violence. Ceci nécessite tout d'abord de rendre à l'Allemagne sa puissance militaire, puis le Reich tentera de rattacher à l'Allemagne de Versailles d'autres territoires habités par des Allemands (Deutsche Raum), enfin d'acquérir un vaste "espace vital" (Lebensraum) principalement dans l'Est de l'Europe (qui l'intéressait beaucoup plus que l'Afrique même si la presse messine donne parfois l'impression inverse) afin de procurer aux Allemands des matières premières, des vivres et surtout des terres à coloniser.

Au moment où Adolf Hitler prend le pouvoir, la situation de l'Allemagne sur le plan international n'est pas si défavorable en comparaison avec celle du Reich vaincu de 1918-1919. La République de Weimar avait réussi à atténuer progressivement les conditions rigoureuses que les vainqueurs de la Première Guerre mondiale lui avaient imposées dans le Traité de Versailles. L'isolement de l'Allemagne en Europe était quelque peu surmonté bien qu'aucun accord de défense ou de non agression n'ait été signé. De plus, elle était exemptée du paiement des réparations. Au cours des négociations internationales sur le désarmement en 1932, l'Allemagne avait demandé à jouir de l'égalité des droits, faisant état du fait qu'elle était la seule Nation à avoir respecté les clauses du Traité de Versailles sur ce même désarmement. Le 11 décembre 1932, soit quelques semaines avant l'accession d'Adolf Hitler au gouvernement, cette égalité lui avait été reconnue, du moins son principe, dans une déclaration commune signée par l'Angleterre, la France et l'Italie.

Dans ce chapitre, nous allons, ces quelques précisions étant rappelées, approfondir certains aspects de la politique extérieure du Reich hitlérien. Les grandes questions comme la Sarre, la Rhénanie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, les relations avec l'Italie, feront l'objet de chapitres ultérieurs. Les sujets abordés ici concernent les relations de l'Allemagne avec la France, le problème de la SDN et de la Conférence du désarmement (1933), les relations entre Berlin et Londres (en particulier l'accord naval de 1935), l'attitude de l'Allemagne face à la guerre d'Éthiopie et à la guerre d'Espagne, enfin, la politique russe du gouvernement d'Hitler [le Pacte anti-Komintern de 1936] et les revendications coloniales. Ces différents points ont une importance considérable dans la compréhension de la politique étrangère allemande et ont fait l'objet, dans la presse messine de langue française, de nombreux articles et éditoriaux, plus ou moins pertinents. Ils ont facilité pour les journalistes, l'analyse de l'évolution des rapports d'État à État en Europe et ont contribué à développer dans la population mosellane, un sentiment d'angoisse.

I. L'Allemagne, la SDN et la France à travers la presse messine de langue française.

1. L'Allemagne à la Conférence du désarmement et à la Société des Nations.

a. La Conférence du désarmement.

Du 2 février au 14 octobre 1933 se tint à Genève la seconde Conférence sur le désarmement. L'objectif était de mettre en pratique une égalité des droits reconnue théoriquement à toutes les Nations et concédée à l'Allemagne au sein d'un système de sécurité.

Dès le début des discussions, *Le Messin* s'alarme. Analysant les premiers pourparlers et reprenant les desiderata allemands, la rédaction explique à ses lecteurs que l'Allemagne entend bien conserver la Reichswehr, en même temps qu'elle organiserait les milices et les troupes d'assaut hitlériennes (SA)⁴⁴⁷. Ces révélations, caractérisées de graves, sont apportées par le rapport trimestriel de la Commission de gouvernement de la Sarre. Les formations de troupes d'assaut du parti national-socialiste sont décrites comme de puissantes organisations militaires constituées en groupes obéissant chacun à leur commandement propre, instruits et entraînés sur le terrain, disposant de dépôts et de casernes comme une force régulière. Cette armée clandestine, signale l'auteur de l'article du *Messin*, ne figurant sur aucun contrôle et à la disposition d'un chef politique, constitue un élément soustrait à toute surveillance internationale, et particulièrement menaçant pour la sécurité européenne. Il s'agit quasiment de la mise sur pied d'une véritable armée.

La menace qu'elle représente est encore accrue par la réaction d'un des représentants de l'Allemagne à la Conférence sur le désarmement, Goeppert, lorsqu'il s'est agi d'établir, au sein du comité de rédaction, la formule d'interdiction de tout recours à la force. La violation des engagements existants, tel par exemple le Traité de Locarno qui prévoit une zone démilitarisée en Rhénanie, devrait être considérée normalement comme une infraction. L'Allemagne s'est élevée contre cette expression ne voulant pas admettre que le regroupement des forces allemandes dans cette zone pourrait être de nature à justifier l'intervention des puissances signataires du Traité de Locarno (ce qui laisse présager, selon la rédaction du *Messin*, de l'avenir militaire de la Rhénanie). Un tel incident est révélateur et doit ouvrir << les yeux des plus optimistes qui croient encore que le désarmement est envisageable >>⁴⁴⁸. La France ne peut désarmer en face d'une Allemagne aussi dangereuse. L'attitude germanique à la Conférence sur le désarmement en est la preuve la plus flagrante semble dire l'éditorialiste.

⁴⁴⁷ *Le Messin*, 26 février 1933, "Genève nous donne des sujets d'inquiétude", signé "G", Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁴⁴⁸ *Le Messin*, 26 février 1933, "Genève nous donne des sujets d'inquiétude", signé "G", Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Les thèses allemande et française à Genève s'opposent et montrent d'ailleurs l'impasse dans laquelle s'engage la Conférence.

Naldony, représentant l'Allemagne à la Conférence, a exprimé lors d'une séance de la commission générale, l'opinion que Berlin a le droit de demander la réduction des armements des autres puissances⁴⁴⁹. Les armes offensives doivent être abolies, car le désarmement est dans la réduction des armements des États armés et non pas dans la création de garanties nouvelles de sécurité. Pour le représentant français Massigli, les réductions qualitatives et quantitatives des armements sont liées à l'organisation d'un système d'assistance européen et à l'uniformisation des types d'armées. Tant que subsisteront des armées permettant d'accomplir des attaques brusquées, il sera impossible de se prononcer sur les armes qui permettront de combattre ces attaques éclairs.

Le Messin, considère qu'entre les thèses allemande et française, aucun compromis n'est possible⁴⁵⁰. Elles sont diamétralement opposées et l'une exclut l'autre. On s'achemine donc inévitablement vers un échec des réductions massives des armements et il est temps de prendre cette perspective en considération. La France peut désormais renoncer à rechercher la conciliation de thèses inconciliaires. Et par conséquent, ceci n'est pas écrit mais sous-entendu, reprendre son programme d'armement sans scrupules puisque aucun accord ne sera conclu. Pour *Le Messin* les difficultés rencontrées à Genève proviennent essentiellement de l'intransigeance du Reich.

Entre querelles de thèses idéologiques ou querelles de procédures, les négociations n'aboutissent à rien de concret.

Le 10 mai 1933, le quotidien de la rue des Clercs cite encore un exemple. Il y a conflit entre la thèse allemande qui veut une discussion sur les modalités du désarmement qualitatif avant que le Reich

⁴⁴⁹ *Le Messin*, 11 mars 1933, "La confrontation brutale des thèses allemande et française à Genève a montré l'impasse où s'engage la Conférence du désarmement", 1^{ère} page, 1 colonne.

⁴⁵⁰ *Le Messin*, 11 mars 1933, "La confrontation brutale des thèses allemande et française à Genève a montré l'impasse où s'engage la Conférence du désarmement" 1^{ère} page, 1 colonne.

ne se prononce sur le principe de l'uniformisation des armées, et la thèse anglo-française qui ne veut pas aborder le débat sur le problème du matériel terrestre avant d'être fixée sur la portée de la limitation des effectifs. Les négociateurs ne parviennent à aucune solution conciliant les deux parties. C'est l'intransigeance allemande qui en est la cause, et cette position s'explique⁴⁵¹.

Le 11 mai Constantin von Neurath, le ministre des Affaires étrangères du Reich, publie une déclaration dans laquelle il estime l'Allemagne dans l'obligation de réarmer ! Cette publication est parue dans le journal de l'association allemande pour la Société des Nations paraissant à Genève. Cet article a produit une émotion qui n'est pas prête de se calmer, écrit *Le Messin*⁴⁵². On n'avait encore jamais entendu proclamer avec une telle franchise que le Reich, quel que soit le sort de la Conférence et du plan britannique de désarmement, serait dans l'obligation de réarmer. Dès qu'elle a été connue dans les délégations, cette affirmation du ministre des Affaires étrangères d'Allemagne a provoqué les critiques et les commentaires les plus sévères. Nombreuses sont d'ailleurs les délégations qui se demandent à quel travail pourra désormais se livrer la Conférence, le Reich étant disposé à n'en tenir aucun compte et à procéder, selon les déclarations de Constantin von Neurath lui-même, à un réarmement dans tous les domaines.

Cet avis semble se rapprocher de celui du *Messin* de plus en plus méfiant à l'égard des objectifs allemands lors de ces négociations. En allant de polémique en polémique, en "déblatérant" sans fin, où veut en venir le Reich ? La réponse est donné le 14 octobre 1933. Sans aucun avertissement et sans que les grandes puissances européennes ne s'y attendent, l'Allemagne se retire de la Conférence sur le désarmement et de la SDN. Ce n'était pas l'intention d'Adolf Hitler, tout au long de ces mois de négociations, mais ses objectifs de remilitarisation l'y ont obligé.

⁴⁵¹ *Le Messin*, 10 mai 1933, "On tente de résoudre à Genève les difficultés causées par l'intransigeance du Reich", 1^{re} page.

⁴⁵² *Le Messin*, 12 mai 1933, "M. Von Neurath déclare que l'Allemagne se trouve dans l'obligation de réarmer", 1^{re} page.

Le Messin commente l'événement. L'Allemagne connaissait depuis plusieurs jours les principaux points de l'accord de principe qui existait entre les ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne (c'est une proposition britannique) et l'ambassadeur extraordinaire des États-Unis. Le gouvernement hitlérien savait qu'il ne lui serait pas possible de réarmer durant la période d'épreuve de 4 ans prévue et que, seules, les quelques armes nécessaires à la transformation de la Reichswehr en milice de 200 000 hommes lui seraient octroyées, ces armes devant toutefois être conformes à celles accordées par le Traité de Versailles.

L'Allemagne savait que la France, l'Angleterre et les États-Unis ne transigeraient pas sur l'application du contrôle automatique et permanent⁴⁵³ - *Le Messin* ne parle pas de la seconde phase de l'accord qui obligeait la France à détruire sous contrôle international, son excédent de matériel militaire ! - La rédaction du *Messin* insiste. C'est au moment où les négociations avaient atteint leur point culminant et permettaient l'espoir d'une issue, que le Reich a pris la grave décision de se retirer de tous les concerts internationaux. Jusqu'à cette date, dans le monde, les dirigeants politiques et les opinions publiques n'avaient voulu retenir que les paroles pacifiques prononcées par le Chancelier Hitler, plutôt que les discours agressifs de ses collaborateurs ou encore certaines manifestations de force pourtant significatives. Le geste du gouvernement allemand apparaît comme étant en complète contradiction avec le désir de paix et de collaboration internationale proclamé par Adolf Hitler dans son discours du 17 mai 1933.

Le Messin s'interroge sur la signification exacte du geste allemand. Quelle portée peut-on lui donner ? Soit il constitue une manœuvre audacieuse au moment où les négociations étaient prêtes à se dénouer, soit il s'agit d'une rupture définitive du Reich avec tous les organismes de coopération internationale, << avec la politique de paix et

⁴⁵³ *Le Messin*, 15 octobre 1933, "Un coup de théâtre dans la question du désarmement", "L'Allemagne se retire de la Société des Nations", "Le gouvernement du Reich a décidé en outre de ne plus participer aux travaux de la Conférence du désarmement", 1^{re} page.

de réconciliation entre les peuples, suivie au cours de ces dernières années >>⁴⁵⁴.

À Adolf Hitler proposant des accords bilatéraux de sécurité, *Le Messin* répond que lorsqu'on désire une entente pacifique, on ne rompt pas brutalement des conversations diplomatiques en cours. Lorsque l'on veut tenir ses engagements, on ne s'oppose pas à une vérification prévue et acceptée dans le Traité de Versailles, enfin lorsqu'on se déclare prêt à désarmer, on ne refuse pas à priori de discuter un plan de désarmement progressif. La contradiction entre la parole d'Adolf Hitler et ses actes, est flagrante⁴⁵⁵. Le journaliste s'étonne surtout que personne ne paraisse s'en émouvoir. Le désir de tranquillité est tel que, 48 heures après le coup de théâtre du samedi 14, l'événement était déjà considéré comme un incident sans importance. << La légèreté du peuple français est incurable ... >>. Il faut exiger désormais, des actes de bonne volonté manifeste, les paroles ne suffisent plus à calmer une inquiétude grandissante au *Messin*.

Il semble vraiment que personne ne s'inquiète du nouvel ordre mis en place par Adolf Hitler, s'insurge-t-on au *Messin*. Il a repris sa liberté entière en se retirant de la Société des Nations, il n'existe plus aucun moyen d'entraver sa politique, aucune sanction n'est possible pour arrêter les infractions au Traité de Versailles, << aucun obstacle ne peut désormais être opposé à l'entreprise belliqueuse qui s'organise ouvertement >>⁴⁵⁶. La vision du *Messin* est exacte. Le journaliste auteur de l'éditorial est clairvoyant. Pour Adolf Hitler, sortir de la SDN, c'était répudier virtuellement tous les Traité, ne plus admettre d'autre loi que celle de la force et, par elle, imposer sa primauté. L'Allemagne n'acceptait pas les contrôles, aucune obligation ne subsistait pour elle, telle était la situation créée par le télégramme du 14 octobre.

⁴⁵⁴ *Le Messin*, 15 octobre 1933, "Un coup de théâtre dans la question du désarmement", "L'Allemagne se retire de la Société des Nations", "Le gouvernement du Reich a décidé en outre de ne plus participer aux travaux de la Conférence du désarmement", 1^{re} page.

⁴⁵⁵ *Le Messin*, 20 octobre 1933, "Le Führer vient à nous la main tendue et le sourire aux lèvres", signé "G", Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁴⁵⁶ *Le Messin*, 1^{er}- 2 novembre 1933, "La nouvelle du jour", signé "G", Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Alors que dans le flottement général, faute de voir clair et de vouloir clarifier, la vraie portée politique et symbolique du geste d'Adolf Hitler n'était pas comprise par la SDN et les grandes puissances mondiales, comme le prélude à des attentats énormes, *Le Messin* émet les plus grandes craintes. La voie est ouverte aux ambitions allemandes. Cet acte est un véritable rejet des institutions et Traités internationaux. Ce sont les bases démocratiques et humanitaires sur lesquelles la nouvelle Europe de 1919 s'est construite, que le Reich rejette brusquement. Et pourtant les démocraties ont rapidement fermé les yeux sur la menace que cela représente. Elles vont même jusqu'à souhaiter que la Conférence du désarmement poursuive ses travaux (sans l'Allemagne, bien sûr). «**Dans quel esprit**», s'exclame *Le Messin*⁴⁵⁷.

En face d'une Nation dont la puissance militaire s'est révélée, lors de la dernière guerre mondiale, capable de tenir tête aux forces civilisées du monde entier, et qui, instruite par l'expérience, se montre décidée à rectifier les imperfections auxquelles elle attribue l'échec de 1918, les peuples qui restent représentés à Genève vont continuer à envisager les moyens de réduire leurs armements.

Les conversations à venir apparaissent au *Messin*, irréalistes. Il faut, ou bien supposer que les membres de la Conférence vont se livrer à une manifestation de pure «**hypocrisie**», ou alors qu'ils se proposent de «**travailler pour le roi de Prusse**», couronnant ainsi «**l'œuvre commencée à Locarno et à Thoiry**⁴⁵⁸»⁴⁵⁹. Maintenant que le Reich sent sa puissance reconstituée, il offre à la France de traiter directement, d'égal à égal, et le gouvernement allemand proposera à Paris un «**nouveau marché de dupes**» : Berlin renonce définitivement à l'Alsace-Lorraine. Combien de fois la France sera-t-elle invitée à payer le

⁴⁵⁷ *Le Messin*, 1^{er} - 2 novembre 1933, "La nouvelle du jour", signé "G", Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁴⁵⁸ Thoiry où se sont rencontrés Aristide Briand et Gustav Stresemann le 17 septembre 1926 à propos du développement possible du rapprochement franco-allemand.

⁴⁵⁹ *Le Messin*, 1^{er} - 2 novembre 1933, "La nouvelle du jour", signé "G", Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

renouvellement de cette renonciation (c'était, d'après *Le Messin*, déjà le cas à Locarno).

Les articles du *Messin* relatent avec pertinence les événements du mois d'octobre 1933, ainsi que leurs conséquences politiques pour l'Europe et la SDN. Dans une atmosphère française d'aveuglement et de laxisme, la rédaction du quotidien mosellan porte un regard lucide et réaliste sur la politique hitlérienne ainsi que sur ses retombées probables. L'impuissance actuelle (et à venir) de la SDN y est également dénoncée. Reprenant les actions nazies menées à Dantzig et en Autriche, "G" dénonce l'inefficacité de la Société des Nations.

b. L'Allemagne et la SDN.

Ce qui se passe dans la ville libre est significatif. Il s'agit là d'une opération destinée à amorcer des manœuvres de la << plus grande envergure >>⁴⁶⁰. L'Allemagne emploie le système de la conquête par l'intérieur, déjà mis en œuvre à Vienne. Par l'intermédiaire des nazis locaux, augmentés des hitlériens envoyés spécialement d'Allemagne, Berlin s'est rendu entièrement maître de l'administration de la ville libre. Les membres du NSDAP y sont passés à l'action. Ils chassent leurs adversaires de toutes les administrations, suppriment les journaux d'opposition, arrêtent et menacent d'envoyer dans des camps de concentration leurs directeurs qui avaient demandé la protection de Genève. Le but poursuivi est d'observer les réactions de Genève. Si celles-ci sont sans vigueur, comme il est facile de le prévoir, les entreprises seront poussées plus loin. Il faudrait, écrit le journaliste, prendre des mesures immédiates pour empêcher le Reich de pousser plus avant ses empiétements. Il faudrait surtout intervenir avec énergie et rapidité pour ne pas laisser le temps aux nazis de créer des faits accomplis sur lesquels il sera difficile de revenir. Malheureusement, explique l'énigmatique "G", les lecteurs du *Messin* ont le droit de se montrer sceptiques à ce sujet. Les hitlériens ne rencontrent sur leur route aucune barrière sérieuse. Ils se moquent des organisations internationales qui devraient avoir pour mission de faire respecter le droit

⁴⁶⁰ *Le Messin*, 10 novembre 1933, "L'impuissance de Genève", signé "G", 1^{ère} page.

et d'assurer la paix. << Toutes ces épreuves de force ne sont que des préliminaires destinés à ouvrir la voie aux entreprises plus hardies qui se préparent >>⁴⁶¹.

Dès 1933, *Le Messin* avertit ses clients : l'Allemagne a des ambitions démesurées, Adolf Hitler veut les réaliser par tous les moyens, y compris en dehors de tout respect des organisations internationales (SDN, Pactes, Traités). Et ce d'autant plus facilement que ces institutions ne se donnent pas les possibilités d'agir à l'encontre de la politique du Reich. À quoi a-t-il servi de découvrir et de dénoncer les manquements de l'Allemagne et de ses agents, si l'on n'est pas décidé à les réprimer. Le Chancelier Hitler a hésité à découvrir son jeu tant qu'il a cru avoir à redouter des mesures de répression auxquelles il n'aurait pas pu opposer de résistance militaire, n'ayant pas encore de forces suffisantes à sa disposition. En bref, une guerre préventive aurait été assurée de la victoire et de l'effondrement du régime de Berlin.

Adolf Hitler se montre décidé à se libérer du Traité de Versailles et à braver ouvertement les puissances qui, tout en prétendant en assurer l'application, se refusent à employer les moyens propres à en imposer le respect, c'est-à-dire l'utilisation de la force armée, sous-entend l'auteur de l'article. Le dictateur allemand ne survivrait pas à << l'humiliation >> qu'infligerait à sa politique un acte concerté des trois grandes puissances signataires du Pacte à quatre⁴⁶². Si l'Italie, la France, la Grande-Bretagne, est-on persuadé au *Messin*, agissent de concert et font apparaître une volonté commune et énergique, ce sera l'effondrement de l'hitlérisme. Or, les alliés sont loin de pouvoir atteindre ce résultat. Les Italiens sont sourdement favorables au Reich et les Anglais feignent de ne pas voir clair. << Il ne dépend pas de la France seule d'ouvrir des yeux qui se ferment volontairement >>. Il n'y aura donc pas, comme le suggère la direction du *Messin*, de guerre préventive contre Berlin.

Connaissant l'existence du réarmement clandestin, conscient du danger que représente l'idéologie nazie (*Mein Kampf*), voyant

⁴⁶¹ *Le Messin*, 10 novembre 1933, "L'impuissance de Genève", signé "G", 1^{re} page.

⁴⁶² *Le Messin*, 10 novembre 1933, "L'impuissance de Genève", signé "G", 1^{re} page.

l'Allemagne se soustraire à toutes obligations de droit international, le quotidien de la rue des Clercs avec à-propos recommande à demi-mot une action militaire immédiate, pour empêcher l'Allemagne, dans les années proches, d'atteindre ses objectifs. Il suit en cela la célèbre observation de Montesquieu dans *L'Esprit des lois* (livre X, chapitre II) : << Entre les sociétés, le droit de la défense naturelle entraîne quelquefois la nécessité d'attaquer, lorsqu'un peuple voit qu'une longue paix en mettrait un autre en état de le détruire, et que l'attaque est dans ce moment le seul moyen d'empêcher cette destruction >>. Les journalistes messins ne parlent pas de destruction de la France par l'Allemagne, mais ressentent bien la menace croissante que cette dernière va faire peser sur l'Europe dans les années 30.

Une guerre préventive ? Dans l'état de l'opinion publique mondiale, de tels mots et une telle idée faisaient scandale. Les démocraties ne font pas de guerre préventive. À la Chambre des députés, Georges Mandel dénonçant avec le réarmement de l'Allemagne, << la politique de liquidation de la victoire >>, croit devoir lui-même renoncer avec soin à toute idée de ce genre⁴⁶³. Il n'y aura aucune guerre en 1933. Le 12 novembre, dans un référendum, 92 % des Allemands ayant le droit de vote donnèrent leur confiance à Adolf Hitler. En dépit des irrégularités qui avaient caractérisé le plébiscite, il était incontestable que la majorité du peuple allemand approuvait la politique de perturbateur de l'ordre européen menée par Adolf Hitler. La SDN était impopulaire dans le Reich⁴⁶⁴.

Le Messin interprète l'information de la même manière. Adolf Hitler a réussi. La voix unanime du peuple allemand vient de lui ouvrir moralement un crédit immense. Ce qui n'a pu être obtenu par les médiateurs Stresemann et Brüning, Adolf Hitler va pouvoir l'exiger, sinon immédiatement par la force, du moins par une offensive diplomatique vigoureuse⁴⁶⁵. *Le Messin* ne s'interroge nullement sur la légitimité du

⁴⁶³ BAUMONT, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.

⁴⁶⁴ BAUMONT, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.

⁴⁶⁵ *Le Messin*, 13 novembre 1933, "Hitler a réussi le coup du plébiscite", "C'est un lever de rideau sur les drames futurs", Frédéric Certonciny, 1^{re} page.

résultat. Il ne fait aucun doute que la population suit son Chancelier, et d'ailleurs, est il écrit, les dirigeants français pourraient s'en inspirer. Une des principales raisons du succès d'Adolf Hitler est la connaissance profonde qu'il a de la psychologie de son peuple, peut-on lire. Il l'a saisie avec une rare habileté et en a tiré la quintessence. Pour parfaire son << oeuvre >> et consulter << véritablement >> son pays, il n'a pas hésité à recourir au plébiscite. << C'est une rude leçon pour les gouvernants français >>⁴⁶⁶.

En effet, à deux reprises, l'opinion française était, d'après le journaliste, unanime contre une décision du gouvernement. La ratification de l'accord franco-américain sur la question des dettes de guerre françaises, et l'évacuation de la Rhénanie par la France (1925). Le peuple français a protesté en masse, les Anciens Combattants ont manifesté de toutes les façons. Les ministres d'alors ont été accablés de lettres de reproches et de protestations. Rien n'y a fait, la ratification a eu lieu, l'évacuation de la Rhénanie aussi et << la France a été lourdement bafouée à Paris comme à Mayence ! >>. Dans cette ville, << nos soldats sont partis sous les huées des Allemands, sans que la pusillanimité gouvernementale envoie l'ordre de réagir >>.

Selon Frédéric Certonciny, rien ne montre mieux que ces exemples, la différence des deux méthodes. Par l'une, << on se moque du peuple >>, par l'autre on le consulte et cette dernière formule est la meilleure pour que chaque citoyen prenne avec enthousiasme ses responsabilités⁴⁶⁷. À en croire le directeur du *Messin*, en ce qui concerne du moins les opérations de politique extérieure, l'Allemagne d'Adolf Hitler est plus démocratique. Le Chancelier du Reich a été plébiscité, le peuple allemand approuve sa politique internationale, son action est donc comprise et légitime.

Les journalistes du *Messin* ont bien compris le message que le gouvernement allemand a fait passer en se retirant simultanément et

⁴⁶⁶ *Le Messin*, 13 novembre 1933, "Hitler a réussi le coup du plébiscite", "C'est un lever de rideau sur les drames futurs", Frédéric Certonciny, 1^{re} page.

⁴⁶⁷ *Le Messin*, 13 novembre 1933, "Hitler a réussi le coup du plébiscite", "C'est un lever de rideau sur les drames futurs", Frédéric Certonciny, 1^{re} page.

unilatéralement de la Conférence du désarmement et de la SDN, tout comme l'avenir réservé par le Reich au Traité de Versailles et la menace qui pèse d'ores et déjà sur l'Europe. Les nouvelles valeurs allemandes ne sont pas juridisme, sécurité collective, respect des Traités et négociations, mais bel et bien force, violences, faits accomplis et promesses non tenues. En opposition avec de nombreux hommes politiques et journalistes européens, le quotidien de la rue des Clercs refuse de fermer les yeux, de s'aveugler, de laisser faire en oubliant. Il ne veut voir que la réalité des actes. Or, des actes concrets de marche à la paix, l'Allemagne n'en a pas donné. Alors qu'Adolf Hitler discourt garantit la paix au monde entier, l'Allemagne enferme les opposants au régime dans des camps, sinon elle les massacre, elle réarme de plus en plus intensivement, refuse les principes de la SDN, renie le Traité de Versailles. Frédéric Certonciny attend maintenant les actes de paix.

Que peut-on encore espérer de la SDN et de la Conférence ? Le Japon et l'Allemagne n'y sont plus représentés, l'URSS et les États-Unis n'y sont jamais rentrés. Le 14 octobre 1933 a été, envers l'Allemagne, son premier constat d'impuissance, *Le Messin*, sans l'exprimer explicitement, semble en craindre d'autres.

Seul, Winston Churchill a déclaré le 14 mars 1933 :
<< Les Allemands demandent l'égalité des armements, l'égalité de l'organisation des armées et des flottes. Et on vient nous dire : Vous ne pouvez laisser un si grand peuple dans une position inférieure ; il doit avoir ce qu'ont les autres.

Je n'ai jamais été d'accord avec ce point de vue. Rien ici-bas n'est éternel ; mais, dès que l'Allemagne acquerra une égalité militaire totale par rapport à ses voisins, alors que ses propres griefs sont encore inassouvis, et que son humeur est encore telle que nous pouvons l'observer, nous nous verrons certainement entraînés à plus ou moins brève échéance dans une nouvelle guerre européenne >>⁴⁶⁸.

⁴⁶⁸ BAUMONT, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.

Très tôt Winston Churchill a senti le danger allemand, Frédéric Certonciny au Messin est sur la même ligne d'analyse. Les États européens dans leurs relations avec l'Allemagne vont-ils ou non tenir compte de ce risque ? Quels seront, entre autres les comportements diplomatiques de la France et de l'Angleterre à l'égard du Reich ressuscité ? La presse messine ne manquera pas de les commenter et d'exprimer sa satisfaction ou son mécontentement.

2. Les relations diplomatiques franco-allemandes, 1933-1938.

La France, atteinte par la crise économique mondiale et déchirée par les discussions intérieures, s'en va à la dérive. Ses forces l'abandonnent bien que financièrement elle continue à tenir. Les ministères se succèdent, certains pour quelques mois, d'autres quelques jours ! La vie politique est discontinue. Chacun des gérants provisoires et successifs du gouvernement fait approuver par le parlement une déclaration ministérielle, que rien ou presque ne distingue des précédentes, et dont les auteurs souvent continuent à siéger autour de la même table du Conseil des ministres. Or, les changements précipités sont particulièrement fâcheux pour les ministres des Affaires étrangères qui ont à nouer le dialogue avec les diplomates étrangers, eux aussi plus ou moins permanents. De la disparition d'Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères de 1925 à 1932, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, de nombreux ministres se succèdent au Quai d'Orsay : Pierre Laval à deux reprises, tout comme Paul Boncour, mais aussi Tardieu, Herriot, Louis Barthou (assassiné le 9 octobre 1934), Flandin, Yvon Delbos, Georges Bonnet⁴⁶⁹. À chaque départ de ministre prend fin le dialogue commencé avec les ambassadeurs. Sur la période une lente dégradation s'établit aux Affaires étrangères. Le régime de la III République en arrive à ne plus savoir que faire, à ne plus agir. Dans ces conditions, comment vont évoluer les relations avec une Allemagne si sûre d'elle ? Et surtout quelles conclusions vont en tirer les journaux messins de l'époque ?

⁴⁶⁹ Baumont, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.

a. *La presse messine souhaite-t-elle une entente Paris-Berlin ?*

Devant les tentatives de rapprochement diplomatique engagées par le Reich, fidèle à ses principes de négociations directes et de signatures de Pactes bilatéraux, *Le Lorrain* reste prudent. Il rappelle à ses lecteurs qu'avant tout c'est Adolf Hitler qui a besoin de la France. À l'intérieur de son pays, il a fait le maximum ; << les gens et les choses sont nazis à 100 % >>⁴⁷⁰, tout fonctionne selon l'esprit et la lettre du national-socialisme. Maintenant, il faut au Chancelier allemand des succès diplomatiques, car il ne peut pas vivre seulement de victoires sur les communistes, socialistes et centristes, son prestige et peut-être sa durée exigent des succès auprès des autres Nations. Le chef nazi a besoin de la France pour montrer à son peuple vigilant qu'il est le sauveur au dehors comme à l'intérieur de son pays. Il lui est nécessaire d'obtenir des réussites dans la diplomatie européenne.

Charles Ritz estime que le "Führer" a échoué en Autriche, seul pays de langue et de civilisation allemandes, et qu'il croyait prêt à entrer en premier et de plein gré dans le cycle, non seulement de l'influence, mais de l'entité allemande. Cette défaite a été cuisante pour Adolf Hitler, lui-même fils de cette Autriche qui ne veut rien savoir de lui. Par conséquent, il recherche un succès tout autre, ailleurs. La France haïe et désignée jadis comme l'ennemi héréditaire, mais aussi crainte, détentrice et gardienne du Traité de Versailles, donc de l'ordre de l'Europe - dont l'activité en Europe centrale semble enfin remporter ses premiers succès - est l'unique pays sur lequel un résultat heureux, bien exploité dans le Reich, pourrait ajouter une auréole mondiale à la croix gammée trop strictement germanique⁴⁷¹.

Quelle politique extérieure va alors mener la France, se demande le directeur du quotidien clérical ? La France est devant l'alternative, soit d'abandonner Genève et relâcher ses liens avec ses alliés,

⁴⁷⁰ *Le Lorrain*, 8 décembre 1933, "Nos conversations avec M. Hitler", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁴⁷¹ *Le Lorrain*, 8 décembre 1933, "Nos conversations avec M. Hitler", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

soit de traiter directement avec le Reich et l'Italie, ce à quoi l'incite l'Angleterre. Ceci aboutirait à une nouvelle sorte de politique de Pacte à quatre, ou cinq voire six, mais cette fois-ci, sans ce fameux "cadre de la SDN" si cher à Édouard Daladier lors des négociations du Pacte⁴⁷². Une chose est certaine, la France, forte et personnelle, doit activer une politique française. Que cette politique soit le rapprochement allemand, anglais, italien, turc ou autre, peu importe pourvu que ce soit << notre >> politique et non pas la politique du moment, du << pousse moi en avant >> ou du << repousse moi en arrière >>, celle, du reste, dont le gouvernement donne le triste exemple en Europe⁴⁷³.

Charles Ritz est conscient des faiblesses de la politique étrangère française. Adolf Hitler, l'homme fort et violent, qui fait sauter les appareils de TSF à la fin de chacun de ses discours, va débattre avec "l'instabilité gouvernementale", l'anonymat politique, l'inconsistance parlementaire. Les résultats, positifs pour Berlin, sont acquis d'avance. De plus, que peut-on croire venant des négociateurs allemands ? L'Allemagne vient à la France soi-disant en paix, en amie. Mais Charles Ritz, qui lit chaque jour la presse allemande du Reich ou de l'étranger, ne peut s'empêcher d'être sceptique. Il est lui aussi ami de la paix, mais surtout ennemi des mots qui disent la paix et ne la signifient pas. La question est de savoir si tout cela est bien sincère de la part du Reich⁴⁷⁴ ? Il semble en douter.

Frédéric Certonciny, le temps passant et constatant toujours la volonté allemande de négocier directement avec le gouvernement français, se demande en novembre 1934, si le moment de dialoguer avec l'Allemagne ne serait pas venu. Contrairement à Charles Ritz, le directeur du *Messin* déclare qu'il n'a jamais refusé de croire à la sincérité du "Führer" quand celui-ci a offert de tendre la main aux

⁴⁷² *Le Lorrain*, 12 décembre 1933, "Quelle politique extérieure va faire la France ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁴⁷³ *Le Lorrain*, 14 décembre 1933, "Toujours des conversations avec Berlin ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁴⁷⁴ *Le Lorrain*, 14 décembre 1933, "Toujours de conversations avec Berlin ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

Français. << Pourquoi se refuser à parler avec le Reichsführer ? >>⁴⁷⁵. Pourquoi vitupérer contre lui << avec la même ardeur qui pousserait à maudire un geste comminatoire >>, dès qu'il fait un mouvement pacifique, écrit-il visant probablement *Le Lorrain* ou les partis de gauche ? Entre la France et l'Allemagne s'est développée une situation empoisonnante et qui ne peut durer. << Enfin, voulons-nous la paix ou la guerre ? >> s'exclame-t-il avec vigueur.

En particulier, Frédéric Certonciny se demande comment éviter un conflit si les Français refusent de serrer la main à Adolf Hitler ? Faisant preuve de tolérance envers le Reich, qu'il dénonce pourtant par ailleurs comme menaçant, l'auteur explique que depuis de nombreuses années tous les pays d'Europe ont souhaité, pour le maintien de la paix du monde, sinon une alliance difficile à réaliser, au moins un accord total entre les deux Nations, qui parachèverait les arrangements commerciaux réalisés en 1934. Face à l'objection qu'Adolf Hitler en réarmant avec acharnement viole le Traité de Versailles et constitue une menace des plus sérieuses pour la paix, l'éditorialiste rétorque que si cela est rendu possible, c'est de la responsabilité des ex-alliés qui laissent faire. Ensuite, ce réarmement se fait au grand jour, sans camouflage⁴⁷⁶ (la vérité serait plutôt que la construction d'armes est tellement importante qu'il n'est plus possible au Reich de la cacher efficacement). Enfin, dernier argument du journaliste, Adolf Hitler n'empêche nullement la France de s'armer à son tour. << Ce n'est qu'à la stupidité d'une certaine catégorie de nos parlementaires que nous devons le retard lamentable de nos armements, qui est déjà heureusement rattrapé >>. Le gouvernement peut en conséquence sans ambages, parler franchement, loyalement avec Adolf Hitler (Charles Ritz répondrait au *Messin* qu'on ne peut négocier "loyalement" avec Adolf Hitler, en qui aucune confiance n'est possible). Que la France soit forte moralement comme elle l'est militairement. Aucun piège n'est à redouter (Cet article a certainement dû heurter la sensibilité de l'abbé Ritz !), les deux pays étant trop forts. << La seule chose que nous

⁴⁷⁵ *Le Messin*, 22 novembre 1934, "Ne serait-ce pas le moment de parler avec l'Allemagne ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁴⁷⁶ *Le Messin*, 22 novembre 1934, "Ne serait-ce pas le moment de parler avec l'Allemagne ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

risquons >>, conclut Frédéric Certonciny, << c'est de nous entendre. Ce résultat possible vaut bien que l'on s'y intéresse un peu >>. Le directeur politique du *Messin* fait preuve d'une étrange indulgence envers l'Allemagne hitlérienne.

Alors que Charles Ritz prône la méfiance, Frédéric Certonciny avance l'argumentation surprenante d'accepter la main tendue du "Führer" à qui il semble accorder un crédit important. Ce volte-face peut surprendre. Après avoir dénoncé le réarmement clandestin, la violence du régime nazi, les agressions contre l'Autriche, voilà que soudainement des négociations sont possibles voire souhaitables pour *Le Messin*. Quelles circonstances ont pu motiver ce revirement ? Une sympathie idéologique pour le régime du "Führer"⁴⁷⁷, une crainte de la puissance militaire du Reich, une guerre étant à éviter à tout prix (pourtant l'Allemagne de 1934 n'est pas celle de 1938), ou alors simplement une erreur de jugement de la part d'un journaliste sentant le danger de déclenchement d'un conflit grandir de mois en mois. La Pologne a bien conclu un Pacte de non-agression avec le Reich en janvier 1934, pourquoi la France n'en ferait-elle pas autant ? Manquant d'informations et d'explications nous ne pouvons opter objectivement pour l'une ou l'autre de ces hypothèses, d'autant plus que rapidement la rédaction du *Messin* va reprendre une attitude plus fidèle à l'orientation entretenue depuis janvier 1933, c'est-à-dire méfiante et dénonciatrice du Reich hitlérien.

La preuve en est la polémique engagée en juin 1935 à la suite de la signature, le 2 mai à Paris, par Pierre Laval (alors ministre des Affaires étrangères) et Potemkine (ambassadeur soviétique en France), du Traité franco-soviétique⁴⁷⁸. Les Allemands réagissent à cette alliance par un discours du "Führer" et un mémorandum juridique visant à démontrer

⁴⁷⁷ *Le Messin* est un journal patriote que l'on peut qualifier de droite. Il subit donc l'influence des ligues et surtout du fascisme italien incarné par Benito Mussolini. Un rapprochement politique avec l'Allemagne n'est donc pas à exclure. Frédéric Certonciny le tente peut-être dans cet article.

⁴⁷⁸ Cet accord se référat au Covenant : se concerter en cas d'agression d'un État européen, en vue des mesures à prendre contre l'agresseur qui sera reconnu tel s'il recourt à la guerre contrairement aux articles 12, 13 et 15 du pacte de la SDN, se prêter assistance mutuelle en se conformant aux recommandations du Conseil de la S.D.N..

l'incompatibilité entre le Traité de Locarno et une nouvelle alliance franco-russe. Si l'Allemagne proteste ainsi auprès des gouvernements français, anglais, italien et belge, explique Frédéric Certonciny, c'est que Berlin compte poursuivre sans difficulté à la fois la réalisation de son formidable programme de réarmement et empêcher l'Europe de se mettre à l'abri derrière un rempart modeste d'assistance mutuelle. << L'Europe se laissera-t-elle manoeuvrer ? Voilà toute la question ! >>⁴⁷⁹. Pour garantir la paix, il faut établir une << paix armée >>⁴⁸⁰.

b. Divergence au Messin.

De manière à pallier le manque d'armement depuis une quinzaine d'années en France et en Angleterre, il est souhaitable de développer un système d'alliance efficace. Il faudrait qu'un cordon, sinon sanitaire du moins pacifiste, se tende enfin autour du Reich. Ce cordon virtuel est commencé, il a débuté avec la Russie. Tout en notant tout de même que la Pologne refuse les troupes russes sur son territoire, l'auteur qualifie cette nouvelle alliance de solide. Sans oublier que la Tchécoslovaquie a déjà signé à son tour le même type d'entente avec l'URSS. Elle devient << une sentinelle avancée, avec son saillant profond dans le territoire du Reich >>⁴⁸¹. À ces deux Traités primordiaux il faut ajouter la Petite-Entente (Yougoslavie, Roumanie, Tchécoslovaquie).

Continuant son tour d'horizon des alliances déjà signées ou des États ayant des intérêts communs contre le Reich, Frédéric Certonciny parle d'une << muraille de fer >>, associant la Yougoslavie, l'Italie et la France (il est vrai qu'avant la guerre d'Éthiopie une entente franco-italienne contre l'Allemagne est toujours possible. Par contre, voir se rapprocher Rome et Belgrade semble beaucoup plus improbable, l'éditorialiste est optimiste à ce sujet). Enfin, il termine en déclarant que les Anglais ont leur frontière sur le Rhin (ce n'est pas ce que ressent l'opinion publique anglaise

⁴⁷⁹ *Le Messin*, 10 juin 1935, "Les manoeuvres du Reich contre l'organisation de la sécurité internationale", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page.

⁴⁸⁰ *Le Messin*, 20 juin 1935, "Le jeu des alliances européennes ne peut que garantir la paix", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{ère} page.

⁴⁸¹ *Le Messin*, 20 juin 1935, "Le jeu des alliances européennes ne peut que garantir la paix", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{ère} page.

qui parle plutôt d'une France militariste et trop exigeante avec le Reich) et que la Belgique est l'alliée de Paris.

Quant à la Pologne, malgré l'accord de janvier 1934 avec le Reich, elle est des mieux placées pour servir à un rapprochement entre les Nations, beaucoup plus qu'à un conflit qui, pour elle, serait particulièrement dangereux du fait de sa position géographique entre Allemagne, URSS et Tchécoslovaquie. Si l'Allemagne tient véritablement à la paix, et encerclée comme elle l'est, les relations diplomatiques vont rapidement arranger les choses⁴⁸².

Le Messin augure bien de l'avenir de la diplomatie européenne. Les faiblesses diplomatiques de la France, l'opinion anglaise, les réserves italiennes ou polonaises à l'égard de Paris, l'instabilité ministérielle en France ne sont pas prises en compte. Au contraire, la situation s'améliore, les Traités se multiplient, l'Allemagne est toujours relativement isolée. Certes, elle réarme mais personne ne peut gagner contre l'Europe entière. Alors pourquoi s'alarmer ? Pourquoi s'en faire ? C'est le sentiment que l'on éprouve en lisant Frédéric Certonciny (nous savons cependant que par la suite, ce dernier appréciera beaucoup moins l'entente franco-russe et n'en escomptera aucun résultat positif).

Paul Lorrain, lui, nous expose une autre vision de l'Allemagne nazie environ un mois après les éditoriaux de son directeur. Il ne croit pas au rapprochement franco-allemand préconisé par les deux gouvernements. Le rapprochement catholique a échoué sous Gustav Stresemann, le rapprochement des Anciens Combattants ne le satisfait pas davantage. En ce qui concerne les propositions de Baldur von Schirach d'échanger 10 000 jeunes Allemands contre 10 000 jeunes Français dans le cadre de voyages touristiques, il reste très sceptique⁴⁸³. L'Allemagne va encore récupérer politiquement cette nouvelle manœuvre, tout comme elle a triomphé après l'accord germano-polonais ou après l'accord naval avec l'Angleterre de juin 1935. Toutes ces

⁴⁸² *Le Messin*, 20 juin 1935, "Le jeu des alliances européennes ne peut que garantir la paix", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page.

⁴⁸³ *Le Messin*, 28 juillet 1935, "Hitler joue aussi la carte de la jeunesse étrangère", Paul Lorrain.

manoeuvres n'ont qu'un seul objectif : la consolidation du régime. Tout en faisant grand cas dans la presse officielle de la venue des jeunes campeurs français en Allemagne, les rédacteurs allemands attaquent violemment le Président Albert Lebrun et continuent à rejeter les causes de la guerre mondiale sur la France. << Aussi longtemps que cette effrayante mentalité prévaudra en Allemagne, tous les voyages et tous les échanges de combattants et de lycéens ne serviront à rien, [...] >>⁴⁸⁴.

Peu après, Frédéric Certonciny, décidément instable et indécis dans son analyse de la tentative de rapprochement allemande, adopte la même interprétation que Paul Lorrain. En novembre 1935, une société se crée à Berlin pour le rapprochement franco-allemand. Son but est de favoriser le travail de coopération et de rayonnement entre les deux pays. Frédéric Certonciny profite de la réunion inaugurale de cet organisme au château de Monbijou pour en commenter l'activité principale.

c. *Une société franco-allemande.*

A cette séance, note le journaliste, étaient présents le ministre des Affaires étrangères du parti, Joachim von Ribbentrop, et l'ambassadeur de France en Allemagne, André-François Poncet. *Le Messin* ne souhaite pas décourager leurs efforts, mais, rappelle le directeur du journal, contrairement aux illusions que donnent l'impression de vouloir faire naître les protagonistes de l'éventuelle union, le Chancelier Hitler s'est montré jusqu'à présent particulièrement distant envers toutes les démarches effectuées en vue d'aboutir à une entente partielle entre la France et l'Allemagne. La réussite de cette noble action ne lui semble pas garantie⁴⁸⁵.

Charles Ritz, au *Lorrain*, estime pour sa part que la société franco-allemande va se livrer à un travail officieux avant de passer à l'officiel. Aucune perspective de succès ou d'échec n'est proposée aux

⁴⁸⁴ *Le Messin*, 28 juillet 1935, "Hitler joue aussi la carte de la jeunesse étrangère", Paul Lorrain.

⁴⁸⁵ *Le Messin*, 3 novembre 1935, "Une société se forme à Berlin pour le rapprochement franco-allemand", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

lecteurs. L'abbé reste très neutre, ne s'engage pas dans un commentaire plus approfondi⁴⁸⁶. Par contre, en face de l'éventualité de l'installation d'un consulat allemand à Nancy, *Le Lorrain*, tout comme *Le Messin*, met en garde le pays contre les possibilités d'espionnage que cette mesure procurerait au Reich. De plus, la propagande de l'Association des Alsaciens-Lorrains du Reich, présidée par le Docteur Ernst, pour la conservation de la culture, de la langue et de l'esprit allemands dans la région, ne ferait que s'intensifier⁴⁸⁷.

Le travail officiel dont parle Charles Ritz ne tarde pas. Dès la fin du mois, André-François Poncet va rencontrer Adolf Hitler lors d'un entretien d'importance. L'objectif de l'ambassadeur devrait être, selon Frédéric Certonciny, d'amener le Reich à pratiquer, dans le cadre de la SDN, une oeuvre de paix et non de division ; que la propagande hitlérienne s'arrête aux frontières françaises et que la politique extérieure de la Wilhelmstrasse soit désormais basée sur la collaboration internationale. En résumé, que le Reich réintègre le cercle des États regroupés à Genève et négociant les mesures à prendre en vue de développer une politique de sécurité collective efficace⁴⁸⁸. *Le Messin* paraît attaché au principe de la sécurité collective défendu à la fois par la SDN, la France et l'Angleterre. L'instance internationale de Genève et les différents projets de Pactes de sécurité (Pacte oriental, Pacte aérien...) semblent encore pouvoir représenter une chance sérieuse de maintien de la paix en Europe, et ceci malgré l'attitude intransigeante de l'Allemagne dans ce domaine, privilégiant sans cesse les négociations bilatérales et... son réarmement.

Peut-être est-il plus juste d'interpréter ces lignes comme étant un idéal à atteindre, ou encore le résultat probant que pourrait espérer l'ambassadeur Poncet. En fin de compte, Frédéric Certonciny n'y croit pas ou peu.

⁴⁸⁶ *Le Lorrain*, 3 novembre 1935, "L'officiel avant l'officiel", "Vers un rapprochement franco-allemand", Charles Ritz.

⁴⁸⁷ *Le Lorrain*, 4 novembre 1935, "Verrons-nous un consulat allemand à Nancy?", 1^{ère} page.

⁴⁸⁸ *Le Messin*, 26 novembre 1935, "La politique franco-allemande", "Après la conversation "amicale" de Berlin", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½, photographie de Joachim von Ribbentrop.

d. Le Lorrain et la stratégie diplomatique germanique.

Charles Ritz pour sa part, profite de cette fin d'année 1935 pour tenter une analyse de la stratégie diplomatique allemande. Cette étude, fort intéressante, repose sur un sentiment préétabli. C'est la Reichswehr qui domine l'Allemagne. La preuve en est l'humanisation de la loi anti-juive ! (nous ne savons pas quelle information a pu permettre à Charles Ritz une telle déduction !). Elle serait due à la présence d'un certain nombre d'officiers d'origine juive pour lesquels l'État a procédé à quelques aménagements, assouplissant la législation en vigueur pour qu'ils puissent rester en fonction (les améliorations ne sont valables que pour les militaires et non pour l'ensemble de la communauté juive d'Allemagne)⁴⁸⁹. Le but de la Reichswehr est double. D'une part faire perdre à la France son alliée anglaise tout en empêchant, et c'est le deuxième point, l'élaboration de l'alliance russe. Dans ces conditions, peut-on se demander, pourquoi Adolf Hitler voudrait-il, au moins en apparence, se réconcilier avec la France ?

Charles Ritz apporte une réponse puisée dans *Mein Kampf*. Les termes du "Führer" sont clairs : << Il faut détruire la France pour réaliser les ambitions possibles dans l'Europe Centrale et l'Est européen, y compris l'Ukraine >>. Or, le directeur du *Lorrain* n'envisage pas un seul instant qu'Adolf Hitler ait changé d'avis depuis 1924. C'est donc en réalité la Reichswehr qui souhaite le rapprochement franco-allemand. À cela une raison, Stanley Baldwin le récent vainqueur des élections anglaises aussitôt élu a déclaré que la frontière britannique était sur le Rhin. Cela signifie bien qu'il n'y aura aucune alliance anglo-allemande. Il faut, pour le Reich, par tous les moyens faire sortir l'alliance anglaise du jeu français⁴⁹⁰.

Avec la Russie, l'Allemagne comptait sur une neutralité bienveillante et sur l'importation massive de matières premières soviétiques. Cependant, l'accord germano-polonais de janvier 1934 a laissé

⁴⁸⁹ *Le Lorrain*, 23 novembre 1935, "Le rapprochement franco-allemand et l'avenir de notre sécurité", Charles Ritz, 1^{er} page, 1 colonne.

⁴⁹⁰ *Le Lorrain*, 23 novembre 1935, "Le rapprochement franco-allemand et l'avenir de notre sécurité", Charles Ritz, 1^{er} page, 1 colonne.

croire en Russie une invasion possible de l'Ukraine. En a découlé un rapprochement logique avec la France et l'accord franco-soviétique de mai 1935. L'Allemagne se doit d'écarte aussi Moscou de Paris. En un mot, selon Charles Ritz, la Reichswehr souhaite progressivement isoler la France et empêcher l'encerclement du Reich par une série d'alliances militaires étroites. Toute cette diplomatie n'a qu'un seul objectif, poursuivre un rêve expansionniste en Europe, l'Allemagne se souciant fort peu des colonies malgré une propagande accrue à ce sujet⁴⁹¹. L'aspect positif de cette politique germanique est que l'éventualité d'une alliance franco-allemande écarte provisoirement le danger de guerre (qui apparaît pour Charles Ritz comme une réalité). Mais cette situation va persister combien de temps, demande avec à-propos l'abbé-journaliste ? << C'est là de la politique à la petite semaine, au jour le jour >>, conclut-il⁴⁹², tout en rappelant qu'un passé récent a appris que les meilleurs Traités ne signifient rien, tant qu'ils seront considérés comme des << chiffons de papier >>.

Cet exposé nous démontre la persistance de Charles Ritz à considérer l'armée allemande comme le principal détenteur du pouvoir dans le Reich. C'est une conception de l'organisation politique germanique qui est apparue presque dès l'arrivée d'Adolf Hitler au gouvernement. Le Maréchal Hindenburg réélu Président en 1932, von Blomberg nommé ministre de la Reichswehr dès le premier ministère hitlérien, l'élimination le 30 juin 1934 des SA de Röhm au profit de l'armée régulière, la présence de nombreux généraux lors des manifestations nazies ou encore le réarmement devenu officiel depuis 1935, lui donnent la certitude d'un contrôle de la Reichswehr sur la politique intérieure et extérieure du III Reich. L'abbé Ritz n'a jamais pu considérer les militaires comme de simples associés du "Führer", en conséquence, le passage progressif de l'armée au rang de subordonnée du parti nazi lui échappe complètement. C'est un phénomène troublant tant le journaliste messin

⁴⁹¹ Cette opinion de Charles Ritz n'apparaît que rarement. Sous l'influence de Jean Revire, c'est plutôt la menace allemande sur les colonies qui va faire l'objet de craintes et de nombreux commentaires de la part du *Lorrain*.

⁴⁹² *Le Lorrain*, 23 novembre 1935, "Le rapprochement franco-allemand et l'avenir de notre sécurité", Charles Ritz, 1^{re} page, 1 colonne.

sait faire preuve de clairvoyance dans de nombreux domaines touchant l'Allemagne nazie.

La tactique à employer face à la politique allemande est simple. La bonne méthode est de sortir de la mentalité de légistes, de << pactomanes >> et de tenir un langage ferme⁴⁹³.

La paix de 25 ans proposée par Adolf Hitler est acceptable. Mais si l'Allemagne construit des forteresses, la France doit en construire moitié plus. Elle doit aider la Belgique à se fortifier. Le gouvernement doit augmenter les défenses sur la ligne Nord française, au cas où les forces hitlériennes passeraient par la Hollande. Si l'Allemagne commande 1 000 avions, que la France en fabrique le double ou le triple. Si l'Allemagne augmente ses effectifs, la France démographiquement ne peut suivre, mais elle a ses colonies et une meilleure technicité à développer. Charles Ritz préconise la course aux armements. Du fait de la richesse financière de Paris, l'Allemagne cédera la première et perdra la course. Par contre, si Berlin réclame le désarmement, les Français peuvent l'accepter mais accompagné de la création d'une commission neutre ayant pour mission de vérifier les effectifs et les matériels. La formule de Charles Ritz est : << Oeil pour oeil, mark pour mark, dent pour dent, devise pour devise >>⁴⁹⁴. C'est de la "Réalpolitik" dit-il.

Dans le domaine commercial, il serait souhaitable de mettre en place un système d'échanges à parité stricte entre les deux pays. Dans le cas contraire, une rupture totale des relations économiques n'est pas à exclure.

Ce développement de l'abbé-directeur n'est autre que la réponse du *Lorrain* aux 19 points d'Adolf Hitler proposés à la SDN dans le cadre des discussions engagées suite à la remilitarisation de la rive gauche du Rhin le 7 mars 1936. Comme message de fermeté, il est difficile d'imaginer mieux.

⁴⁹³ *Le Lorrain*, 2 avril 1936, "1er avril hitlérien", "Acceptons tout", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁴⁹⁴ *Le Lorrain*, 2 avril 1936, "1er avril hitlérien", "Acceptons tout", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Les mois de mai, et juin 1936 ont marqué un tournant dans la vie politique française, la victoire du Front Populaire d'obéissance d'extrême-gauche. Cet événement politique est non seulement un changement capital en France, mais représente encore bien plus pour certains États européens. C'est une bombe.

e. *Le Front Populaire au pouvoir.*

Comment l'Allemagne d'Adolf Hitler va-t-elle pouvoir négocier avec le nouveau cabinet français dirigé par Léon Blum ? Quelle réaction va engendrer ce vote français au sein de la diplomatie du continent ?

Dans un premier temps, explique Frédéric Certonciny, la formation du cabinet Blum a été ressenti comme un danger en Allemagne. La conséquence immédiate en a été une union, accrue et voulue par l'Allemagne, avec l'Italie contre la France. Quels motifs ont provoqué cette crainte de Berlin ? Ils reposent principalement sur la peur de voir une lutte antifasciste active se déclencher en France et resurgir subitement la Conférence du désarmement⁴⁹⁵. Ceci dit, Adolf Hitler semblerait disposé à entamer des négociations avec la France sur les bases de concessions politiques allemandes (abandon de la fabrication d'armes par exemple) contre des concessions économiques françaises (contrats commerciaux établis avec l'Allemagne en manque de devises étrangères)⁴⁹⁶. Frédéric Certonciny n'insiste pas, mais voir l'Allemagne si active stopper son réarmement lui semble illusoire.

Ce qui inquiète davantage le journaliste, c'est de constater la réapparition de l'ancienne Triplice entre l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche sur la base des accords des 26 juin et 11 juillet 1936, plutôt qu'un

⁴⁹⁵ *Le Messin*, 5 juin 1936, "Hitler accepterait maintenant de discuter avec le gouvernement Blum", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁴⁹⁶ *Le Messin*, 5 juin 1936, "Hitler accepterait maintenant de discuter avec le gouvernement Blum", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

ralentissement des relations franco-allemandes⁴⁹⁷. Cette reconstitution de la triple alliance qui lui semble quasiment acquise, n'est rien d'autre, selon lui, que la conséquence d'une série d'imprévoyances et d'indécisions de la part des différents gouvernements français. En cas de victoire de Franco dans la guerre civile espagnole, la France deviendrait << un objet de répulsion >> pour les plus puissantes Nations de l'Europe de l'Ouest, et pour anéantir le communisme qui menace à leur porte, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie seraient dans l'obligation de lutter militairement contre Paris. << Nous serions contraints de nous battre contre ceux dont nous approuvons l'anticommunisme, dont nous partageons les justes appréhensions [Frédéric Certonciny s'engage ici pour les journalistes et les lecteurs du *Messin*]. Tout cela parce que chez nous le bolchevisme et le marxisme ont débordé le Front Populaire >>⁴⁹⁸. Ce réflexe contre le front des partis de gauche est permanent au *Messin* et au *Lorrain*, surtout depuis la victoire aux élections législatives de mai 1936, et l'agitation communiste qui a suivi. Le danger pour la France patriotique est autant à Berlin qu'à Paris, regrettent les journalistes messins.

L'attitude changeante, variable, de Frédéric Certonciny dans ses éditoriaux devrait également représenter un sujet d'inquiétude pour les Mosellans ! Tout comme son opposition marquée à certains des journalistes de sa rédaction. Début 1938, alors que Baldur von Schirach propose, comme en 1935, l'échange de jeunes Allemands et Français, Frédéric Certonciny expose une analyse différente de celle présentée le 28 juillet 1935 par Paul Lorrain. Plutôt réticent à l'époque, *Le Messin* semble mieux accepter l'idée allemande. << Ces paroles ne sont ni des menaces ni des subterfuges. Il ne s'agit point de se jeter aveuglément au cou les uns des autres. Mais si l'on veut de part et d'autre éviter la guerre, il est utile d'apprendre à se conduire en bons voisins >>,

⁴⁹⁷ *Le Messin*, 2 août 1936, "Il y a 22 ans, c'était la mobilisation générale", "Hélas, elle nous menace encore aujourd'hui", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁴⁹⁸ *Le Messin*, 2 août 1936, "Il y a 22 ans, c'était la mobilisation générale", "Hélas, elle nous menace encore aujourd'hui", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

peut-on lire le 23 février 1938⁴⁹⁹. Afin d'éviter de voir l'Alsace et la Lorraine redevenir des champs de carnage, il est << juste >> de serrer la main que la jeunesse allemande tend à la France sans arrière-pensée.

Ces paroles de Frédéric Certonciny sont pleines de tolérance à l'égard du III Reich. Est-ce simplement le souci d'éviter une guerre qui l'entraîne à tenir ces propos ? En cette année 1938, l'Allemagne hitlérienne est-elle si menaçante, si dangereuse et la France si faible ? La presse allemande dont il fallait se méfier en 1935, n'est plus aussi pernicieuse et manipulatrice. La conclusion est inversée : pourquoi ne pas faire confiance à l'Allemagne ? Oubliés la propagande, le réarmement, les coups de force, *Mein Kampf...*, seule cette main tendue a de l'importance. C'est une véritable réconciliation ! << Mais à quoi bon appeler les gendarmes quand nulle menace n'est à l'horizon. [...]. Chacun des jeunes Français doit pouvoir être sûr de mourir dans son lit >>, rajoute le directeur du quotidien⁵⁰⁰.

Ainsi le III Reich est devenu subitement un havre de paix ! Ces écrits, à peine un mois avant la prise de Vienne par les troupes allemandes et après les multiples entorses faites au Traité de Versailles et aux principes mêmes de la SDN, sont déconcertants. Peut-être peut-on en conclure que "l'esprit de Munich" imprègne déjà certains journalistes mosellans conscients de l'impuissance de la France, limitée militairement et amoindrie diplomatiquement, à réagir face à une Allemagne si puissante et entreprenante. Dans l'immédiat, seul compte le maintien de la paix.

Le 6 janvier 1937, Jean Revire au *Lorrain* expliquait dans un éditorial de voeux de début d'année, que le seul objectif de l'Allemagne était l'hégémonie. Comme le monde ne s'y résignera pas, cela se terminera par un grand conflit. Des concessions nouvelles n'y changeront rien. La seule solution est que la France soit forte, très forte⁵⁰¹. Frédéric Certonciny,

⁴⁹⁹ *Le Messin*, 23 février 1938, "Vers une amitié franco-allemande", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵⁰⁰ *Le Messin*, 23 février 1938, "Vers une amitié franco-allemande", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵⁰¹ *Le Lorrain*, 6 janvier 1937, "Regard en arrière... et en avant", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

un an plus tard, ne juge pas la France assez puissante, 1938 sera peut-être l'année des concessions au "Führer" !

La presse messine de langue française évolue dans son interprétation des volontés de rapprochement souhaité par le III Reich. Les années 1934-1937 représentent une période de méfiance pendant laquelle les journalistes réclament de la part de la France une attitude ferme envers l'Allemagne et une préparation à la guerre (seul Frédéric Certonciny échappe de temps à autres à cette attitude). "Hostilité" serait l'expression qui caractériserait le mieux les écrits du *Lorrain* et du *Messin* concernant les agissements de Berlin. Quoi que décident les dirigeants allemands, il doit s'agir d'une manœuvre, d'une manipulation leur permettant à plus ou moins long terme d'atteindre leurs objectifs. Neutraliser la France, puis opérer l'Anschluss, enfin conquérir l'espace vital à l'Est.

L'année 1938 marque une rupture dans cette analyse. Les commentaires se font plus conciliants, les propositions de rapprochement franco-allemand sont mieux acceptées, ce sont des occasions qu'il faut saisir. Il apparaît nettement que la puissance militaire du Reich fait son effet. L'impréparation de la France et de l'Angleterre à un conflit également. En attendant de pouvoir parler sur un pied d'égalité militaire et diplomatique avec Adolf Hitler, il faut composer avec son offre de paix et... ses revendications territoriales. 1938 sera bien l'année des accords de Munich au *Lorrain* et au *Messin*, c'est-à-dire une période de concessions. Ces faiblesses ou erreurs diplomatiques ne seront pas seulement le fait de la France mais également de l'Angleterre.

Observons à présent le regard que portent les Mosellans sur la politique anglo-allemande, notamment au moment de la signature des accords navals de juin 1935. Cet acte diplomatique a été d'une importance considérable dans les relations internationales européennes des années 30.

II. *Le Lorrain, Le Messin et les relations germano-britanniques en 1935.*

1. La stratégie anglaise.

C'est avec un oeil critique que les Lorrains du Nord observent les relations germano-britanniques. Que recherche la diplomatie anglaise ? Frédéric Certonciny nous répond que le gouvernement de Sa Majesté veut à la fois aboutir à un règlement général de la sécurité en Europe avec la participation de l'Allemagne, et garantir la défense de son pays. Le Foreign Office essaie de pratiquer simultanément deux politiques qui ne se concilient pas vraiment⁵⁰². En même temps défendre ses intérêts propres et vouloir établir une sécurité durable en Europe en y incluant une Allemagne surarmée et impérialiste, semble un projet trop ambitieux dans cette Europe de 1935.

Le Messin envisage cependant la possibilité d'une entente entre Londres et Berlin. De quel ordre, de quelle ampleur ? Rien n'est précisé. Ce qui a pu orienter le journal de Frédéric Certonciny vers cette éventualité est probablement l'annonce par le Premier ministre Ramsay Mc Donald, le 2 mai 1935, que les conversations navales anglo-allemandes allaient bientôt s'ouvrir. Joachim von Ribbentrop, l'envoyé spécial du "Führer", était arrivé à Londres pour faire connaître les conditions fixées à la limitation définitive de la flotte allemande.

2. Les accords navals anglo-allemands.

A la suite de la signature du Traité, le 18 juin 1935, jour du 120^e anniversaire de la bataille de Waterloo, c'est une tornade

⁵⁰² *Le Messin*, 5 juin 1935, "Il y a, heureusement, une politique de compensation", 1^{re} page.

anti-britannique qui se déclenche dans la presse messine. << L'Angleterre se fait rouler >> titre *Le Lorrain* du 19 juin. L'accord anglo-allemand n'est rien d'autre que la renaissance navale de l'Allemagne⁵⁰³. Jean Revire, spécialiste maritime et colonial du *Lorrain* précise, comme pour amoindrir l'impact psychologique de cette signature, que l'Allemagne ne respectait déjà plus, avant l'accord, les clauses navales du Traité de Versailles. Il cite quelques chiffres : sur 6 cuirassés autorisés, 9 sont en ligne en 1935 ; sur 6 croiseurs légers, 12 ont pris la mer ; sur 24 torpilleurs prévus en 1919, 32 défendent les côtes allemandes. Enfin, l'Allemagne n'avait droit à aucun sous-marin, elle en a 12 utilisables. Les clauses du Traité de Versailles n'étant pas respectées, l'Allemagne suivra au moins les obligations des récents accords, argumente-t-il.

Quoi qu'il en soit, le Reich va désormais pouvoir mettre en chantier au moins 100 000 tonnes de constructions neuves afin d'atteindre un total de 183 750 tonnes. Or, les << catastrophiques >> accords de Washington (1922) ont fixé à 175 000 tonnes seulement les droits de la France pour sa marine de guerre. Jean Revire sous-entend en indiquant ces chiffres, une injustice faite à la France, l'Allemagne, grâce à ces deux Traité internationaux, pouvant avoir une flotte plus importante qu'elle. Pourquoi l'Angleterre a-t-elle accepté ces accords, se demande à juste titre *Le Lorrain*?⁵⁰⁴ Jean Revire avance plusieurs hypothèses, qui peuvent d'ailleurs se compléter.

Le Foreign Office se serait laissé aller à faire des promesses exagérées au III Reich sur lesquelles le gouvernement britannique n'aurait pu revenir. Les négociateurs allemands auraient su aussi jouer avec la vieille crainte inspirée à l'Angleterre par la Russie. Or, Jean Revire estime que << pour l'instant >>, la flotte soviétique n'est nullement redoutable. Peut-être est-ce une autre raison. L'objectif de Londres aurait pu être de satisfaire l'Allemagne par de larges concessions dans l'espoir de décourager ses audaces futures. Se noyant dans des suppositions plus ou moins

⁵⁰³ *Le Lorrain*, 19 juin 1935, "L'Angleterre se fait rouler", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵⁰⁴ *Le Lorrain*, 19 juin 1935, "L'Angleterre se fait rouler", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

probables, l'éditorialiste est sûr d'une chose, l'accord anglo-allemand est inacceptable. << Il faut, ou bien que le tonnage accordé au Reich soit très fortement réduit, ou bien que nous soyons déliés des chaînes de Washington >>⁵⁰⁵.

Frédéric Certonciny s'inscrit dans la droite ligne du journal concurrent. La France doit décider de reprendre sa liberté d'action. Si l'Angleterre et l'Allemagne ne respectent pas le Traité de Versailles, si l'Italie ne suit pas davantage les tonnages autorisés dans les Traités internationaux, pourquoi la France ne reprendrait-elle pas sa liberté maritime ? D'autant plus que, la marine allemande groupée en mer du Nord serait bien plus redoutable que la marine française éparpillée entre les côtes de la métropole et les colonies. Le directeur du *Messin* accentue ses critiques. La nouvelle politique de la Grande-Bretagne depuis 1933 est d'accepter, sans objection, << ce qu'en cas de non acceptation les Allemands feraient aussitôt sans son consentement >>⁵⁰⁶. Seulement, précise l'auteur, toutes les concessions faites aux Allemands, dans tous les domaines, n'ont eu pour seul résultat que de rendre possible de nouvelles exigences, et finalement de lui rendre envisageable de violer toutes les clauses militaires du Traité de Versailles, et de constituer ainsi une formidable puissance militaire, << qui reste la seule véritable menace pour la paix >>. L'Allemagne par cet accord tente en fait de rompre l'entente de Stresa, l'Angleterre se coupe de la France du fait des récents accords de Londres, elle s'éloigne de l'Italie sur la question éthiopienne, l'Allemagne est la grande gagnante.

Frédéric Certonciny approche ici la vérité. L'Allemagne, immédiatement après Stresa (avril 1935) avait la sensation de l'encerclement et de l'isolement. Abattu, découragé et impressionné par la menace que représentait le front de Stresa, Adolf Hitler semblait disposer à aiguiller, au moins provisoirement, sa politique vers une entente

⁵⁰⁵ *Le Lorrain*, 19 juin 1935, "L'Angleterre se fait rouler", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁵⁰⁶ *Le Messin*, 22 juin 1935, "L'accord naval anglo-allemand", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

européenne⁵⁰⁷. À cause de l'accord du 18 juin, en l'espace de 6 semaines, le front de Stresa (France, Italie, Angleterre) s'est volatilisé. Français et Italiens, prêts à s'entendre contre l'Allemagne, avaient été simultanément retournés contre le gouvernement britannique traitant isolément avec Berlin sans les consulter⁵⁰⁸. La conclusion au *Messin* est simple, ne pas relâcher les bonnes relations et l'amitié italienne⁵⁰⁹. «**Car il y a dans l'acte qui vient de s'accomplir à Londres, de quoi étonner toutes les Nations qui travaillent à la sauvegarde de la paix, et particulièrement de quoi nous émouvoir**»⁵¹⁰. Pour Berlin, le front de Stresa est rompu, «**or ce front, si difficilement constitué, était le plus solide obstacle qui puisse être dressé contre les entreprises hitlériennes**». Quant à l'Angleterre, qualifiée d'amie de la France, elle devrait réorienter sa politique et se rapprocher du front de Stresa.

Le gouvernement britannique, alarmé par la formidable campagne de presse orchestrée en France, envoya Anthony Eden à Paris pour rétablir la situation. Jean Revire maintient sa position. Ce qui a été retenu dans l'événement anglo-allemand, c'est beaucoup moins la menace, le danger stratégique et tactique qui en résulte pour la France, que le «**lâchage**» de l'Angleterre, la désinvolture avec laquelle elle s'est engagée sans attendre la réponse de Paris (surtout sans en tenir compte puisqu'elle était négative), le coup de canif porté à l'entente de Stresa, son oubli des forfaits allemands des 30 juin et 25 juillet 1934⁵¹¹, de mars 1935.

Jean Revire n'élargit cependant pas les conséquences de l'accord de Londres. Il n'indique pas, par exemple, le fait que l'Angleterre entrait de la sorte dans la chaîne allemande des accords bilatéraux qui s'oppose à la chaîne de sécurité collective que le ministre Louis Barthou

⁵⁰⁷ BAUMONT, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.

⁵⁰⁸ BAUMONT, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.

⁵⁰⁹ *Le Messin*, 22 juin 1935, "L'accord naval anglo-allemand", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵¹⁰ *Le Messin*, 24 juin 1935, "Dans le vent de folie", Frédéric Certonciny, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁵¹¹ *Le Lorrain*, 24 juillet 1935, "L'accord naval anglo-allemand", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

avait voulu tendre autour du Reich. D'importantes dispositions du Traité de Versailles étaient purement et simplement abolies, de plus, le réarmement allemand était autorisé. C'était une victoire pour Berlin, la menace d'encerclement disparaissait.

Ces résultantes de l'événement du 18 juin ne sont exposées dans aucun journal messin. Jean Revire présente seulement le 1^{er} juillet une analyse de la nouvelle situation maritime européenne. Première constatation, les Italiens construisent plus vite que la France, ils ont des bateaux rapides et nombreux. Ils compteront dans les années prochaines 6 cuirassés contre 4 seulement à la France. En outre, la marine tricolore a une grande surface coloniale à défendre, elle est donc en infériorité par rapport aux flottes allemande et italienne. La seule force de frappe efficace qui reste à la métropole se trouve à Brest avec 17 sous-marins⁵¹². En tenant compte du nouvel accord et de la nouvelle menace que l'Allemagne va représenter, le mot d'ordre désormais en France devrait être << efforts >>. Efforts financiers, efforts techniques (construire plus vite en développant la construction en série), effort de volonté et effort moral, effort du parlement pour voter les crédits nécessaires. En résumé, il faut réagir face à la nouvelle donne militaire internationale. La signature de l'accord naval germano-britannique a secoué la classe politique et l'opinion publique françaises. C'est avec virulence que la presse messine accueille la nouvelle.

Intrigué par l'attitude anglaise, *Le Messin* essaie de trouver parmi les hommes politiques insulaires un espoir, une lueur de clairvoyance, un homme qui oserait faire face et dénoncer l'Allemagne nazie. Cette recherche va aboutir à Winston Churchill, député à la Chambre des Communes et ancien ministre de la marine. Ses propos vont quelque peu rassurer la rédaction du quotidien. << La totalité de l'Allemagne est un camp armé >>, a-t-il déclaré. << C'est précisément la crainte de voir le nazisme, dans sa présente phase de cruautés, d'intolérance et son cliquetis d'armes, dominer l'Europe, qui a

⁵¹² *Le Lorrain*, 1^{er} juillet 1935, "Revenons encore sur l'accord naval anglo-allemand", Jean Revire, Editorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

déterminé la France à régler son différend avec l'Italie >>⁵¹³. Cette dénonciation de l'Allemagne et cette compréhension de la politique française incitent *Le Messin* à critiquer encore davantage les dirigeants anglais. Peut-on considérer que Mc Donald, Baldwin, Lloyd George, représentent véritablement l'Angleterre⁵¹⁴? Ils représentent une Angleterre égoïste, haineuse, << insupportable >>, tendant la main à L'Allemagne. << Et c'est ainsi que bien souvent une méprisable poignée d'hommes arrive à rendre vil un pays intéressant >>. Ce n'est donc pas le peuple britannique qui est à accuser, mais certains de ses leaders actuellement au pouvoir.

a. *L'analyse de Charles Ritz.*

Au *Lorrain*, ce sont toujours les relations germano-anglaises qui préoccupent. Charles Ritz assure que les Allemands ne tenteront plus de guerre sans avoir la carte anglaise assurée⁵¹⁵. C'est pour cela que le gouvernement hitlérien souhaite briser le lien franco-britannique. À cette fin, l'Allemagne travaille sans cesse à un rapprochement avec Paris. Ainsi s'explique le voyage de 2 mois en Belgique et en France de Joachim von Ribbentrop, l'envoyé du Chancelier. L'on peut également facilement comprendre l'attitude neutre de la diplomatie germanique dans le conflit entre Rome et Londres à propos de l'Abyssinie. C'est l'Angleterre qui éloigne Adolf Hitler de la guerre. Charles Ritz est persuadé qu'il suffit à la France de conserver l'amitié britannique pour écarter tout risque de déflagration. Perdre du temps et de l'énergie à chercher vainement un rapprochement avec l'Allemagne est inutile. Le breviaire de l'hitlérisme, c'est *Mein Kampf*, or, cet évangile respire la haine de la France, << c'est la synthèse la plus complète de l'animosité la plus totale contre l'ennemi héréditaire >>.

⁵¹³ *Le Messin*, 25 octobre 1935, "Mr Winston Churchill expose à la Chambre des Communes l'étendue du réarmement allemand", 1^{ère} page.

⁵¹⁴ *Le Messin*, 28 octobre 1935, "L'Allemagne attend la fin de la mascarade britannique", 1^{ère} page.

⁵¹⁵ *Le Lorrain*, 6 novembre 1935, "Nos espoirs, nos hésitations", Charles Ritz, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

Le directeur du *Lorrain* oublie le double jeu britannique, l'accord du 18 juin. La France n'a pas le choix, l'Allemagne est son ennemie, elle le restera. En cas d'alliance avec l'Allemagne, ce serait risquer de perdre la carte anglaise. C'est justement le but allemand. De plus, un accord signé entre Paris et Berlin ne garantirait pas la paix pour les Français. Les Allemands ne respectent pas le Traité de Versailles, Locarno ni la SDN. Pourquoi accepteraient-ils de limiter leurs actions en fonction d'une entente avec la France ? **<< Ce sera le succès tant recherché de la diplomatie allemande, c'est une première manche gagnée pour le règlement de compte final rêvé par les chefs du III Reich >>⁵¹⁶**.

Malgré la politique du gouvernement de Londres, Charles Ritz se rend bien compte qu'en cas de conflit, la France, tout comme en 1914, aura besoin de l'Angleterre. Il sait aussi que si l'Allemagne avait su les Britanniques aux côtés de Paris en août 1914, il n'y aurait pas eu de conflit mondial, l'Allemagne n'aurait pas déclaré la guerre. Si Londres s'engage clairement aux côtés du Quai d'Orsay, le gouvernement d'Adolf Hitler hésitera à engager un conflit. La lente mais solide diplomatie germanique va donc continuer son travail en vue de diviser ses ennemis et d'isoler la France.

En janvier 1934, l'Allemagne est sorti de son isolement diplomatique en signant un accord de non agression avec la Pologne. En juin 1935, c'est l'accord naval avec Londres, en novembre 1936 le Pacte anti-Komintern avec le Japon, à quoi se rajoute la création de l'Axe Rome-Berlin, enfin en octobre 1937 elle conclut un Pacte de non-agression avec la Belgique. Frédéric Certonciny s'arrête sur cette dernière entente du 13 octobre 1937.

⁵¹⁶ *Le Lorrain*, 6 novembre 1935, "Nos espoirs, nos hésitations", Charles Ritz, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

3. La presse messine après l'accord germano-belge.

Le directeur politique du *Messin* estime que le Reich y a beaucoup gagné. La Belgique, élue depuis peu au Conseil de la SDN, n'acceptera désormais pas qu'une armée étrangère (française, anglaise) passe sur son territoire pour attaquer l'Allemagne⁵¹⁷ (il ne précise pas qu'en même temps, le Reich s'est engagé à ne pas passer en Belgique pour attaquer la France). L'éditorialiste retient le fait qu'après avoir récupéré la Sarre, remilitarisé la rive gauche du Rhin, construit la ligne Siegfried et maintenant signé un Pacte de non-agression avec la Belgique, l'Allemagne hitlérienne a enlevé à la France toutes ses bases de départ efficaces d'attaque de l'Allemagne. << Voici donc la France seule avec son Front Populaire et sa frontière lorraine. En cas d'histoire, les troupes françaises iront se terrer dans leurs cases de ciment pour une durée indéterminée. Les avions seuls passeront par dessus >>⁵¹⁸. Maintenant dégagé de toute crainte du côté français, Adolf Hitler va pouvoir songer à ses colonies, ou à la Tchécoslovaquie... voire aux bolcheviques, avertit avec pertinence Frédéric Certonciny.

Diplomatiquement, Adolf Hitler et la Wilhelmstrasse placent leurs pions, s'organisent une Europe qui leur permettra d'assouvir leurs besoins expansionnistes. *Le Messin* et *Le Lorrain* perçoivent aisément la manœuvre, la dénoncent et surtout souhaitent que la France reste proche de ses alliés de la Première Guerre mondiale. Mais cette situation est difficile à gérer. Les journalistes messins ne s'en rendent pas suffisamment compte. Comment être l'ami à la fois de l'Angleterre et de l'Italie qui se déchirent à propos de la guerre d'Éthiopie ? Comment se rapprocher d'une Italie qui ne tient plus compte des principes de Genève et envoie 40 000 hommes en Espagne pour lutter aux côtés des nationalistes de Franco ? Comment adopter une politique extérieure stable et ferme dans

⁵¹⁷ *Le Messin*, 18 octobre 1937, "Hitler a gagné sur tous les tableaux", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵¹⁸ *Le Messin*, 18 octobre 1937, "Hitler a gagné sur tous les tableaux", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

cet imbroglio européen des années 1935-1937 ? Observons les commentaires de la presse messine sur ce sujet.

III. L'analyse journalistique de la guerre d'Éthiopie et de la guerre d'Espagne.

1. La guerre d'Éthiopie.

<< En dehors de son amitié pour l'Italie, qui est grande, la France sait que l'Allemagne prépare sa revanche. Et elle a le sentiment désagréable que dans une pareille éventualité, elle ne peut compter sur l'Angleterre. Elle sait aussi que l'Amérique n'interviendrait pas, et que, d'autre part, les chefs bolcheviks qui ont signé le Traité de Brest-Litovsk, ne méritent pas une confiance excessive >>⁵¹⁹.

Lloyd George (1935).

C'est pour ces raisons que la France n'a aucun motif de se mêler du différend italo-éthiopien. *Le Messin* pense que la France ne trouverait aucun intérêt à mettre son influence à la disposition des contestations britanniques à propos de l'Abyssinie.

Les préoccupations du gouvernement français sont de deux ordres : la sécurité du pays et le redressement économique et financier. L'Angleterre n'a pas eu besoin de la France pour conclure un accord naval avec l'Allemagne. Elle n'en a pas davantage besoin pour régler le conflit qui l'oppose à l'Italie. Pierre Laval agirait << sagement >> en refusant de servir d'intermédiaire aux Anglais dans un litige où ses intérêts sont liés à ceux de l'Italie. Lloyd George vient de rappeler que Paris ne peut compter sur l'Angleterre, en cas d'agression par l'Allemagne. Par mesure de

⁵¹⁹ *Le Messin*, 25 août 1935, 1^{re} page, en rouge.

réciprocité, l'Angleterre n'a pas à espérer une action conciliatrice de la France dans le conflit italo-éthiopien⁵²⁰. L'auteur fait peu de cas de l'indépendance éthiopienne qui pourrait être perdue, seuls sont retenus les intérêts supérieurs des Nations européennes.

Frédéric Certonciny craint tout particulièrement l'Allemagne qui profite de la guerre d'Éthiopie pour réclamer ses anciennes colonies. Elle argumente que si l'Italie s'octroie un Empire colonial, pourquoi l'Allemagne n'en ferait-elle pas autant⁵²¹? Le retour du Reich à la SDN et donc dans les négociations internationales de sécurité collective se ferait en échange d'un territoire à coloniser. Cette théorie, purement berlinoise, sous-entend qu'avec des colonies l'Allemagne ne fera pas de guerre, dans le cas contraire elle y serait contrainte pour survivre et se nourrir. Cette thèse est bien sûr jugée inacceptable par *Le Messin*, mais la menace est prise au sérieux. L'Allemagne ne veut pas être laissée de côté. La France a son Empire, l'Angleterre aussi, l'Italie va envahir un pays africain membre de la SDN, les Allemands ont eux aussi droit à "leur place au soleil"⁵²².

Un autre problème va rapidement se poser aux journalistes messins, le vote des sanctions économiques à l'encontre de l'Italie.

Le 6 octobre, Frédéric Certonciny indique que la France perdrat des débouchés économiques, civils et militaires, ainsi qu'un allié sûr en cas d'agression allemande⁵²³. Par contre le Reich en profiterait pour vendre ses armements voire même pour passer le canal de Suez s'il était interdit aux Italiens. Berlin y gagnerait économiquement, en devises et en expansion industrielle. Ce serait également une victoire politique car l'Allemagne trouverait en l'Italie un allié influent. Influent notamment dans la résolution du litige autrichien laissé en suspens le 25 juillet 1934.

⁵²⁰ *Le Messin*, 25 août 1935, 1^{re} page, en rouge.

⁵²¹ *Le Messin*, 26 août 1935, "Le conflit italo-éthiopien", "L'Angleterre bluffe et l'Allemagne désire récupérer ses colonies", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵²² *Le Messin*, 5 octobre 1935, "Comme par hasard", "L'Allemagne parle de revendications coloniales", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁵²³ *Le Messin*, 6 octobre 1935, "En cas de sanctions économiques", "Obligerions-nous l'Italie à devenir, malgré elle, cliente de l'Allemagne?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

Paul Zerr au *Lorrain* exprime de même de vives inquiétudes à l'égard des sanctions décidées par la SDN. L'Allemagne se retrouve en position d'arbitre international, particulièrement entre Rome et Londres. De sa décision d'appliquer ou non les sanctions dépend l'avenir de l'Italie⁵²⁴.

L'auteur pense que l'Allemagne va essayer de monnayer son engagement.

L'Italie pourrait abandonner l'Autriche, elle tient fermement à son indépendance mais sous l'emprise des sanctions finirait par céder. De plus l'Allemagne acquerrait des avantages financiers en vendant ses produits à Rome. D'un autre côté, l'Angleterre, qui a toujours soutenu l'Allemagne pour contrer une France jugée trop forte militairement, pourrait accorder de nouvelles concessions navales. L'Allemagne aurait, par exemple, le droit de dépasser plus largement la puissance maritime française. En outre, Londres consentirait des emprunts afin de pallier la pénurie financière germanique. Pour terminer, Memel pourrait être cédé sans difficulté au Reich.

L'Allemagne, suite à la concession de ces avantages, pourrait tenter de former en Europe Centrale un bloc capable de lutter contre l'amitié franco-russe et la Petite-Entente, en résumé contre la France. Le front de Stresa est déjà divisé, la Petite-Entente pourrait l'être. À ce moment, le Reich sentira qu'il est à nouveau une grande puissance avec laquelle il faut compter et, prédit Paul Zerr, << il présentera à son tour son petit programme de revendications coloniales >>⁵²⁵.

Voici présenté le "scénario catastrophe" soumis à l'appréciation des lecteurs du *Lorrain*. L'Allemagne a à choisir entre l'Italie et l'Angleterre. Comme nous le savons, elle penchera pour l'amitié italienne. C'est d'ailleurs ce qu'annonce clairement Frédéric Certonciny dans différents articles du *Messin* en avril 1936. Les sanctions à l'égard de l'Italie vont inciter celle-ci à se tourner une fois la guerre finie, vers

⁵²⁴ *Le Lorrain*, 23 octobre 1935, "L'Allemagne et le conflit italo-éthiopien", Paul Zerr, 1^{ère} page.

⁵²⁵ *Le Lorrain*, 23 octobre 1935, "L'Allemagne et le conflit italo-éthiopien", Paul Zerr, 1^{ère} page.

l'Allemagne qui lui a si généreusement tendu les bras. C'est avec regret que *Le Lorrain* et *Le Messin* voient la France suivre les Britanniques dans leur opposition au projet mussolinien en Éthiopie et surtout lors du vote des sanctions économiques à la SDN. Celles-ci se sont d'ailleurs révélées inefficaces, partiellement à cause du soutien allemand à Rome pendant toute la guerre. Ce que craignaient Frédéric Certonciny et Paul Zerr s'est révélé exact. L'Allemagne a choisi d'aider Rome, Benito Mussolini s'en souviendra et un rapprochement politique va progressivement s'effectuer entre les deux pays. La France a ainsi perdu une alliée précieuse.

Dans le cadre de la guerre d'Espagne, les analyses des quotidiens messins seront-elles aussi pertinentes ?

2. La guerre d'Espagne.

a. *La non-intervention.*

À peine la guerre d'Éthiopie était-elle achevée (9 mai 1936), qu'une deuxième déflagration allait ensanglanter un pays, européen cette fois-ci. La guerre civile espagnole allait durer 3 ans.

Le gouvernement de Léon Blum, face à la gravité de la situation et bien que favorable au camp républicain, a opté pour la neutralité dans le conflit. Une large majorité des Français et des Mosellans souhaitaient la non-intervention, la presse messine également. Cependant, l'analyse a évolué pendant la période.

Le Messin, comme à son habitude, penche politiquement du côté italien. Rome affirme, non seulement que les grandes puissances doivent rester neutres, mais également que toute forme de contrebande (économique ou militaire) doit être combattue⁵²⁶. Tandis que le monde entier connaît à ce moment l'histoire des avions italiens écrasés au Maroc alors qu'ils portaient secours aux troupes franquistes, il est vraiment hypocrite et osé, de la part du *Messin*, de soutenir cette théorie.

⁵²⁶ *Le Messin*, 8 août 1936.

Rapidement, quand l'ingérence italo-allemande et portugaise se fait de plus en plus connaître malgré les négociations internationales en cours,⁵²⁷ la non-intervention semble devenir une obligation pour la seule France. Lorsqu'Adolf Hitler menace Madrid de représailles après l'incident du "Kamerun"⁵²⁸, Charles Ritz retrouve toute sa combativité : << Même si les cuirassés allemands venaient croiser dans les eaux espagnoles, venaient bombarder Barcelone pour venger l'offense faite à un autre "Kamerun", restons neutres, restons nous-mêmes, restons Français..., il y va de l'écrasement de notre province... Neutralité ! Neutralité ! >>⁵²⁹.

Que l'extrême gauche ou droite l'emporte en Espagne, l'Allemagne y gagnera, écrit, pour sa part, le directeur du *Messin*⁵³⁰. Une Espagne soviétique attirerait du côté de Berlin les pays qui verraient alors dans la capitale du Reich un rempart contre le bolchevisme. Et ceci, d'après l'auteur, commence à se produire. L'Autriche, la Suisse et la Suède ont demandé la protection allemande pour leurs nationaux résidant en Espagne. Dans ces pays démocratiques, on n'est pas loin de considérer l'Allemagne comme la seule forteresse pouvant protéger l'Europe contre les soviets et toute confiance a été perdue dans les gouvernements (dont la France), qui se proclament amis de Moscou, signale non sans arrière-pensée l'éditorialiste⁵³¹.

Pour Frédéric Certonciny, la seule intervention envisageable est celle proposée par la *Reichspost*⁵³². Le journal allemand souhaite des négociations entre les puissances occidentales afin de lutter contre

⁵²⁷ La France et l'Angleterre adoptent le principe de la non-intervention le 15 août 1936. L'URSS fait la même démarche le 23 août et l'Italie et l'Allemagne le 24.

⁵²⁸ Le "Kamerun", est un cargo allemand arraisonné par les Républicains à la mi-août alors qu'il se trouvait dans les eaux territoriales espagnoles. À la fin août, il sera connu que le cargo se rendait au Portugal pour livrer du matériel militaire aux insurgés.

⁵²⁹ *Le Lorrain*, 23 août 1936.

⁵³⁰ *Le Messin*, 13 août 1936, "Le sort des démocraties occidentales se joue actuellement en Espagne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵³¹ *Le Messin*, 13 août 1936, "Le sort des démocraties occidentales se joue actuellement en Espagne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵³² *Le Messin*, 21 août 1936.

<< l'anarchie >> du "Frente Popular". Alors que le directeur politique du *Messin* affirme qu'il n'est que logique et équitable que l'on empêche la sortie de volontaires enrôlés pour participer aux combats⁵³³ (ceci étant la proposition allemande de non-intervention, aussi bien accueillie par le journal, que la proposition italienne), il salue 5 000 volontaires irlandais partis soutenir Franco⁵³⁴. Son anticomunisme virulent le pousse à être moins prudent que ses confrères et à souhaiter que les pays << civilisés >> se dressent ensemble contre << la pieuvre >>, c'est-à-dire le bolchevisme⁵³⁵.

Sans envisager de telles extrémités, *Le Lorrain* n'en est pas moins persuadé que le mal est le même. << Pas de guerre civile en Espagne, c'est la guerre Hispano-Bolchévik >>⁵³⁶. Charles Ritz analyse également le conflit ibérique en termes de retombées politiques pour la France. Les Allemands, affirme-t-il, ne permettront jamais que l'étau communiste entoure Berlin. Ce qui serait le cas dans l'éventualité de la victoire des républicains à Madrid. L'URSS, la France et l'Espagne aux mains du Front Populaire, le danger pour Adolf Hitler serait trop grand. << Le peuple allemand se croit le peuple le plus libre du monde depuis que Mr Hitler lui a enlevé les chaînes et la camisole de force qu'étaient en train de lui passer les marxistes allemands inspirés par Moscou >>⁵³⁷. Pour certains Allemands, explique l'ecclésiastique, le régime nazi vaudra toujours mieux que celui des communistes. Berlin souhaite que la France intervienne pour faire respecter par Moscou une stricte neutralité envers l'Espagne. Toute influence soviétique, qu'elle soit politique ou militaire, doit cesser. Ainsi, le gouvernement français prouvera sa prétendue neutralité.

Ce que prouve pour sa part *Le Lorrain*, c'est sa capacité à utiliser les événements de politique internationale pour attaquer son adversaire en politique intérieure, le Front Populaire au pouvoir.

533 *Le Messin*, 21 août 1936.

534 *Le Messin*, 30 août 1936.

535 *Le Messin*, 26 août 1936.

536 *Le Lorrain*, 4 septembre 1936.

537 *Le Lorrain*, 22 août 1936, "L'incident du Kamerun", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Charles Ritz précise encore que la France ne peut risquer sur son sol une guerre civile comme en Espagne, l'Allemagne en profiterait pour lancer une attaque. Ce qui de surcroît ne ferait qu'arranger la Russie qui préfère voir les canons allemands tournés vers la France plutôt que vers elle, écartant ainsi le danger qui la guette⁵³⁸.

Le gouvernement de Léon Blum est donc testé pendant le conflit espagnol. Que fera-t-il ? Apportera-t-il son soutien politique et militaire à ses frères du "Frente Popular", ou bien conservera-t-il une neutralité parfaite envers ces événements ? La presse messine de droite attend le faux pas ministériel pour le dénoncer avec fracas. Mais l'oeil indiscret des journalistes n'est pas seulement tourné vers Paris et Madrid, il l'est aussi vers Berlin.

Une telle attitude de la part de deux des journaux mosellans les plus connus ne laisse, bien entendu, pas indifférent. Le 12 juillet, une manifestation communiste de soutien aux Républicains espagnols à lieu à Metz. À cette occasion, le défilé qui compte environ 2 000 personnes, passe devant les bureaux du *Messin* traitant Frédéric Certonciny de << fasciste >> et lui souhaitant un sort peu enviable : << Certonciny au poteau ! Certonciny raccourci ! >>. Charles Ritz connaît les mêmes avanies quelques minutes plus tard. Si le directeur politique du *Messin* se vante de cet incident⁵³⁹, l'éditorialiste du *Lorrain* reste très discret à ce sujet.

L'Allemagne a déclaré adhérer à l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne, certes, mais qu'en est-il véritablement ? Nous savons que le Reich ne respectera pas cette décision.

Cette non-intervention tellement réclamée par les deux quotidiens sera bafouée de toutes parts et notamment par le Reich. Quelles seront alors les appréciations de Charles Ritz et Frédéric Certonciny ?

⁵³⁸ *Le Lorrain*, 22 août 1936, "L'incident du Kamerun", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵³⁹ *Le Messin*, 30 août 1936.

La déclaration d'Alverez del Vayo (ministre des Affaires étrangères du gouvernement espagnol) à la tribune de l'assemblée annuelle de la SDN à la fin du mois de septembre, dénonçant preuves à l'appui l'ingérence italienne et allemande, fait connaître au monde entier une réalité jusque là redoutée. Alors que *Le Républicain Lorrain* s'inquiète de cette accusation⁵⁴⁰, *Le Lorrain* et *Le Messin* n'évoquent même pas la déclaration d'Alverez del Vayo. Pour ces journaux, il n'existe plus d'aide allemande ou italienne depuis la première réunion du Comité de non-intervention (9 septembre 1936).

Plus précisément, *Le Lorrain* reste d'une extrême discréption, et s'il lui arrive d'évoquer tardivement le sujet c'est de manière rapide et prudente. Cette ingérence est alors présentée comme incertaine et minime, les éventuels soldats présents en Espagne ne seraient que des techniciens ou des volontaires individuels⁵⁴¹. Cependant, lorsque les colonies françaises sont mises en cause, le ton se fait plus attentif. Le 10 janvier 1937, par exemple, le quotidien du clergé titre : << Les Allemands au Maroc ? >>. Plusieurs détachements encadrés de la Reichswehr seraient installés à Ceuta et Melilla.

Peu informé, *Le Lorrain* ne développe pas ce sujet. Par contre, il indique que l'Allemagne entretient depuis des mois des forces navales au large des côtes espagnoles, des incidents ont d'ailleurs eu lieu entre ces bâtiments et des bateaux gouvernementaux espagnols. Toujours dans le même article, l'auteur signale que Franco, pour vaincre à Madrid, avait demandé à l'Allemagne peu avant Noël 1936, par l'intermédiaire du général Fautel représentant du Reich auprès du général Franco, un corps expéditionnaire de 60 000 hommes.

Il n'a, pour l'instant, pas été envoyé, rassure le journaliste. Cependant, il précise que des miliciens "noirs" ainsi que des techniciens et des armes spéciales sont parvenues chez les nationalistes.

⁵⁴⁰ *Le Républicain Lorrain*, 30 septembre 1936.

⁵⁴¹ *Le Lorrain*, 2 décembre 1936 et 15 janvier 1937.

Le Messin observe la même discrétion mais n'hésite cependant pas à prendre position : << Si le général Franco, pour lequel nous formons toujours les voeux les plus sincères, a été aidé par des puissances étrangères, tant mieux pour lui, mais nous n'avons pas encore pu en avoir de preuves très formelles >>⁵⁴². Lorsque le gouvernement anglais fait connaître ses informations relatives à un débarquement de troupes italiennes et allemandes en décembre 1936, Frédéric Certonciny se contente d'élargir le thème et de parler de la << participation de volontaires à la guerre espagnole >>⁵⁴³. Au même instant, *Le Républicain Lorrain* n'ignore rien et évoque même la présence de la légion Condor camouflée sous les uniformes de la légion étrangère espagnole⁵⁴⁴.

À côté de cette légèreté concernant l'intervention allemande dans le conflit, *Le Lorrain* et *Le Messin* ne manquent pas de dénoncer ouvertement l'aide soviétique aux Républicains (matériels, volontaires...). Seul le quotidien de Victor Demange (*Le Républicain Lorrain*) fait preuve d'objectivité face aux événements. Les présences étrangères sont évoquées et le journal ne cesse de regretter la faillite évidente de la politique du Comité de Londres. Les nouvelles du front ne sont pas traitées de manière partisane et les informations en provenance des deux protagonistes sont citées.

b. La France encerclée ?

Les Allemands et les Italiens seront, bien sûr, les premiers à reconnaître le gouvernement de Franco le 18 novembre 1936, lui conférant ainsi un statut légal à leurs yeux. Naissent alors les inquiétudes liées au risque d'encerclement de la métropole par des puissances fascistes. Non seulement les colonies françaises d'Afrique du Nord pourraient être menacées, mais également l'équilibre des forces en Méditerranée. *Le Lorrain* et *Le Messin* préfèrent ignorer cette possibilité et

⁵⁴² *Le Messin*, 4 décembre 1936.

⁵⁴³ *Le Messin*, 8 décembre 1936.

⁵⁴⁴ *Le Républicain Lorrain*, 20 décembre 1936.

se contenter de dénoncer un complot communiste international et agiter le spectre d'une guerre civile en France⁵⁴⁵.

"HB" pour *Le Républicain Lorrain* s'inquiète des éventuelles contreparties obtenues par l'Allemagne lors de la reconnaissance du gouvernement franquiste. << Il est évident que le Reich et l'Italie ont dû obtenir au Maroc espagnol, aux Baléares et même aux Canaries des avantages, sans parler de la route océane qui mène de Dakar à Bordeaux, donc indispensable à la France... Il faut signaler que les Baléares où les Italiens ont déjà pris pied et le Maroc espagnol où les Allemands veulent s'insinuer, commandent les communications en Méditerranée occidentale. Occupés partiellement ou totalement cela équivaudrait à couper la France africaine de sa métropole... Voilà le fait brutal pour ce qui nous concerne ! >>⁵⁴⁶. Lorsqu'en janvier 1937, Paris proteste auprès du gouvernement rebelle de Burgos de l'action de nombreux militaires allemands au Maroc espagnol (selon une information du *Times*, ceux-ci auraient distribué des exemplaires de *Mein Kampf* à la population arabe afin de l'exciter contre les juifs) et met la flotte de Méditerranée en alerte sous prétexte de manœuvres, *Le Républicain Lorrain* est seul à s'inquiéter sérieusement de la situation. << Les Allemands ont des engagements dont ils prennent une conception toute particulière [...], seraient-ils moins dangereux au pied des Pyrénées qu'en Afrique du Nord ? >>⁵⁴⁷.

Tout en reprenant l'information au conditionnel, *Le Messin* reconnaît cependant le risque qu'il y aurait pour la France si la nouvelle se confirmait. Néanmoins, il rend le gouvernement français responsable de la situation. << Léon Blum, soutenu par les communistes, a rejeté les nationalistes espagnols dans les bras d'Hitler >>⁵⁴⁸. Il semble que la majeure partie de la droite française opte alors pour ce point de vue sans équivoque. La haine du Front Populaire est telle que l'ennemi se situe avant tout à Madrid et à l'Hôtel Matignon. *Le Lorrain* et *Le Messin* tout en

⁵⁴⁵ *Le Lorrain*, 4 septembre 1936.

⁵⁴⁶ *Le Républicain Lorrain*, 21 novembre 1936.

⁵⁴⁷ *Le Républicain Lorrain*, 14 janvier 1937.

⁵⁴⁸ *Le Messin*, 11 janvier 1937.

souhaitant la non-intervention afin d'éviter une extension du conflit, n'en continuent pas moins à désirer une victoire de Franco et à minimiser la présence italo-allemande en Espagne.

c. *La presse mosellane et les violences de la guerre.*

Pendant la première phase du conflit (juillet 1936-février/ mars 1937), tous les problèmes posés par les combats sont évoqués et donnent lieu à des prises de positions fermes, à des silences complices. Par exemple, en août 1936, lors des massacres perpétrés par des nationalistes à Bajadaz (environ 1 000 personnes exécutées après la prise de la ville), *Le Lorrain* et *Le Messin* n'informent pas leurs lecteurs. Par contre, lorsque le 14 septembre 1936, le pape Pie XI reçoit en audience quelques 500 réfugiés espagnols qu'accompagnent les évêques d'Urgel, de Carthagène, de Tortosa et de Vich, les journaux mosellans interviennent. Parmi ces exilés se trouvent beaucoup de prêtres, de religieux et de religieuses effrayés par les violences anticléricales exercées par les extrémistes du camp républicain. Le discours du Pape, transmis par radio, suscite immédiatement de nombreux commentaires. *Le Lorrain* et *Le Messin* soulignent que Pie XI a dénoncé « la destruction barbare » qui est l'œuvre des seuls Républicains.

Le Lorrain, *Le Messin* et la *Lothringer-Volkszeitung* ignorent tout acte de violence dont les nationalistes espagnols sont les auteurs. Pour eux, il n'y a qu'une seule horreur, c'est celle dont les « rouges » se rendent quotidiennement coupables en massacrant des innocents et en brûlant des églises.

Pendant toute cette période, la présence des fervents catholiques que sont les Basques espagnols, aux côtés du gouvernement légal, n'est pas mentionnée par les journaux du département, si ce n'est pour affirmer que les Basques sont dupés par la République. Le 26 avril 1937, alors que les Basques battent en retraite, le village de Guernica est rasé par l'aviation allemande au service des nationalistes. Un total de 1 000 morts (civils et soldats en retraite) est annoncé. Les nationalistes, face à l'émotion suscitée dans le monde, émettent un démenti

qui accuse les basques d'avoir incendié Guernica dans le but d'ameuter l'opinion internationale. Les journaux mosellans choisissent la discréption au sujet de ce massacre, ou soutiennent la version officielle des rebelles espagnols. Pour *Le Lorrain*, Guernica n'est rien d'autre qu'un << mensonge de l'Espagne rouge >>⁵⁴⁹. Le quotidien de Charles Ritz affirme sans hésiter qu'il n'y a pas de traces de bombes, mais seulement des traces de pétrole dans le village détruit, ce qui prouve que ce sont les "rouges" qui ont détruit Guernica⁵⁵⁰. *Le Messin* et le *Lothringer-Volkszeitung* optent pour une grande discréption et se contentent de rapporter les faits de manière laconique, sans commentaire et en bas de page. Un contraste, seuls *Le Républicain Lorrain* et *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* s'émeuvent en Moselle.

Le coup d'État militaire espagnol du 18 juillet 1936 ne passe pas inaperçu en Moselle. Immédiatement et dans un contexte politique déjà tendu, la lutte qui débute en Espagne alimente des passions déjà exacerbées par la victoire électorale du Front Populaire. Les journaux mosellans se cantonnent dans leurs points de vue respectifs et plusieurs mènent une véritable campagne idéologique. À un tel degré que *Le Lorrain* et *Le Messin* ne révisent nullement leurs attitudes ni leurs positions après Guernica.

Dès février-mars 1937, l'issue du conflit ne fait aucun doute. Si les polémiques continuent après cette date, elles diminuent cependant en intensité et en intérêt.

Après la victoire de Franco, *Le Lorrain* et *Le Messin* se contentent d'affirmer que la victoire des nationalistes espagnols est un bienfait pour l'Europe et qu'en aucun cas Franco ne se lancerait dans une éventuelle guerre européenne.

La conclusion revient au *Messin*. L'évolution de l'Italie devient << inquiétante >>. À l'occasion de la guerre d'Espagne, et à la suite de l'invasion de l'Éthiopie, le bloc Adolf Hitler-Benito Mussolini se cimente chaque jour davantage, tandis que l'antagonisme avec l'Angleterre

⁵⁴⁹ *Le Lorrain*, 29 avril 1937.

⁵⁵⁰ *Le Lorrain*, 3 mai 1937.

s'accroît⁵⁵¹. Les bruits courrent d'une rupture de Rome avec la SDN. Le motif de celle-ci serait le refus de reconnaissance de l'Empire italien et aussi le conflit d'influence en Méditerranée avec l'Angleterre. L'Italie commence à << encombrer >> les voies impériales anglaises. Adolf Hitler, sans se brouiller avec Londres a profité des circonstances pour prendre de substantiels avantages à Rome où la France perd insensiblement toute sympathie. Sans être certain que les Anglais puissent un jour lui en être reconnaissant. Malgré l'évidence des intérêts contraires de la France, le gouvernement s'obstine à demeurer hostile à la reconnaissance de la conquête éthiopienne, regrette la rédaction. En outre, la France fournit des armes et des volontaires à l'Espagne du "Frente Popular", ce qui a accru la méfiance et l'aigreur des pays à régime autoritaire. << Une guerre peut sortir de cet enchevêtrement. Or non seulement nous ne faisons rien pour l'éviter, mais nous y courons à cœur joie, par pur dilettantisme, uniquement pour affecter un idéalisme hostile à la dictature >>⁵⁵². Et la menace n'est pas seulement due au Reich nazi, mais tout autant en ce qui concerne certains journaux messins, à la Russie soviétisée et voulant exporter l'idéologie communiste.

IV. La presse messine et les relations germano-soviétiques.

L'URSS est ressentie en Moselle comme représentant un réel danger. Non pas au travers d'une attaque massive des forces soviétiques en Europe, mais par sa volonté d'implanter partout où cela est rendu possible, l'idéologie moscovite. Il y a eu les partis communistes italien et allemand, très actifs mais qui ont fini par succomber devant les milices d'extrême-droite, il y aura plus tard le Front Populaire élu en France et la guerre d'Espagne entre franquistes nationalistes et

⁵⁵¹ *Le Messin*, 14 mai 1937, "Entre l'enclume et le marteau", signé "G", 1^{re} page.

⁵⁵² *Le Messin*, 14 mai 1937, "Entre l'enclume et le marteau", signé "G", 1^{re} page.

républicains du "Frente Popular". Petit à petit, craignent les journalistes de droite, d'une manière "insidieuse", l'Europe, pays après pays, pourrait bien devenir communiste. Pour accélérer ce processus et craignant une attaque allemande, Moscou et ses amis en Europe et à la SDN souhaiteraient contraindre la France à entrer en guerre contre le Reich. Ainsi, le danger pesant de Berlin sur l'armée rouge serait écarté. De plus, cela affaiblirait l'Europe et faciliterait l'éclosion du communisme. En conséquence, deux manœuvres, qui se complètent, sont orchestrées par les communistes⁵⁵³.

1. Les conséquences de l'entente Paris-Moscou.

La première a été que la signature de l'alliance des soviets avec la France (2 mai 1935), a irrité les États fascistes (principalement l'Allemagne et l'Italie). La deuxième réside dans l'encouragement, du fait de la guerre d'Éthiopie, à une intervention française contre l'Italie. L'Allemagne dont le régime est proche de celui de Rome, se rangerait alors aux côtés de Benito Mussolini. Il en résulterait une guerre européenne entre le bloc Allemagne-Italie et l'alliance franco-britannique. L'URSS hors du conflit en ne respectant pas sa signature avec la France, y gagnerait finalement. Afin d'éviter cet écueil, Frédéric Certonciny conseille au gouvernement français de renoncer à l'application des sanctions à l'encontre de l'Italie. De cette manière, la France se défendrait elle-même en évitant un possible conflit⁵⁵⁴. Le problème posé est donc celui de l'URSS, mais Staline est d'autant plus dangereux qu'il a une arme en France qui s'appelle le Front Populaire.

Pendant la guerre d'Éthiopie, les relations entre l'Angleterre et l'Italie semblent s'améliorer. Cette évolution, nous dit *Le Messin*, embarrassé les partisans de Moscou en France, soit le Front Populaire⁵⁵⁵.

⁵⁵³ *Le Messin*, 17 novembre 1935, "La politique de Genève tend à nous entraîner dans une guerre avec l'Allemagne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^o page, 2 colonnes.

⁵⁵⁴ *Le Messin*, 17 novembre 1935, "La politique de Genève tend à nous entraîner dans une guerre avec l'Allemagne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵⁵⁵ *Le Messin*, 2 mars 1936, "Entre deux selles", signé "G", 1^{re} page, photographies d'Hitler et de Staline.

Ce dernier recommandait le rapprochement franco-allemand, cependant les relations germano-russes sont de plus en plus difficiles. Alors, plutôt que de négocier un Traité franco-allemand, les leaders de la gauche française espèrent un retour de l'Allemagne à la SDN où est entrée l'URSS en 1934.

Selon *Le Messin*, il faudrait être naïf pour se figurer que l'Allemagne va faire son << mea culpa >> pour rentrer à Genève, après s'être donné tant de peine pour en sortir. Pour le journaliste, la situation est limpide. << La formidable puissance militaire de l'Europe Centrale >> entend prochainement essayer sa force contre la Russie. Berlin veut être tranquille du côté occidental pendant cette expérience. D'où la volonté de trouver un accord avec la France. << Le pire dans cette histoire est qui si nous n'accordons pas à Adolf Hitler le prix de l'amitié qu'il nous offre, il prendra prétexte de notre refus pour exécuter ses menaces avec une remilitarisation de la rive gauche du Rhin >>. "G" écrit cela à quelques jours du coup de force allemand sur le Rhin.

En résumé, le Front Populaire partisan de la paix avec le "Führer" se rend compte qu'en acceptant l'amitié berlinoise, la France libérerait l'Allemagne du poids militaire qu'elle fait peser sur sa frontière et donc permettrait aux forces nazies d'attaquer Moscou. Inversement, si la France repoussait un accord avec le Reich, celui-ci en profiterait pour utiliser contre Paris des mesures qui ne seraient peut-être pas exclusivement défensives. La conclusion de ce "casse-tête" géostratégique est qu'il ne reste plus qu'une ressource aux << bons apôtres de la paix >>, c'est de faire la guerre le plus vite possible pour éviter de la subir plus tard⁵⁵⁶. Le journaliste craint que le Front Populaire conduise la France dans cette aventure. Ceci s'appellerait tout simplement une guerre préventive.

Dénoncer la gauche française militant pour une guerre contre le Reich, voilà qui fait plaisir au *Messin* dans le cadre de sa lutte contre le Front Populaire. Mais quel est le plus grand danger, le nazisme ou le communisme ? Frédéric Certonciny nous répond clairement. << La menace allemande contre la France est redoutable, mais la menace

⁵⁵⁶ *Le Messin*, 2 mars 1936, "Entre deux selles", signé "G", 1^{re} page, photographies d'Hitler et de Staline.

communiste ne serait-elle pas pire encore que tout ce que nous pouvons imaginer >>⁵⁵⁷. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater la satisfaction du *Messin* lors de la signature, en novembre 1936, du Pacte anti-Komintern entre l'Allemagne et le Japon. << L'accord germano-nippon est un grand pas vers l'écrasement total du communisme >>, écrit la rédaction du quotidien en apprenant la nouvelle⁵⁵⁸. Il découle de ce Pacte nouvellement signé un accroissement de la tension, déjà vive à cause de la guerre d'Espagne, entre l'Allemagne et la Russie. Le journaliste remarque que si les deux États contractants ne proclament pas directement leur hostilité à l'URSS, ils déclarent ouvertement la guerre au communisme international et visent particulièrement les entreprises du Komintern tendant à la décomposition et à la destruction, si nécessaire par la violence, de toutes les sociétés existantes. << Or, tout le monde voit que le Komintern est une émanation directe de Moscou. Ce document prend donc, dans les circonstances présentes, un caractère significatif >>⁵⁵⁹. L'Allemagne d'Adolf Hitler, pour *Le Messin*, a au moins un mérite, celui de lutter avec détermination et efficacité contre un "monstre" : l'Internationale communiste.

Pour Charles Ritz au *Lorrain*, le Pacte germano-japonais sous-entend l'évincement définitif de la Russie qui n'a plus que la France de Léon Blum pour alliée⁵⁶⁰. L'abbé-journaliste parle d'une convention << anti-soviétique >>, élargissant de la sorte la portée de l'acte. D'autre part, il estime très crédible l'existence d'un Traité militaire secret germano-nippon contre les soviets. *Le Lorrain* ne cache pas non plus son plaisir de voir l'Allemagne et le Japon s'engager officiellement dans la lutte

⁵⁵⁷ *Le Messin*, 25 août 1936, "L'Allemagne s'inquiète des préparatifs militaires des soviets et demande aux états de s'unir contre le danger rouge", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵⁵⁸ *Le Messin*, 26 novembre 1936, "Une Convention germano-japonaise contre l'internationale communiste est signée à Berlin", "La tension germano-russe", signé "G", 1^{re} page.

⁵⁵⁹ *Le Messin*, 26 novembre 1936, "Une Convention germano-japonaise contre l'internationale communiste est signée à Berlin", "La tension germano-russe", signé "G", 1^{re} page.

⁵⁶⁰ *Le Lorrain*, 26 novembre 1936, "L'Allemagne et le japon ont signé hier une convention anti-soviétique", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

contre le communisme. La déception d'observer une France désorientée "tomber aux mains" du Front Populaire, incite certains Mosellans désespérés à tourner leur regard vers Berlin. La propagande hitlérienne montre l'Allemagne comme étant le dernier et seul rempart en Europe contre le bolchevisme conquérant, Frédéric Certonciny et Charles Ritz ont la même opinion.

2. Une alliance germano-soviétique ?

Cette joie sera cependant de courte durée. Dès le début 1937, une rumeur circule, une alliance germano-russe est-elle envisageable ? Ces deux régimes n'en sont pas à leur première contradiction.

C'est *Le Messin* qui attache le plus d'importance à cette hypothèse. Frédéric Certonciny résume avec talent la situation des deux pays. La libération des chaînes du Traité de Versailles et la lutte irréductible contre le bolchevisme étaient les deux stimulants principaux qui ranimèrent la volonté du peuple allemand et qui l'unirent sous le signe de la croix gammée⁵⁶¹. L'irréductibilité de l'hitlérisme envers Moscou gagna à l'Allemagne des sympathies et du prestige dans les pays menacés par la III Internationale. Cependant constate le journaliste, en y regardant de plus près, les conditions des échanges commerciaux entre les deux pays n'ont cessé d'être très favorables. Les produits de l'industrie allemande s'avèrent indispensables à l'organisation de l'industrie même de la Russie, qui, de son côté, est riche en matières premières et en céréales dont l'Allemagne a besoin. Les échanges économiques, bien que limités, continuent entre les deux pays malgré les contradictions idéologiques. De plus, rajoute l'éditorialiste, en Allemagne aussi bien qu'en Russie, certains milieux tiennent non seulement à une collaboration économique, mais encore à l'atténuation de l'antagonisme politique. Frédéric Certonciny désigne parmi ces personnes des membres du commandement militaire allemand. Le fait

⁵⁶¹ *Le Messin*, 26 avril 1937, "Staline, en << décommunisant >> l'URSS rendra-t-il possible l'alliance germano-russe ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

le plus favorable, lui semble-t-il, à la conciliation germano-russe se trouve dans l'évolution interne survenue en Russie.

Le directeur du *Messin* estime, on ne sait sur la base de quelle information, que toute la politique intérieure de Staline, avec le retour aux valeurs familiales, aux traditions populaires et au nationalisme, avec, dit-il, la << **démocratisation relative du système** >>, peut être caractérisée comme étant un << **début de décommunisation** >>. Seraient-ce les purges stalinien qui induisent Frédéric Certonciny en erreur ?

Quoi qu'il en soit, il considère la conciliation et la collaboration germano-russe comme étant de l'ordre du réalisable, comme une possibilité de l'avenir, et un avenir plus ou moins lointain selon le rythme de "décommunisation" de la Russie⁵⁶². Bien qu'anticipant sur les événements et sur le soi-disant changement en profondeur du régime stalinien, Frédéric Certonciny envisage avec inquiétude une union diplomatique entre Berlin et Moscou. Tout en ayant des régimes dissemblables, les deux États totalitaires ont maintenu leurs échanges économiques, ont des besoins réciproques, les deux armées s'entendent et se respectent depuis Brest-Litovsk et Rapallo. Tous ces éléments rapprochent les deux puissances.

Cette idée d'entente, peut-être avant-gardiste en 1937, va devenir réalité quelques jours avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. L'étude de Frédéric Certonciny, bien que se fondant par instant sur des informations erronées, s'avère d'une inhabituelle clairvoyance pour l'époque, surtout lorsque l'on connaît la violence anti-soviétique de la propagande allemande et avec quelle vigueur le nazisme au pouvoir a expurgé du Reich le parti communiste, ses leaders et ses miliciens.

⁵⁶² *Le Messin*, 26 avril 1937, "Staline, en << décommunisant >> l'URSS rendra-t-il possible l'alliance germano-russe ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

3. Le Traité germano-soviétique.

Paul Durand, dans un premier temps, ne voit pas quel intérêt auraient les démocraties ou le Reich à rechercher l'amitié soviétique. L'armée rouge est privée de ses chefs, elle est décapitée⁵⁶³. L'URSS est avant tout une entreprise de révolution mondiale et les victoires militaires importent moins à ses dirigeants que la propagation des idées communistes. Militairement, outre les purges qui ont enlevé à l'armée ses principaux cadres, il semble qu'elle soit d'une réelle faiblesse, car jamais les chefs russes n'ont osé appuyer leurs protestations d'une action quelconque, remarque le rédacteur en chef, ni contre le Japon en Chine, ni contre la Pologne au récent partage de la Tchécoslovaquie avec l'Allemagne.

Cependant, reconnaît Paul Durand, les soviets représentent un énorme pays. Plutôt que de les négliger complètement ne vaut-il pas mieux s'assurer au moins ce réservoir de matières premières ? C'est la seule ouverture qu'admet le journaliste, même si son opinion reste la même. La France accepte le parti communiste, << Ne commettrions-nous pas la même aberration et le même crime en tolérant chez nous des organisations hitlériennes ou des chemises noires. [...], car entre la croix gammée et l'étoile rouge des soviets, il n'y a aucune différence, ni dans leur philosophie, ni dans les buts à atteindre >>⁵⁶⁴. Le seul avantage à voir la Russie dans le camp occidental serait qu'elle ne pourrait s'allier au Reich⁵⁶⁵.

L'union Moscou-Berlin est une réalité plausible pour Paul Durand. Si la France et l'Angleterre signaient un accord avec les soviets, elles empêcheraient cette nouvelle menace, mais, de la sorte s'allieraient à un État dangereux car le communisme a pour objectif essentiel la révolution mondiale. En fin de compte, il serait plus utile et sage d'utiliser l'URSS comme aide à la France et à l'Angleterre par le biais

⁵⁶³ *Le Lorrain*, 25 mai 1939, "Une étoile dont le monde se méfie", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁶⁴ *Le Lorrain*, 25 mai 1939, "Une étoile dont le monde se méfie", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁶⁵ *Le Lorrain*, 13 juillet 1939, "L'alliance russe et le poison bolchevique", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

d'une fourniture de matériel de guerre ou de matières premières dont elle est riche.

Dans le cadre des négociations anglo-franco-russes, Paul Durand semble difficilement accepter un accord avec Moscou. Quant à Henry Godmard, il déclare que seules les exigences soviétiques paralysent les négociations⁵⁶⁶. De plus, il souligne fort adroitement que l'URSS a accueilli favorablement les tentatives de rapprochement allemandes. Il en conclut que Moscou joue un double jeu. La situation s'avère donc profondément trouble et le journaliste ne se hasarde pas à tirer des conclusions sur le choix qui sera effectué par le gouvernement stalinien. Toutefois, il lui est bien difficile d'imaginer que le Chancelier Hitler soit, sans compensation, prêt à accepter une alliance avec son "collègue" dictateur du prolétariat, après avoir avec tant de colère, dénoncé les méfaits du bolchevisme et lancé à travers le monde un appel si énergique en faveur du Pacte anti-Komintern. Est-ce Hitler qui trompe Staline ou Staline qui trompe Hitler ? Ou bien ces deux hommes, en se tendant la main, trompent-ils les démocraties⁵⁶⁷? De plus, fait remarquer Henry Godmard, le Reich a dénoncé l'accord anglo-allemand de juin 1935 ainsi que celui avec la Pologne de janvier 1934, il n'en a pas fait de même avec l'accord germano-russe de Rapallo. Seraient-ce les prémisses diplomatiques à une nouvelle alliance⁵⁶⁸.

Tandis que Paul Durand se perd dans des considérations franco-françaises sur le risque de maintenir le parti communiste en France ou encore sur les avantages et les inconvénients d'une entente anglo-franco-russe, Henry Godmard saisit bien l'évolution entre Berlin et Moscou. Une signature n'est pas à écarter, des manœuvres ont lieu de part et d'autre en ce sens. À tel point qu'à la signature du Pacte de non-agression le 24 août 1939, *Le Messin* se demande vraiment s'il s'agit d'un coup de théâtre. Ce nouveau Traité, prévu, entre l'URSS et l'Allemagne

⁵⁶⁶ *Le Messin*, 23 juin 1939, "Le pacte anglo-franco-russe", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁵⁶⁷ *Le Messin*, 5 juillet 1939, "Chinoiseries", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁵⁶⁸ *Le Messin*, 5 juillet 1939, "Chinoiseries", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

semble en fait n'apporter aucune innovation essentielle dans les rapports entre l'URSS et le Reich, puisque, du côté allemand il était dit de source officielle que le Traité de Rapallo, jamais dénoncé et tacitement reconduit, pouvait être considéré comme un véritable Traité de non-agression entre Moscou et Berlin⁵⁶⁹. De plus, avance avec raison l'éditorialiste anonyme, Staline souhaite se tenir hors d'un conflit éventuel dans l'espoir d'en profiter un jour. Le seul élément d'importance est que ce Traité peut être un instrument de paix comme un instrument de guerre dans les mains du III Reich. L'avenir dépendra de la manière dont Adolf Hitler l'utilisera.

Pierre Prey ajoute quelques explications sur ce point de vue du *Messin*⁵⁷⁰. L'accord germano-russe n'est pas une << catastrophe >>. Il existait depuis longtemps, mais il a le mérite de clarifier l'horizon en rendant officiel, patent, un état de fait officieux, tenu caché. *Le Messin*, précise-t-il clairement, était contre une alliance russe avec la France, car elle n'a jamais rien apporté. Les exemples de Napoléon en 1812 et Brest-Litovsk en 1917, sont cités. << Entre le nazisme tel que l'a conçu Hitler et le soviétisme, il y a une différence de forme, mais non dans le fond. Ils sortent tous deux de la même conception marxiste : l'individu broyé, anéanti sous la machine étatiste, en fait, l'esclavage : penser, parler, travailler avec la masse. Comment voulait-on qu'ils ne puissent pas s'entendre ? >>, écrit-il. Staline et Adolf Hitler ont de surcroît un objectif commun, détruire la Pologne et la Hongrie, deux bastions latinisés et catholiques⁵⁷¹.

Au *Lorrain*, la réaction est différente. C'est la lenteur des pourparlers anglo-franco-russes qui a redonné de l'espoir aux Allemands. Des accords économiques ont déjà été conclus entre Berlin et Moscou par lesquels le Reich accorde un important crédit commercial à Staline. L'Allemagne a recherché en conséquence un accord politique avec les

⁵⁶⁹ *Le Messin*, 23 août 1939, "Est-ce un coup de théâtre ?", Éditorial non signé, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁵⁷⁰ *Le Messin*, 27 août 1939, "Est-ce un fait nouveau ?", Pierre Prey, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁵⁷¹ *Le Messin*, 27 août 1939, "Est-ce un fait nouveau ?", Pierre Prey, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

soviets (au détriment de la Pologne), ainsi qu'encore plus de matières premières⁵⁷². Développant une analyse politique pertinente, Paul Durand écrit le 24 août 1939 que << théoriquement >>, il y avait intérêt pour la France et l'Angleterre de 1939, à compter la Russie parmi leurs alliées. Malheureusement, les difficultés à surmonter étaient << énormes >>. Il était souhaitable d'éloigner de l'Axe le réservoir économique russe, de conserver cette épée de Damoclès au-dessus de Berlin.

Autre idée avancée par l'éditorialiste. Le Pacte qui va être signé à Berlin favorise la croisade du communisme mondial. Les soviets ne veulent pas participer à une guerre, leur armée est trop fragile, mais un conflit européen leur serait bénéfique. L'Europe dans la misère et la souffrance, quelle belle occasion pour propager chez les vaincus et même les vainqueurs affaiblis, le collectivisme. Ce serait une chance de pouvoir expliquer que si le communisme avait existé en Europe, il n'y aurait pas eu de guerre. << C'est un calcul de machiavel rouge >>⁵⁷³.

Mais une autre conséquence est encore plus importante. En signant un Pacte avec l'Allemagne, Moscou démontre sa volonté de ne pas s'engager dans un conflit et par là même rend plus agressive une Allemagne déjà trop belliqueuse. Jusqu'à fin août 1939, le Reich hésitait à faire le pas décisif, en raison de l'incertitude soviétique. S'engager en Pologne était lourd de risques ; cette incertitude est dissipée conclut fort logiquement Paul Durand⁵⁷⁴. En 1935, Charles Ritz nous disait que c'était l'Angleterre qui empêcherait Adolf Hitler d'engager un conflit. En 1939, Paul Durand voit en l'URSS un pays pouvant dissuader Berlin dans ses tentatives armées. Une alliance germano-russe étant signée, l'Allemagne a désormais les mains libres en Pologne.

D'autres conséquences s'ajoutent à celles précitées. La propagande du Reich va en profiter pour rassurer les 80 millions

⁵⁷² *Le Lorrain*, 23 août 1939, "De Berlin à Moscou", "Que se passe-t-il ?", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁷³ *Le Lorrain*, 23 août 1939, "De Berlin à Moscou", "Que se passe-t-il ?", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁷⁴ *Le Lorrain*, 23 août 1939, "De Berlin à Moscou", "Que se passe-t-il ?", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

d'Allemands qui souhaitent la paix. La politique d'encerclement franco-britannique a échoué, c'est l'équilibre des forces en Europe qui est rétabli. Lorsque l'Allemagne attaquerá la Pologne pour "libérer" Dantzig, les démocraties interviendront et ce sera un jeu d'enfant de dénoncer les démocraties ivres de sang et de conquêtes. Il ne reste plus à Adolf Hitler qu'à tenter de mettre l'Europe devant le fait accompli avec une opération qui ne durera que quelques heures⁵⁷⁵. Paul Durand en conclut que la volonté franco-anglaise doit être réaffirmée officiellement et publiquement, de manière à ce que l'opinion allemande prenne conscience du danger existant.

Dans un nouvel article, le rédacteur en chef du *Lorrain* définit les responsabilités qui ont mené à la signature de cet accord accueilli avec effroi et inquiétude par la rédaction du journal. Les premiers désignés sont, bien sûr, Adolf Hitler et Benito Mussolini, ce dernier étant qualifié, tout de même, d'homme intelligent depuis fort longtemps privé de sa liberté d'action. Ensuite, et c'est devenu une permanence dans les études du *Lorrain* depuis 1936, le Front Populaire. Par une politique extérieure partisane et idéologique, Léon Blum froissant l'Italie l'a poussée vers l'Allemagne. De ce fait, l'Anschluss a été rendu possible puis la prise de la Tchécoslovaquie et de l'Albanie. En août 1939, le Reich vise Dantzig, le Corridor, la Silésie polonaise⁵⁷⁶. Si l'Italie était restée aux côtés de la France, ces << brigandages >> n'auraient pas eu lieu, parce que l'Autriche aurait maintenu son indépendance. À cela, Paul Durand rajoute la perte de la Belgique, du fait de sa neutralité, ainsi que des alliées de la France en Europe Centrale (Tchécoslovaquie, Roumanie), enfin, les problèmes économiques et sociaux qui ralentissent le réarmement et la préparation morale de la France à la guerre. Le 24 août 1939 s'inscrit en complément logique de ces << erreurs >>. La Russie et l'Allemagne ne s'attaqueront pas et n'interviendront pas dans un conflit touchant l'un des deux pays.

⁵⁷⁵ *Le Lorrain*, 23 août 1939, "De Berlin à Moscou", "Que se passe-t-il ?", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁵⁷⁶ *Le Lorrain*, 25 août 1939, "Les vrais responsables", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

Le journaliste messin qualifie l'acte russe de << lâche et traître >>⁵⁷⁷, avant de préciser qu'à travers l'Histoire, la Russie a souvent fait meilleur ménage avec l'Allemagne qu'avec ses alliés occidentaux de 1914⁵⁷⁸. Berlin et Moscou sont deux régimes politiques proches qui sous des noms différents, mais avec la même organisation et d'identiques moyens, poursuivent un même but de << rénovation intérieure et mondiale >>⁵⁷⁹.

Le Messin se hasarde également à ébaucher une analyse des conséquences politiques de l'accord germano-russe. Les Japonais et l'Espagne franquiste ont dû reconnaître leur déconvenue face à cette signature, quant à l'Italie, << la dislocation de l'Axe peut donc être considérée comme virtuellement acquise >>⁵⁸⁰. La France peut en l'occurrence user des plus grands ménagements à l'égard de Benito Mussolini. Le "Duce" a été abusé grossièrement par le "Führer" et la tâche des puissances démocratiques doit consister surtout à lui faciliter l'issue d'une situation pénible.

Ainsi, espère Henry Godmard, Paris pourra se rallier une des principales puissances européennes. Benito Mussolini ne peut s'en tirer avec honneur qu'en jouant, comme en septembre 1938, un rôle de médiateur mais avec cette différence que ce n'est plus sur l'Angleterre et la France qu'il doit faire pression, mais sur le Chancelier Hitler pour amener ce dernier à réduire ses prétentions. << La guerre peut donc encore être évitée et l'amour-propre des deux dictateurs, [...], s'accommodera sans doute beaucoup mieux d'une initiative italienne que des avances directes de la France ou de l'Angleterre >>⁵⁸¹.

⁵⁷⁷ *Le Lorrain*, 25 août 1939, "Les vrais responsables", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁷⁸ *Le Lorrain*, 26 août 1939, "Du droit de respirer librement", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁷⁹ *Le Lorrain*, 27 août 1939, "Le mensonge brun", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁸⁰ *Le Messin*, 30 août 1939, "Mr Mussolini tient peut-être en main le sort de la paix", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁵⁸¹ *Le Messin*, 30 août 1939, "Mr Mussolini tient peut-être en main le sort de la paix", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

L'Allemagne, le 24 août 1939, s'est garantie la non-intervention soviétique lors de son attaque en Pologne. Mieux encore, dans un protocole secret, dont ne parle évidemment pas la presse messine, les deux dictatures se partagent le territoire de Varsovie. *Le Messin* et finalement *Le Lorrain*, jugent ce Pacte de non-agression "normal" étant donné la similitude des régimes totalitaires et la bonne entente des armées "noire" et "rouge". *Le Lorrain* de Paul Durand appréhende à sa juste valeur la menace accrue qui pèse désormais sur la Pologne et par conséquent sur l'Europe. Adolf Hitler a, à cette date, les mains libres pour déclencher une guerre européenne.

Interprétant les faits différemment et cherchant toujours une utopique solution pacifique, *Le Messin* et Henry Godmard espèrent un retour à l'italien, Rome devenant comme en 1915, l'alliée de la France et de l'Angleterre. Ainsi, la guerre pourrait encore être évitée. Henry Godmard fait preuve concernant l'Italie, d'une volonté d'aveuglement constante. *Le Messin* n'a jamais pu accepter l'alliance germano-italienne.

Jusqu'à la guerre, le quotidien de la rue des Clercs a escompté l'effondrement de l'Axe et refusé d'admettre la vérité des relations entre Berlin et Rome. Le 1^{er} septembre 1939, Henry Godmard écrivait alors que les troupes allemandes entraient en Pologne : << **L'alliance soviétique fut plutôt un sursaut de désespoir qui lui [l'Allemagne] a valu d'être abandonnée par les Japonais, et de rendre perplexe l'Italie, l'Espagne et le peuple allemand** >>⁵⁸².

Pour *Le Républicain Lorrain*, l'URSS joue un double jeu, sur les deux balances, allemande et démocratique. Le but est, outre d'éviter un conflit auquel l'URSS n'est pas prête, mais aussi, en cas de guerre, de laisser les puissances européennes s'épuiser et d'en profiter politiquement en étendant l'idéologie communiste⁵⁸³. Cependant, par ce pacte les soviets donnent carte blanche au Reich en ce qui concerne Dantzig, la Pologne ou

⁵⁸² *Le Messin*, 1^{er} septembre 1939, "Hitler piétine", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁵⁸³ *Le Républicain Lorrain*, 24 août 1939, "Unité de vues et d'action entre Paris, Londres et Varsovie", Saint Abin, Éditorial, 1^{ère} page.

tout autre État qu'il plairait à Adolf Hitler d'attaquer⁵⁸⁴. Toutefois, l'auteur y croit encore, la fermeté des gouvernements démocratiques doit inciter l'Allemagne à s'arrêter sur la voie où elle s'est engagée.

Les relations germano-russes ont évolué dans le même sens qu'entre Berlin et Rome, c'est-à-dire vers un rapprochement politique et une alliance militaire, même si cette dernière est de contenu différent.

La presse messine de langue française (*Le Lorrain*) a senti tardivement la possibilité d'une entente germano-soviétique. La propagande anticomuniste allemande ayant une portée internationale, l'idéologie hitlérienne a trompé l'Europe et le Reich s'est allié politiquement et économiquement avec son pire ennemi. Berlin, sans état d'âme, a fait ce que les dirigeants anglais et français hésitaient à accomplir, s'unir à Staline.

Il est un autre domaine dans lequel la propagande nazie a réussi à tromper l'Europe entière, il s'agit des revendications coloniales allemandes. Au cours de la période, elles ont par moment fait la "Une" des quotidiens qui les prenaient très au sérieux. Le Reich semblait remettre en cause les possessions françaises et anglaises. De cette façon, le gouvernement allemand avait trouvé une sorte de diversion, orientant l'intérêt des démocraties ailleurs que vers l'Europe de l'Est. C'est cet aspect de la politique extérieure du Reich que nous allons étudier à présent.

⁵⁸⁴ *Le Républicain Lorrain*, 25 août 1939, "Le Pacte germano-soviétique a été signé hier à Moscou", 1^{er} page.

V. Les Mosellans devant les prétentions coloniales allemandes.

1. Pourquoi l'Allemagne revendique les colonies.

Certains, s'exclame Jean Revire en pensant aux communistes, accepteraient de rendre leur Empire colonial aux Allemands contre une garantie de paix en Europe⁵⁸⁵. Serait-ce suffisant, se demande le journaliste ? Il répond par la négative. L'Allemagne avait cet Empire en 1914 et elle a tout de même fait la guerre parce qu'elle << étouffait >>, était encerclée et voulait sa << place au soleil >>. Des hommes politiques bien intentionnés ont fait une proposition qui déçoit le journaliste. Il la résume ainsi : en quelque sorte, la France fournirait le sang (pacification, maintien de l'ordre) et les capitaux, l'Allemagne la main-d'œuvre et les produits manufacturés. Cela s'appellerait de la << collaboration >> ; ce serait le << rapprochement et la paix >>. Cette proposition est trop fructueuse pour l'Allemagne pour ne pas être acceptée. Ce système existe déjà dans les faits. La France a pacifié la Syrie, cela a nécessité un fort investissement, mais il est entendu que la porte reste gratuitement ouverte aux autres Nations. Il en a été de même avec le Cameroun. Après quoi << certains naïfs >> parlent de céder la Syrie aux Italiens pour les apaiser. << Mais pourquoi les Italiens en voudraient-ils ? >>⁵⁸⁶, demande ironiquement Jean Revire. Ils ne tiennent pas à assumer de nouvelles charges, puisqu'ils ont les profits (main-d'œuvre et exploitation) et la France les problèmes et les dépenses. Il est même interdit à cette dernière de tirer de ses mandats un accroissement de force militaire, regrette *Le Lorrain*. Les Allemands, d'après le journaliste spécialiste des colonies, ne tiennent pas tellement à reprendre leurs anciennes possessions. Ils simulent seulement cette intention pour que les démocraties leur offrent vite une compensation en Europe. Il est donc bien inutile de leur offrir,

⁵⁸⁵ *Le Lorrain*, 9 avril 1934, "Les colonies allemandes, l'Empire français et la Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵⁸⁶ *Le Lorrain*, 9 avril 1934, "Les colonies allemandes, l'Empire français et la Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

comme le suggèrent quelques-uns, le Cameroun en échange de la Sarre. Le Cameroun ne les intéresse que très peu⁵⁸⁷. De plus, tandis que les Français et les Anglais pratiquent la colonisation de << civilisation >>, les Allemands font de la colonisation de << race >>⁵⁸⁸. Si les anciennes colonies allemandes n'intéressent plus le Reich, comme nous l'a déjà expliqué Jean Revire, l'Australie et l'Afrique du Sud attirent davantage le gouvernement hitlérien. Le gouvernement du Cap vient d'ailleurs de prendre des mesures contre la propagande nazie, indique le journaliste. Ces régions sont attrayantes parce qu'Adolf Hitler y trouverait de la place pour sa surpopulation. D'où la naissance d'un mouvement, le "Deutschstum im Ausland" qui est une organisation raciale.

En supposant que l'Allemagne parvienne à réaliser son rêve d'englober dans les frontières du troisième Empire les 92 millions d'Allemands revendiqués, il y aura fatalement un manque de place, reconnaît Jean Revire. De plus, l'on voit combien il est << ridicule >> d'offrir au Reich le Cameroun et le Togo, même augmentés de l'Indochine et du Congo, en échange de la Sarre ou d'une partie de la Sarre⁵⁸⁹. Si le Reich veut la Sarre, c'est qu'il considère que les Sarrois sont de race allemande. S'il renonçait à la Sarre, il serait obligé de renoncer à la Lorraine et à l'Alsace, à la Flandre, à la race franque qui s'étend fort loin vers la Loire. Ce serait le renversement total de la théorie qui est à la base de la fragile unité du Reich.

Selon Jean Revire, les deux raisons qui poussent Berlin à réclamer des colonies sont le besoin d'espace vital et le désir d'expansion raciale à travers le monde. D'où cet intérêt pour les grands territoires (Australie, Afrique du Sud) et seulement un semblant d'intérêt pour le Cameroun et le Togo plus petits. La pression concernant ces deux pays ne servant qu'à obtenir des concessions en Europe.

⁵⁸⁷ *Le Lorrain*, 9 avril 1934, "Les colonies allemandes, l'Empire français et la Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁵⁸⁸ *Le Lorrain*, 14 avril 1934, "Les colonies allemandes, l'Empire français et la Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁵⁸⁹ *Le Lorrain*, 14 avril 1934, "Les colonies allemandes, l'Empire français et la Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

Cette utilisation de la revendication coloniale comme arme diplomatique sera à plusieurs reprises dénoncée par *Le Lorrain*. Début 1937, lors du voyage de Joachim von Ribbentrop à Londres, Charles Ritz émet des commentaires violents à l'encontre du Reich. Les dirigeants allemands, dit-il, doivent toujours trouver un centre d'intérêt pour motiver le peuple qui commence << à avoir faim >>⁵⁹⁰. L'économie tourne sur elle-même, les devises étrangères et nationales manquent, le besoin de prestige et l'envie d'annuler une des dernières clauses du Traité de Versailles incitent l'Allemagne à acquérir des colonies. Cependant, remarque le journaliste, Adolf Hitler sait qu'aucun pays ne lui cédera de colonies et que, du reste, l'économie allemande ne pourrait financer un Empire colonial. << [...], les véritables colonies qu'il [Hitler] ambitionne et que l'Allemagne ambitionne toujours, c'est la colonisation des terres de l'Europe Centrale et Orientale >>. C'est ce qui est écrit dans *Mein Kampf*, livre fondamental de Charles Ritz lorsqu'il parle de l'Allemagne hitlérienne.

C'est pour cette raison que les revendications coloniales allemandes ont pris une autre tournure, un aspect économique. En face de l'impossibilité de partager des colonies, la solution pourrait être basée sur le principe de la liberté du commerce dans les colonies existantes. À la fois liberté de commerce et de l'émigration des populations⁵⁹¹. D'après le docteur Schacht, ministre de l'Économie du Reich, l'Allemagne en réalité a besoin de matières premières qu'elle ne peut se procurer du fait de ses dépenses militaires et de l'épuisement de ses devises étrangères, donc des matières premières qu'elle n'ait pas à payer en devises. Selon l'abbé-journaliste, l'Angleterre et la France n'accepteront pas cette solution sans avoir obtenu la garantie que l'évolution allemande se fait vers la paix.

Le Messin interprète en 1937, l'évolution des revendications allemandes de manière différente de son concurrent (cette interprétation se rapproche des thèses du *Lorrain* en 1934). Lors du voyage de

⁵⁹⁰ *Le Lorrain*, 13 février 1937, "Le Reich veut-il des colonies ?", "Mr von Ribbentrop a fait à Londres la première attaque", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

⁵⁹¹ *Le Lorrain*, 13 février 1937, "Le Reich veut-il des colonies ?", "Mr von Ribbentrop a fait à Londres la première attaque", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

Constantin von Neurath à Londres, Frédéric Certonciny explique que l'Allemagne n'acceptera d'abandonner ses velléités coloniales qu'à la condition de laisser au Reich la zone danubienne comme zone d'influence. Le problème colonial serait en somme, échangé contre celui du pétrole (en Roumanie), qui devient de plus en plus le nerf de la guerre, surtout pour l'Allemagne qui dispose d'un nombre considérable d'éléments motorisés⁵⁹². « Ceci ouvrirait à l'Allemagne, pour l'avenir, les plus grandes espérances. Et l'Angleterre préférerait voir le Chancelier Hitler aller un jour chercher son blé dans une Ukraine germanisée, que Goering chasser les fauves dans les forêts du Tanganyika >>.

Quelques semaines avant le déclenchement du conflit, Henry Godmard étudie pour *Le Messin* le rôle que peuvent avoir en cas de guerre les possessions coloniales. La presse messine interprète constamment le problème des territoires colonisés du point de vue militaire. Si l'Allemagne souhaite un Empire, c'est pour des raisons raciales, démographiques et militaires, d'un autre côté, les colonies anglaises et françaises peuvent apporter une aide conséquente dans les domaines économique et militaire. Elles ont même une importance stratégique. C'est sur cet aspect que nous clôturerons la question coloniale.

2. Le rôle militaire des colonies.

Henry Godmard remarque que des préparatifs militaires intenses sont entrepris en Tripolitaine (actuelle Libye) alors sous contrôle italien⁵⁹³. Le bruit circulait de l'envoi de troupes allemandes en Libye et en Abyssinie, pour renforcer les contingents italiens. L'éditorialiste se demande à quoi tendent ces mesures dont la nécessité ne lui apparaît pas. De toute évidence, il ne s'agit pas d'assurer la domination italienne dans des régions éloignées où il n'existe aucun foyer d'insurrection et où les

⁵⁹² *Le Messin*, 19 juin 1937, "Le voyage de Mr von Neurath à Londres va éclairer d'un jour nouveau la situation européenne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁵⁹³ *Le Messin*, 15 juillet 1939, "Le rôle des colonies africaines en cas de guerre", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

forces militaires dont disposent les autorités locales sont largement suffisantes pour maintenir l'ordre et la sécurité. Ces précautions pourraient en fait être prises en prévision d'un guerre européenne, afin de sauvegarder le patrimoine colonial du jeune Empire, et, Henry Godmard en est persuadé, sans doute de faciliter à l'Allemagne la récupération des territoires africains placés sous mandat depuis le Traité de Versailles. D'où l'importance pour Berlin du maintien de l'Axe. Depuis la conquête de l'Éthiopie, les puissances totalitaires disposent d'un immense réservoir où elles pourront établir des arsenaux et puiser des combattants⁵⁹⁴. L'Angleterre comprenant le danger a pris des dispositions en conséquence.

L'Égypte est le point le plus menacé, l'objectif principal pour l'Axe Rome-Berlin serait le canal de Suez dont la fermeture couperait radicalement la route des Indes. En prévision de cette éventualité, note avec satisfaction *Le Messin*, un effort considérable a été fait. L'armée égyptienne a été portée à un effectif de 50 000 hommes et dotée du matériel le plus moderne. Si les hostilités venaient à éclater, ce premier noyau de résistance serait rapidement renforcé et il pourrait tenir tête à une offensive italo-allemande. Il en est de même de la Tunisie convoitée par Rome, de l'Union sud-africaine, du Kenya, de l'Ouganda, de la Rhodésie. Les démocraties s'activent afin d'organiser militairement toutes ces colonies. Elles sont pourvues de retranchements, les bases maritimes sont multipliées, des corps de volontaires indigènes constitués, des fortifications solides établies notamment dans les ports (Mombassa au Kenya par exemple). L'aviation se développe également. La défense sera désormais possible et efficace. << Les démocraties sont décidées cette fois-ci à ne pas se laisser gagner de vitesse >>⁵⁹⁵.

La diplomatie allemande... et la propagande, ont atteint leur objectif. En remettant en cause le Traité de Versailles et en réclamant ses anciennes colonies, Berlin fait ressentir à Paris et Londres la pression hitlérienne jusqu'au fond de leurs Empires respectifs. Le Reich va même

⁵⁹⁴ *Le Messin*, 15 juillet 1939, "Le rôle des colonies africaines en cas de guerre", Henry Godmard, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

⁵⁹⁵ *Le Messin*, 15 juillet 1939, "Le rôle des colonies africaines en cas de guerre", Henry Godmard, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

plus loin, il réclame l'Australie et l'Afrique du Sud... des terres vastes et fertiles pour y répandre la race nordique régénérée.

Ainsi, craintifs pour leurs possessions, les démocraties sont susceptibles de céder face aux prétentions allemandes en Europe danubienne et de l'Est, pourvu que personne ne touche à leurs prestigieuses colonies. C'est de cette manière que la presse messine de langue française interprète l'action de la diplomatie allemande dans ce domaine. Il s'agit en quelque sorte d'une nouvelle manipulation politique pour atteindre des objectifs économiques, voire territoriaux, sur le continent. Une fois encore, les États vainqueurs en 1918 céderont-ils devant l'agitation nazie ? Cette éventualité, Jean Revire, Charles Ritz et Henry Godmard la refusent. Quelles que soient les menaces il faut rester intransigeant sur le sujet. Aucune concession n'est envisageable dans le domaine colonial, l'importance militaire et stratégique de ces Empires justifie, à leurs yeux, cette fermeté.

Outre la presse mosellane, qui porte une grande attention à la politique extérieure allemande, les partis que l'on peut qualifier d'extrémistes s'intéressent également fortement à cet aspect si crucial de la politique nazie. Le chapitre qui suit apporte des éléments essentiels pour la compréhension de l'attitude des extrêmes face au III Reich.

VI. L'attitude des partis extrémistes mosellans en face de la nouvelle Allemagne de 1933 à 1939.

Il est difficile d'aborder pleinement l'étude de l'opinion des partis d'extrême droite et d'extrême gauche face au Reich nazi. De nombreuses sources archivistiques ont été détruites volontairement par les autorités françaises en juin 1940. D'autre part, les bombardements alliés, notamment en 1944, ont touché les documents du fonds des Archives Départementales de la Moselle. En conséquence, les quelques documents utilisables sont des rapports de police concernant le parti communiste français (PCF) et se trouvant principalement aux Archives Nationales à Paris. Ils constituent une source peu abondante, mais de ce fait importante.

Il est tout de même regrettable que des archives comportant les comptes-rendus des commissaires spéciaux, qui auraient été précieuses et utiles, soient disparues.

En ce qui concerne les sources écrites publiées, *Le Métallurgiste*, organe mensuel de l'union des syndicats ouvriers métallurgistes de la Moselle CGT, est salutaire. Lorsque l'on connaît l'implantation conséquente de la sidérurgie et de la métallurgie en Moselle, il est aisément d'apprécier la valeur d'une telle documentation. Le journal communiste militant de langue allemande, *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* est également d'une aide précieuse. L'hebdomadaire mosellan *Les Voies Lorraines*, dirigé par René Fery et édité à Metz, apporte une vision intéressante du "francisme" mosellan par rapport à l'Allemagne d'Adolf Hitler. Les documents d'archives relatifs à l'extrême droite étant parcimonieux et d'aucune utilité pour le sujet, c'est à l'aide de l'hebdomadaire "franciste" que nous aborderons l'opinion de l'extrême droite "fasciste" du département recouvré (le manque d'information

nous oblige à éluder *L'Action Française*, *Les croix de Feu*, *La Solidarité Française...*)

Nous verrons tout d'abord l'attitude du "Francisme" en Moselle, principalement à partir des *Voies Lorraines*, ensuite celle de l'extrême gauche du département en nous appuyant sur *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* et *Le Métallurgiste*.

1. *Les Voies Lorraines* face à la politique allemande, 1934-1936.

a. Le 30 juin 1934.

Le "francisme" mosellan, pourrait-on craindre, de par son caractère extrémiste et anticomuniste, risque fort de s'accoutumer et de se rapprocher de l'Allemagne nazie. Celle-ci ne représente-t-elle pas la force, l'autorité, l'anti-marxisme qui plaisent aux hommes de Marcel Bucard, créateur du parti franciste le 29 septembre 1933 ? D'après les écrits des *Voies Lorraines*, véritable reflet du "francisme", il n'en est rien. Bien au contraire, c'est avec méfiance que l'hebdomadaire parle du Reich hitlérien. En juillet 1934, il reprend une citation de Ludovic Naudeau de *L'Est Républicain* : << **Considérant l'implacabilité avec laquelle ces Teutons se fusillent entre eux** [la nuit du 30 juin 1934], **considérant le bon marché qu'ils accordent à la vie humaine, même allemande, nous pouvons juger de la manière dont ils pourraient, le cas échéant, traiter d'autres adversaires "ennemis héréditaires"** [les Français] **s'ils parvenaient à être les plus forts** >>. Le régime nazi représente une menace pour la France. Cependant, se demande l'hebdomadaire messin, Adolf Hitler tiendra-t-il encore longtemps⁵⁹⁶? Si oui, n'évoluera-t-il pas en s'appuyant de plus en plus sur l'armée régulière ? Verra-t-on à Berlin une dictature militaire (l'auteur abonde dans le sens du *Messin* et du *Lorrain*) ou au contraire, de nouveaux remous ne produiront-ils pas un violent coup de barre à gauche qui ferait de l'Allemagne un second État communiste ?

⁵⁹⁶ *Les Voies Lorraines*, 6 juillet 1934, "L'Énigme Allemande", 1^{re} page, non signé.

«**Ce serait un voisin moins immédiatement dangereux peut-être quant aux menaces guerrières mais contagion combien nocive possible... >.** La crainte du nazisme apparaît aussi grande que celle du communisme. **« La destinée de l'Allemagne reste actuellement une énigme pour nous que nous devons surveiller de près et dont nous pouvons redouter le pire [...] >**⁵⁹⁷.

b. Le plébiscite sarrois de 1935.

Après le plébiscite du 13 janvier, le journal de René Fery s'adonne à quelques commentaires. Il juge que la France a fait preuve, jusqu'au bout, de la plus **<< parfaite correction >>** ! **« Elle n'a rien à redouter des événements >>**⁵⁹⁸. Les francistes semblent satisfaits de la manière dont Paris a abordé le vote sarrois. Ils ne regrettent pas le retour du territoire de Saarbrücken au Reich. L'éditorialiste n'aborde d'ailleurs pas la question des conséquences, positives ou négatives, de ce changement de frontière. C'est là une différence fondamentale avec *Le Messin* et *Le Lorrain*.

Il s'attarde par contre sur une promesse du Chancelier-Président Adolf Hitler. Ce dernier a déclaré qu'il n'y a plus aucune discussion territoriale entre la France et l'Allemagne. La Sarre était le seul point litigieux, il est réglé. La frontière alsacienne et lorraine est donc acceptée. Cependant, questionne l'auteur, pourquoi laisse-t-il alors d'autres hommes politiques de son entourage, et non des moindres, déclarer dès le début 1935 que la question de la Sarre réglée, il faut désormais récupérer à la Pologne le couloir de Dantzig, à la Belgique Eupen et Malmédy, au Danemark le Schleswig Holstein et... laisser entendre que ces préliminaires accomplis, il faudra se pencher sur un gros problème, en l'occurrence l'Alsace-Lorraine ? **« L'évolution allemande ne serait-elle qu'un leurre, est-ce pour nous berner qu'Adolf Hitler a supprimé des nouvelles éditions de *Mein Kampf* les passages violents qui nous visaient ? >>**

⁵⁹⁷ *Les Voies Lorraines*, 6 juillet 1934, "L'Énigme Allemande", 1^{er} page, non signé.

⁵⁹⁸ *Les Voies Lorraines*, 18 janvier 1935, "Après le plébiscite", non signé, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

"Vigilance" est le terme qui convient le mieux pour caractériser l'opinion du "francisme" mosellan par rapport au Reich. L'Allemagne est toujours une menaçante énigme et tout en faisant le maximum pour aboutir à un accord avec elle, << **si désirable pour l'humanité** >>⁵⁹⁹, la France ne doit rien compromettre de sa sécurité. À la thèse anglaise de désarmement, il n'est pas à craindre d'opposer celle, allemande, d'égalité des droits.

Commentant le résultat du plébiscite, l'hebdomadaire *Les Voies Lorraines* déclare qu'aucun Français << sincère >> n'a jamais songé à un rattachement possible de la Sarre à la France. La commission de gouvernement de la Sarre aurait même dû éviter la << grotesque >> question du vote pour la France ; les deux seules questions possibles étaient le rattachement à l'Allemagne ou le statu quo, et celui-ci n'aurait été qu'une solution provisoire⁶⁰⁰. Le journaliste se félicite en dernier lieu de ce vote, << **premier acte vraiment utile de la SDN qui se doit de continuer sa surveillance et d'empêcher le Reich d'accomplir des actes contraires à l'humanité** >>.

c. Les Voies Lorraines et le réarmement allemand.

Tout comme le reste de la presse messine, le journal d'extrême droite s'alarme de la volonté hitlérienne de remilitariser le Reich et de lui procurer un matériel de guerre efficace et nombreux. L'agitation fébrile dont fait preuve l'Allemagne pour atteindre ses objectifs, n'est pas innocente. Le Chancelier-Président entretient, avec la constitution de cette fantastique "armada", des desseins aventureux.

L'opinion française veut la paix. Mais les Français savent que l'Allemagne s'est affranchie des Traité pour reconstituer sa puissance militaire et reprendre les rêves audacieux que la défaite de 1918 semblaient

⁵⁹⁹ *Les Voies Lorraines*, 18 janvier 1935, "Après le plébiscite", non signé, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁶⁰⁰ *Les Voies Lorraines*, 18 janvier 1935, "Après le plébiscite", non signé, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

avoir anéantis⁶⁰¹. La France, s'empresse de préciser le rédacteur, a toujours souhaité la réconciliation avec l'Allemagne, cependant, il est des faits dont il faut tenir compte. Commencée dans le secret au lendemain de la première guerre, la reconstitution de l'armée germanique se poursuit << ouvertement à pas de géant >>. La Reichswehr représente de nouveau l'épine dorsale du Reich. Les SA et les SS donnent aux jeunes hommes une formation prémilitaire. Toute l'économie est mobilisée pour fabriquer en masse du matériel de guerre et créer une aviation si puissante que son développement a provoqué l'inquiétude de l'Angleterre. L'état-major allemand a conçu une nouvelle méthode militaire : l'attaque soudaine et brutale, toutes forces concentrées, rompant la défense adverse et semant le désordre et la terreur chez l'ennemi << avant que celui-ci ait pu mobiliser la défense >>⁶⁰².

Le journaliste est bien informé des préparatifs allemands, il en tient compte et réclame du gouvernement parisien une attitude ferme. << Adolf Hitler proclame qu'il veut la paix. [...], nous disons que la France a le devoir d'être prête et de donner aux fortifications qui heureusement protègent ses frontières, les défenseurs qui les rendront efficaces >>. Le journal de René Fery fait, lui aussi, confiance à la ligne Maginot. Cette opinion est démesurée mais s'inscrit parfaitement dans le courant de pensée de la presse écrite mosellane de l'époque.

La frontière fortifiée procure une sensation de sécurité, pourvu qu'elle ait le personnel suffisant et formé pour obtenir une efficacité maximale. << En dehors de sa lourde armure, le Reich porte constamment un masque qui nous dissimule son vrai visage. Chaque fureur d'Adolf Hitler est suivie d'une manifestation qui s'efforce d'en atténuer l'effet >>⁶⁰³.

⁶⁰¹ *Les Voies Lorraines*, 15 mars 1935, "Restons sur nos gardes", "À propos du réarmement de l'Allemagne", non signé, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁶⁰² *Les Voies Lorraines*, 15 mars 1935, "Restons sur nos gardes", "À propos du réarmement de l'Allemagne", non signé, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁶⁰³ *Les Voies Lorraines*, 15 mars 1935, "Restons sur nos gardes", "À propos du réarmement de l'Allemagne", non signé, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

Les buts du Reich hitlérien, sous-entend le journaliste, ne sont pas pacifiques mais au contraire, visent à une expansion forcée et armée. Il cite pour justifier sa position, la propagande exercée en Allemagne par les services du docteur Joseph Goebbels, qui réclame les anciennes colonies du II Reich et entretient des agitateurs semant le trouble dans les possessions coloniales françaises et qu'il faudrait, << d'un geste vigoureux, écarter et briser >>.

d. Après la remilitarisation de la Rhénanie.

René Fery se montre ouvertement hostile à une idée qui se répand davantage à chaque coup de force allemand. Elle consiste à penser qu'inéluctablement, la France aura la guerre avec le Reich. Alors autant la faire le plus tôt possible, la Reichswehr n'étant pas encore au maximum de ses forces. Avec une guerre préventive bien menée, Berlin succomberait. << Il est toujours facile de faire du patriotisme avec la peau des autres ! >>, écrit le directeur visant certains hommes politiques de gauche. L'heure n'est pas pour lui à l'ouverture d'un conflit. Ou bien il craint l'Allemagne ou alors, suivant le courant de pensée du monde politique de droite, sa réaction, subissant l'influence fasciste italienne, est une opposition au "belliqueux" Front Populaire en vue des élections législatives à venir. Cela lui fait prendre, vis-à-vis du Reich, une position moins alarmiste.

Adolf Hitler a besoin chaque année d'un nouveau coup pour se maintenir. Ce fut le service militaire obligatoire, l'entrée théâtrale en Sarre, en 1936 c'est l'occupation de la Rhénanie. << Demain, ce sera la réclamation des colonies, l'annexion de l'Autriche, l'exigence de toutes les terres irréductibles comprise l'Alsace-Lorraine >>⁶⁰⁴. L'idée fondamentale de René Fery est que si le Chancelier tout puissant avait voulu la guerre, il n'aurait pas risqué d'avertir la France en occupant la zone neutre, il aurait attaqué par ruse, par surprise. Le tout est que la France et l'Angleterre évitent une << gaffe >> militaire ou politique qui vexerait le peuple allemand et provoquerait un conflit. De plus, l'occupation

⁶⁰⁴ *Les Voies Lorraines*, 13 mars 1936, "Calme-Prudence-Vigilance", René Fery, Éditorial, 2^{ème} page, 2 colonnes.

rapide et en bon ordre de la ligne Maginot a prouvé aux dirigeants allemands qu'ils auraient affaire à forte partie. Elle a permis également de rassurer la population. Cependant, estime-t-il, la France se doit de ne compter que sur elle-même. La Belgique, l'Italie et l'Angleterre sont peu fiables. << [...] il n'y a que deux soldats au monde : le Français et l'Allemand >>⁶⁰⁵.

Enfin, revenant à la politique intérieure française il explique qu'un ministre de gauche ne peut pas provoquer un rapprochement franco-allemand, il se ferait << rouler >>. Ce qu'il faut à la France, c'est un ministère de salut public, << d'hommes courageux : Pétain, Weygand, Tardieu >>. René Fery écrit ceci toujours en prévision des législatives de 1936 ; lors du vote, il sera nécessaire d'écartier du pouvoir les hommes politiques de gauche pour privilégier la mise en place d'un gouvernement fort.

C'est aussi un moyen de lutte contre le Reich, la guerre, il faut la préparer, il faut des hommes patriotes et d'envergure pour y parvenir.

Il peut sembler étonnant que tout en dénonçant les "va-t-en-guerre" du Front Populaire, René Fery réclame un gouvernement patriote pour préparer le conflit avec l'Allemagne. La guerre il la pressent et veut un ministère capable, à ses yeux, d'y préparer le pays. Il faut un gouvernement d'union nationale, uni, soudé, courageux et déterminé, et non pas un Cabinet de gauche, qu'il estime divisé et faible. Il termine sur un constat qu'il veut rassurant : << Adolf Hitler, qui est ancien combattant, sait bien qu'aussi cher qu'a coûté à Guillaume l'enfer de Verdun, ce ne serait rien à côté du sang à verser pour tenter d'entamer ou de tourner cette ligne Maginot >>⁶⁰⁶.

Le directeur des *Voies Lorraines* continue à hésiter. Y aura-t-il ou n'y aura-t-il pas de lutte armée entre la France et l'Allemagne ?

⁶⁰⁵ *Les Voies Lorraines*, 13 mars 1936, "Calme-Prudence-Vigilance", René Fery, Éditorial, 2^{me} page, 2 colonnes.

⁶⁰⁶ *Les Voies Lorraines*, 13 mars 1936, "Calme-Prudence-Vigilance", René Fery, Éditorial, 2^{me} page, 2 colonnes.

Tantôt cela lui paraît évident, presque une certitude ; tantôt il doute de la volonté hitlérienne : le dénouement d'un conflit est si aléatoire. Le "Führer" se risquerait-il à tout perdre ? La ligne Maginot le dissuadera certainement dans ses entreprises belliqueuses contre la France. René Fery se montre fier des lignes de fortification françaises. Il a, au moins en apparence, toute confiance en leur efficacité défensive. C'est un << formidable outil de guerre, scientifique à l'excès >> et << imprenable >>⁶⁰⁷. Elle garantit le maintien de la Moselle sur le territoire français. Le journaliste "franciste" rassure ses lecteurs sur les qualités militaires et techniques de la ligne Maginot. Il décrit les bonnes conditions de vie des appelés et l'organisation matérielle des fortifications. Les jeunes soldats ont un superbe moral, << ils sont dignes de leurs grands anciens >>, et si Adolf Hitler, << se basant sur nos apparentes querelles politiques a calculé différemment, il s'est lourdement trompé >>. Pour René Fery, quoi qu'il puisse arriver, la formule reste la même, la seule : << Confiance >>⁶⁰⁸.

Les "francistes", au travers de leur hebdomadaire, *Les Voies Lorraines*, n'apparaissent pas excessifs dans leurs jugements. Ils suivent avec peu de différence la même ligne de conduite que *Le Lorrain* et *Le Messin*. Méfiance envers l'Allemagne, dénonciation du double langage et du réarmement, possibilité de voir une dictature militaire remplacer le régime nazi, crainte des revendications coloniales allemandes. En conséquence, la France doit se préparer militairement au conflit avec le Reich en se basant sur deux principes : éviter la guerre préventive envisagée par le Front Populaire, avoir un gouvernement << fort et courageux >> pour réarmer et préparer la défense du pays autour de la ligne Maginot garante de l'intégrité du territoire national.

Il est à noter très peu de discordances entre les trois journaux mosellans de droite et d'extrême droite, quant à leur analyse des événements touchant l'Allemagne et à leur hostilité à l'égard du Front Populaire et de l'Internationale communiste.

⁶⁰⁷ *Les Voies Lorraines*, 20 mars 1936, "Confiance", "Avec nos soldats de la ligne Maginot", René Fery, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁶⁰⁸ *Les Voies Lorraines*, 20 mars 1936, "Confiance", "Avec nos soldats de la ligne Maginot", René Fery, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

Par la suite, il semble que le parti franciste en Moselle radicalise ses positions en se rapprochant de l'Allemagne nazie. La victoire du Front Populaire en 1936 a dû provoquer cette réaction. Un rapport de police du 4 juin 1938 fait état d'un voyage des "Amis du Francisme" en Allemagne. Une rencontre avec Adolf Hitler est prévue !⁶⁰⁹

2. L'extrême gauche mosellane et l'Allemagne nazie.

a. L'Humanité d'Alsace-Lorraine face à la nazification de l'Allemagne, 1933-1935.

- **La "Nuit des longs couteaux".**

Après la nuit sanglante du 30 juin 1934, alors que les SA sont décapitées, *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* déclare que le règne fasciste et sanglant du Chancelier Adolf Hitler vacille dangereusement⁶¹⁰. Le quotidien communiste fait un peu d'histoire.

À la demande d'une partie importante de l'industrie lourde, de la grande finance et des hobereaux, Adolf Hitler a exercé une terreur sanglante sur un peuple de 60 millions d'habitants. Sa mission était de sauver la bourgeoisie allemande de la crise. Pour atteindre cet objectif, il a persécuté la masse des travailleurs de l'industrie et du monde agricole, les amenant à la mendicité et à la veille d'une nouvelle guerre européenne.

L'interprétation marxiste des événements est évidente dans les colonnes de *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*. Il s'agit d'une lutte de la bourgeoisie et du patronat contre le prolétariat urbain ou paysan. Les capitalistes et aristocrates soutiennent et utilisent le chef du NSDAP pour asservir et exploiter les travailleurs. À cet effet, pour les classes dirigeantes, le seul moyen efficace est d'utiliser la terreur (les journalistes de

⁶⁰⁹ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M80, dossier "Amis du Francisme", 1938, rapport du 4 juin 1938.

⁶¹⁰ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 1-2 juillet 1934, "Hitlers faschistische blutherrschaft wankt", Editorial, 1^{ère} page.

L'Humanité d'Alsace-Lorraine parlent de pendaisons, décapitations et tueries).

Seulement, la dictature hitlérienne a ses inconvénients. Le Reichsmark est dévalorisé, le commerce extérieur a été freiné, la politique étrangère du dictateur nazi court de défaite en défaite. Face à cette situation nouvelle et inattendue, toujours d'après la rédaction de *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, sont apparues deux oppositions.

Dans un premier temps, la haine féroce contre l'Union Soviétique a été contrée par la force économique, la diplomatie << intelligente >> et la politique << pacifique >> du gouvernement soviétique. Le parti communiste d'Allemagne, malgré son caractère illégal, s'efforçait simultanément et infatigablement d'affaiblir le système << sanguinaire >>, le processus de destruction et de banqueroute du "Führer" basé sur une économie de guerre. Avec le temps, en << Allemagne, le communisme représente de plus en plus la seule espérance d'un peuple fort éprouvé >>⁶¹¹, s'exclame *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*.

Ensuite intervint la deuxième opposition. Il s'agit de la lutte entre deux fractions de la "bourgeoisie". D'un côté les nazis d'Adolf Hitler, de l'autre, le groupe attaché à von Papen, von Schleicher, Hugenberg, Thyssen... qui craint que le Chancelier du Reich, le << chien sanglant >>, après tous ses échecs en politique extérieure, ne soit plus en mesure de garantir le règne de la "bourgeoisie" face au peuple menaçant⁶¹². L'Allemagne est à présent en face de deux alternatives. Soit ce dernier groupe "capitaliste" est assez fort pour sauver la position difficile de la "bourgeoisie", pour ramener à lui le pouvoir gouvernemental, soit les deux fractions "bourgeoises" vont se battre entre elles, ce qui laisserait entrevoir un sursaut révolutionnaire prolétarien. Dans ce dernier cas, c'est bien sûr le parti communiste, guide du prolétariat, qui jouera un rôle décisif dans la marche à suivre. Dans cette lutte acharnée entre les nazis et les

⁶¹¹ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 1-2 juillet 1934, "Hitlers faschistische blutherrschaft wankt", Editorial, 1^{er} page.

⁶¹² *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 1-2 juillet 1934, "Kampf Zwischen zwei Fraktionen der Bourgeoisie entbrannt", 1^{er} page.

forces traditionnelles (aristocratiques, capitalistes), c'est le communisme qui peut en sortir vainqueur. C'est assurément le souhait de *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*.

Dans son édition du 3 juillet 1934, la rédaction du quotidien communiste accentue cette dernière idée. Les difficultés, pour la dictature hitlérienne, augmentent rapidement. L'insatisfaction des travailleurs << mobilisés par le parti communiste >>, ainsi que celle des agriculteurs et de certains membres des SA, grandit journellement. Ce sont ces difficultés qui ont provoqué les discordances entre la tendance hitlérienne et la tendance capitaliste Hindenburg-Papen⁶¹³. Désormais, chacune de ces tendances essaie, par des discours, de se rallier les masses et de les utiliser à son avantage. Cependant, Adolf Hitler a voulu donner franchement satisfaction au grand capital en ordonnant la << purification des SA >> suite à l'insatisfaction qu'ils avaient provoquée par leurs revendications sociales. La nuit du 30 juin 1934 était dirigée, selon *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, contre les travailleurs et en particulier contre les travailleurs de la SA et du NSDAP. Il s'agissait pour Adolf Hitler, << agent du grand capital >>, le général Goering, ainsi que le groupe capitaliste Hindenburg-Papen, d'accentuer les << vols perpétrés contre les masses populaires et d'opprimer celles-ci de façon plus sanglante >>⁶¹⁴.

L'auteur de l'article fait ici l'amalgame entre les nazis, le vice-Chancelier von Papen, le Président Hindenburg. Toutes les tendances dites "bourgeoises" pourtant divisées, se sont regroupées dans un unique but : persécuter le prolétariat. Que celui-ci soit communiste, nazi, paysan, il est la cible privilégiée des << grands capitalistes >>. Pourtant, le journal de l'extrême gauche mosellane ressent parfaitement l'opposition marquée entre les deux tendances politiques de droite : celle, nazie d'Adolf Hitler et celle, traditionnelle, de von Papen. Bien évidemment, cette division du groupe de la classe "bourgeoise" que *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* voudrait

⁶¹³ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 3 juillet 1934, "Fascismus ist keine Rettung", Éditorial, 1^{re} page, photographies de von Papen et von Schleicher.

⁶¹⁴ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 3 juillet 1934, "Fascismus ist keine Rettung", Éditorial, 1^{re} page, photographies de von Papen et von Schleicher.

présenter comme étant unie contre les travailleurs, n'est expliquée qu'au travers de la décadence de cette même classe 'bourgeoise'. À l'occasion de la "Nuit des longs couteaux", le quotidien oublie les assassinats des proches de von Papen, ainsi que son arrestation.

Le journaliste, dans un but de propagande politique, partant de faits réels, élabore une argumentation et une explication basées sur la lutte des classes. C'est la lutte de la "bourgeoisie" contre le prolétariat, du grand capital contre les travailleurs. Il est à noter que *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* utilise une terminologie différente des autres journaux, y compris du *Métallurgiste*. Un vocabulaire particulier apparaît, les termes prolétariat, bourgeoisie, capitalisme, révolution, travailleurs, masse, grand capital... sont propres aux journalistes de *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*.

- **L'assassinat du Chancelier d'Autriche Engelbert Dollfuss.**

Pour la rédaction de *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* le << putsch fasciste en Autriche >> fait craindre une nouvelle guerre mondiale. L'attentat de Vienne est comparé à celui de Sarajevo en 1914⁶¹⁵. Le monde capitaliste est-il expliqué, craque de toutes parts. Partout où règne le capital, chaque corps d'État ou branche économique est soumis aux soubresauts d'un volcan qui présente des failles. Ces soubresauts, se réjouit l'auteur, indiquent la mort prochaine d'une société << vieille et pourrie >>. Leur conséquence sera l'apparition de la révolution prolétarienne. Des soviets vont se créer partout, l'Europe vivra comme la Russie. Les habitants vivront tranquillement, sans crise, sans fascisme, en paix et dans la << joie du bien-être grâce à un travail libre et joyeux >>⁶¹⁶.

Pour en revenir aux événements, Engelbert Dollfuss, le chef "fasciste" chrétien-social, est assassiné par les fascistes à chemises brunes.

⁶¹⁵ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 27 juillet 1934, "Faschistenputsch in Oesterreich" non signé, Éditorial, 1^{re} page.

⁶¹⁶ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 27 juillet 1934, "Faschistenputsch in Oesterreich" non signé, Éditorial, 1^{re} page.

<< Des assassins assassinent d'autres assassins, que ce soit en Autriche ou en Allemagne >>. Voilà résumée la situation par *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*. L'assassinat du Chancelier d'Autriche est de la responsabilité nazie, quoi qu'en dise la presse allemande, tout entière aux ordres d'Adolf Hitler et de son ministre Joseph Goebbels. L'isolement de l'Allemagne s'est encore accru, il est même jugé complet⁶¹⁷. Adolf Hitler aurait pu gagner en Autriche, mais suite à l'intervention italienne, il a échoué. Son **<< associé >>** l'a laissé tomber estime le rédacteur communiste.

L'année 1935 permettra cependant au "Führer" de reprendre l'initiative en politique extérieure, le référendum sarrois du 13 janvier lui apportant un succès programmé.

• **Le référendum de janvier 1935 en Sarre.**

Pour *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, ce vote n'est que l'expression d'une terreur et s'est déroulé dans sa totalité sous la pression du Front allemand, d'obéissance nazie. Jusqu'aux portes des bureaux de vote s'exerce la menace fasciste sur les électeurs⁶¹⁸. Ce n'est plus un suffrage libre, du fait de la terreur exercée par le Front allemand qui apeure l'ensemble de la population. De plus, se rajoutent les millions de prospectus aux informations erronées et provocatrices, dans le but de fausser le résultat. Avec une telle propagande et une si grande menace, comment faire un choix objectif, demande *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* à ses lecteurs ?

En ce qui concerne la victoire du rattachement au Reich, le journal communiste estime qu'il augmente le danger de guerre en Europe⁶¹⁹. Les militants communistes appellent à la création d'un front uni de lutte contre le fascisme et pour la liberté et la paix. Certes, suite aux

⁶¹⁷ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* 31 juillet 1934, "Nazi Blutschuld erwiesen", 1^{ère} page.

⁶¹⁸ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 15 janvier 1935, "Die Saar hat gesprochen unter faschistischen Terror", 1^{ère} page.

⁶¹⁹ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 16 janvier 1935, "Der Hitlersieg an der Saar steigert europaïsch Kriegsgefahr", 1^{ère} page.

résultats du référendum, Adolf Hitler peut fêter sa victoire⁶²⁰. << Lui, l'ennemi le plus féroce de toute liberté démocratique et des droits des peuples, lui l'incendiaire le plus dangereux de la guerre en Europe, le pire ennemi de l'Union Soviétique, va maintenant essayer de profiter de cette victoire pour augmenter son prestige de façon à imposer sa guerre et ses plans de conquêtes vers l'Est et vers l'Ouest >>. Il va vouloir réaliser ses desseins exposés dans *Mein Kampf* et dans ses proclamations. C'est ici que se trouve le plus grand danger. *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* craint un conflit inévitable.

Un autre danger réside dans le fait que le fascisme a une vocation universelle. La victoire du fascisme hitlérien en Sarre influencera également son expansion dans d'autres pays. La France est citée. En conséquence, la lutte contre Adolf Hitler, ses collaborateurs et pour la défense de la Sarre doit perdurer.

L'Humanité d'Alsace-Lorraine réclame un soutien et un droit d'asile sans restrictions, en France, pour tous les défenseurs de la Sarre contre le régime nazi. L'auteur ne précise pas que ces défenseurs sont en majorité des militants socialistes et communistes sarrois qui fuient les représailles nationales-socialistes, il reconnaît cependant que le "Volksfront" ou Front populaire antifasciste va grandir en Moselle et qu'il continuera à remplir toutes ses obligations, surtout vis à vis du peuple sarrois. La nouvelle devise doit être : << A présent ne pleurez pas et ne vous lamentez pas, agissez ! >>⁶²¹.

Le 17 janvier 1935, *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, tout en réitérant sa volonté d'aider les << combattants >> menacés de la Sarre, expose une analyse tout à fait originale et surprenante des faits. Le quotidien s'en prend à << l'impérialisme français >> des 15 dernières années d'occupation de la Sarre⁶²². Il dénonce en particulier l'exploitation << honteuse >> des mines de la Sarre par le << capitalisme français >> et << l'oppression >> exercée par ce dernier sur les mineurs sarrois.

⁶²⁰ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 16 janvier 1935, "Wie Kam es", Éditorial, 1^{re} page.

⁶²¹ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 16 janvier 1935, "Wie Kam es", Éditorial, 1^{re} page.

⁶²² *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 17 janvier 1935, "Die Hitlersieg und die Schuld des französischer Imperialismus", 1^{re} page.

Pour preuve, le nombre de salariés dans les mines sarroises est passé de 72 000 en 1920 à 48 000 en 1930. D'autre part, "l'impérialisme français" préconisait l'annexion de la Sarre à la France. Cette promesse de certains hommes politiques français n'a pas été tenue. Bien au contraire, ils ont fait campagne pour le maintien du statu quo. C'est contradictoire.

L'Humanité d'Alsace-Lorraine va encore plus loin en déclarant que "l'impérialisme français" désirait en réalité la victoire d'Adolf Hitler en Sarre. La "bourgeoisie" française considère la prise de pouvoir totale des hitlériens en Allemagne comme étant acquise. Une modification des alliances des puissances impérialistes est en cours de réalisation et l'Allemagne doit y être intégrée car le principal objectif de ce groupement impérialiste sera la lutte contre l'URSS⁶²³.

Quelle raisonnement a pu pousser le rédacteur à une telle conclusion ?

Il explique que, sachant la politique extérieure française soutenue par l'impérialisme anglais et l'Angleterre à l'avant-garde des menées << haineuses >> anti-soviétiques, alors la victoire facile des hitlériens en Sarre est une conséquence de la diplomatie secrète impérialiste, qui souhaitait ce résultat pour attirer l'Allemagne dans ses rangs.

Cette réflexion est pour le moins irréaliste, mais elle a pour objectif de rapprocher Paris, Londres et Berlin, trois capitales "fascistes et impérialistes" luttant contre la "pacifique" Union Soviétique. L'auteur de l'article y est parvenu. Le but du journal communiste est de ramener tout événement, quel qu'il soit, à une lutte des classes à l'échelon européen entre États fascistes (et capitalistes) et États communistes.

⁶²³ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 17 janvier 1935, "Die Hitlersieg und die Schuld des französischer Imperialismus", 1^{re} page.

- **L'établissement du service militaire en Allemagne.**

L'Humanité d'Alsace-Lorraine estime qu'en mettant en place un service militaire de 2 ans, la France "impérialiste" a donné un prétexte à l'Allemagne pour la proclamation du service militaire obligatoire dans le Reich. La remilitarisation germanique est engagée.

L'Union Soviétique reste le seul État "pacifique"⁶²⁴ ! 17 ans après le Traité de paix de Versailles, le monde se trouve à nouveau au bord d'une guerre. La levée de 36 divisions allemandes a ses raisons, le risque de déclenchement d'un conflit s'est dangereusement amplifié. D'autant plus que << l'ennemi se trouve aussi dans le pays ! >>. Depuis des années, précise le rédacteur, l'impérialisme français a concentré toutes ses forces dans la préparation d'une nouvelle guerre. Elle n'en devient que moins inévitable⁶²⁵. Pour preuve, différents chiffres sont cités.

Le budget cumulé du ministère de la guerre français a absorbé entre 1930 et 1935, une somme de 110 milliards de francs ! L'auteur en conclut que la provocation la plus guerrière et la plus dangereuse, provient en fin de compte de la France. La construction de la ligne Maginot est par ailleurs clairement dénoncée. Cette élaboration a débuté en 1929, << c'est-à-dire longtemps avant que l'on ne connaisse Hitler en tant que "chien sanguinaire" provocateur de conflit >> (la ligne de fortifications française n'est donc pas considérée comme un outil militaire strictement défensif !). *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* avertit ses lecteurs. Le mot d'ordre, qu'au nom de la démocratie cette guerre sera menée contre le fascisme, n'est qu'un moyen de propagande. Utilisé par l'impérialisme français, il est destiné à pousser les masses populaires de France et d'Alsace-Lorraine dans << l'union sacrée >> franco-britannique⁶²⁶.

⁶²⁴ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 19 mars 1935; "Drohend zieht die Kriegsgefahr herauf", 1^{ère} page, 3 colonnes.

⁶²⁵ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 19 mars 1935; "Drohend zieht die Kriegsgefahr herauf", 1^{ère} page, 3 colonnes.

⁶²⁶ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 19 mars 1935; "Drohend zieht die Kriegsgefahr herauf", 1^{ère} page, 3 colonnes.

Enfin, le journal d'extrême gauche répond aux accusations touchant l'armée rouge. Celle-ci ne représente un danger pour aucun pays. Elle existe uniquement dans le but de défendre l'Union Soviétique qui ne veut que la paix⁶²⁷. Cette dernière représente << le seul phare de la paix pour l'humanité entière >>. Cependant, la mise en place du service militaire en Allemagne, augmente les forces anti-soviétiques, ce qui accroît la menace et oblige tous les << amis de la paix >>, sous-entendu amis de l'URSS, à défendre l'armée rouge.

L'Humanité d'Alsace-Lorraine est bien un journal de propagande, dont le but est de propager les idées communistes dans les départements libérés en 1918. Le quotidien communiste ne cache pas ses opinions, sa lutte contre tout ce qu'il considère comme étant fasciste (Allemagne, Italie, France, le capitalisme, l'impérialisme...), sa fidélité à Moscou, à l'armée rouge, au régime des soviets.

b. Le Métallurgiste.

L'organe de l'union des syndicats des ouvriers métallurgistes de la Moselle CGT se caractérise par ses côtés prolétaires et antifascistes. Il analyse tout dans le sens de la défense de la classe ouvrière contre les "abus" des dirigeants économiques, financiers et politiques.

Pour assurer la sécurité de la France, peut-on lire en avril 1938, il aurait fallu prendre des mesures efficaces envers les << factieux >> (Cagoulards) qui accomplissent leur << néfaste besogne >> dans les usines, les administrations, les ministères et l'armée⁶²⁸ (*Le Métallurgiste* se plaît à généraliser l'action terroriste d'une partie de l'extrême droite). Le rédacteur regrette qu'à la place de ces mesures, le seul moyen décidé ait été d'augmenter le nombre d'heures supplémentaires des ouvriers métallurgistes. Et ceci alors que le chômage sévit dans tout le pays. Les métallurgistes, déclare-t-il, en outre, sont prêts à des efforts nécessaires et "justifiés", << mais ils se refusent à être les complices des

⁶²⁷ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 19 mars 1935, "Sowjet russland kämpft für den Frieden ! Es lebe die Sowjetunion !".

⁶²⁸ *Le Métallurgiste*, avril 1938, "Les travailleurs contre le sabotage de la défense nationale", page 6.

désorganisateurs de la production et à laisser dilapider plus longtemps l'argent des contribuables >>.

Le Métallurgiste préconise, dans un premier temps, et c'est pour lui primordial, de mettre hors d'état de nuire les agents d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini, << cagoulards et autres factieux >>, ensuite d'appliquer le programme du Front Populaire et de pratiquer une politique plus conciliante envers l'Espagne Républicaine. Puis viennent les revendications sociales à l'encontre du patronat⁶²⁹. Pour lutter contre le fascisme, et pas seulement contre l'Allemagne nazie, il ne s'agit pas uniquement de travailler plus, mais surtout de respecter davantage les ouvriers métallurgistes. C'est avec des mesures sociales que les métallurgistes seront motivés pour produire plus. C'est principalement sur le plan de la politique intérieure que la CGT métallurgie se place.

• **L'annexion de l'Autriche.**

C'est dans le numéro 23 du mois de mai 1938 que *Le Métallurgiste* consacre plusieurs articles à l'annexion brutale et armée de l'Autriche. Fidèle à ses conceptions politiques, la rédaction interprète l'événement sur les plans politique et économique en respectant le principe marxiste de la lutte des classes. << L'Autriche indépendante n'existe plus depuis le 13 mars en vertu d'un coup de force inouï, le drapeau à croix gammée, le symbole de l'oppression totale, de la destruction de toutes les libertés bourgeoises, de la domination réactionnaire, flotte comme une provocation sur Vienne >>⁶³⁰.

La CGT métallurgiste fait remarquer l'importance économique de l'Autriche. Elle est avec la Tchécoslovaquie le véritable centre industriel de l'ancienne monarchie. La preuve en est la production de fer brut qui s'élevait en 1937 à 400 000 tonnes et celle de l'acier brut à 600 000 tonnes. Ce dernier produit se distingue par sa haute qualité et forme la base de la fabrication d'armes. D'après les sources du *Métallurgiste*, l'industrie est très étendue en Autriche. Le pays dispose en

⁶²⁹ *Le Métallurgiste*, avril 1938, "Les travailleurs contre le sabotage de la défense nationale", page 6.

⁶³⁰ *Le Métallurgiste*, mai 1938, "L'Autriche indépendante n'existe plus !", 3^{ème} page.

outre de nombreuses matières premières : minerai de fer, plomb, graphite, argent, or, cuivre, magnésite qui est un véritable monopole autrichien. À cela se rajoutent le bois et les forces hydrauliques qui pourraient être utilisées pour le développement d'une puissante industrie de l'aluminium.

Il ne fait aucun doute pour les syndicalistes, qu'en procédant à l'Anschluss, Berlin a aussi pensé aux richesses et gisements miniers indispensables à la fabrication d'armes. Le revers de la médaille est que l'Autriche a besoin d'un apport en céréales, ce dont manque également le Reich⁶³¹. Cette conquête hitlérienne ne reste donc pas sans conséquences pour l'Allemagne d'Adolf Hitler.

Il n'est rien exprimé sur la portée européenne de l'annexion. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Petite-Entente ne sont pas concernés par les écrits du *Métallurgiste*. L'organe officiel de la CGT n'aborde pas les effets internationaux de l'événement. Par contre, il craint d'assister à une invasion de l'idéologie fasciste en territoire français.

Selon la théorie confédérale des travailleurs, les chefs des ligues factieuses veulent le pouvoir afin d'instaurer un fascisme qui pourrait revêtir certains aspects particuliers, différents des régimes hitlérien ou mussolinien, mais qui n'en signifierait pas moins << l'anéantissement des libertés arrachées par les luttes héroïques de nos aïeux, la fin de notre culture et un retour à la barbarie >>⁶³². Le pouvoir, ils veulent le prendre au moyen d'un coup de force appuyé par les baïonnettes étrangères. << Les armes découvertes dans les dépôts des cagoulards ne proviennent-elles pas en grande partie de l'Allemagne et de l'Italie ? >>, s'insurge l'auteur. Il leur faut au préalable encercler et isoler la France. Tandis que *Le Messin* et *Le Lorrain* craignent un encerclement communiste (URSS, Espagne), *Le Métallurgiste* craint l'inverse, l'Allemagne, l'Italie, plus l'avancée de Franco en Espagne mettent la France en mauvaise posture. L'Espagne fasciste obligerait Paris à dégarnir ses frontières de l'Est, où se trouve la menace nazie, pour

⁶³¹ *Le Métallurgiste*, mai 1938, "L'Autriche indépendante n'existe plus !", 3^{ème} page.

⁶³² *Le Métallurgiste*, mai 1938, "Le danger qui nous menace", "L'invasion fasciste par l'Alsace-Lorraine, les Alpes et les Pyrénées", signé "G", 3^{ème} page (ce ne doit pas être le même "G" qui écrit dans *Le Lorrain*).

défendre les Pyrénées. Et le danger mussolinien persisterait sur les Alpes. Le seul obstacle que pourrait dresser le gouvernement face à cette menace, c'est le Pacte franco-soviétique. << En effet, car si notre pays était envahi, l'URSS se porterait, en vertu du Pacte, au secours de la France, et l'armée rouge avec ses 18 millions d'hommes mobilisables en cas de guerre, sera à notre côté >>⁶³³. Les adversaires du Pacte franco-russe, qui souhaitent aboutir à sa dénonciation, sont, pour les métallurgistes de la CGT, des << ennemis du peuple français >>. En défendant l'amitié entre Paris et Moscou, les syndicalistes pensent, non seulement travailler à assurer la sécurité française mais aussi conserver les libertés populaires et rendre plus difficile le fameux coup de force factieux. Le raisonnement selon lequel, pendant que l'Allemagne sera occupée avec l'URSS, elle laissera la France en paix, n'est pas accepté par *Le Métallurgiste*. Il répond.

Le "Führer", pour éviter la mise en place de bases aériennes russes en Tchécoslovaquie, anéantirait d'abord ce pays tout en s'assurant la complicité de la Pologne. Pour prix de sa victoire, Adolf Hitler exigerait certainement l'annexion de l'Ukraine [le syndicaliste-journaliste "G" qui a écrit ces lignes envisage, semble-t-il, une victoire allemande contre l'URSS, puisque la Tchécoslovaquie et l'Ukraine seraient envahies malgré l'opposition soviétique !], et l'auteur termine son raisonnement en concluant que les nazis deviendraient ainsi les maîtres de l'Europe Centrale.

Une Allemagne aussi démesurément agrandie ne laisserait pas la paix à la France. Elle profiterait de sa puissance économique et militaire⁶³⁴. D'où la nécessité absolue d'engager un rapprochement des peuples français et russe au travers d'une plus grande compréhension, d'une meilleure entente et du développement de l'amitié réciproque. << Cette amitié, on essaie de la rompre par des campagnes de presse

⁶³³ *Le Métallurgiste*, mai 1938, "Le danger qui nous menace", "L'invasion fasciste par l'Alsace-Lorraine, les Alpes et les Pyrénées", signé "G", 3^{ème} page [ce ne doit pas être le même "G" qui écrit dans *Le Lorrain*].

⁶³⁴ *Le Métallurgiste*, mai 1938, "Le danger qui nous menace", "L'invasion fasciste par l'Alsace-Lorraine, les Alpes et les Pyrénées", signé "G", 3^{ème} page [ce ne doit pas être le même "G" qui écrit dans *Le Lorrain*].

et des livres lancés à grand fracas par la banque, le trust, le consortium, les hommes d'Hitler et de Mussolini >>.

En Europe, pour *Le Métallurgiste*, il ne s'agit pas d'une guerre franco-allemande ou des démocraties (France, Angleterre, Belgique...) contre les dictatures (Allemagne, Italie, Hongrie...) mais d'un conflit entre le communisme international (URSS, Front Populaire espagnol et français) et le fascisme (Allemagne nazie, Italie fasciste, Espagne franquiste, ligues factieuses en France...). Le combat, pour le prolétariat, est à la fois national et international. En France, il faut lutter contre les factieux, les cagoulards, la presse de droite, le patronat, les banquiers, les hommes politiques de droite. À l'étranger, c'est le fascisme dictatorial qui représente le danger. L'Allemagne et l'Italie en sont les locomotives, mais de nombreux États européens les suivent comme par exemple la Hongrie, la Pologne, l'Espagne. De plus, avec l'Empire japonais d'Hirohito, le fascisme devient mondial et encore plus dangereux.

C'est cette vision du monde, des relations diplomatiques qui imprègne les articles du *Métallurgiste*. La CGT, tout comme le parti communiste, a un ennemi universel dans les années 30, c'est le fascisme, produit du patronat et du monde de la grande finance et du commerce international. La France doit donc se rapprocher de l'URSS pour être plus forte dans les luttes à venir avec les États totalitaires.

• **Les accords de Munich.**

Au moment de la crise tchécoslovaque et alors que l'Europe craint sérieusement le déclenchement d'un conflit armé, *Le Métallurgiste* s'exprime nettement. Toute agression contre la Tchécoslovaquie serait le début d'une nouvelle guerre mondiale. Le malheur veut que l'Alsace et la Lorraine seraient touchées. Il en résulterait des millions de morts, de réfugiés, blessés et déshérités. Ce serait, d'après les écrits du mensuel de la CGT, une véritable catastrophe humaine en Moselle⁶³⁵.

⁶³⁵ *Le Métallurgiste*, septembre 1938, "La paix du monde en danger", 5^{ème} page, article en langue allemande.

Après les accords de Munich, c'est René Schwob qui exprime l'opinion du *Métallurgiste*. Selon lui, il n'y a pas eu à Munich la conclusion d'une paix, mais seulement d'un armistice. Le prix de cet armistice, précaire, est la dislocation de la Tchécoslovaquie et une perte de 20 milliards de francs consacrés à la construction de la ligne de fortifications tchécoslovaques⁶³⁶. Il rappelle que la CGT métallurgiste de Moselle a toujours été contre la guerre, elle est partisane de la paix quoiqu'en dise la << presse bourgeoise >>. À la question de savoir si les accords représentent un succès de la diplomatie anglaise et française, René Schwob reste sceptique ; c'est Adolf Hitler, en revendiquant ou pas les colonies ou l'Alsace-Lorraine, qui apportera la réponse. D'une manière générale, il pense que le gouvernement français n'a pas opposé suffisamment de résistance en face de << l'attitude grossière des États totalitaires et de la complicité éventuelle de Chamberlain agissant au nom de l'oligarchie financière de l'Angleterre >>.

La paix reste entièrement à établir. La confiance dans l'Allemagne n'est pas de mise au *Métallurgiste*. Cependant, le mensuel refuse le retrait des acquis sociaux du Front Populaire sous prétexte de la menace allemande. Il s'oppose d'emblée aux hommes politiques et chefs d'entreprises qui réclament l'assouplissement de la loi des 40 heures de travail par semaine afin de relancer l'armement français⁶³⁷. La lutte sociale continue, et quelles que puissent être les difficultés européennes, la CGT ne faiblit pas sur ce sujet. Quant à la signature des accords de Munich, *Le Métallurgiste* ne s'en réjouit pas outre mesure. Pour l'instant, la guerre est évitée, mais la paix n'est ni sauvée ni garantie. Le III Reich hitlérien ne s'arrêtera probablement pas de revendiquer d'autres territoires.

La différence d'interprétation est flagrante avec *Le Lorrain* et *Le Messin* qui, bien au contraire, voient ou veulent voir dans les accords les bases, le départ, d'une paix durable. Ces derniers réclament

⁶³⁶ *Le Métallurgiste*, octobre 1938, "Un armistice coûteux et précaire", René Schwob, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁶³⁷ *Le Métallurgiste*, octobre 1938, "Un armistice coûteux et précaire", René Schwob, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

également la modification de la loi des 40 heures ! En travaillant plus, les ouvriers des arsenaux militaires produiront davantage.

Pour en revenir aux métallurgistes CGT de la Moselle, une fois encore (et comme toujours pourrait-on dire), ils profitent d'un événement international et d'une avancée des États totalitaires pour dénoncer le fascisme dans lequel *Le Métallurgiste* fait l'amalgame de tous les régimes d'extrême droite, allant du nazisme au nationalisme en passant par le fascisme italien ou les États à dictature militaire, comme la Pologne par exemple. << **Le fascisme est une méthode d'oppression violente, instituée par le capitalisme de combat quand il ne peut plus gouverner par des moyens démocratiques, en raison du mécontentement des masses travailleuses** >>⁶³⁸. On retrouve ici l'idée marxiste selon laquelle le fascisme est avant tout le produit du capitalisme "décadent". Le fascisme, pour l'auteur de l'article, << rassemble dans une Internationale de haine, de boue et de sang, tous les ennemis des peuples libres qu'il s'efforce d'asservir. Il est momentanément triomphant en Allemagne et en Italie ; il soutient, dans les autres pays tels l'Espagne, la France, l'Europe Centrale, ses prolongements nationaux >>. Le fascisme est décrit par *Le Métallurgiste*, comme une "pieuvre" s'agrandissant sans cesse et faisant succomber les uns après les autres, les États libres.

Le Métallurgiste est d'avis que si les fascistes se déclarent anti-marxistes et appellent à la croisade contre les organisations ouvrières, ils n'hésiteront pas, pour acquérir une base de masse, << à voler le programme revendicatif >> de ceux qu'ils combattent. Par exemple, Benito Mussolini et Adolf Hitler ont fait des promesses démagogiques de défense des lois sociales et des droits ouvriers, ils n'en ont tenu aucune⁶³⁹. << C'est au nom des ces revendications qu'ils ont réussi à tromper des millions de travailleurs affaiblis, [...]. Lorsqu'ils eurent le pouvoir, ils l'utilisèrent au seul profit du grand capital, contre les prolétaires et les gens des classes moyennes >>.

⁶³⁸ *Le Métallurgiste*, octobre 1938, "Le fascisme est une internationale de haine, de boue et de sang", signé JR, 4^{ème} page.

⁶³⁹ *Le Métallurgiste*, octobre 1938, "Le fascisme est une internationale de haine, de boue et de sang", signé JR, 4^{ème} page.

Lutter contre la réaction fasciste sous toutes ses formes reste donc l'un des principaux devoirs essentiels de la Confédération Générale du Travail. En résumé, il s'agit de la lutte de l'Internationale communiste contre l'Internationale fasciste.

• **L'invasion de la Bohême-Moravie.**

Après le mois de mars 1939 et l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'Europe entière retient son souffle et craint une deuxième conflagration mondiale. L'Angleterre suivie par la France, décident de s'armer et de préparer activement le conflit. Tandis que la presse de droite mosellane (*Le Lorrain*, *Le Messin*), se félicite de cette prise de conscience et encourage la course aux armements, considérée comme la seule dissuasion possible en face des dictatures, *Le Métallurgiste* réagit différemment.

Certes, l'action brutale et << odieuse >> de l'Allemagne hitlérienne contre la Tchécoslovaquie déjà mutilée, et celle de Benito Mussolini contre l'Albanie ont mis crûment la lumière sur le fait que la France est sous la menace directe d'une tragédie⁶⁴⁰. Il est encore possible d'écartier le danger.

Cependant, écrit le syndicaliste Léon Jouhaux, les mesures prises par le gouvernement ne conviennent pas aux travailleurs CGTistes de la sidérurgie. Ils sont contre les décisions prises en vertu des décrets-lois édictés par le gouvernement, en application des pleins pouvoirs qu'il s'est fait octroyer. Il cite en exemple la semaine de travail portée de 40 à 60 heures dans les entreprises travaillant directement ou indirectement pour la Défense nationale. Ceci, d'après Léon Jouhaux, ouvre la porte aux interprétations les moins << justifiées >> et aux décisions les plus << arbitraires >>. Bref, des injustices et abus peuvent en découler. À cela s'ajoute, bien sûr, l'opposition de principe à une semaine de 60 heures, trop lourde en exigences de travail. La gauche française a toujours réclamé une baisse du temps de travail. Ceci dit, le journaliste affirme que la CGT ne s'est jamais opposée aux heures supplémentaires effectuées dans

⁶⁴⁰ *Le Métallurgiste*, avril 1939, "On ne peut pas défendre la paix, si on ruine tout ce qui est cher à la classe ouvrière", Léon Jouhaux, 4^{me} page.

l'intérêt de la Défense nationale, répondant ainsi aux critiques de la droite française qui insiste sur le fait qu'en refusant les tâches supplémentaires, la gauche communiste et les syndicats sabotent la politique de défense nationale, sont anti-patriotes et représentent un danger pour la survie du pays, de la Nation et de l'État. *Le Métallurgiste* réplique clairement à cette accusation : << **On ne peut pas dire que le mouvement syndical ait fait obstacle aux nécessités imposées par une situation dangereuse** >>⁶⁴¹. Léon Jouhaux en profite même pour orienter les responsabilités vers les industriels qui ont << **saboté l'économie française par haine des lois sociales** >>. La responsabilité incombe aussi, selon lui, à ceux qui n'ont su prendre aucune mesure pour mettre de l'ordre et de la << **cohésion** >> dans les fabrications d'armements, dont la coordination indispensable n'a jamais été tentée. Il désigne, à la fois, certains hommes politiques et l'état-major français qui n'ont pas su ou pu, fixer une stratégie opérationnelle et d'armement fiable. Seules l'idée défensive et l'élaboration de la ligne Maginot ont constitué une ligne stratégique maintenue et concrétisée.

D'après *Le Métallurgiste*, les plus lourds sacrifices sont imposés aux salariés, sans contrepartie du côté des employeurs auxquels il est laissé par contre des possibilités de profits accrus au détriment de la collectivité. C'est une iniquité sociale contre laquelle se dresse la CGT. << **Au moment où les périls les plus redoutables devraient imposer la collaboration de tous, c'est seulement contre la classe ouvrière, pourtant prête à tous les efforts, que l'autorité agit** >>.

En outre, Léon Jouhaux constate que la France n'est pas le seul État démocratique menacé par les agressions totalitaires. Pourtant, c'est le seul pays qui a octroyé les pleins pouvoirs au gouvernement pour faire face à la situation. La Grande-Bretagne n'y a même pas songé ! Selon l'auteur, les libertés civiques ont été mises << **en sommeil** >>, l'utilisation d'un tel procédé est une humiliation pour la France. << **On parle de**

⁶⁴¹ *Le Métallurgiste*, avril 1939, "On ne peut pas défendre la paix, si on ruine tout ce qui est cher à la classe ouvrière", Léon Jouhaux, 4^{ème} page.

défendre la liberté. Oui ! Mais cette défense ne peut être assurée si on commence par amputer ces libertés [les libertés civiques]>>⁶⁴².

Le Métallurgiste accepte la préparation au conflit, mais refuse la remise en cause des acquis sociaux, si difficilement obtenus, à cette occasion. Or, le retard accumulé et l'accélération subite des productions militaires, ne permettent pas, selon de nombreux hommes politiques et une grande partie de la presse française, de concilier progrès social et réarmement intensif.

Il est hors de question, pour nous, de porter un jugement sur ces opinions, mais il apparaît clairement que les thèses du *Métallurgiste* sont en opposition totale, pour ne pas dire inconciliables, avec celles du *Lorrain* et du *Messin*. Les deux quotidiens réclament des sacrifices de la part de tout le monde. Le nombre d'heures de travail par semaine sur les chantiers est une question secondaire. La défense de la Nation est une cause qui ne souffre aucun compromis. À leurs yeux, ce n'est pas au travers de négociations, de débats ou de grèves que l'on relancera la construction du potentiel militaire, maritime et aérien français. Les besoins sont immenses, dans tous les domaines, seul un soulèvement national, une union sans faille des citoyens, permettra d'atteindre cet objectif et d'éviter ainsi que la tyrannie nazie ne s'abatte sur le sol français.

Il en va différemment au *Métallurgiste*, où l'on craint une trop grande exploitation des ouvriers sidérurgistes sans aucune contrepartie financière, morale ou humaine. Les intérêts ne sont pas les mêmes. Dans le mensuel de la CGT, la défense des lois sociales et la lutte contre le fascisme, y compris en France, sont des priorités. Il est à noter que sous le terme de néo-fasciste ou de fasciste peuvent être désignées de nombreuses personnes, y compris les plus inattendues. C'est ainsi que dans le numéro de novembre 1938, Édouard Daladier est qualifié ouvertement de fasciste faisant partie d'une conjuration d'hommes politiques et de grands financiers et industriels contre les travailleurs. Or, le Président du Conseil est loué dans les colonnes du *Lorrain* et du *Messin*

⁶⁴² *Le Métallurgiste*, avril 1939, "On ne peut pas défendre la paix, si on ruine tout ce qui est cher à la classe ouvrière", Léon Jouhaux, 4^{ème} page.

en avril 1939, alors qu'il demande les pleins pouvoirs. La presse mosellane de droite le soutient d'ailleurs dans son action.

Une deuxième remarque nous mène à dire que, de temps à autre, le procédé du *Métallurgiste* pour dénoncer les dictateurs est particulier. L'humour et la caricature sont parfois utilisés. Un exemple d'avril 1939 : il s'agit d'un dessin humoristique. Adolf Hitler dit : **<< Je n'aurai plus de revendication territoriale, si l'on me donne tout cela ! >>**. Le dessin montre un globe terrestre où l'Allemagne s'étend sur toute l'Europe, au Moyen-Orient jusqu'en Inde et sur toute l'Afrique ! La folie des grandeurs d'Adolf Hitler ne pouvait être mieux représentée.

Face à un tel danger, *Le Métallurgiste* se félicite du front commun qui se constitue entre les États afin de lutter contre **<< le fascisme >>**⁶⁴³. Les pays fascistes ont mis le monde si près de la catastrophe que la France et l'Angleterre commencent à s'entendre et à s'organiser, estime-t-on. Le mouvement ouvrier salue cette action, **<< seule efficace pour défendre la paix >>** et il se déclare prêt à lui apporter son concours dans l'application de la **<< justice sociale >>**.

3. Les activités de l'extrême gauche mosellane à partir des rapports de police.

Après la prise de pouvoir des nazis en janvier 1933 en Allemagne, et voyant s'étendre les régimes de l'extrême droite fasciste en Europe et dans le monde (Japon), le parti communiste lance en France une véritable lutte idéologique. Le combat ne se fait pas entre démocraties et dictatures, mais entre le communisme et le fascisme.

Il est d'ailleurs à noter que les communistes font un amalgame impressionnant entre les notions de capitalisme, fascisme, oppression du prolétariat, misère, chômage, pauvreté, guerre. Dans les discours, tracts, discussions, ces termes sont souvent utilisés, mélangés,

⁶⁴³ *Le Métallurgiste*, avril 1939, "On reconnaît aujourd'hui que nous avions raison", 4^{me} page.

associés. En fin de compte, sous le mot "fascisme", se place tout ce que le parti communiste combat : le patronat, les grands industriels et financiers, le parlementarisme, les militaires, les ligues, les régimes politiques allemand, italien, polonais..., l'impérialisme colonial, la gendarmerie, la police, l'État..., la guerre. Le parti communiste s'organise en ordre de bataille pour dénoncer cette organisation de l'État et des relations européennes, et imposer un régime proche des soviets de Moscou, considérés comme étant les seuls à vouloir vraiment la paix et la prospérité pour leur prochain.

Les communistes mosellans s'inscrivent pleinement dans cette action et cette lutte internationale. Dès la mi-janvier 1934, se crée à Sarreguemines le Front Commun antifasciste (Antifa). C'est une réplique à la création de Neue Front : force nouvelle fasciste et dictatoriale⁶⁴⁴. Les communistes mosellans vont tenter d'étendre au maximum cette organisation dans le département. Elle est composée de membres du parti communiste, mais aussi de la CGT, CGTU et de la SFIO. C'est d'ailleurs principalement sur la base de l'entente avec les socialistes que l'Antifa pourra survivre et être efficace. Une série de réunions publiques et d'actions diverses est organisée afin de développer les idées du Front Commun antifasciste.

En mai 1934, le Préfet de la Moselle déclare au ministre de l'Intérieur la distribution de tracts contre le fascisme à Sarreguemines⁶⁴⁵. En juin, différentes réunions du parti communiste ont lieu en Moselle pour aboutir, à la mi-juillet, à une grande réunion du Front Commun antifasciste à Metz. 500 personnes y participent. Jacques Duclos, venant de Paris, est présent. À la fin du mois, 250 personnes se déplacent à Petite-Rosselle tandis qu'à Metz, des tracts anti-hitlériens sont distribués⁶⁴⁶.

⁶⁴⁴ Archives Nationales, Série F7, cote 13038, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au Directeur de la Sûreté Générale.

⁶⁴⁵ Archives Nationales, Série F7, cote 13027, Situation morale et politique de la Moselle, rapport du Préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur, 22 mai 1934.

⁶⁴⁶ Archives Nationales, Série F7, cote 13027, Situation morale et politique de la Moselle, rapports du Préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur, 11, 23, 27 juillet 1934.

Avec l'approche du référendum sarrois prévu pour janvier 1935, les manifestations du Front Commun antifasciste vont progressivement s'orienter sur ce sujet. En août à Stiring-Wendel, une réunion du groupement Antifa s'intitule "Manifestation franco-sarroise contre le fascisme et la guerre", 1 000 assistants sont dénombrés. Messieurs Doeblé (Député de la Moselle), Friedrich (militant communiste) et Waghemacker (membre de la SFIO), animent les débats. C'est la plus grande réunion enregistrée pour l'année 1934.

Simultanément, les communistes délocalisent leurs actions à Petit-Redersching, Goetzenbruck, Montbronn par exemple. À chaque fois quelques dizaines de spectateurs sont présents. Les militants communistes y protestent contre la guerre ainsi que contre les dépenses engendrées par la construction des fortifications frontalières et le développement du matériel militaire⁶⁴⁷.

En septembre, des communistes sarrois participent à un nouveau rassemblement antifasciste à Freyming (150 participants). Les deux thèmes principaux abordés sont le maintien du statu quo en Sarre et l'extension de la propagande antifasciste en Moselle⁶⁴⁸. À Metz, 800 personnes applaudissent le chef du parti communiste sarrois, Pfördt. En présence de membres du parti communiste de la Moselle, de la SFIO, de la Ligue des Droits de l'Homme, ce dernier réclame la victoire du statu quo. Enfin, à Grossbliederstroff, en fin d'année 1934, le Front Commun antifasciste se réunit encore. De nombreux Sarrois assistent à ces dernières manifestations⁶⁴⁹.

Au fur et à mesure que le pouvoir nazi s'impose en Allemagne et que le référendum sarrois se rapproche, les réunions se

⁶⁴⁷ Archives Nationales, Série F7, cote 13027, Situation morale et politique de la Moselle, rapports du Préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur, 29 juillet et 19 août 1934.

⁶⁴⁸ Archives Nationales, Série F7, cote 13027, Situation morale et politique de la Moselle, rapport du Préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur, 9 septembre 1934.

⁶⁴⁹ Archives Nationales, Série F7, cote 13027, Situation morale et politique de la Moselle, rapport du Préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur, 18 novembre 1934.

multiplient tout au long de l'année 1934. La lutte ne semble pas orientée contre le "francisme" mosellan qui apparaît n'avoir que peu d'activité à la vue des documents d'archives (seulement quelques distributions de tracts sont à signaler)⁶⁵⁰.

Les propagandistes communistes se placent sur le plan de la lutte internationale contre un fléau de plus en plus intense pour eux : la montée du péril fasciste. L'Allemagne et l'Italie, les deux pays "moteurs" de l'extrême droite en Europe ne sont que rarement dénoncés directement. Les critiques à leur égard se font le plus souvent de manière détournée. Par exemple, au travers de discours ou de tracts, le parti communiste indique qu'en cas de prise du pouvoir par les ligues "fascistes" en France, le sort réservé à la population française serait le même que pour le peuple allemand persécuté par les nazis⁶⁵¹. Ce que veulent les "fascistes", c'est instaurer une dictature afin d'opprimer plus facilement la classe ouvrière. En Allemagne, le prolétariat vit dans la misère, il faut organiser en France des grèves et des manifestations pour lutter contre ce risque⁶⁵².

La crainte est d'autant plus grande que le parti communiste confond la démocratie en place en France avec un régime capitaliste pro-fasciste, finançant et protégeant les actes délictueux d'extrême-droite⁶⁵³.

Les événements de politique intérieure allemande sont exploités au maximum par les militants. La nuit du 30 juin 1934, qui marque la fin de la prépondérance des SA, fait l'objet de critiques et est utilisée, par Friedrich, leader local du parti communiste, pour prouver la terreur nazie⁶⁵⁴. Il en est de même de l'assassinat du Chancelier d'Autriche Engelbert Dollfuss. Cet attentat pourrait bien provoquer une guerre européenne. Une fois déclenchée, le parti communiste n'aurait plus que la

⁶⁵⁰ Archives Nationales, Série F7, cote 13027, rapport du 4 juin 1934, de la préfecture de la Moselle à la Direction Générale de la Sûreté Nationale.

⁶⁵¹ Archives Nationales, Série F7, cote 13133, 1^{er} trimestre 1934.

⁶⁵² Archives Nationales, Série F7, cote 13133, 1^{er} trimestre 1934.

⁶⁵³ Archives Nationales, Série F7, cote 13133, Rapport du commissariat central de Metz, 9 avril 1934.

⁶⁵⁴ Archives Nationales, Série F7, cote 13133, Rapport du commissaire spécial de la gare centrale de Metz, 9 juillet 1934.

possibilité d'entrer dans la clandestinité et de vivre illégalement. Dès cette date, le virulent Friedrich souhaite la mise en place d'une organisation de défense et de survie⁶⁵⁵.

Les communistes mosellans prennent très au sérieux la menace de guerre que fait planer le "fascisme" sur l'Europe. Les peuples, disent-ils, ne veulent pas de conflits, ce sont les grands capitalistes qui les provoquent pour leurs intérêts propres. Le maintien du service militaire, le développement de l'armement et l'élaboration de la ligne Maginot, représentent pour le parti communiste de la Moselle une véritable déclaration de guerre de la France à ses voisins.

Quel impact ce mouvement de protestation antifasciste, qui ne fait finalement que reprendre les thèses du parti communiste au niveau national, a-t-il eu ?

Les rapports du commissariat central de Metz et de la préfecture de la Moselle, nous indiquent en avril 1934, que le Front Commun antifasciste a du mal à prendre son envol et que son développement se fait difficilement⁶⁵⁶. En octobre 1934, il sera toujours en difficulté du fait de la défection socialiste, qui porte un coup dur au mouvement déjà fragile⁶⁵⁷.

Dans l'ensemble, même si les autorités policières font preuve d'une intense surveillance des activités communistes dans le département⁶⁵⁸, ce groupement antifasciste ne semble pas avoir un impact démesuré auprès de la population. À part une ou deux grandes manifestations à Metz et Stiring-Wendel qui comptent entre 800 et 1 000 personnes, les réunions publiques sont relativement peu fréquentées et se déroulent, heureusement, sans incident à déplorer.

⁶⁵⁵ Archives Nationales, Série F7, cote 13133, Rapport du commissaire spécial de la gare centrale de Metz, 30 juillet 1934.

⁶⁵⁶ Archives Nationales, Série F7, cotes 13027 et 13133.

⁶⁵⁷ Archives Nationales, Série F7, cote 13133, octobre 1934.

⁶⁵⁸ Un grand nombre de rapports est à remarquer, il y en a souvent plusieurs par semaine. Beaucoup d'entre eux ne portent malheureusement pas sur le sujet étudié.

Autre constatation, le parti franciste ne fait l'objet que de rapports exceptionnels et semble n'avoir eu qu'un rôle insignifiant sur l'échiquier politique mosellan. C'est également ce qui peut expliquer le faible succès du mouvement Antifa en Moselle.

4. Le parti communiste et le risque de guerre (1937-1939).

Comme certains journalistes et notables mosellans, les leaders communistes s'inquiètent de l'absence de défense passive. Édouard Meyer, lors d'une réunion en faveur de la paix du Comité local du Front Populaire de Sarreguemines, attire l'attention de ses auditeurs sur certains aspects qui lui semblent importants⁶⁵⁹. Il dénonce une possible guerre mondiale provoquée << par les fascistes et les capitalistes de l'armement >>. Ensuite, il précise que la population civile, notamment dans la région frontière, n'est pas encore munie de masques à gaz et que la construction d'abris en cas d'attaques aériennes n'est même pas encore envisagée. Les communistes s'inquiètent particulièrement de cette situation.

En 1939, ces derniers émettent de nombreux griefs envers la politique menée par le gouvernement d'Édouard Daladier⁶⁶⁰. << Ce n'est pas la paix qui fut sauvée par la "capitulation de Munich", mais les fauteurs de guerre fascistes. Si les ministres français avaient montré la même fermeté que le peuple, la paix aurait été sauvée sans capitulation. Hitler aurait reculé devant la fermeté des puissances mondiales, alors que de cette façon, la Tchécoslovaquie fut livrée à l'envahisseur par Daladier et Bonnet. Comme remerciements, Hitler fait construire de nouvelles fortifications sur le Rhin et sur la Moselle et entretient la plupart de ses divisions sur le pied de guerre à la

⁶⁵⁹ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z16, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au sous-préfet, 1^{er} août 1937.

⁶⁶⁰ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z16, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines à propos d'un tract du parti communiste français (en allemand mais traduit en français), 24 janvier 1939.

frontière de l'Ouest >>⁶⁶¹. Selon le parti communiste, Adolf Hitler ne veut que poursuivre << le seul but >> indiqué dans son livre *Mein Kampf*, l'isolement et la défaite de la France, "l'ennemi mortel du peuple allemand".

De plus, les communistes dénoncent la propagande allemande par la presse et en particulier par les journaux français subventionnés par le III Reich. 300 millions de francs auraient été dépensés à cet effet les 3 derniers mois de l'année 1938.

Enfin, et ce n'est pas surprenant en ce début d'année 1939, le parti communiste de Moselle réprouve les fausses rumeurs (danger de guerre imminente avec le Reich) qui ralentissent l'économie locale. << Il faut combattre les fauteurs de guerre >>⁶⁶².

Nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, de parler du référendum sarrois et de ses conséquences principalement économiques. À présent, nous allons aborder le sujet en observant les impacts politiques et militaires du choix des Sarrois, en utilisant la presse de langue française du département.

⁶⁶¹ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z16, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines à propos d'un tract du parti communiste français (en allemand mais traduit en français), 24 janvier 1939.

⁶⁶² Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z16, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines à propos d'un tract du parti communiste français (en allemand mais traduit en français), 24 janvier 1939.

La question sarroise de l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir jusqu'au plébiscite de janvier 1935.

I. L'analyse politique des journaux messins.

1. La ligne politique du *Lorrain*.

C'est Jean Revire qui couvre pour *Le Lorrain* les événements touchant la Sarre. Envoyé spécialement dans le territoire administré par la SDN, il s'intéresse très tôt, comme tous les journaux mosellans de l'époque, à la préparation du plébiscite de 1935 qui déterminera si la Sarre retourne au Reich, maintient le statu quo ou demande son rattachement à la France.

Charles Ritz, directeur politique du quotidien messin, exprime l'opinion adoptée par son journal dans un éditorial du 1^{er} avril 1933 intitulé << La Lorraine aux Lorrains >>.

Quelle que soit l'influence de la propagande en Sarre et le souhait des Sarrois de redevenir Allemands (ce qui pour lui est une évidence⁶⁶³), la Sarre doit rester sarroise et c'est Jean Revire dans les articles suivants qui en donne les raisons. L'abbé journaliste précise que la

⁶⁶³ Dans un rapport du 14 septembre 1933, le commissaire spécial de Sarreguemines indique que les Mosellans en contact avec des Sarrois annoncent un vote en 1935 en faveur du retour de la Sarre au Reich. Ce qui confirme l'opinion de Charles Ritz (Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z3, 14 septembre 1933).

France ne doit annexer aucun Sarrois, aucune bande de terrain sarroise si les Sarrois ne le désirent pas au moment du référendum. Cette affirmation, est pour le moins inattendue, après l'article du 21 mars 1933 dans lequel, *Le Lorrain* avait demandé que la SDN fasse occuper la Sarre à cause du manque de sécurité dû aux violences des hitlériens. Certains journaux lorrains ou nationaux avaient vu là un simple prétexte pour que les armées françaises entrent en Sarre afin, ultérieurement, de l'annexer sans passer par le référendum prévu par le Traité de Versailles. En fait, dans cet article, il semble que Charles Ritz s'inquiète doublement. D'une part du devenir des Français et de leurs descendants qui vivent en Sarre et y ont des intérêts, le plus souvent économiques, d'autre part de la liberté d'opinion qu'il craint menacée pour le plébiscite de 1935 du fait des menaces et des pressions exercées par les hitlériens. L'occupation de la Sarre par une force militaire représentant la SDN lui semble être le seul moyen de se prémunir contre ces deux risques⁶⁶⁴. Sur la politique à mener en Sarre, le journal adopte une ligne dure. Soucieux des intérêts français dans ce territoire, Charles Ritz souhaite la victoire du statu quo en 1935.

C'est Jean Revire qui tout au long des années 1933-1934 argumente cette opinion du *Lorrain*. Son observation est plus générale : << La politique française des années 1918 à 1933 fera l'ébahissement des historiens futurs >> s'exclame-t-il⁶⁶⁵, faisant allusion ici principalement à la Sarre et à la rive gauche du Rhin. Après la guerre, la France aurait pu récupérer ses frontières dites << naturelles >> remontant au Rhin (ancien Limes Germanicus de la Gaule romaine). Les populations étrangères qui peuplent le territoire rhénan auraient dû être conquises par l'influence française, la prépondérance morale de la culture française. C'était une politique subtile, difficile à conduire certes, mais qui aurait au moins eu pour mérite d'éviter les problèmes auxquels la France va devoir

⁶⁶⁴ Fin 1934, la population de l'arrondissement de Sarreguemines, après avoir craint un coup d'État hitlérien en Sarre en novembre, est soulagée grâce à la décision de la SDN de constituer une armée internationale destinée à assurer l'ordre en Sarre au moment et après le plébiscite (Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z2, rapport du sous-préfet de Sarreguemines au préfet de la Moselle, 22 décembre 1934). Charles Ritz semble être en accord avec la population mosellane.

⁶⁶⁵ *Le Lorrain*, 8 avril 1933, "Nos intérêts en Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

faire face en Sarre. Malheureusement, regrette Jean Revire, les tenants de cette idée, perçus comme des réactionnaires, ne furent pas suivis.

Progressivement les gouvernements et les parlementaires français se sont désintéressés de l'opinion rhénane ou sarroise. << Le mot d'ordre était : "Pas d'histoire" >>. De plus, les parlementaires alsaciens ou mosellans, plus aptes à comprendre ou à cerner les questions sarroises, n'ont pas été en mesure (par manque d'assurance, d'expérience) d'affirmer leurs opinions à l'Assemblée Nationale. Il leur faut donc à présent, et c'est ce que réclame l'envoyé spécial du *Lorrain* en Sarre, intervenir directement auprès du gouvernement, du chef du gouvernement, du Président de la République, pour les inciter fortement à soutenir les Sarrois qui souhaitent résister à << l'ogre hitlérien >>. La France devrait savoir utiliser les violences hitlériennes du moment et soutenir les Sarrois. L'appui symbolique de la SDN leur servira peu. Si rien n'est fait, pour éviter qu'ils se fassent massacrer ils devront, non par conviction mais forcés, "s'hitlériser".

Les conséquences pour la France pourraient en être désastreuses : << Si la France continue à se taire, il y aura bientôt 800 000 hitlériens de plus [...]. Et le sort de la Sarre une fois réglé par Adolf Hitler, c'est le sort de la Lorraine qui sera en jeu. Après Sarrelouis, Metz. Après Metz, Paris ! Nous connaissons pourtant le fatal développement : 1815-1870-1914 >>⁶⁶⁶.

Les références historiques ne manquent pas à Jean Revire pour avertir ses compatriotes du danger allemand et des conséquences du retour de la Sarre au Reich d'Adolf Hitler. << Le problème sarrois >>, écrit-il le 9 août 1933, << se présente sous différents aspects : économique, bien sûr, mais aussi politique, militaire, démographique... La France doit être unie et faire bloc dans tous ces domaines face à une Allemagne qui, le lendemain de la

⁶⁶⁶ *Le Lorrain*, 8 avril 1933, "Nos intérêts en Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

victoire envisageable du plébiscite fera, quant à elle, bloc de ses revendications sur l'Alsace et la Lorraine >>⁶⁶⁷.

2. Pourquoi souhaiter la victoire du "statu quo" ?

Trois grandes raisons militent en ce sens :

- le maintien des relations commerciales, agricoles, économiques entre la Moselle et la Sarre,
- la défense des Français vivant en Sarre, des Sarrois francophiles, des naturalisés,
- la défense des catholiques sarrois.

a. *Le maintien des relations commerciales et agricoles entre la Moselle et la Sarre.*

D'après les chiffres du sénateur Corbedaine, l'exportation agricole vers la Sarre représentait en 1930 une valeur de 2 milliards de francs. L'Alsace et la Moselle seules participaient pour 1 milliard 400 millions⁶⁶⁸. Ce chiffre est considérable et l'objectif du *Lorrain*, des agriculteurs mosellans, de la Chambre d'agriculture de la Moselle, est de maintenir après le plébiscite l'exportation agricole à cette hauteur. Le Congrès de la Fédération des Associations agricoles de l'Est, réuni le 20 mai 1933 à Colmar, a d'ailleurs émis un voeu à cet effet.

Charles Ritz exprime l'opinion que la Sarre a davantage besoin de la Moselle et de la France que la Moselle et la France de la Sarre. Il n'est pas vrai, comme l'affirme la propagande nazie, que les agriculteurs du Hochwald et du Palatinat, du Hansrüch et du Trévirois peuvent alimenter la Sarre industrielle en tous produits alimentaires. La Sarre aura

⁶⁶⁷ *Le Lorrain*, 9 août 1933, "Le problème sarrois est un bloc", Jean Revire, Editorial, 1^{ère} page, 1/2 colonne.

⁶⁶⁸ *Le Lorrain*, 17 juin 1933, "En Sarre. Politiques et exploitations agricoles", Charles Ritz, Editorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

toujours besoin de la Moselle pour manger à sa faim. Les échanges agricoles à la frontière s'y font << naturellement, fatallement >>.

Charles Ritz pense d'autre part que le problème des importations de la Sarre est étroitement lié à celui de ses exportations industrielles vers la France. Il ne différencie pas le problème agricole du problème industriel, l'expliquant ainsi : l'ouvrier sarrois pour acheter de la nourriture mosellane doit être payé, pour cela son industrie doit pouvoir vendre en France, bien qu'il n'existe pas en Moselle et en France de besoin de produits sarrois (Il n'envisage pas l'Allemagne, une fois la Sarre retrouvée, y planter un régime d'autarcie industrielle) ⁶⁶⁹.

Enfin, dernier point relatif celui-ci à la main-d'oeuvre sarroise travaillant dans les "mines mosellanes et sarroises". Il faut à ce sujet établir une proposition nette et ferme rapportant la quantité de produits mosellans qui entrent en Sarre au nombre d'ouvriers sarrois travaillant en Moselle. Il convient dans ce domaine de fixer et de stipuler une concordance très nette et une réciprocité. << Oeil pour oeil, dent pour dent, disaient les anciens. Établissons d'avance cette formule dans nos discussions avec les Allemands. Ils ne comprennent que ce langage-là >>, insiste-t-il encore.

En mai 1934, Charles Ritz précise sa pensée dans l'hypothèse d'un retour à l'Allemagne⁶⁷⁰. Les Sarrois ont en main leur avenir économique aussi bien que politique, et doivent savoir qu'après le plébiscite, la frontière douanière suivra la frontière politique. Elles seront les mêmes. Cela ne signifie pas qu'il faudra nécessairement briser tout de suite toutes relations économiques avec la Sarre. Les responsables politiques franco-allemands pourront s'arranger et s'entendre aussi longtemps que cela sera nécessaire sur des dérogations, contingentements et accords bilatéraux. De plus, il existe et existera << toujours >> un Traité de commerce avec l'Allemagne, la Sarre redevenue allemande doit pouvoir y être incorporée sans problème. Que les agents économiques et financiers

⁶⁶⁹ *Le Lorrain*, 17 juin 1933, "En Sarre. Politiques et exploitations agricoles", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁶⁷⁰ *Le Lorrain*, 29 mai 1934, "Frontière politique, Frontière douanière", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

mosellans et français ne s'inquiètent pas, la vie économique à la frontière survivra, même si le résultat du référendum est défavorable à la France.

Mais, insiste le directeur du *Lorrain*, dans les négociations à mener, les représentants français devront avoir conscience du fait que c'est la Sarre qui a besoin des produits agricoles et du débouché français pour une très grosse partie de son industrie. La preuve en est l'introduction de produits allemands en France... au grand détriment du commerce lorrain et frontalier. En conséquence, des accords de contingentement limités dans le temps devront être établis pour des produits sarrois spécifiques. Ainsi, la transition serait adoucie pour les Sarrois-Allemands et les Lorrains-Français entre le régime douanier actuel et celui intervenant du fait de la nouvelle frontière après le plébiscite.

Charles Ritz, n'envisage pas la mise en place d'une économie d'autarcie où l'Allemagne se suffirait à elle-même du point de vue industriel et agricole. N'y croit-il pas ou n'en a-t-il pas encore pris conscience le 29 mai 1934 ? Il part du principe simple que la Sarre a besoin à la fois d'importer pour se nourrir et d'exporter sa surproduction industrielle.

Cependant, les Mosellans n'ont-ils pas besoin, eux aussi, d'exporter leurs produits industriels et agricoles ? Si l'Allemagne se ferme à leurs produits, à qui vont-ils vendre demain ? Charles Ritz ne croit pas vraiment à cette éventualité, mais admet que le jour où le Sarrois-Allemand pourra se passer du lait, des fraises, des fruits lorrains, il le fera sans hésiter. Il n'y aura plus de commande, plus de paiement, plus de livraison. À ce moment-là bien sûr, le système des contingentements réciproques s'effondrera, deviendra caduc⁶⁷¹. Il serait dangereux de faire croire, en particulier aux agriculteurs mosellans, que cette hypothèse désastreuse ne se réalisera pas, que les exportations ne s'arrêteront jamais. Sur ce sujet, l'opinion de Charles Ritz a évolué depuis 1933.

⁶⁷¹ *Le Lorrain*, 3 mai 1934, "Vous allez ruiner l'agriculture mosellane", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

b. La défense des Français et des catholiques vivant en Sarre.

Deuxième préoccupation du *Lorrain*, la défense des intérêts des Français installés en Sarre, notamment des 7 500 Alsaciens-Lorrains⁶⁷². À leur égard, le maintien du statu quo ou le rattachement à la France semblent les seules solutions acceptables. Le retour à l'Allemagne leur serait très << néfaste >>, compte tenu des violences dont fait déjà preuve le régime hitlérien. Enfin, dernier point plaident pour le maintien du statu quo, la persécution des catholiques allemands depuis l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir. Charles Ritz regrette que le parti du "Centre" sarrois (Zentrum), pour montrer son bon esprit allemand, ait suivi aveuglément le "Centre" allemand dans sa << soumission >> à Adolf Hitler, alors qu'il n'y était pas forcé⁶⁷³. D'autant plus que le parti catholique sarrois se dresse maintenant contre Adolf Hitler, sa propagande et la persécution des catholiques allemands. Charles Ritz est d'avis que ce qui est à craindre c'est, plus qu'une nazification du "Centre", une nazification de l'Eglise tout entière. << Or cela, jamais les catholiques allemands ne l'accepteront >>. Malgré tout, il estime, (et il est dans l'erreur), qu'Adolf Hitler n'a pas le << génie brutal >> de Bismarck, << il y a des choses qui ne se reproduisent pas deux fois en si peu de temps et dans les mêmes termes >>. Grâce à la protection du statut de la SDN, les Sarrois, le Clergé, les journalistes peuvent s'élever contre les pratiques anti-catholiques du gouvernement hitlérien, alors que déjà, dans le reste de l'Allemagne, cela est rendu très difficile. D'où l'intérêt pour les catholiques sarrois de maintenir en 1935 le statut actuel de leur territoire.

Cependant, les bonnes intentions ne suffisent pas, l'Allemagne nazie s'active afin d'orienter le résultat du plébiscite. La France et la SDN doivent à leur tour prendre des mesures énergiques.

⁶⁷² *Le Lorrain*, 8 septembre 1933, "Les Lorrains et la Sarre", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁶⁷³ *Le Lorrain*, 8 juin 1933, "Sarre et kulturkampf". "De la Sarre viendrait le salut", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

3. La politique préconisée pour la France et la SDN en Sarre.

Dans un article du 1^{er} juin 1933, Jean Revire réclame un organe de presse permanent et officiel de la SDN, pour lutter contre la propagande hitlérienne en Sarre. Cela permettrait à la SDN, voire à la France, de diffuser efficacement leurs idées auprès des populations sarroises qui pourraient ainsi comparer et choisir après avoir entendu toutes les thèses⁶⁷⁴.

Selon Charles Ritz, le but de l'Allemagne est de prouver au monde entier que la Sarre est allemande et que le plébiscite est inutile, dangereux (incidents engendrés par les nazis) et même une insulte à la dignité allemande⁶⁷⁵. En conséquence, pour éviter les incidents, les agressions envers les Français vivant en Sarre, pour que le référendum se passe dans le calme et la sérénité, il demande à nouveau une intervention armée de la SDN en Sarre.

Les Mosellans ont une autre interrogation. D'après l'Association de commerce de Sarreguemines, 15 000 Sarrois auraient déjà été naturalisés Français, ce qui est jugé excessif par *Le Lorrain*⁶⁷⁶, alors que des Mosellans désannexés ou des immigrés vivant depuis longtemps en France ont du mal à acquérir la nationalité française, << On naturalise n'importe quel Sarrois à tour de bras, alors qu'il n'a jamais habité la France >>, s'étonne le journaliste lorrain. Or, continue-t-il, parmi ces naturalisés sarrois, deux catégories se distinguent. La première qui, pour des raisons politiques (propagande...) a intérêt à pénétrer dans les milieux français tout en restant en étroite liaison avec le Front allemand, et l'autre composée de commerçants, industriels, artisans, qui, craignant l'expulsion en 1935, s'assurent par avance un débouché en France.

⁶⁷⁴ *Le Lorrain*, 1^{er} juin 1933, "En Sarre". "Échec à Hitler", Jean Revire, 1^{re} page.

⁶⁷⁵ *Le Lorrain*, 25 mai 1934, "Qu'on le veuille ou non, il faut occuper la Sarre", Éditorial, Charles Ritz, 1^{re} page, 1 colonne.

⁶⁷⁶ *Le Lorrain*, 1^{er} juin 1934, "Dans le Camp de Concentration du Bon Dieu", Éditorial, signé ***, 1 page, 1 colonne 1/2.

Tous deux sont << indésirables >>. Le premier au point de vue national, car il est << logique >> que la circulation et l'installation d'individus << douteux >> (espions, militants politiques) en Lorraine fortifiée constituent un danger certain pour la défense du pays ; le second au point de vue économique (concurrence avec les industriels, commerçants, agriculteurs et professions libérales du département).

Le Lorrain souhaite en conséquence, qu'un renfort juridique permette au monde économique mosellan de se défendre efficacement contre cette concurrence nouvelle et inattendue.

Laissons la conclusion à l'Association des commerçants de Sarreguemines qui proteste contre << l'invasion du sol français par des Sarrois et de soi-disant réfugiés politiques allemands qui n'est rendue possible que grâce à la coupable complaisance ou à l'extrême myopie de certains parlementaires qui interviennent en leur faveur pour obtenir des permis de séjour, séjour pendant lequel l'individu pourra exercer une néfaste activité économique et commerciale >>⁶⁷⁷.

Ainsi donc, le quotidien messin du Clergé espère pour le référendum de 1935 en Sarre, une victoire du << statu quo >> à défaut d'un rattachement à la France. Seulement ce résultat ne pourra être atteint qu'à la condition de prendre toutes les mesures nécessaires pour contrer la politique "agressive" de propagande allemande. Pour lutter contre la presse, il faut installer une presse française, pour lutter contre les violences des jeunes nazis, il faut faire entrer, entre autres, l'armée française sous l'égide de la SDN, pour lutter économiquement, il faut stopper les naturalisations françaises et l'exode sarrois en Moselle. Quant à la victoire du "rattachement à l'Allemagne", les conséquences en ont été largement exposées, expliquées, et elles devraient encore davantage inciter les pouvoirs publics à prendre des initiatives.

⁶⁷⁷ *Le Lorrain*, 1^{er} juin 1934, "Dans le Camp de Concentration du Bon Dieu", Editorial, signé ***, 1 page, 1 colonne 1/2. Cette attitude des commerçants, dénonçant la concurrence jugée << déloyale >> des immigrants venant d'Allemagne, avait déjà lieu en 1933. Ils réclamaient en outre, qu'on leur interdise d'ouvrir des commerces ou de créer des industries (Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z3, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines, 14 septembre 1933).

Le deuxième grand quotidien départemental qu'est *Le Messin* suit-il Charles Ritz et Jean Revire dans leurs opinions et leurs propositions radicales au sujet de la Sarre ? Quelles interrogations y sont développées, quelles suggestions apportées ? L'analyse du journal sur la même période permettra la comparaison.

4. *Le Messin* et le "problème sarrois".

Maurice Ordinnaire, vice-Président du Sénat et de la Commission des Affaires étrangères émet une opinion originale et déconcertante en juillet 1933⁶⁷⁸.

Le plébiscite de la Sarre est présenté comme une << chance >> pour la France. Elle peut en espérer, soit une augmentation de son territoire, soit le maintien d'un petit État neutre qui couvre sa frontière avec l'Allemagne. De plus, cela paraît plus évident, il y a des avantages économiques, tant par le produit des mines que par l'excellente clientèle d'une population dense et aisée. Or, constate avec amertume et réalisme le sénateur, la France ne fait rien pour que ce vote lui soit favorable. Il est vrai que les Sarrois sont patriotes allemands, mais tout n'est pas perdu, ils ne sont pas prussiens et auront du mal à accepter les << folies du racisme, de l'arianisme >>, et de plus ils sont catholiques [ici, *Le Messin* rejoint la thèse de Charles Ritz sur la résistance du sentiment catholique envers le régime nazi]. << C'est un patriotisme allemand d'ordre sentimental, qui n'est donc pas fermé aux conseils de l'intérêt >>.

Aux yeux du parlementaire, il semble que le succès au plébiscite ira à celui qui saura le mieux convaincre les Sarrois. L'Allemagne est déjà en campagne, ne négligeant rien. Et *Le Messin* de s'aligner sur son concurrent du Clergé : aux trois journaux allemands s'adressant aux sarrois (principalement financés par Berlin), la France n'a jamais rien opposé. Les Sarrois n'entendent donc que le plaidoyer allemand. La cause

⁶⁷⁸ *Le Messin*, 3 juillet 1933, "Les chances de la Sarre", Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

française en Sarre n'a pu bénéficier que des actions discrètes et patientes des ingénieurs des mines, des instituteurs venus d'Alsace, des Lorrains, du commerce, de l'Association française de la Sarre. Inutile de préciser que ces maigres efforts ne font que peu de poids en face d'une propagande médiatique allemande de masse (presse, radio TSF).

L'avènement de l'hitlérisme, rajoute le sénateur, exerce sur la Sarre et sa classe politique tout entière une influence appréciable, appréciable dans le sens où les différents partis politiques ont ressenti une véritable secousse lors de l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir. Les Français devraient pouvoir utiliser ces divergences politiques pour se rallier les Sarrois. La Sarre autonome, outre les avantages exceptionnels que lui confère son commerce, libre avec le marché français et facile avec l'Allemagne, conservera-t-elle le privilège d'être le refuge du libéralisme, de la liberté religieuse, des doctrines sociales, à côté de la << tyrannie raciste >> ? C'est ici, lui semble-t-il, que réside le cœur du problème. La Sarre veut-elle sacrifier ces prérogatives à son patriotisme ?⁶⁷⁹.

Le motif économique devrait être tout aussi déterminant dans le choix des Sarrois, l'autonomie permettrait le maintien d'un régime douanier favorable, d'une exploitation intensive des mines, d'un gouvernement libéral, de la protection constante de la SDN.

En tenant compte de ces arguments d'importance, si les élections sont libres et sans pression, si la propagande berlinoise est contenue, si la population ne craint pas de représailles nazies, alors le vote en faveur de l'autonomie l'emportera sans doute. C'est à cet objectif que la Commission de gouvernement de la Sarre, la SDN et le gouvernement français doivent s'attacher dans les mois et les années à venir, précise-t-il en conclusion.

Un article du 19 juillet 1934 apporte encore des précisions renforçant cette position⁶⁸⁰. L'auteur explique que la Sarre est composée

⁶⁷⁹ *Le Messin*, 3 juillet 1933, "Les chances de la Sarre", Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁶⁸⁰ *Le Messin*, 19 juillet 1934, "La vraie solution du problème sarrois", signé Frontalier, Éditorial, 1^{re} page.

d'Allemands patriotes qui ont été "prussianisés" au fil du temps. L'administration, l'armée, l'industrie, le commerce ont été mis sous tutelle et sous direction prussienne. "Frontalier" estime la presque totalité des Sarrois d'obédience prussienne ! Pour la majorité des Sarrois, le prestige du "Führer" est grand puisque l'administration le vénère. Il représente la force. Dans ces conditions, se demande-t-il, la France a-t-elle grand intérêt à rechercher l'union politique avec une région dont l'assimilation apparaît, le cas échéant, très douteuse et même de nature à occasionner, au point de vue de l'unité nationale, bien des difficultés.

Pour le journaliste du *Messin*, la situation est claire : seul le maintien du statu quo est souhaitable et réalisable pour la France et la Sarre, au travers d'une politique active de propagande et d'information en Sarre.

Cette idée était déjà exposée en juin 1933 dans un article portant sur les liens économiques franco-sarrois⁶⁸¹. Reprenant la thèse de M. Drouard, Président de la Chambre de Commerce franco-sarraise, à propos des conséquences économiques du référendum de 1935, le rédacteur, s'autorise à penser que l'Allemagne acceptera de prolonger, après 1935, le régime de faveur pour les marchandises exportées de Sarre en Allemagne. En cas de rupture, les conséquences seraient au détriment de l'Allemagne, affirme-t-il. Par contre, la continuation, alors que le territoire serait rattaché à l'Allemagne, d'une union économique avec la France comme elle existe en 1933 serait une source considérable d'incidents graves destinés à empêcher les échanges. Elle ne pourrait être que provisoire et représenterait en sorte une période de transition, l'Allemagne voulant réintégrer la Sarre politiquement et économiquement dans l'Empire. Cette période de transition ne serait acceptée par les Allemands que pour ménager les intérêts de la Sarre et sans contrepartie sérieuse.

Seulement, le journaliste messin ne se fait aucune illusion, quels que soient les Traités signés, au moment voulu par le Reich,

⁶⁸¹ *Le Messin*, 4-5 juin 1933, "Le problème sarrois", signé X, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

l'Allemagne n'importera plus du tout de France. Et cela sans que les autorités françaises ne puissent rien y faire (comme déjà exprimé dans *Le Lorrain*). Cet aboutissement ne lui semble faire aucun doute. S'il n'y a pas maintien du statu quo, à plus ou moins longue échéance le débouché sarrois se fermera complètement à l'économie française en général et mosellane en particulier. Il serait faux de laisser croire à une autre issue. En conséquence, la France doit se préparer, en cas de retour de la Sarre au Reich, à fermer ses frontières au pays sarrois (*Le Messin* est ici plus catégorique que *Le Lorrain*).

Ceci dit, il est fort probable que l'Allemagne non seulement refusera toute importation en provenance de France mais aussi toute exportation à destination de "l'ennemi héréditaire". C'est ainsi que le vice-Chancelier von Papen, qui est chargé par son gouvernement de préparer le retour de la Sarre à l'Allemagne, multiplie les promesses en ce sens. Il estime que le Reich aura le devoir d'absorber, sur son marché intérieur, la totalité de la production sarroise⁶⁸². La Sarre redeviendra le point d'appui économique de l'Ouest du Reich. Il n'y aura plus d'exportations. Charbon, fer, produits agricoles, produits finis..., tout devra être destiné au marché allemand. Cependant, rétorque le journaliste, ce marché sera vraisemblablement saturé. Prenant l'exemple du charbon, l'analyste messin démontre chiffres à l'appui que déjà avant la première guerre mondiale le bassin de la Sarre produisait bien plus de 6 millions de tonnes de charbon. Or, en 1930 le marché intérieur allemand n'a consommé que 975 559 tonnes de ce charbon. De plus, en 1934, peut-être pour cause de surproduction allemande, des millions de tonnes de charbon ont été stockées dans la Ruhr. Ce qui signifie qu'à une surproduction actuelle allemande "de l'intérieur" s'ajoutera la production sarroise. Comment l'Allemagne réussira-t-elle à l'assimiler ? Cette réflexion vaut pour tous les domaines de l'activité économique allemande (céramique, verre, cuir, acier, bière...). Dans toutes ces matières, il y a surproduction et même si le journaliste conçoit parfaitement que la vente de cette surproduction industrielle sarroise à la France est utopique, à qui vendra

⁶⁸² *Le Messin*, 22 février 1934, "Les promesses de M. von Papen", signé X, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

finalement l'Allemagne ? Ou alors le Reich constitue-t-il déjà des réserves de matières premières et de produits finis, *Le Messin* n'en dit mot.

II. Le plébiscite du 13 janvier 1935.

1. Faut-il maintenir le référendum ?

Face à ces difficultés envisageables, à ce risque de voir la Sarre choisir son retour au Reich, ne serait-il pas plus judicieux pour la France d'accepter la proposition d'Adolf Hitler de ne pas procéder au plébiscite (qui pourrait donner une large victoire pour le retour au Reich et conforterait la position du "Führer" ainsi que le prestige de l'Allemagne face à la France) ?

Juridiquement, cette proposition du Chancelier allemand n'est pas applicable. Si la Sarre est placée sous l'administration de la SDN, c'est qu'en 1919 les Sarrois l'ont souhaité au travers de pétitions envoyées à Georges Clemenceau à Paris⁶⁸³. Ce plébiscite est donc leur droit, ni la France, ni l'Allemagne, ni la SDN ne peuvent leur enlever. Le vote doit avoir lieu, quel que puisse en être le résultat. Le lecteur peut se demander pourquoi Adolf Hitler désire éviter ce plébiscite puisqu'il est, d'après la propagande allemande, sûr de la victoire et que seul ce plébiscite peut lui donner cette victoire flagrante. Le rédacteur, très embrouillé, ne soulève pas cette question.

Pendant l'année 1933, la rédaction du *Messin* croit vivement, semble-t-il, en la capacité de la France et de la SDN à convaincre la population de la Sarre de l'intérêt du maintien du statu quo. Cependant au fil des mois, et devant l'absence d'activité française en face de la fébrilité germanique en Sarre, il apparaît sensiblement que cette espérance s'amenuise.

⁶⁸³ *Le Messin*, 30 mars 1933, "La Sarre et Hitler", signé X, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

Le 21 juillet 1934, tout en réaffirmant la nécessité de procéder le plus tôt possible au plébiscite en 1935 (janvier) et en insistant sur le fait qu'un rattachement direct de la Sarre au Reich serait ouvrir la porte à toutes sortes de revendications ultérieures de la part du gouvernement impérial (y compris celles concernant l'Alsace-Lorraine), *Le Messin* annonce clairement que la logique laisse entrevoir un rattachement à l'Allemagne.

Déjà des regrets se font jour, la France aurait pu, par le passé, exercer une propagande efficace. Cela n'a pas été fait. Désormais il est trop tard. Le gouvernement n'a plus qu'une carte à jouer, la rectification de la frontière⁶⁸⁴. Il lui faut réclamer et essayer d'obtenir au cours du plébiscite des votes permettant à la SDN de procéder à une rectification des frontières qui consisterait à reporter la frontière actuelle en bordure de la rive gauche de la Sarre, de Merzig à Sarrebruck. Les régions concernées sont celles de Sarrelouis, Berus, Warndt. Cette dernière constitue de surcroît une poche s'enfonçant dans la frontière lorraine, offrant un avantage stratégique à l'Allemagne.

Il est vrai que le point de vue militaire a également son importance. La Sarre en 1934 est un État tampon démilitarisé, entre la France et l'Allemagne. Une attaque allemande sur la frontière serait gênée par manque de concentration des troupes et d'infrastructures en Sarre (voies ferrées, ponts sur le Rhin). Si la Sarre redevient allemande, de nombreuses garnisons s'installeront aux portes de l'Hexagone, ce qui pourrait donner lieu à des incidents de frontière et surtout faciliterait une attaque surprise et éclair⁶⁸⁵. Une modification de frontière au moment du référendum permettrait d'éviter cette menace militaire, mais elle ne pourra se réaliser qu'à la condition que s'exerce une propagande active pour que les Sarrois de la rive gauche votent majoritairement le rattachement à la France. Le gouvernement pourrait leur faire miroiter des avantages économiques (travail dans les mines françaises, proximité de la frontière

⁶⁸⁴ *Le Messin*, 21 juillet 1934, "La vraie solution du problème sarrois", signé X, Editorial, 1^{re} page.

⁶⁸⁵ *Le Messin*, 20 juillet 1934, "La vraie solution du problème sarrois", signé X, Editorial, 1^{re} page.

pour le commerce) et leur garantir un rattachement immédiat et la protection française contre une quelconque entreprise nazie.

Ce raisonnement surprenant, et illégal aux vues des clauses du Traité de Versailles, pourrait provoquer l'apparition en Europe de volontés de modifications des frontières qui sembleraient, elles aussi, légitimes. Et d'ailleurs, Charles Ritz, dans un éditorial du 24 mai 1934 intitulé **<< Parlons du plébiscite en Sarre >>**, s'insurge contre ceux qui prônent une telle solution.

Oui, le III^e Reich serait prêt à accepter toutes les concessions admissibles, jusqu'à la cession d'une partie de territoire, si la France voulait s'arranger avec l'Allemagne sans plébiscite. Or cette solution ne convient pas à l'abbé-journaliste. Il réalise que ce serait, en cas de réussite de ce projet ambitieux, une nouvelle "Alsace-Lorraine" (côté allemand) sur le flanc d'une Alsace-Lorraine libérée. Il ne veut ni une partie du territoire sarrois, ni un seul Sarrois en France. Le gouvernement rencontrera les mêmes problèmes d'assimilation et d'intégration à la Nation française que le II^e Reich avec les Alsaciens-Lorrains pendant l'annexion. Selon lui la France est le seul grand pays de l'Europe dont l'unité est totale et qui ne connaît pas de problème de minorités ethniques. De plus, il ne voit pas quel profit pourrait tirer la France du rattachement d'une partie de la Sarre (économique peut-être avec les mines). En outre conclut-il, en cas d'accord sur une modification de frontière franco-sarroise, de nombreux pays de l'Europe Centrale évoqueront, et avec **<< plus juste raison encore que pour la Sarre >>**, la nécessité de remanier leurs frontières. Il faut s'en tenir au résultat du plébiscite comme prévu à Versailles. **<< Nous n'avons point besoin de la Sarre pour vivre. C'est la Sarre qui a besoin de nous, liée qu'elle est économiquement dans tous les domaines à la production mosellane >>**. Quoi qu'il en soit, *Le Messin* juge, quant à lui, cette solution conforme à l'esprit des Traité et, reprenant la théorie de Charles Ritz sur "l'Alsace-Lorraine" que représenterait un bout de territoire sarrois annexé à la France, il insiste en affirmant que le statu quo sur l'ensemble de la Sarre serait une

<< anomalie >> et là, une véritable "Alsace-Lorraine" entre la France et l'Allemagne⁶⁸⁶.

Cette discussion par éditoriaux interposés entre les deux principaux journaux mosellans de langue française représente en fait une divergence d'analyse considérable et un sérieux point de friction.

A la veille du référendum prévu pour le 13 janvier 1935, trois conclusions sont certaines. D'une part, les deux quotidiens ont été déçus par le gouvernement français qui n'a pris aucune mesure d'information et de propagande pour contrer l'activité intense du Reich hitlérien en Sarre, d'autre part, seul le statu quo permettra à long terme le maintien des relations économiques et commerciales entre la Moselle et la Sarre. Enfin, au fil du temps les journaux ont bien été forcés de prendre conscience que, vue l'insuffisance de la politique française en Sarre, le choix du retour à l'Allemagne va très probablement être majoritaire. Quelle sera alors l'attitude de la presse messine après le référendum ?

2. Le référendum du 13 janvier 1935.

Le 13 janvier 1935, Frédéric Certonciny écrit en première page du *Messin* : **<< Ce soir sera réglée la question du plébiscite >>**. Il apparaît à la lecture de cet éditorial une lassitude et une animosité du directeur politique du quotidien messin. **<< Enfin nous allons sortir de cette nauséabonde et désagréable histoire qui s'appelle le plébiscite de la Sarre >>**, cette phrase en dit long sur le sentiment d'amertume de son auteur. Il explique que la Sarre était à la France jusqu'en 1923. Mais l'année suivante, les gouvernements ont tellement accumulé **<< bêtises sur bêtises >>** (abandon du Rhin...) que la France a perdu tout le bénéfice moral de sa grandeur. Personne n'escompte plus un résultat tangible en faveur de la France. **<< C'est le statu quo ou l'hitlérie >>**, écrit-il résigné, comme si la défaite des intérêts français était acquise.

⁶⁸⁶ *Le Messin*, 20 juillet 1934, "La vraie solution du problème sarrois", signé X, Editorial, 1^{re} page.

Même dégoût du côté du *Lorrain*, et de l'abbé Ritz : **<< Or rarement au point de vue de la politique française, nous avons été aussi écoeurés [sic] que par la carence de notre attitude nationale dans la question sarroise >>**⁶⁸⁷. La France n'aurait pas dû abandonner cette idée de République rhénane, donc n'aurait pas dû évacuer la Rhénanie (1924). À cette date, le désintérêt français pour les affaires rhénanes était officiel et public, la politique sarroise devenait une gestion **<< de bouts et de morceaux, d'occasions et de colmatages >>**. Ce n'était même plus une question nationale qui avait en fait échoué sur les bords du Rhin. Le Sarrois ne serait de toute manière plus attiré par le prestige français perdu en 1924. (Ici *Le Lorrain* rejoint l'opinion du *Messin*). **<< Le plébiscite devenait tout au plus une question à liquider vaille que vaille entre la France et l'Allemagne. Et n'eût été l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler, la journée d'hier aurait été de pure forme >>**.

Du moment que la République n'avait pas eu de politique rhénane, elle était fatallement condamnée à ne point avoir de politique sarroise⁶⁸⁸. Aucune directive générale, aucun mot d'ordre pour ceux qui auraient voulu exécuter la politique française en Sarre. Rien de positif, rien de précis n'est sorti de l'action politique hexagonale. **<< La France au lieu de rester ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : la France victorieuse et pacifique, devenait [...] un pays qui n'avait plus qu'une ambition au monde : se débarrasser vaille que vaille de ce dernier vestige de la victoire, avant l'Alsace-Lorraine, qui s'appelait le problème sarrois >>**.

Le Reich avait une politique à proposer aux Sarrois. Même si leur existence devient plus dure, plus brutale, si le coût de la vie augmente, les Sarrois ont choisi ceux qui leur ont proposé quelque chose⁶⁸⁹. Enfin, l'abbé journaliste espère que dès lors, il n'y aura vraiment plus

⁶⁸⁷ *Le Lorrain*, 14 janvier 1935, "Maintenant que la Sarre a voté". "Si nous parlions plus librement...", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁶⁸⁸ *Le Lorrain*, 16 janvier 1935, "Les chiffres importaient peu", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁶⁸⁹ *Le Lorrain*, 19 janvier 1935, "J'admire leur courage", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

de difficultés territoriales entre le Reich et la France, c'est ce qui se dit, pourvu que ce soit vrai.

Pour Frédéric Certonciny, le résultat du vote n'a finalement étonné personne, bien qu'il ait surpris par l'ampleur de la majorité en faveur du Reich (91%)⁶⁹⁰. Puis, le directeur du *Messin* se reprend, on ne peut considérer ce scrutin comme une victoire pour l'Allemagne ou comme une défaite pour la France. Revenant sur les opinions émises auparavant dans les nombreux articles consacrés à la Sarre, il estime que peu de Français désiraient le statu quo. Finalement, comme le dit si bien la presse anglaise, l'un des pires ulcères empêchant l'établissement de relations faciles entre les deux puissances rhénanes a disparu. Le peuple sarrois ne fait que retourner à sa destination normale, et la paix pourra être consolidée en Europe sur les bases d'une réconciliation franco-allemande. C'est donc sur une note positive qu'il veut rester. Après tout, l'Europe y a peut-être gagné en sécurité et en prospérité, c'est une bonne consolation face à cette grande "victoire" pour le Reich hitlérien.

Pourquoi ne peut-on pas parler de "victoire" allemande aux yeux de Frédéric Certonciny ? Peut-être parce qu'il aurait fallu un combat, une lutte d'influence, un conflit d'intérêt. Or la France n'a pas voulu, pu ou souhaité, faute de cohérence, de cohésion, d'union, de motivation, engager cette lutte. Il n'y a pas victoire parce qu'il n'y a pas eu de combat, faute de combattants côté français.

La presse mosellane s'intéresse maintenant aux nombreuses conséquences du choix des Sarrois.

3. Les conséquences du référendum pour les populations sarroises restées fidèles à la France.

Dans ce domaine, les appréciations du *Messin* et du *Lorrain* sont contradictoires. Le problème se pose pour les ressortissants

⁶⁹⁰ *Le Messin*, 16 janvier 1935, "Laissons le calme indispensable apaiser les esprits", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

français installés en Sarre et pour les Sarrois connus comme étant francophiles.

En effet, les ressortissants français ont dû quitter la Sarre précipitamment, sans qu'il ait été prévu par quiconque de leur laisser le temps pour le règlement et la liquidation de leurs affaires. Dès le lendemain du suffrage, les Allemands n'ont pas hésité à faire jouer contre eux tous les rouages judiciaires avec des procédures aussi << illicites que barbares >>⁶⁹¹. De plus, la Cour Suprême de Justice Plébiscitaire, qui devrait fonctionner depuis le 1^{er} mars, n'est pas en état de leur assurer protection et aide faute de code de procédure. Sans aucun secours, ces nationaux français sont livrés aux exactions nazies, ce qui émeut particulièrement Frédéric Certonciny. Quant au tribunal plébiscitaire, peut-être corrompu ou manipulé par les autorités allemandes, il ne rend que des jugements inapplicables ou inefficaces.

Pourtant, des accords avaient été conclus en décembre 1934 et février 1935 entre la France et le Reich, dans le but de garantir la situation de ces ressortissants. L'Allemagne ne les respecte pas, la SDN se doit de les faire appliquer. *Le Messin* suggère plusieurs dispositions qui iraient dans ce sens. Par exemple, la constitution, sous la protection de la SDN, d'un organisme de défense auprès du tribunal plébiscitaire, qui seul serait en mesure de demander efficacement réparations pour les victimes politiques d'un nationalisme agité et des sanctions envers les autorités allemandes jugées incompétentes et injustes. Enfin, il faudrait aux porteurs de contrats et de droits chirographaires, des avocats commis d'office, de manière à ce que leur soit accordée pleine et entière garantie pour la cause de leur défense et leur sécurité.

On remarque une tonalité différente au *Lorrain*. Le quotidien du clergé fait remarquer que le rapatriement des ressortissants français résidant précédemment en Sarre, a occasionné une dépense de 500 000 francs⁶⁹². Il serait intéressant de demander à l'auteur de savoir comment

⁶⁹¹ *Le Messin*, 3 avril 1935, "Les Français ayant habité en Sarre sont insuffisamment défendus", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁶⁹² *Le Lorrain*, 6 juin 1935, "L'assistance des réfugiés sarrois a déjà coûté au budget de la France huit millions et demi !", Fit, 1^{re} et 2^e page.

se répartit cette somme entre les Français de vieille souche et les nouveaux venus dans la nationalité française. Mais cet article soulève un autre problème, toujours d'ordre financier. Il s'agit de la charge que constitue pour le budget national français le projet appelé "Frais de contrôle et d'assistance des réfugiés sarrois". Ce sont des frais engagés pour l'entretien, en France, de tous les réfugiés sarrois connus avant le vote. *Le Lorrain* pensait que, face aux nombreuses dépenses (1 550 000 francs) que cette gestion engendrait pour l'État et les communes d'accueil, les Pouvoirs publics s'efforcerait soit de les évacuer, soit d'obtenir un concours financier de la SDN. Il n'en a rien été. Bien au contraire, un nouveau crédit de 7 millions de francs a été demandé au mois de mai pour les aider. Cela fait de grosses dépenses pour une population dont le nombre exact n'est pas connu. C'est d'autant plus regrettable, pense le journaliste, que bon nombre de Sarrois exilés sont retournés en Sarre après avoir passé gratuitement l'hiver dans le Sud de la France, tandis que d'autres restent en France uniquement pour continuer leur lutte politique communiste. << **Nous ne sommes pas assez riches en France où nous avons malheureusement trop de chômeurs, pour entretenir par dessus le marché des étrangers qui de "réfugiés politiques" n'ont que le nom >>.**

Alors que Frédéric Certonciny s'apitoie sur les Français maltraités en Sarre et qui se réfugient en France, *Le Lorrain* s'inquiète et surtout dénonce les "abus" commis par les nouveaux immigrants sarrois pour qui la France effectue de gros efforts organisationnels et financiers. Tous les Sarrois ne sont donc pas désirés en France. Certes, nombreux sont les francophiles, mais certains ne sont en France que pour pouvoir propager une propagande marxiste devenue impossible en Allemagne ou tout simplement pour profiter des facilités financières et d'accueil que leur procurent les autorités françaises.

Tout au long de ces années 1933-1935, la perception par les journaux messins du problème du référendum en Sarre a évolué. Dans un premier temps, il leur semblait concevable de voir une victoire du statu quo, pourquoi pas du rattachement à la France et ce pour des raisons économiques, commerciales, financières et politiques. À partir de l'année

1934, et constatant une absence cruciale de politique française claire et affirmée en Sarre, cet optimisme s'est amoindri jusqu'à faire se diviser l'opinion de Charles Ritz et Frédéric Certonciny sur la manière d'appréhender le résultat du vote et de l'utiliser au mieux des intérêts de la France. Enfin, à partir de janvier 1935 et du résultat, c'est la résignation, l'amertume, le dégoût qui vont s'exprimer. La France avait une carte à jouer en Sarre, par manque d'esprit d'initiative, de stabilité gouvernementale, de conviction, rien de concret, de sérieux, de définitif ne fut réalisé. Les quotidiens ont été très déçus dans ce domaine, c'est même l'objet principal de leurs regrets. Enfin, les conséquences humaines du retour de la Sarre au Reich suite aux 91% de voix qui le réclamaient, sont mises en avant par les journalistes, et là aussi des différences d'analyses sont à noter.

Un seul élément positif est à retirer de cette "affaire", c'est qu'il n'y a, semble-t-il, plus de litiges territoriaux entre la France et l'Allemagne, c'est Adolf Hitler qui l'a annoncé. Mais, comme le sous-entend *Les Voix Lorraines*, la paix européenne est-elle vraiment acquise ? Rien n'est moins sûr étant donné les nouvelles revendications qui se font jour au travers de la propagande allemande.

La presse mosellane et les troupes allemandes en Rhénanie.

I. L'Allemagne hitlérienne remilitarise la Rhénanie. Mars 1936.

<< On parle beaucoup, depuis quelque temps, "d'humaniser" toutes sortes de choses : la guerre, les décrets-lois. Et jamais, cependant, les pays du monde entier ne se sont autant couverts de béton armé, de baïonnettes, de canons, de barbelés et autres produits perfectionnés de notre puissante civilisation. Des bruits de bottes, il en retentit partout. L'humanité en uniforme défile et pousse des cris, apparemment pour honorer des chefs, en réalité pour célébrer le dieu de la guerre >>.

Bernard Pioche (20 mars 1936).

La voix des anciens combattants et victimes de guerre de la Moselle.

Le mois de mars 1936 marque un tournant dans la politique extérieure allemande. Dans les conditions que nous aurons l'occasion de voir, les démocraties, face à la première agression armée allemande, vont perdre une grande part de leur prestige difficilement conservé depuis 1918. Adolf Hitler à cette date peut croire que désormais tout lui réussira. Certains historiens voient dans la remilitarisation de la

Rhénanie les prémisses, voire le début, de la Deuxième Guerre mondiale. La guerre jadis mise hors la loi par le Pacte Briand - Kellogg, rôde autour de la vieille Europe tandis que l'Italie "civilisée" progresse à coups de canons et que l'Éthiopie "barbare", moins bien outillée, recule⁶⁹³. Adolf Hitler, le 7 mars 1936, fait occuper par ses forces armées la rive gauche du Rhin. Le Traité de Versailles faisait de la Rhénanie une zone démilitarisée, Adolf Hitler en a fait une zone d'expérimentation des réactions françaises. Par la même occasion, il dénonce les accords de Locarno du 16 octobre 1925.

1. Frédéric Certonciny et la menace d'occupation de la zone démilitarisée.

Le directeur politique du *Messin* considère que si l'Allemagne remilitarise la Rhénanie, cela représente à la fois une provocation contre l'Angleterre (si conciliante pour les accords navals de juin 1935), et la violation d'au moins deux Traités : celui de Versailles et le Pacte Occidental, qui est un des protocoles de Locarno⁶⁹⁴. Il envisage sérieusement une collaboration entre la France, l'Angleterre et l'Italie pour faire face à cette menace allemande. L'union franco-britannique lui semble une évidence. Quant à Benito Mussolini, malgré la << folie sanctionniste >>, conséquence de la guerre en Abyssinie, il lui apparaît possible de le voir s'associer à la France en cas de danger allemand. Laisser faire Adolf Hitler en Rhénanie, c'est risquer l'Anschluss, donc voir arriver les forces allemandes sur le Brenner et la reprise possible du Sud-Tyrol à l'Italie. Il est donc souhaitable de réunir le plus rapidement possible ces trois puissances afin de parer, dans le futur, à une agression germanique.

Dans la réalité des choses, que ne semble pas percevoir Frédéric Certonciny, la France et l'Angleterre n'apprécient pas le danger

⁶⁹³ *La voix des anciens combattants et victimes de guerre de la Moselle*, 20 mars 1936, Bernard Pioche, Éditorial, 1^{ère} page.

⁶⁹⁴ *Le Messin*, 11 février 1936, "La frontière est sur le Rhin", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} et 3^e page, 1 colonne ½.

allemand de la même manière. La France est ressentie en Angleterre comme une puissance militariste en face d'une Allemagne qui réclame simplement la correction des erreurs territoriales du Traité de Versailles. L'Italie étant isolée politiquement, subissant les sanctions économiques de la SDN, empêtrée dans le conflit abyssin, il est irraisonnable d'espérer son appui contre l'Allemagne hitlérienne grandissante.

2. La remilitarisation de la Rhénanie, un danger pour la France ?

Pour la presse messine de langue française, l'Allemagne << achève >> le 7 mars 1936 sa politique de force. Locarno remis en cause, c'est toute la sécurité à l'Est de la France et de la Belgique qui est menacée⁶⁹⁵. C'est de la paix européenne dont il s'agit. Face à la remilitarisation, l'Angleterre, pour l'abbé Ritz du *Lorrain*, réagira par la négociation afin de régler pacifiquement la question. Ce qui sous-entend que la France serait seule à intervenir militairement face à l'Allemagne. Seule face à une Allemagne hitlérienne, fanatisée et agressive. L'Italie, de son côté, s'en tiendra à un règlement franco-allemand sans intervenir davantage. << Que fera la France contre trois ? >>, se demande l'éditorialiste messin⁶⁹⁶. La France acceptera le fait accompli en échange du maintien de la paix. Peut-être y aura-t-il maintien de la paix dans un premier temps, mais une partie des Mosellans ne peut s'empêcher de penser que cette action s'est faite au détriment de la France qui voit s'effriter une bonne part de sa sécurité par l'occupation allemande du Rhin après celle de la Sarre.

⁶⁹⁵ *Le Lorrain*, 7 mars 1936, "Est-ce un ultimatum ?", "M. Hitler dénoncera aujourd'hui le Traité de Locarno devant les ambassadeurs et au Reichstag", Charles Ritz, Éditorial, toute la première page.

⁶⁹⁶ *Le Lorrain*, 7 mars 1936, "Est-ce un ultimatum ?", "M. Hitler dénoncera aujourd'hui le Traité de Locarno devant les ambassadeurs et au Reichstag", Charles Ritz, Éditorial, toute la première page.

3. La remilitarisation du Rhin ne serait-elle pas la conséquence de la politique du Front Populaire en France ?

<< Face à la peste russe que la France a fait entrer en Occident par le Pacte franco-russe (2 mai 1935), l'Allemagne doit se défendre >>⁶⁹⁷.

Voilà le raisonnement exposé en Allemagne pour expliquer les événements. Le Reich est dispensé de rester fidèle à Locarno que la France a détruit d'elle-même, Paris devenant la main de Moscou. **<< Qu'avaient besoin les députés du Front Populaire d'acoquiner la France à la Russie par un Pacte dont la menace hitlérienne est la conséquence légitime et forcée ? >>**, s'exclame Charles Ritz. Le prétexte, utilisé par la propagande nazie, de la ratification le 27 février 1936 par la Chambre française du Pacte d'assistance franco-soviétique (soi-disant incompatible avec le Pacte de Locarno), est repris par la presse messine de langue française. Il est vrai que *Le Lorrain* et *Le Messin* ont de tout temps, au moins depuis 1918, été hostiles aux partis de gauche, aux extrémistes de gauche, donc en 1936, au Front Populaire.

L'occasion est propice pour effectuer une opération de politique intérieure, en utilisant l'argumentation allemande dans une campagne anti-Front Populaire (l'Italie soutiendra l'Allemagne contre le bolchevisme, tout comme l'Allemagne a soutenu l'Italie en Éthiopie)⁶⁹⁸. Frédéric Certonciny rend ainsi responsable le Front Populaire qui a incité à la ratification du Pacte franco-soviétique. En conséquence, réclame-t-il, Albert Sarraut, Président du Conseil doit démissionner, le Pacte ne doit pas être ratifié par le Sénat (ce qui sera cependant fait le 12 mars 1936 par 231 voix contre 52) et un rapprochement avec l'Italie devrait s'effectuer au plus vite⁶⁹⁹. Un peu plus tard, le directeur du *Messin* estime que c'est la

⁶⁹⁷ *Le Lorrain*, 8 mars 1936, "Raisonnement hitlérien", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁶⁹⁸ *Le Lorrain*, 8 mars 1936, "Raisonnement hitlérien", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁶⁹⁹ *Le Messin*, 9 mars 1936, "M. Albert Sarraut cherche à créer à son profit un élan d'union nationale", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

victoire du Cartel des gauches en 1924, qui a provoqué en France la fin d'une stabilité générale à peine échafaudée⁷⁰⁰. « **Une suite d'erreurs d'un régime électoral périmé a jeté le désarroi dans toutes les forces vitales représentatives de la France** ». Il dénonce en fait le parlementarisme et ses « **bavardages inutiles** », l'instabilité ministérielle qui a fait perdre à la France la confiance de l'Angleterre, de la Pologne et de la Belgique.

Quant aux sanctions de la SDN, elles ont éloigné l'Italie. Les accords de Stresa (avril 1935) sont rompus et l'Italie n'interviendra plus pour sauver l'Autriche de l'annexion comme en 1934. On a laissé croire que le Pacte franco-russe était dirigé contre l'Allemagne, le parlement ratifie ce Pacte. Pour Adolf Hitler, l'occasion « **était vraiment trop belle** »⁷⁰¹. « **S'il en résultait une guerre où l'hégémonie de l'Allemagne sur l'Europe serait permise, les auteurs responsables n'en seraient-ils pas les sanctionnistes exacerbés et les parlementaires qui ont voté la ratification du Pacte franco-soviétique ?** » s'interroge Frédéric Certonciny ? Ces deux actes ont eu des conséquences importantes pour la politique européenne.

L'éloignement de l'Italie des démocraties, l'effondrement du Front de Stresa constitué au lendemain de la décision hitlérienne de rétablir le service militaire obligatoire en Allemagne, la menace bolchevique grandissante en Europe, ont permis à l'Allemagne ce premier coup de force militaire. L'opération était osée mais elle a réussi. « **Le Pacte des soviets aura-t-il pour conséquence l'asservissement de l'Europe à Hitler ?** », telle est la crainte du Messin⁷⁰². De plus, la ratification du Pacte franco-soviétique condamne la France, pour éviter une nouvelle guerre et l'asservissement à l'Allemagne, à s'armer jusqu'aux dents et à rivaliser de militarisme et de nationalisme avec les Allemands eux-mêmes. Piètre perspective pour un pays se vantant de vouloir défendre la paix !

⁷⁰⁰ *Le Messin*, 11 mars 1936, "Une lueur d'espoir parmi les ténèbres", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁷⁰¹ *Le Messin*, 17 mars 1936, "Voici où nous mène les sanctions et le pacte franco-soviétique", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁷⁰² *Le Messin*, 17 mars 1936, "Voici où nous mène les sanctions et le pacte franco-soviétique", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

4. L'analyse politique du Lorrain.

Charles Ritz est sévère. Il estime que le Chancelier Hitler n'aurait jamais réussi si la France avait su regarder bien en face les réalités allemandes. Il aurait agi comme ses prédécesseurs, << en continuant de finasser >> s'il n'avait pas vu que les Français étaient fatallement destinés, << de par leur politique cartelliste et du front commun des partis de gauche >>, à accepter toutes les humiliations de la part du III Reich⁷⁰³. Dûment renseigné, Adolf Hitler a agi. Il a fait son geste, à moitié guerrier, tout en déclarant la paix à l'Europe.

Une valeur nouvelle a pris place subitement dans les relations internationales : la force brutale.

Après avoir vérifié ses amitiés, ses Pactes et alliances, la France en a conclu que son meilleur << papier >> était le ciment armé de la ligne Maginot avec la bonne armée française pour la défendre. << Adolf Hitler a rendu un fier service à la France >> en lui faisant prendre conscience que ses alliances ne sont peut-être pas si sûres (Pologne, Petite-Entente, URSS), que les Traités ne peuvent être que des chiffons de papier (Traités de Versailles, Locarno, Stresa), et qu'il ne faut compter que sur soi-même pour se défendre le jour venu.

5. Faut-il engager des sanctions contre l'Allemagne ?

Face à cette nouvelle situation, créée par le Reich, la question des sanctions se pose. C'est une décision difficile à prendre, d'autant plus que l'exemple récent des sanctions touchant l'Italie en représailles de son agression de l'Éthiopie, n'a pas convaincu. Les Anglais étaient dans cette affaire les plus fervents défenseurs de l'utilisation des sanctions économiques et financières. Frédéric Certonciny s'intéresse à leur opinion concernant l'Allemagne qui, à son tour, devient conquérante.

⁷⁰³ *Le Lorrain*, 26 mars 1936, "Le bilan provisoire", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

En fait, le peuple anglais ne retient du geste d'Adolf Hitler, que ses offres de paix. L'attitude n'est absolument pas la même qu'envers l'Italie. Le Premier anglais, Stanley Baldwin reconnaît qu'en faisant pénétrer la Reichswehr en Rhénanie, c'est par la force de ses armées qu'Adolf Hitler a déchiré le Traité de Locarno, et que si la France ne réagit pas rapidement, quoi que puisse faire l'Europe par la suite, elle sera immobilisée pour toujours.

Et il est vrai que l'Europe s'engage dans une grande période d'immobilisme face à l'Allemagne et à l'Italie. L'opinion est complètement apathique, précise Frédéric Certonciny. Pourquoi ne pas appliquer des sanctions ? Selon lui, l'exemple italien a montré les limites de ce genre de mesures, mais il ne précise pas qu'il aurait fallu appliquer les sanctions dans leur intégralité et efficacement. D'autre part, Adolf Hitler a avancé des offres de paix qu'il faut accepter au travers de négociations à la SDN (l'Allemagne est d'ailleurs susceptible d'y entrer à nouveau, ce qui complaît aux dirigeants anglais). Mais, précise *Le Messin*, l'Angleterre tout comme les États-Unis sont défiés. Ils sont les vainqueurs de la guerre mondiale, ont souhaité cette zone de démilitarisation, ils sont aux côtés de la France dans la lutte contre l'Allemagne et Adolf Hitler en entreprenant la remilitarisation s'adressait tout autant à l'Angleterre ou aux États-Unis qu'à la France⁷⁰⁴. Accepter la proposition de paix allemande, comme le suggère l'opinion publique anglaise, serait détruire la ligne de fortifications pour un vague << chiffon de papier >> qu'Adolf Hitler déchirera comme les autres Traités quand bon lui semblera.

Frédéric Certonciny n'a plus aucune confiance dans la parole ou la signature du Chancelier du Reich. Ce dernier ne respecte aucun accord, ni traité, ni pacte. Il vient de le prouver une fois de plus par l'entrée de l'armée allemande en Rhénanie. << Le tour n'est pas beau pour nous, mais il est bien joué >>, avoue-t-il tout de même. En face de ce courage et de cette hardiesse allemande, se dresse une Europe faible et

⁷⁰⁴ *Le Messin*, 10 mars 1936, "L'opinion anglaise est peu favorable à la prise de sanctions", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

c'est << cette faiblesse et ce manque d'intelligence qui sont responsables de l'audace germanique >>⁷⁰⁵.

L'abbé Ritz quant à lui, se préoccupe moins de l'opinion anglaise mais s'interroge sur la portée et l'efficacité envers l'Allemagne de sanctions économiques et commerciales. Le Reich résistera-t-il en cas de sanctions de la SDN ? Telle est la principale question étudiée dans *Le Lorrain*.

L'Allemagne a fait de gros efforts pour cultiver sur son sol les denrées alimentaires qui sont nécessaires à la vie quotidienne de ses habitants. Quelques importations ont tout de même persisté : les fruits en provenance d'Italie (échangés contre du charbon), des matières grasses qui sont en partie stockées, du café du Brésil en désaccord avec la SDN. Concernant les matières premières, le Reich, depuis plusieurs années, en importe énormément. En 1935, écrit Charles Ritz, 60 % du total des achats allemands à l'étranger ont concerné les matières premières⁷⁰⁶ (bauxite, cuivre, textiles bruts, huiles minérales, pétrole, minerais, métaux). En cas de blocus économique décidé par la SDN, ces stocks permettront au III Reich de résister, surtout s'il n'y a pas de conflit armé. Mais qu'adviendrait-il des exportations allemandes en France, Angleterre, Suisse, Hollande, Italie, Pologne, Amérique ? Que feraient ces pays ?

Ce qui est sûr, ce n'est pas l'effondrement économique de l'Allemagne mais l'apparition d'un déséquilibre profond du marché allemand. La vie économique allemande constitue, à l'intérieur du Reich, une sorte de circuit fermé où les marchandises et l'argent roulent sans s'arrêter grâce à une organisation poussée aux extrêmes. Or, il en est de même pour le commerce allemand avec l'étranger. Il repose sur des échanges particuliers d'État à État. Cela se traduit par une balance commerciale propre avec chaque pays, acheteur et vendeur à la fois. Même si l'Allemagne trouve à acheter approvisionnements et matières premières, il faut qu'elle paye ses achats. Avec quoi ? Avec de l'or ? Elle n'en a guère.

⁷⁰⁵ *Le Messin*, 10 mars 1936, "L'opinion anglaise est peu favorable à la prise de sanctions", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁷⁰⁶ *Le Lorrain*, 14 mars 1936, "Le Reich résistera-t-il si la SDN prend des sanctions économiques contre l'Allemagne ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

Avec l'excédent de ses exportations sur ses importations ? Mais si les principaux pays rompent toutes relations avec elle, comment équilibrer ses échanges avec les autres pays ? Ce serait la débâcle du commerce extérieur allemand avec des conséquences fatales pour le mark. Manquant de marchandises et surtout de devises étrangères, le Reich verrait ses prix intérieurs subir des bouleversements tels que le sort du mark serait bien compromis.

Des sanctions du type de celles imposées à l'Italie ne donneraient, selon Charles Ritz, que peu de résultats. Partiellement inefficaces envers l'Italie, elles le seraient également envers l'Allemagne. C'est indirectement par le déséquilibre de la balance commerciale allemande que la pression pourrait être exercée.

Au *Messin*, on envisage différemment les effets d'un blocus économique. Le directeur du quotidien messin prédit, lui aussi, une inflation en Allemagne en cas d'application de sanctions. Hausse des prix, monnaie à valeur fictive, baisse du pouvoir de consommation des masses populaires, telles seraient les réactions de l'économie du Reich.

Mais, l'Allemagne a besoin de matières premières pour le réarmement. En cas de sanctions sévères votées par la SDN, les soviets, qui sont les grands fournisseurs d'Adolf Hitler pour le manganèse et le pétrole, n'hésiteraient pas à lâcher leur client. L'Allemagne serait étouffée dans ces domaines⁷⁰⁷. Que ferait Adolf Hitler pour s'en sortir ? La guerre peut-être ? Ce serait dans ce cas la réaction inverse à celle recherchée. Pour sanctionner la prise de la rive gauche du Rhin et empêcher une récidive, on risquerait de provoquer un conflit plus vaste et plus dangereux, c'est ce que sous-entend Frédéric Certonciny dans sa réflexion.

Quoi qu'il en soit la SDN, après consultations, réunions, conciliabules et assemblées générales, ne décidera aucune sanction d'ordre économique, financier ou commercial. Ce qui fera écrire au *Messin* à la "Une" du 22 avril 1936 : << pour désarmer les belliqueux, les pacifiques doivent s'armer. La SDN en fait la cruelle expérience >>.

⁷⁰⁷ *Le Messin*, 14 mars 1936, "Tant qu'on parle, on ne se bat pas", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

6. Y a-t-il un risque de guerre au lendemain du 7 mars 1936 ?

L'opinion de Charles Ritz à ce sujet est paradoxale. Il ne croit pas en la paix franco-allemande proposée par le "Führer". Adolf Hitler a préparé le peuple allemand à la guerre, ce dernier est prêt à tout supporter, tout encourir, tout souffrir, à mourir même pour la cause de l'Allemagne humiliée et bafouée par la France⁷⁰⁸. L'Allemagne est prête à la guerre, son Chancelier-Président veut la faire, il faut qu'il la fasse sans tarder, car << comme Attila >>, il a dit à son peuple qu'il lui fallait un accroissement de territoire pour vivre ; parce que le système de faire travailler uniquement pour la guerre est arrivé à ses limites financières, économiques et de privations.

Tandis que Frédéric Certonciny imagine une guerre conséquence des sanctions économiques, Charles Ritz voit l'Allemagne prête au conflit armé, préparée techniquement, matériellement et moralement, - ce qui, dans la réalité des faits, n'était pas encore le cas - il affirme la volonté d'Adolf Hitler de provoquer un conflit avec la France. Cette guerre est souhaitée et préparée mais, pense-t-il, elle n'aura pas lieu, pas cette fois-ci, plusieurs raisons à cela.

D'une part, c'est le 7 mars au soir qu'il fallait intervenir, désormais les forces allemandes sont bien en place. Ensuite, les puissances du Pacte de Locarno ne peuvent aider la France. L'Italie, sanctionnée, est en guerre ; l'Angleterre ne compte que sur la SDN pour régler les conflits et manque cruellement de forces terrestres. L'armée française, la seule à être prête, se retrouve devant 67 millions d'Allemands dont un sur trois est engagé pour la défense de l'Allemagne. Enfin, et c'est une raison de politique intérieure, Charles Ritz rend responsable de la situation le Cartel et le Front Populaire qui ont imposé, depuis plus de dix ans, une politique de paix à tout prix, de concessions << à perpétuité >>, une politique de paix, même au prix des << pires humiliations nationales >>. Le Cartel et les partis de gauche, c'est

⁷⁰⁸ *Le Lorrain*, 9 mars 1936, "M. Hitler veut la guerre, mais nous ne l'aurons pas", Charles Ritz, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne.

<< la guerre sainte pour la Russie >>⁷⁰⁹. Conséquence de cette politique, la désorganisation et l'avachissement de l'esprit public, de la famille, de la dignité, de l'honneur français. << Donc, nous ne pouvons avoir la guerre. Nous ne l'aurons pas ! >>. On reconnaît ici la flamme patriotique du *Lorrain*, journal français de la résistance à la colonisation allemande. En outre, les élections législatives de mai 1936 approchent, l'occasion est trop belle pour dénoncer la gauche, toute la gauche antinationale et proche des soviets, qui vaut à la France les foudres d'une Allemagne anti-bolchevique.

7. Les conséquences politiques et militaires de la remilitarisation rhénane.

Sur le plan militaire, l'avenir est facile à déterminer. L'Allemagne va fortifier ses frontières avec la France ; tranquille de ce côté, elle récupérera les Allemands de Tchécoslovaquie et d'Autriche puis le blé d'Ukraine⁷¹⁰. La France sera désormais impuissante à secourir la Pologne et la Tchécoslovaquie. La Rhénanie va former une redoute contre laquelle viendraient s'arrêter les armées françaises. La remilitarisation de la Rhénanie équivaut à la disparition de la garantie qu'offrait le Traité d'alliance de 1921 avec la Pologne⁷¹¹.

Outre cet aspect militaire, les résultats politiques au niveau européen sont d'importance. Les victoires italiennes ont profondément impressionné les milieux dirigeants de Berlin. L'Allemagne, annonce Frédéric Certonciny, lorgne sérieusement du côté de l'Italie. Une alliance militaire et politique n'est pas à exclure. Le plus grand risque est en fait de voir se former un bloc germano-italo-polono-hongrois⁷¹². Ces pays ont des régimes différents mais tout de même d'extrême droite, une peur commune du bolchevisme et, pour l'Allemagne et l'Italie, un égal isolement

⁷⁰⁹ *Le Lorrain*, 9 mars 1936, "M. Hitler veut la guerre, mais nous ne l'aurons pas", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁷¹⁰ *Le Lorrain*, 8 mars 1936, "Le Traité de Versailles a vécu", 1^{re} page.

⁷¹¹ *Le Messin*, 20 avril 1936, "La valeur du Traité germano-polonais diminue considérablement", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁷¹² *Le Messin*, 8 mars 1936, "Il ne faut pas nous alarmer encore", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

diplomatique. Un rapprochement militaire, diplomatique et économique semble prévisible et réalisable dans les prochains mois. De son côté, la France ne peut compter que sur l'Angleterre et éventuellement l'URSS. Mais l'Angleterre n'a pas d'infanterie, ce qui est une lacune grave, et l'URSS, à laquelle Frédéric Certonciny ne fait pas confiance, qui risque en permanence un conflit avec le Japon, serait-elle capable de secourir la France⁷¹³?

La deuxième conclusion à tirer sur le plan politique est que l'Allemagne renie sans problème la signature d'un Traité. En vertu de ce principe, il n'y a pas de raison plausible pour que, dans un avenir plus ou moins proche, l'armée allemande ne vienne pas occuper "pacifiquement" l'Alsace et la Lorraine, pour effacer également une clause humiliante du Traité de Versailles⁷¹⁴. Le non-respect du Traité de Versailles et la dénonciation du Pacte de Locarno, alors que la Pologne et le Reich sont également liés par un Pacte de ce genre, ne sont pas très rassurants quant à la valeur attribuée aux Traités par le Reich⁷¹⁵. Enfin, des conséquences en politique intérieure sont perceptibles. La ligne Maginot a été occupée par la troupe, la sécurité est assurée, le 7 mars a permis à la France de déployer ses forces et de montrer sa capacité de réaction⁷¹⁶.

L'Allemagne vient de prouver qu'elle ne pense pas qu'à la paix, Adolf Hitler ne s'arrêtera pas là, il tentera une autre action et la menace de guerre réapparaîtra. Avec des raisons, des excuses, prétextes, mensonges, il préparera la justification d'une autre action agressive. Grâce à sa propagande, il crée un état d'esprit, une mentalité, un climat avant de passer à l'action. Cet état d'esprit, et Charles Ritz ne s'y trompe pas, commence par le refus de la culpabilité de l'Allemagne impériale dans la déclaration de guerre. Il se poursuit en faisant croire aux désirs d'agression

⁷¹³ *Le Messin*, 8 mars 1936, "Il ne faut pas nous alarmer encore", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁷¹⁴ *Le Messin*, 8 mars 1936, "Les frais de la politique du Front Populaire", signé G, 1^{ère} page.

⁷¹⁵ *Le Messin*, 2 avril 1936, "Un plébiscite partiel sur la question franco-allemande", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁷¹⁶ *Le Lorrain*, 11 mars 1936, "Merci à M. Hitler", "Est-ce que nos gouvernements vont enfin comprendre ?" Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

du peuple français, la rumeur disant que la France voulait annexer la Sarre (*Le Lorrain* n'est pas exempt de tout reproche à ce sujet). À présent, c'est le Pacte franco-russe qui permet d'imaginer qu'avec la Russie des soviets, la France pénétrera en Allemagne. Plus tard, on dira que la ligne Maginot est également propre à l'offensive⁷¹⁷. Adolf Hitler incite son peuple à la guerre en décrivant les Français belliqueux et en insistant sur le fait que l'Allemagne ne peut vivre dans ses limites. André Maginot, qui connaissait bien les Allemands, a créé cette muraille d'acier qui est une sauvegarde pour la France et la Moselle. << Merci à M. Hitler de nous avoir fait comprendre mieux que tous autres la nécessité de poser, comme les Romains, des dieux termes aux frontières de la Germanie. Mais de grâce, que nos dirigeants s'en souviennent pour l'avenir. Un bon mur fraterno entre les Allemands et nous et, s'il faut parler, parlons par dessus le mur >>.

C'est avec une grande attention que la presse mosellane observe les événements du 7 mars 1936. Désormais, le peu de confiance encore accordée au III Reich s'est effondrée, l'Allemagne n'hésite pas à employer la force pour atteindre ses objectifs en politique extérieure.

Avec un à-propos voulu, Adolf Hitler a choisi le jour anniversaire de la mort d'Aristide Briand, l'artisan de Locarno, pour agir, note Bernard Pioche⁷¹⁸. << Le discours d'Adolf Hitler sur l'acte du 7 mars semble avoir été écrit avec la pointe de ce poignard nazi qui porte sur sa lame les mots : honneur et sang. Que peut tracer de durable le stylo de Genève, cet instrument décadent des juristes latins ? >>. Pour le journal des anciens combattants, l'organe de la sécurité collective, la SDN, a, en votant et en appliquant les sanctions économiques à l'encontre de l'Italie, et ceci sans efficacité, prouvé son incapacité à gérer les conflits entre belligérants sans scrupules. L'Allemagne, tirant profit de cet exemple a remilitarisé la Rhénanie, violé le Traité de Versailles et le Pacte de Locarno, les bases même de la paix en Europe depuis 1919. Dorénavant,

⁷¹⁷ *Le Lorrain*, 11 mars 1936, "Merci à M. Hitler", "Est-ce que nos gouvernants vont enfin comprendre ? " Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁷¹⁸ *La voix des anciens combattants et victimes de guerre de la Moselle*, 20 mars 1936, Bernard Pioche, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

en cas de litige, c'est la force qui prévaudra et non la négociation. Avec amertume, Bernard Pioche constate la lenteur avec laquelle le Conseil de la SDN, à l'unanimité, a reconnu l'Allemagne coupable de violation de Traités. Contrairement à Charles Ritz et Frédéric Certonciny, il se félicite de la réponse de la France, calme et ferme face à la provocation. L'unanimité du peuple français à dénoncer cette agression l'a également satisfait.

Il envisage cependant l'avenir avec crainte. Il est vrai qu'il y a encore des Nations civilisées qui ne veulent pas de la guerre, et la France est de celles-là. Adolf Hitler le sait bien et il exerce alors un véritable chantage à la paix. Il sait aussi que les dictatures ne peuvent durer et sauver l'honneur, qu'avec du sang, le sang des autres⁷¹⁹. Ensuite, le peuple allemand a faim et << l'estomac germain, pas plus que d'autres, ne se nourrit de chants patriotiques, de parades et de discours >>. Il faut donc une diversion au "Führer", il l'a trouvée.

Il lui faut surtout retrouver de l'argent à l'étranger pour financer le réarmement intensif, territorial, naval et aérien du III Reich. Heureusement, disent les anciens combattants, en accord en cela avec Charles Ritz, il y a la ligne Maginot solidement occupée par la troupe, << la porte est barricadée >>. Ils espèrent un rapprochement des Français, la fin des luttes électorales, des divisions. Si les Français développent davantage chaque jour la haine d'autres Français, comment pourront-ils espérer prêcher la fraternité aux autres peuples et défendre sans hypocrisie la cause de la paix ? Lucide, pacifique et patriote, Bernard Pioche conclut ainsi : << Laissons aux Tartufes le soin d'humaniser la guerre et employons tout ce qui nous reste de bonne volonté à humaniser la paix >>. Sages paroles.

Inquiets, les Mosellans le sont en ce début 1936. L'Allemagne réarme intensément, la propagande endoctrine les masses, la SDN devient impuissante, la France a perdu l'alliance italienne, voire polonaise pour se rapprocher d'une URSS incertaine. Les deux grandes dictatures européennes n'hésitent plus à employer la force pour réaliser

⁷¹⁹ *La voix des anciens combattants et victimes de guerre de la Moselle*, 20 mars 1936, Bernard Pioche, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne.

leurs ambitions. La conquête de l'Éthiopie est la première conquête territoriale fasciste, il y en aura d'autres, la remilitarisation de la Rhénanie est la première entaille territoriale au Traité de Versailles, et il y en aura d'autres.

Cette remilitarisation illustre à merveille le changement de cap de la tactique hitlérienne et l'incapacité des autres puissances à réagir en temps utile. Ce double aspect a bien été perçu par la presse messine. Après un discours altier du Président du Conseil français, Albert Sarraut, qui lit un texte rédigé par certains hauts fonctionnaires du quai d'Orsay décidés à réagir, et repris dans les journaux messins : << nous ne laisserons pas Strasbourg sous le feu des canons allemands >>, malgré cette fermeté apparente, le gouvernement français inspiré par un état-major incapable de moduler une réponse adéquate, accepte de laisser faire l'Allemagne pourvu qu'une nouvelle discussion internationale garantisse la paix et la sécurité en Europe. On espère un nouveau Locarno.

Cette faiblesse française a marqué le commencement de la fin et, à tout le moins, un tournant décisif dans les relations internationales. De fait, le coup de poker d'Adolf Hitler changeait la face des choses en Europe. En faisant pour la première fois éclater l'impuissance française au grand jour, Adolf Hitler contribuait à disloquer le système français des alliances de revers. Les alliés de la Petite-Entente et les États danubiens en général ne croient plus vraiment en la puissance de la France. Cet aspect-là aussi, les journaux messins, à leur manière, l'ont décrit et analysé. Pourquoi cette inaction française ? Henri Michel écrit, à propos de l'occasion rhénane : << Telle est la raison de l'inaction française en mars 1936 ; les Français ne veulent pas se battre ; le poids du sang français répandu en 1914-1918 les paralyse >>⁷²⁰. Ce que l'on a appelé "l'esprit de Munich" en 1938, existait déjà en 1936. Une citation du *Messin* est à noter : << Le Reich a dénoncé Locarno. Les troupes allemandes sont depuis hier à notre frontière. Adolf Hitler continue à nous tendre la main ! >>. Belle ironie.

⁷²⁰ MICHEL, H., *La France et l'Allemagne, 1932-1936.*

Comme l'ont indiqué à plusieurs reprises les journalistes messins, la France a perdu son alliée italienne et Rome pourrait bien se rapprocher politiquement du Reich. Comment la presse messine a-t-elle perçu l'évolution des rapports germano-italiens de 1934 à 1939 ? Le chapitre suivant apporte la réponse à cette question cruciale.

L'évolution des rapports germano-italiens (1934-1939).

Après les premières approches de l'année 1934, les Mosellans vont assister au développement puis au renforcement de l'amitié germano-italienne. Consécutivement à cette évolution, l'inquiétude de la population, déjà marquée par le réarmement et la remilitarisation du Reich, va s'accroître pour finir par renforcer le sentiment de menace guerrière que l'Allemagne du Chancelier Hitler a fait naître. C'est principalement ce phénomène que nous allons observer.

En effet, Benito Mussolini, rejeté vers l'Allemagne par ses déboires internationaux consécutifs à la guerre d'Éthiopie, ouvre aux dirigeants du Reich la perspective d'une prise à revers des Franco-Anglais en Méditerranée, en Espagne et en Afrique Septentrionale. Le rapprochement se concrétisera par la création de l'Axe Rome-Berlin, par différents voyages des deux chefs d'États et enfin par la signature du Pacte d'acier à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. La paix en Europe s'affaiblit au fur et à mesure que les dictatures se renforcent, que leur amitié grandit et que l'Italie tombe sous l'influence allemande.

I. Les relations entre l'Allemagne et l'Italie en 1934.

Dès 1934, la presse messine porte son attention sur les relations entre l'Allemagne, qui apparaît de plus en plus comme une

menace, et l'Italie qui, bien qu'ayant comme l'Allemagne un régime totalitaire, est considérée par les journalistes comme étant digne de confiance.

La nature particulière de ces deux régimes les rapproche et, en France, personne ne s'engagerait à nier un risque d'alliance entre l'Allemagne d'Adolf Hitler et l'Italie de Benito Mussolini. Ces deux hommes n'ont-ils pas des points communs ? Leur haine du bolchevisme ne les rapprocherait-elle pas ? N'auraient-ils pas des affinités politiques ? Début 1934, *Le Lorrain* tente de répondre à ces questions.

D'après certaines sources, l'Italie serait décidée à s'allier avec l'Allemagne afin, par la force, de mettre la France hors de course et de l'éliminer. Cela ne paraît pas probable au *Lorrain*, non parce que les Italiens sont bien disposés à l'égard de la France, ce n'est pas le cas, mais parce que l'opération serait trop dangereuse⁷²¹. De plus, même si l'issue de la guerre était heureuse, elle aurait pour résultat de donner la maîtrise de l'Europe non à l'Italie mais à l'Allemagne. Il faudrait que l'Italie se résigne à jouer le rôle bien connu mais ingrat de << brillant second >>, avec sur le Brenner la pesée constante d'un voisin trop entreprenant. Les débats autour de la question du Tyrol du Sud (revenu à l'Italie en 1919), ne tarderaient pas à s'envenimer. Il serait donc absolument contraire à l'intérêt italien que la France fût éliminée, tout équilibre en Europe disparaîtrait en même temps.

Alors, comment expliquer l'appui constant de l'Italie à l'Allemagne depuis l'avènement d'Adolf Hitler, comment expliquer le fait que Benito Mussolini travaille manifestement à renforcer l'Allemagne en la libérant des Traités et à affaiblir les États partisans du maintien de ces derniers ?

La réponse est simple. L'Italie veut pouvoir être le facteur décisif, le poids qui ferait pencher la balance vers l'Allemagne ou vers la France. Mais en 1934, elle ne pourrait faire pencher la balance que d'un côté. En se joignant à la France, elle priverait l'Allemagne de tout espoir ;

⁷²¹ *Le Lorrain*, 22 janvier 1934, "Buts et moyens de la politique mussolinienne", Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

en se joignant à l'Allemagne, elle ne ferait que contrebalancer l'ensemble formé par la France, la Belgique (forcément entraînée dans une guerre franco-allemande), la Pologne et la Petite-Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie). Ce bloc est puissant en Europe. Or, indique *Le Lorrain*, les Français, les Mosellans, vivent sur les idées acquises en 1914. Ils ont encore en mémoire l'Europe de 1914, l'Allemagne de 1914, le "Mittel-Europa". Ils croient avoir devant eux une Allemagne puissante, dans la situation stratégique d'avant-guerre, moins la seule Alsace-Lorraine. Ils s'imaginent seuls devant une coalition germano-italienne, ils se figurent être en face de l'ancienne Triplice. La réalité est bien différente⁷²².

En 1914, l'Allemagne n'avait que deux frontières exposées, Est et Ouest. À l'Est la masse énorme mais lente à se mouvoir de la Russie, à l'Ouest, la France. Au Sud, elle était couverte par toute l'épaisseur de l'Autriche-Hongrie. La frontière russe était au plus près à 300 kilomètres de Berlin par la voie des airs, alors que Paris était à 250 km de la frontière allemande. Les ennemis potentiels étaient relativement éloignés.

En 1934, à l'Est, la frontière polonaise est seulement à 150 kilomètres de Berlin, et au Sud la frontière tchèque à moins de 200 kilomètres. Que ce soit en envisageant une intervention terrestre ou aérienne, la situation du Reich apparaît plus difficile qu'avant la guerre. L'Allemagne se trouve à plus courte portée d'une attaque ennemie.

Un conflit serait une aventure trop redoutable. Tant qu'une guerre entre le << bloc >> (terme déjà utilisé par *Le Lorrain*) germano-italien et le bloc français apparaîtra risquée pour le premier (il faut se rappeler que Ludendorff, envisageant cette hypothèse, prévoyait un désastre germano-italien), l'Italie n'aura en mains qu'une mauvaise carte, << bonne tout au plus à impressionner des partenaires inconscients et aveugles >>.

L'objectif de l'Italie est donc de fortifier l'Allemagne et d'affaiblir la France et ses alliés. En ce sens, le renforcement de l'Allemagne n'est pas pour Benito Mussolini une fin mais un moyen. Aussi

⁷²² *Le Lorrain*, 22 janvier 1934, "Buts et moyens de la politique mussolinienne", Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

s'interpose-t-il quand ce renforcement pourrait être obtenu en gênant l'Italie comme, par exemple, par l'annexion de l'Autriche.

Il n'y a donc pas, selon *Le Lorrain*, de danger pour la France, cette alliance annoncée entre les deux dictatures ne se fera pas, il y a trop de points de divergence. Et même si elle se réalisait, la portée en serait le renforcement des Traités français avec la Pologne et la Petite-Entente. Pourquoi alors se tourner inutilement vers l'Angleterre qui ne souhaite que rester neutre et surtout n'entrer dans aucun conflit ? La France est suffisamment forte ainsi, elle n'a pas besoin du soutien britannique⁷²³.

Cet excès de confiance du *Lorrain* apparaît également dans *Le Messin*. Le "Führer", avant son voyage en Italie, a accumulé selon Frédéric Certonciny << sottises sur sottises >>⁷²⁴. Il a fait la pire avant de partir au pays du fascisme. En effet, note le directeur politique du *Messin*, en violation absolue des articles 42, 43 et 44 du Traité de Versailles, Adolf Hitler a envoyé des << détachements compacts >> de la Reichswehr occuper les casernes de Landau, Kaiserslautern, Pirmasens et Deux-Ponts, qui sont situées dans cette partie du Palatinat où il est absolument interdit aux Allemands d'envoyer même un seul soldat en uniforme. Cette manœuvre d'intimidation risque de ne pas porter ses fruits. Elle n'impressionne certainement pas plus le "Duce" qu'elle n'inquiète les Français, << qui finissent par rire et hausser les épaules devant toutes les innovations du voisin en faillite >>. Ce qui ne fait également aucun doute, c'est le peu d'enthousiasme avec lequel Benito Mussolini a dû accepter de recevoir Adolf Hitler, affirme Frédéric Certonciny.

Qu'adviendra-t-il des conciliabules officiels ? Peu de chose, vraisemblablement. Il se pourrait que Benito Mussolini, << pour éviter de perdre son temps >>, présente des bases d'accord au Chancelier

⁷²³ *Le Lorrain*, 22 janvier 1934, "Buts et moyens de la politique mussolinienne", Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁷²⁴ *Le Messin*, 15 juin 1934, "MM. Mussolini et Hitler ont commencé hier leur conversation", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, photographie d'Hitler.

allemand. Quel en sera le résultat ? Frédéric Certonciny n'ose s'avancer, espérant et croyant en un échec retentissant⁷²⁵.

Les conclusions données dans *Le Messin*, le 17 juin 1934 portant sur les entretiens de Stras sont les mêmes. Les conversations politiques entre les deux dictateurs n'ont donné lieu << semble-t-il >>, à aucun accord précis⁷²⁶.

La presse messine se moque du voyage d'Adolf Hitler en Italie. S'agit-il d'une démarche afin de voir apparaître une alliance ? Nous avons constaté que les rédactions n'y croient pas. Les journalistes mosellans laissent paraître une supériorité de la France face à l'Allemagne et à ses tentatives diplomatiques pour briser son isolement.

Y a-t-il un risque de guerre ? Non, l'Allemagne est trop faible, trop isolée, jamais l'Italie ne la soutiendra dans une telle entreprise, qui serait d'ailleurs vouée à l'échec.

Des journaux messins transpire une certaine condescendance, une force française devant l'Allemagne qui, certes, réarme clandestinement, se débat pour être reconnue au plan international mais qui finalement est si faible, et tellement isolée. La confiance est donc de mise, la France est puissante, a des alliés en Europe continentale, la situation est sûre. Le restera-t-elle dans les années à venir ? C'est ici que repose la clef du maintien de la paix en Europe.

II. L'Axe Rome-Berlin.

L'année 1935 a laissé un répit aux journalistes politiques du point de vue des relations entre l'Allemagne et l'Italie. La situation semble s'être stabilisée, dernière action en date, l'intervention militaire

⁷²⁵ *Le Messin*, 15 juin 1934, "MM. Mussolini et Hitler ont commencé hier leur conversation", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, photographie d'Hitler.

⁷²⁶ *Le Messin*, 17 juin 1934, "Les entretiens de Stras ont pris fin hier", 1^{re} page.

italienne pour empêcher l'Allemagne d'annexer l'Autriche en juillet 1934. De plus, Benito Mussolini a accueilli sous ses bons auspices la famille du défunt Chancelier autrichien Engelbert Dollfuss. Cette attitude a tranquillisé les Mosellans. L'Italie est l'alliée de la France, de l'Autriche, elle respecte les accords de Locarno (1925). Enfin, en avril 1935, suite à la décision allemande de remilitariser, l'Italie a formé avec la France et l'Angleterre le front de Stresa destiné à contenir les activités hitlériennes en politique extérieure.

Rassurés, les journaux messins le seront beaucoup moins à partir d'octobre 1935 et du début de la guerre d'Éthiopie. Ce sont surtout les sanctions votées par la SDN sur l'impulsion de l'Angleterre, suivie en cela par la France, qui gênent les analystes politiques. L'Italie ne risque-t-elle pas de s'éloigner de la France sanctionniste et en conséquence, de se rapprocher d'une Allemagne qui lui tendrait les bras ?

L'accord germano-autrichien de juillet 1936, qui marque un apaisement dans les relations diplomatiques entre les deux pays, a également entraîné une amélioration des relations entre le Reich et l'Italie. Le Chancelier autrichien Schuschnigg a déclaré que son pays garde sa pleine indépendance. L'Italie est rassurée, l'Allemagne vient de lui tendre la main⁷²⁷. Berlin et Rome ont trouvé un accord et ce sont ces deux pays qui, plus tard, changeront la politique européenne, prédit René Jager. La France a laissé tomber l'Italie en 1935, en voilà le résultat. << **Les deux dictatures fascistes, toutes les deux armées jusqu'aux dents et nanties d'un potentiel de guerre formidable vont trouver l'occasion de dicter leur paix à l'Europe** >>. Le système genevois est anéanti.

Désormais, c'est au rythme des événements imposés par les deux États fascistes que l'Europe vivra et non plus en fonction des principes et des décisions de la SDN. Le Reich se tournant vers l'Est va entraîner dans le sillage de sa politique tous les États balkaniques et disloquer la Petite-Entente. La Pologne, en 1934, a déjà succombé à sa

⁷²⁷ *Le Lorrain*, 1^{er} août 1936, "La France va vers l'isolement total", René Jager, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

politique extérieure. Avec les menées du Reich en Europe Centrale se joue le drame de l'isolement diplomatique et de la destinée française. En cas de guerre rappelle René Jager, ce n'est pas Moscou qui aidera la France, même dirigée par le Front Populaire. << On se rappelle Brest-Litovsk >> et de la perte pour la France, l'Angleterre et l'Italie, de leur alliée russe. L'Italie a gagné en huit mois en Abyssinie grâce à son aviation. La France a mis dix ans au Maroc. L'Allemagne a désintégré le Traité de Versailles et a repris la Rhénanie, la France n'a pas osé s'y opposer militairement. De plus, le Pacte franco-soviétique et la victoire du Front Populaire ont jeté la suspicion des États européens sur la politique française. C'est ainsi que le journaliste interprète les événements.

L'Allemagne et l'Italie, deux pays conquérants et anti-bolcheviks se rapprochent donc et ces deux pôles ayant montré leur solidité, leurs avantageux succès, leur puissance d'attraction, il est normal que l'Autriche, puis la Hongrie, fassent évoluer leur politique autour de l'Axe Rome-Berlin⁷²⁸. L'Autriche a signé un accord avec l'Allemagne, la Hongrie facilite le rapprochement italo-germanique.

L'Europe se divise. D'un côté, la carence de la France et de l'Angleterre, de l'autre la politique forte et couronnée de succès de deux hommes << énergiques >> qui ont entrepris de barrer la route au bolchevisme. Ce qui semble être au *Lorrain* un objectif fort louable. Pour le journal de la rue des Clercs, la France succombe à cause du Front Populaire aux thèses de l'extrême gauche, Adolf Hitler et Benito Mussolini ont su éviter cette "catastrophe" à leurs concitoyens, c'est un mérite qu'il faut leur rendre et Charles Ritz le fait sans aucune ambiguïté, sans hésitation. Ceci dit, il ne croit pas que le rapprochement germano-italien, même s'il est une réalité, puisse durer. Avant la dernière guerre mondiale il y avait une alliance entre ces deux pays. Elle n'a pas tenu. Or, le germanisme, une fois l'Anschluss réalisé, pèserait sur les Alpes

⁷²⁸ *Le Lorrain*, 13 août 1936, "L'Axe Rome-Berlin", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

italiennes et sur Trieste. Benito Mussolini ne saurait admettre cela⁷²⁹. Alors, peut-on se demander, pourquoi l'Italie va-t-elle accepter de signer une entente avec une Allemagne si dangereuse ? Quels sont les arguments qui ont fait pencher la balance en faveur de l'Allemagne plutôt qu'envers la soeur latine de l'Italie, la France ?

1. Les causes du rapprochement germano-italien.

Suite aux conversations à Berlin du Comte Ciano avec Constantin von Neurath, ministre des Affaires étrangères du Reich, puis Adolf Hitler, Paul Zerr tente, dans *Le Lorrain*, de définir les causes du rapprochement.

Nous avons déjà quelque peu abordé la question en citant les sanctions économiques à l'encontre de l'Italie agressant l'Abyssinie. Il est vrai que ce n'est pas la simple similitude de régime intérieur qui suffit à une entente, les raisons profondes du revirement italien face aux avances allemandes, sont plus complètes et parmi les premières il faut placer l'isolement dans lequel se trouvaient Berlin et Rome.

L'Italie isolée s'est tournée vers une puissance soumise, en Europe, à une situation analogue à la sienne et qui, de surcroît, partageait sa rancune pour la SDN⁷³⁰. Rajouter à cela, leur opposition commune à la Russie des soviets et leur volonté égale de ne pas renouveler intégralement le premier Pacte de Locarno, et tous les ingrédients étaient réunis pour sceller une alliance politique.

Pour *Le Messin*, l'Italie a été déçue dans ses tentatives de rapprochement avec la France. Les tendances pro-soviétiques affichées dans les sphères gouvernementales françaises l'inquiètent. Elle se jette

⁷²⁹ *Le Lorrain*, 13 août 1936, "L'Axe Rome-Berlin", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

⁷³⁰ *Le Lorrain*, 31 octobre 1936, "Les entretiens de Berlin", "Leurs résultats et les causes du rapprochement italo-allemand", Paul Zerr, 5^{me} page, 1 colonne 1/2.

donc délibérément dans les bras de l'Allemagne. D'autant plus que la question autrichienne est << définitivement réglée >>⁷³¹. Le "Führer" a renoncé à la réalisation de "l'Anschluss", peut-on lire avec étonnement (la rédaction du *Lorrain* semble, sur ce sujet, plus réaliste). Bref, le "Duce" n'a plus de raison de se méfier des projets de son partenaire en direction de l'Est. Il ne demande en échange qu'une collaboration dans ses entreprises méditerranéennes. Même interprétation au *Républicain Lorrain*. L'Italie veut avoir les mains libres dans la Méditerranée, et la visite du comte Ciano à Berlin signifie probablement que pour obtenir cette liberté, Rome est prête à laisser toute latitude au Reich dans le "Mittel-Europa" et à l'Est⁷³².

2. Quels sont les résultats des entretiens du ministre italien des Affaires étrangères à Berlin ?

Ainsi, fin octobre 1936, le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères italien et partisan d'une alliance avec l'Allemagne, va à Berlin. Les raisons qui ont poussé l'Italie à cette démarche nous sont connues, mais aux yeux des Mosellans, quels résultats peut-on en espérer ?

Paul Zerr, peut-être mal informé, déclare qu'aucun pacte d'alliance ne sera signé. Ce voyage ne constitue qu'un simple tour d'horizon pour rechercher les points communs de leur politique extérieure et essayer sur ces questions de collaborer au plan international. La signature d'un accord plus précis ne lui semble pas à exclure dans les prochains mois⁷³³. Le protocole "d'octobre", signé le 24 est ressenti comme une manifestation de la solidarité entre les deux pays ayant pour but d'impressionner fortement les autres puissances pour les amener à améliorer leurs relations avec Rome et Berlin. D'autre part, la reconnaissance formelle de l'Empire

⁷³¹ *Le Messin*, 21 octobre 1936, "Savoir choisir", signé G., 1^{re} page.

⁷³² *Le Républicain Lorrain*, 21 octobre 1936, "D'importants entretiens à Berlin entre le comte Ciano et le "Führer""", signé R.L., 1^{re} page.

⁷³³ *Le Lorrain*, 31 octobre 1936, "Les entretiens de Berlin", "Leurs résultats et les causes du rapprochement italo-allemand", Paul Zerr, 5^{me} page, 1 colonne 1/2.

italien d'Éthiopie garantit en retour au Reich le soutien du gouvernement de Rome dans ses revendications coloniales, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Des intérêts économiques pour l'Allemagne en Abyssinie, ne sont pas à exclure.

Dans la question du renouvellement du Pacte de Locarno, les dictatures souhaitent refuser l'URSS et y développer le principe de parité et d'égalité absolue entre toutes les puissances contractantes, ce qui, bien entendu, avantagerait l'Allemagne qui réarme frénétiquement pour rattraper son retard et retrouverait en même temps un rôle politique international de premier plan. En dernier lieu, mais c'est aussi un objectif important, la lutte contre les soviets et leur idéologie se fera en commun, tout comme l'aide apportée à l'Espagne nationaliste de Franco dans l'espoir, ici aussi, de gagner des avantages économiques⁷³⁴. *Le Messin* quant à lui, retient surtout la reconnaissance par l'Allemagne de l'Empire italien. C'est le premier pays à reconnaître la conquête italienne. C'est donc un acte diplomatique et politique primordial, qui apporte une valeur politique et morale à l'Italie. Désormais le front diplomatique italo-allemand est constitué, la preuve en a été donnée⁷³⁵.

3. Les conséquences politiques et européennes de la création de l'Axe Rome-Berlin.

L'Allemagne et l'Italie pensent que seuls les régimes autarciques ont le pouvoir de barrer la route au communisme indique *Le Républicain Lorrain*. Ce que l'on risque de voir, c'est la création d'un bloc italo-allemand, auquel viendraient se joindre les petites Nations de l'Europe Centrale afin de lutter contre << cette doctrine venant d'Asie

⁷³⁴ *Le Lorrain*, 31 octobre 1936, "Les entretiens de Berlin", "Leurs résultats et les causes du rapprochement italo-allemand", Paul Zerr, 5^{ème} page, 1 colonne ½.

⁷³⁵ *Le Messin*, 25 octobre 1936, "Le front diplomatique italo-allemand est constitué", "Le Reich reconnaît de juré l'Empire italien d'Éthiopie", 1^{ère} page.

qu'est le soviétisme >>⁷³⁶. En France et en Grande-Bretagne, tout comme aux États-Unis, il est au contraire des hommes qui estiment que les doctrines de force ne résolvent rien : on ne saurait barrer la route au communisme, qui est une action révolutionnaire à gauche, en lui opposant à l'extrême-droite une autre action révolutionnaire.

La vérité est au centre affirme *Le Républicain Lorrain*. **<< Rien de grand et de durable ne s'échafaude sur la violence et sur la haine ! >>**. L'avenir appartient, peut-on lire dans le journal de Victor Demange, aux Nations assez téméraires pour faire confiance à la sagesse de leur peuple. **<< Si le malheur des temps et l'aveuglement des hommes voulaient que les peuples se battent pour des mystiques, c'en serait fait de la vieille Europe >>**. La sagesse l'emportera sur la force, telle est la conviction du *Républicain Lorrain*⁷³⁷.

4. Le discours de Benito Mussolini du 1^{er} novembre 1936.

Dans son discours, place du Dôme, Benito Mussolini a remis en cause la SDN, les pactes d'assistance, la paix indivisible. Ce qu'il souhaite, et nous l'avons déjà dit, c'est un regroupement des puissances autour de l'Axe Rome-Berlin. Cette **<< alliance verticale >>** ambitionne de rassembler la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Autriche et même la France⁷³⁸.

L'abbé Ritz estime que si l'Italie a cru devoir faire confiance à l'Allemagne pour la paix, elle a eu raison d'établir cette confiance sur la

⁷³⁶ *Le Républicain Lorrain*, 23 octobre 1936, "A propos des conversations de Berlin", "La sagesse démocratique doit l'emporter sur la force", *Républicain Lorrain*, Éditorial, 1^{re} page.

⁷³⁷ *Le Républicain Lorrain*, 23 octobre 1936, "A propos des conversations de Berlin", "La sagesse démocratique doit l'emporter sur la force", *Républicain Lorrain*, Éditorial, 1^{re} page.

⁷³⁸ *Le Républicain Lorrain*, 4 novembre 1936, "Deux discours, deux politiques", signé HB, Éditorial de la rédaction parisienne, 1^{re} page.

haine commune du bolchevisme incarné par la Russie des soviets. La France et l'Angleterre ont cependant assez d'expérience, expérience plusieurs fois séculaire, pour ne pas faire un acte de foi aveugle dans l'esprit pacifique de la << Prusse-Allemagne >> armée jusqu'aux dents, surtout quand cette Allemagne a confié ses destinées à un système qui, pour la France et ses frontières, est aussi dangereux que le bolchevisme russe⁷³⁹. Pour le *Républicain Lorrain*, la création de l'Axe est le résultat de la politique française de concessions à l'égard de sa soeur latine. Si elle a pu conquérir l'Éthiopie, c'est que la France ne s'est pas complètement associée à la politique des sanctions voulue par l'Angleterre⁷⁴⁰.

L'Angleterre a immédiatement répondu à ce discours. Édouard VIII, roi d'Angleterre, a prononcé le discours du Trône en marquant avec force que la politique du gouvernement continue d'être basée sur les principes de la SDN. De plus, l'Angleterre croit toujours en la politique de Locarno et s'oppose aux négociations verticales ou bilatérales, pratiques réclamées par l'Allemagne.

En conséquence, le quai d'Orsay devrait resserrer les liens avec l'Angleterre. Quant à la Petite-Entente, les paroles de Benito Mussolini concernant le problème hongrois, l'encourageront à continuer la politique d'entente avec Londres et Paris⁷⁴¹. En effet, Charles Ritz explique que Benito Mussolini prend parti pour le révisionnisme hongrois qui souhaite remanier les frontières avec l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Roumanie pour récupérer les minorités hongroises présentes dans ces pays⁷⁴².

D'une manière générale, il apparaît entre *Le Républicain Lorrain* et *Le Lorrain* des différences d'analyses importantes.

⁷³⁹ *Le Lorrain*, 4 novembre 1936, "Le discours de Mussolini a-t-il éclairci la situation européenne?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁷⁴⁰ *Le Républicain Lorrain*, 4 novembre 1936, "Deux discours, deux politiques", signé HB, Éditorial de la rédaction parisienne, 1^{re} page.

⁷⁴¹ *Le Républicain Lorrain*, 4 novembre 1936, "Deux discours, deux politiques", signé HB, Éditorial de la rédaction parisienne, 1^{re} page.

⁷⁴² *Le Lorrain*, 4 novembre 1936, "Le discours de Mussolini a-t-il éclairé la situation européenne?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

Le Républicain Lorrain, par exemple dénonce l'action italienne et la passivité française et prône un rapprochement franco-anglais. Trop de concessions ont été faites à l'Italie expliquent les journalistes de Victor Demange. Il n'y en a pas eu assez pour *Le Lorrain* et Charles Ritz, qui, il est vrai, a toujours semblé admiratif devant la culture italienne et Benito Mussolini. La France doit se rapprocher de l'Angleterre, mais aussi de l'Italie qu'elle ne doit surtout pas avoir comme ennemie en Méditerranée et qui, comme en 1915, apporterait un soutien maritime et terrestre d'importance en cas de conflit avec l'Allemagne.

Quant à la confiance à accorder à la SDN, *Le Lorrain* n'y songe plus et a perdu toute illusion sur la capacité de l'organisme genevois à régler pacifiquement les litiges. *Le Républicain Lorrain* estime pour sa part que les difficultés de la SDN devraient obliger les Nations démocratiques souhaitant conserver la paix à la soutenir activement et à garder confiance.

Les deux journaux messins ne se rejoignent pas non plus sur la capacité de l'Axe à lutter contre le communisme international. Au *Républicain Lorrain*, on considère que ce sera un échec, au *Lorrain* toutes les hypothèses restent possibles, même si ces discussions du mois d'octobre auront été << une affirmation solennelle >> et << théâtrale >> d'une entente qui semble bien fragile et qui est peut-être plus apparente que réelle⁷⁴³. Les dictateurs ont voulu prouver au reste de l'Europe que Rome et Berlin étaient capables de mener leurs politiques seules et qu'il fallait à l'avenir, compter sur les << Nations jeunes et disciplinées >>.

Observant la recrudescence depuis juin 1936 des activités diplomatiques entre l'Allemagne et l'Italie, l'Autriche et la Hongrie, la presse mosellane semble redouter ce bloc qui est en train de se constituer. Il provoquerait un déséquilibre des forces militaires en Europe, un danger certain pour la paix. Les interprétations et analyses comme nous venons de le constater, divergent ; seul point commun, l'Allemagne et l'Italie

⁷⁴³ *Le Lorrain*, 4 novembre 1936, "Le discours de Mussolini a-t-il éclairé la situation européenne ? ", Charles Ritz, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

compteront plus que jamais dans la diplomatie européenne. Mais cette alliance politique nouvelle est-elle viable, résistera-t-elle aux appétits territoriaux des deux dictateurs ? C'est de la réponse à ces questions que dépend l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Autre problème posé par la presse messine : comment la France politique réagira-t-elle à cette nouvelle donne diplomatique, cette dernière aura-t-elle des conséquences en politique intérieure française ? Avec *Le Messin* nous allons tenter de répondre à cette interrogation.

Depuis les accords de Berchtesgaden du 11 juillet 1936 définissant les relations entre l'Allemagne et l'Autriche, les allées et venues se multiplient en Europe Centrale⁷⁴⁴. Quels buts poursuivent l'Allemagne et l'Italie, se demande la classe politique française ? Les plus pessimistes des hommes politiques répondent qu'ils préparent une agression militaire et *Le Messin* constate que parmi ceux-ci, les pacifistes de l'après-guerre sont enrôlés dans la << cohorte >> des plus farouches partisans de la riposte belliqueuse. Les mêmes voix qui criaient dans les années 20 et au début des années 30 : << Arrière les canons et mitrailleuses ! >> réclament en 1937 des avions pour la guerre d'Espagne, des canons et des munitions contre les dictatures de l'Axe.

Le journaliste du *Messin* dénonce le Front Populaire et en particulier le parti communiste qui n'a cessé de militer pour le désarmement de la France et de l'Europe. Ces mêmes individus, explique-t-il, ont commencé par encourager le relèvement de l'Allemagne en cédant à toutes ses exigences (évacuation de la Ruhr, fin des réparations, désarmement français...), tandis qu'ils créaient une atmosphère de méfiance entre l'Italie et la France. Puis, l'Angleterre changeant d'attitude, la France s'est lancée, presque contrainte (*Le Messin* prend conscience du manque d'indépendance français dans la diplomatie européenne), dans des préparatifs militaires fébriles et ses adversaires ont pris prétexte de ces

⁷⁴⁴ *Le Messin*, 4 mai 1937, "Les fautes qu'il est encore temps de réparer", signé G, 1^{re} page.

précautions ostentatoires pour précipiter leur armement. << Ils nous ont accusés ensuite de vouloir la guerre, que nous leur avions malheureusement donné toute liberté de préparer eux-mêmes >>⁷⁴⁵.

À présent, poursuit le journaliste, les partisans farouches de la croisade démocratique sont sur le point d'engager les hostilités. Il eût été préférable peut-être de chercher à << comprendre >> les peuples dont l'idéal n'est pas identique aux principes français (par exemple l'Italie), plutôt que de les << menacer de représailles >>. *Le Messin* prend ainsi clairement position en faveur d'Adolf Hitler, de Benito Mussolini et de leurs régimes. De cette << faute >> primordiale est né le rapprochement italo-allemand dont on ne sait pas exactement où il conduira l'Europe. Il serait désormais habile, est-il écrit dans la conclusion du *Messin*, de chercher à attirer l'un des deux dictateurs dans l'orbite de la France et de préparer ainsi l'isolement de l'autre. Au *Messin*, la politique du Front Populaire et les menées communistes sont toujours dénoncées avec autant de vigueur. Une France gouvernée par l'extrême-gauche (c'est comme cela que le voit *Le Messin*) et se rapprochant diplomatiquement de l'URSS ne peut que provoquer une réaction des États autoritaires combattant le bolchevisme en politique intérieure et extérieure.

La France, d'après les quotidiens de droite, se trouve devant deux grandes menaces : l'Allemagne renforcée par son alliance avec l'Italie et l'extrême-gauche au pouvoir qui veut faire de la France, la << main de Moscou >> en Europe. Sans cesse *Le Messin* et *Le Lorrain* luttent contre cette dernière hypothèse, ce qui de temps à autre les oblige à adopter des positions extrêmes présentant le danger communiste en France comme étant plus pressant que les velléités belliqueuses des deux puissants voisins de l'Hexagone. À l'avenir cependant, les relations entretenues par les deux dictateurs si gênants seront scrutées avec rigueur par les analystes politiques du département mosellan.

⁷⁴⁵ *Le Messin*, 4 mai 1937, "Les fautes qu'il est encore temps de réparer", signé G, 1^{ère} page.

III. Benito Mussolini en Allemagne et Adolf Hitler en Italie.

1. Benito Mussolini à Berlin.

En septembre 1937, Benito Mussolini va en voyage à Berlin. Depuis le printemps, on parlait de la visite du "Duce", qui voulait ainsi rendre la politesse à Adolf Hitler pour son voyage à Venise en 1934. Ce voyage était prévu pour plus tard, annonce Charles Ritz, mais il se dit que les forces extrémistes de gauche développent, tant en Europe qu'en Extrême-Orient, une activité qui a besoin d'une réponse de la part des pays autoritaires⁷⁴⁶.

Face aux espoirs établis par la presse allemande, d'interpénétration du national-socialisme et du fascisme, Charles Ritz répond avec scepticisme. C'est un rêve, une utopie. Il croit davantage à la compénétration du nazisme et du bolchevisme. Quant aux intérêts politiques communs de Rome et de Berlin, ils sont fragiles et dans tous les cas ne dureront pas. Cette entente politique, comme en 1936, il ne la juge pas solide et durable. Un jour ou l'autre, elle s'effondrera devant les prétentions territoriales du Reich hitlérien. L'Allemagne annexera l'Autriche, et ensuite aura des vues sur le Sud-Tyrol voire la Lombardie. La bonne entente cessera de fait. Il n'imagine pas Adolf Hitler céder dans ses revendications territoriales, ni Benito Mussolini faiblir devant le "Führer" en acceptant ses prétentions.

A la fin septembre, lors du voyage effectif de Benito Mussolini, Charles Ritz évalue bien l'impact médiatique et psychologique représenté par toutes les cérémonies plus grandioses les unes que les autres. Le 26 septembre 1937, *Le Lorrain* titre : << Grande journée spectaculaire à Munich >>, << Mrs Mussolini et Hitler

⁷⁴⁶ *Le Lorrain*, 7 septembre 1937, "Le sens du voyage de Mussolini à Berlin", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

assistant à deux parades monstres et sont frénétiquement acclamés par une foule en délire >>. Ceci en dit long sur l'accueil réservé au "Duce" italien.

Très attendus par le directeur du *Lorrain*, les deux discours prononcés par Adolf Hitler et Benito Mussolini, ne répondront pas à ses interrogations. Ce qui intéressait Charles Ritz, c'était de savoir sur quelles bases définitives a été scellée l'amitié germano-italienne ? Quels champs d'action se sont attribués dans la politique mondiale les deux hommes d'Etats ? L'Italie a-t-elle laissé l'Allemagne libre du côté de l'Autriche et de l'Europe Centrale ? L'Allemagne garantit-elle à l'Italie la sécurité nécessaire pour son action méditerranéenne et africaine ? L'Axe Rome-Berlin veut-il réellement servir la cause de la paix en parallèle avec l'Axe pacifique Londres-Paris, ou bien la paix européenne doit-elle nécessairement se construire et évoluer autour de l'Axe Rome-Berlin, en épousant les objectifs et les méthodes que préconisent les deux pays autoritaires ? Toutes ces questions cruciales ne trouveront aucune réponse à l'occasion de ce voyage. Ce qui fait dire à Charles Ritz qu'il s'agissait d'un magnifique spectacle, d'une grande démonstration d'union, de force militaire, mais rien de plus⁷⁴⁷.

En conséquence, la sincérité des deux protagonistes n'est toujours pas certaine. Un doute subsiste dans son esprit sur cette fameuse "union" censée être si forte. Il estime être en présence de deux formidables acteurs de théâtre jouant dans un décor fantastique et avec un scénario de grande qualité. Mais n'est-ce pas seulement une façade qui, une fois les événements s'enchaînant, va rapidement s'effondrer et laisser dos à dos les deux héros de cette saga politique ? Ne serait-ce pas qu'un simple bluff destiné à intimider les tentatives soviétiques en Europe de l'Est et de l'Ouest ?

Charles Ritz devra encore patienter pour avoir des certitudes, jusqu'à quand ? Au moins jusqu'au voyage à Rome,

⁷⁴⁷ *Le Lorrain*, 29 septembre 1937, "Les deux discours de Berlin ont annoncé au monde la paix", Charles Ritz, Editorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

en mai 1938, du Chancelier-Président du "Reich grand allemand", Adolf Hitler, une fois l'annexion de l'Autriche, tant souhaitée en Allemagne par les nazis, réalisée.

2. Adolf Hitler à Rome.

Depuis l'annexion de l'Autriche, la situation a changé pour Benito Mussolini. L'Allemagne est à 100 kilomètres de Trieste et sur le Brenner tout proche de la frontière italienne.

L'Axe Rome-Berlin s'était soudé autour d'une idée, les mains libres à l'Allemagne en Europe Centrale et Orientale afin que l'Italie puisse avoir toute liberté d'action en Méditerranée et en Afrique du Nord. Or, en 1938 s'effectuent des tentatives de rapprochement anglo-italiens et italo-français. La construction italo-allemande qui n'était pas très stable pourrait se renverser, l'Allemagne refusant de modérer ses ambitions⁷⁴⁸. Il serait souhaitable, pour Charles Ritz, que Rome reprenne son influence perdue dans les pays de l'Est. Ainsi, la France et l'Angleterre, aidées par le prestige italien, pourraient soustraire à l'influence allemande les petits États de l'Europe Orientale.

En effet, la pression allemande se fait de plus en plus sentir sur ces pays que la proximité géographique avec le Reich met à sa merci. Pressions politiques, militaires, économiques, rien ne leur est épargné. Charles Ritz donne l'exemple du trafic des céréales échangées contre des produits manufacturés allemands. S'ensuit une étendue de l'influence nazie qui inquiète fortement les États qui veulent rester indépendants, fidèles à leurs traditions et non point devenir vassaux d'un système. Les pays concernés sont la Yougoslavie, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie ou encore la Tchécoslovaquie⁷⁴⁹.

⁷⁴⁸ *Le Lorrain*, 3 mai 1938, "La visite du "Führer" à Rome", "M. Hitler a passé le Brenner", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁷⁴⁹ *Le Lorrain*, 3 mai 1938, "La visite du "Führer" à Rome", "M. Hitler a passé le Brenner", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

C'est dans ce contexte difficile qu'Adolf Hitler se rend en voyage à Rome. Charles Ritz espère un sursaut italien face à l'insatiable montée en puissance du Reich en Europe. Enfin va s'effondrer cette entente remontant à octobre 1936, l'Italie va probablement revenir vers les démocraties, vers ses alliés victorieux de 1918. Une fois encore, sur ce thème, le directeur du quotidien clérical va au devant d'une désillusion. La première page de l'édition du 12 mai 1938 est explicite.

Charles Ritz ouvre les yeux. Les discours des deux chefs d'États, tout comme les manifestations des hitlériens et des fascistes à Rome signifient nettement un renforcement de l'Axe, admet-il. Mais il ne les ouvre que partiellement. Il s'agit, lors de ces parades, du point de vue idéologique, il reste à voir le côté réel des choses⁷⁵⁰. Deux hypothèses. Soit l'Allemagne a trouvé une Italie prête à marcher de pair avec elle dans ses aventures et c'est, bien sûr, la pire des possibilités. Dans ce cas, la mainmise de l'Allemagne sur les Sudètes, dont on parle déjà beaucoup, n'est plus que l'affaire de quelques jours ou de quelques semaines. L'Italie, respectant son alliance, se joindrait à l'Allemagne en cas d'intervention française et russe. Ou alors, l'idéologie du "Führer" s'est heurtée aux réalités italiennes, danger allemand à la frontière, pesée sur l'Adriatique. En conséquence, Adolf Hitler interviendrait seul en Tchécoslovaquie, ce qui serait beaucoup trop risqué. La démarche franco-anglaise à Berlin et à Prague en vue de hâter la solution du conflit des Sudètes par un arrangement aurait quelques chances d'aboutir à un résultat positif, au moins provisoire, qui ferait reculer le problème⁷⁵¹.

Le Lorrain fait ainsi bien remarquer que, sans le soutien italien, l'Allemagne n'aurait pu et osé son coup de force autrichien, tout comme elle ne pourrait agir contre les Tchèques.

⁷⁵⁰ *Le Lorrain*, 12 mai 1938, "Paroles qui s'envolent", "Faits qui demeurent", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁷⁵¹ *Le Lorrain*, 12 mai 1938, "Paroles qui s'envolent", "Faits qui demeurent", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

Cependant, énoncent Charles Ritz et ses journalistes, après la première erreur qui était de voter les sanctions contre l'Italie en 1935, la France, suivant la SDN, a tardé à propos de la reconnaissance de l'Empire Éthiopien d'Italie, ce qui n'a pas été le cas de l'Allemagne (25 juillet 1936). De même en ce qui concerne le gouvernement nationaliste du général Franco reconnu dès le 18 novembre 1936 par l'Allemagne et l'Italie comme étant le seul gouvernement représentatif de toute l'Espagne. La décision française se fait encore attendre. Ces erreurs diplomatiques graves expliquent certainement le maintien de l'alliance italo-allemande. Quelques jours plus tard, l'abbé-journaliste se rend enfin à l'évidence. Benito Mussolini a choisi la première voie, celle de l'alliance avec l'Allemagne. En cas de guerre, l'Italie marchera aux côtés du Reich. En cas d'intervention de la France et de l'Angleterre contre l'Allemagne, l'Italie fera la guerre aux côtés du Reich⁷⁵². Adolf Hitler a tout osé, risqué et réussi à cause de la faiblesse diplomatique de la France, des divisions intérieures (droite-gauche), de la politique du désarmement, analyse à juste titre Charles Ritz. Il pense également que, tout comme Benito Mussolini ne veut saisir la réalité du pangermanisme effréné de l'Allemagne qui ne s'arrêtera jamais, même pas devant l'Italie, la France, aveuglée par la SDN influencée par l'Angleterre, n'a pu appréhender correctement les relations entre l'Italie et le III Reich. Les fautes se sont succédées, la France n'a toujours pas d'ambassadeur à Rome, comment intervenir alors auprès de Benito Mussolini pour tenter de modifier le cours des événements ? Comment l'Italie pourrait-elle faire autrement que de suivre l'Allemagne alors qu'elle n'a aucun interlocuteur officiel français ? Un rapprochement des deux puissances latines est rendu impossible. Clairement, *Le Lorrain* indique que désormais en cas de guerre, le Reich hitlérien et l'Empire italien de Benito Mussolini seront alliés. Le voyage du "Führer" à Rome est significatif sur ce point. Le vain espoir entretenu artificiellement et sans véritable fondement d'une rupture de l'Axe s'est évanoui, la réalité des faits s'est imposée. La France, pour se rapprocher de l'Italie et rompre l'entente aurait dû se donner les moyens politiques et diplomatiques d'y parvenir,

⁷⁵² *Le Lorrain*, 17 mai 1938, "De gros nuages noirs sur l'Europe", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

cela n'a pas été fait, cet objectif devenait une illusion ; en mai 1938, c'est une utopie.

L'intérêt, maintenant, est d'observer l'attitude de la presse messine face à l'évolution des relations franco-italiennes dans les années 1937-1938. Que souhaitaient les journaux messins ? Quelle politique préconisaient-ils de la part de la France ? Bien que des indications de réponses aient déjà été données, nous allons approfondir la question.

IV. L'évolution des relations franco-italiennes (1937-1938).

Frédéric Certonciny souligne, non sans appréhension, la signature d'un traité défensif entre l'Allemagne et l'Italie rendue publique à la suite du voyage à Rome du Maréchal von Blomberg alors ministre de la Guerre du Reich. L'Italie, au début de l'année 1934, explique-t-il, avait placé toutes ses espérances dans ses relations avec la France⁷⁵³. Mais progressivement, étant donné les circonstances et l'influence anglaise néfaste sur la politique extérieure du gouvernement français, ces bonnes relations se sont dégradées.

En aucun cas *Le Messin* ou *Le Lorrain* n'envisagent une responsabilité italienne. Benito Mussolini pouvait ne pas envahir l'Éthiopie, pays membre de la SDN. Il n'y aurait alors pas eu de sanctions. De même, rien n'oblige le "Duce" à soutenir Franco en Espagne ou à vouloir dominer la Méditerranée au détriment de la France et de l'Angleterre. Cet aspect n'est pas soulevé dans la presse messine. Ce n'est pas l'Italie qui s'est écartée de la France afin d'assouvir son dessein de conquêtes territoriales, mais la France mal dirigée par les adeptes des soviets qui ne représentent rien d'autre que la main de Moscou à Paris et en Europe.

⁷⁵³ *Le Messin*, 6 juin 1937, "Le pacte italo-allemand n'alerte aucunement l'amitié franco-italienne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

Les journalistes mosellans font preuve d'une grande indulgence envers l'Italie fasciste, détentrice d'une grande civilisation et soeur latine de la France. Frédéric Certonciny justifie ce phénomène par le fait que les Lorrains, dans leur ensemble, sont italophiles et donc regrettent l'évolution malheureuse des relations franco-italiennes. Il faut également rajouter la présence de nombreux immigrés italiens en Moselle, (dont certains sont fascistes), notamment dans le bassin houiller et sidérurgique, eux aussi clients du *Messin* et sensibles aux informations politiques en provenance de Rome. En abandonnant à regret une France infidèle, insiste le directeur du *Messin*, l'Italie a renoncé provisoirement à un << mariage d'amour >> et elle s'est résolue à un << mariage de raison >> avec l'Allemagne. << Nous ne pouvons la désapprouver dans les circonstances actuelles >>⁷⁵⁴. Toujours pour justifier la politique italienne, il précise que l'Europe entière n'a qu'un ennemi, le bolchevisme. << C'est devant ce cancer menaçant que toutes les Nations d'ordre ou de sagesse doivent s'unir pour combattre le fléau qui menace le monde >>. La peur du communisme justifie, au *Messin*, toutes les méthodes, tous les régimes et toutes les alliances. Le danger "rouge" est plus grand et menaçant que le spectre "noir" allemand. En établissant une relation, une collaboration intime de la France et de l'Italie, l'amitié franco-italienne permettrait la suppression de toute source de conflit avec l'Allemagne nazie. Entre la France et l'Italie, il ne peut y avoir de frontière morale. Frédéric Certonciny ne le souhaite pas, ne l'envisage même pas. << Il n'y en aura jamais >>. Il souhaite donc, comme nous l'avons vu pour *Le Lorrain*, une entente, au moins un rapprochement franco-italien qui briserait l'Axe Rome-Berlin. Les liens culturels, historiques, << moraux >>, qui unissent les deux pays latins doivent primer sur les divergences politiques ou idéologiques. L'intérêt commande à la France de conserver cette amitié qu'elle est en train de perdre en laissant libre cours à des querelles politiciennes. Le "Duce" est un homme important. Les grandes Nations sont prêtes à consentir des concessions importantes pour obtenir son alliance, ou même simplement sa neutralité, alors, pourquoi pas la France ?

⁷⁵⁴ *Le Messin*, 6 juin 1937, "Le pacte italo-allemand n'alerte aucunement l'amitié franco-italienne", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

A la veille du voyage d'Adolf Hitler en Italie et pendant que les relations franco-italiennes semblent aller mieux, Henry Godmard se réjouit. «**Depuis que la main ouverte du "Duce" a consenti à prendre la nôtre, l'atmosphère opaque qui obscurcissait l'Europe a commencé à se dissiper**»⁷⁵⁵.

La paix compromise semble s'affermir de nouveau. À Londres, note le journaliste, on fait observer que le nouveau rapprochement franco-italien va singulièrement restreindre les exigences que le "Führer" se disposait à formuler. Le monde politique européen, inquiété par les préparatifs militaires du Reich, commence à respirer. Les États danubiens, menacés par l'Axe Rome-Berlin, soulignent avec satisfaction l'orientation nouvelle. Tout comme au *Lorrain*, les résultats du voyage d'Adolf Hitler en terre fasciste ne pourront que replonger Frédéric Certonciny, Henry Godmard et leurs collègues dans le scepticisme et l'incertitude.

L'attitude pro-italienne et donc pro-fasciste des quotidiens mosellans de droite peut étonner de nos jours. L'impact de cette Italie rayonnante, victorieuse, rappelant ses origines impériales, semble énorme auprès des journalistes messins. Ils lui accordent facilement leur confiance, leur admiration, leur sympathie. Non seulement pour la culture, l'art, la civilisation ou l'Histoire de ce pays, mais également pour les ambitions de Benito Mussolini et peut-être même pour le régime intérieur mis en place depuis 1922.

La crainte des journaux messins face au bolchevisme qui étend sa propagande en France et à l'Allemagne qui réarme jour après jour dans un but défini, les pousse à se jeter vers l'Italie qui leur semble si puissante. Peu importe le régime politique, qui de surcroît n'est pas si mauvais puisqu'il lutte contre le bolchevisme, la France ne peut rester seule face à l'Allemagne, il lui faut une alliée terrestre, ce que ne représente pas l'Angleterre efficace seulement sur mer. Cette alliance franco-italienne

⁷⁵⁵ *Le Messin*, 23 avril 1938, "Satisfaction unanime", Henry Godmard, 1^{re} page, photographie de Mussolini.

aurait dû se réaliser, quel que soit le prix à payer, sachant que jusqu'au début 1938, les journalistes ne voient pas en Rome un danger pour l'Empire colonial français.

En lisant les journaux messins, notre avis est partagé. Est-ce également par sympathie sincère ou par crainte du communisme qu'ils semblent se tourner vers l'Italie et surtout comprendre l'amitié italo-allemande ? Finalement, la création et la survie de l'Axe leur apparaît naturelle, normale. Tant de maladresses françaises, anglaises, de la SDN ont obligé ces deux pays aux intérêts divergents à se joindre. À partir de mai 1938, la situation leur apparaît inextricable. La France ne parviendra pas, même par une diplomatie habile, à rompre l'Axe. L'union entre Berlin et Rome est trop forte. De surcroît, Paris s'en est montrée incapable (seul *Le Messin* rêvera encore à une rupture de l'Axe).

V. Comment la presse messine perçoit les relations italo-allemandes de 1936 à 1939.

1. De la création de l'Axe au Pacte d'acier.

Juste avant la signature le 24 octobre 1936 du protocole "d'octobre", Charles Ritz prévoyait un alignement de l'attitude germano-italienne vis-à-vis du bolchevisme en Russie, du Pacte franco-soviétique, du Front Populaire en France et en Espagne⁷⁵⁶. Par contre, une entente lui semblait difficile sur la domination de la Méditerranée par les flottes et les aviations italiennes et allemandes, sur la participation ou non à la possible prochaine conférence locarnienne, sur la délimitation des zones d'influence allemandes et italiennes en Europe Centrale et Orientale et enfin sur un éventuel retour des Habsbourg sur le

⁷⁵⁶ *Le Lorrain*, 21 octobre 1936, "La crise internationale", "Du dictateur Goering au diplomate Ciano", Charles Ritz, Editorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

trône de l'Autriche indépendante. Cela démontre à souhait les difficultés que vont rencontrer les dictatures si elles veulent s'entendre durablement. Nous savons ce qu'il en est advenu.

Les quotidiens messins vont juger que l'évolution de l'amitié germano-italienne se fait au détriment de l'Italie et donc au profit du Reich. À tel point qu'à partir de 1938, de temps à autre ils ne parlent plus de l'Axe Rome-Berlin mais de l'Axe Berlin-Rome comme pour mieux marquer l'emprise allemande sur la politique italienne.

Que peut attendre Benito Mussolini de l'Axe ? << Une solidarité dangereuse >> répond Henry Godmard⁷⁵⁷. L'expansion de l'associé germanique prend une allure << redoutable >>, et le "Duce" doit être plus préoccupé de la modérer que de la favoriser. Si Benito Mussolini doit bien approuver les revendications coloniales et les objectifs allemands en Tchécoslovaquie et en Hongrie, la contrepartie n'apparaît pas. La frontière italienne sur le Brenner paraît menacée. En dehors de la haine commune contre le bolchevisme, tout paraît en 1938 tendre à opposer les dictateurs. Henry Godmard (en opposition avec Frédéric Certonciny) reste sur l'idée, apparue dès 1936, des divergences d'intérêts entre les deux pays. Il estime que la maladresse des démocraties, par une attitude agressive, serait seule capable de resserrer des liens destinés à se détendre.

Éviter une attitude agressive de la part de la France, mais ne serait-ce pas l'Allemagne et l'Italie qui depuis 1935 ont adopté une politique d'agression ? Le journaliste du *Messin* aurait-il déjà oublié l'invasion de l'Éthiopie, la remilitarisation de la Rhénanie, l'annexion de l'Autriche, la propagande allemande en faveur du retour des colonies et des Sudètes au III Reich ? Quelle politique agressive pourrait envisager la France ? Les discours antifascistes de l'extrême gauche communiste, ce n'est pas une invasion. Ne pas reconnaître l'Empire éthiopien, ce n'est pas une invasion. Ne pas reconnaître le gouvernement franquiste de Burgos, ce n'est toujours pas une conquête d'un territoire souverain. Peut-être signer

⁷⁵⁷ *Le Messin*, 9 mai 1938, "Les dictateurs en tête", Henry Godmard, 1^{re} et 3^{me} pages.

une alliance militaire avec l'URSS, voilà la seule véritable politique "agressive" que pourrait faire la France, s'allier définitivement avec les bolcheviques, prendre effectivement l'Allemagne à revers. Voilà ce qui pourrait favoriser l'entente entre Berlin et Rome. Mais ce n'est toujours pas une conquête territoriale comme l'Allemagne et l'Italie se les sont permises. Henry Godmard souhaiterait, et peu importe le prix, séparer l'Italie de son alliée et retrouver l'amitié franco-italienne. À cette fin, il faut ménager les susceptibilités et les principes de Benito Mussolini, sans quoi, au moindre faux pas, ce dernier continuera sa route aux côtés du "Führer", ce qui laisse augurer du pire pour l'Europe.

Mais, que vaut véritablement l'Axe Rome-Berlin ? Est-il vraiment aussi soudé que les apparences le laissent croire ? Précisément, la paix en Europe peut-elle être menacée par l'alliance des dictatures ?

Les articles de presse dans les deux pays concernés sont incendiaires et revendicatifs. En France les consuls italiens font pression pour que leurs ressortissants rentrent au pays, soit pour y intégrer l'armée, soit pour y développer la natalité. Le stockage des denrées alimentaires et les constructions d'armes se sont accrus. Tous ces signes indiquent clairement la préparation d'un conflit. Mais, dans le même temps, aucune revendication précise n'est formulée, ou plutôt, les exigences sont variées (colonies, Autriche, Sudètes...). Aucune stratégie politique ne semble élaborée en commun⁷⁵⁸. On observe au *Lorrain* une sorte de poussée vers l'extérieur due aux désordres et aux difficultés économiques et sociales internes aux deux dictatures.

Le seul objectif d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini est de simuler la solidité de l'Axe pour faire céder Londres et Paris face à leurs revendications de tous ordres. Le procédé est simple, il s'agit d'affirmer l'indéfectibilité de l'alliance germano-italienne et de diviser la France et l'Angleterre afin de leur imposer séparément leurs exigences de conquêtes (négociations bilatérales...). Or, note-t-on dans les pages du *Lorrain*, la

⁷⁵⁸ *Le Lorrain*, 7 mars 1938, "Que vaut l'Axe Rome-Berlin ?", signé AE, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

poussée allemande et la poussée italienne semblent dangereusement concurrentes à certains égards. Que souhaite l'Allemagne ? S'étendre à l'Est, dans les pays danubiens et en Ukraine, accessoirement retrouver ses colonies perdues en 1919. L'Italie de son côté, réclame les colonies françaises d'Afrique du Nord, les côtes de Somalie française et Djibouti, accessoirement une expansion vers le bassin danubien et la Russie. L'Allemagne et l'Italie risquent donc de s'y rencontrer. En outre, les relations économiques italo-russes sont en pleine prospérité, cependant que les échanges commerciaux germano-russes subissent une véritable chute⁷⁵⁹. La Pologne et la Russie glissent diplomatiquement vers l'Italie qui accepte de bonne grâce cette évolution en sa faveur. À cela se rajoutent les 250 000 Tyroliens de langue allemande récupérés après la guerre et vivant en Italie. Toutes ces données politiques représentent de nombreux points de friction auxquels l'entente germano-italienne devra faire face, non sans difficultés. L'Axe n'a de vigueur que dans la mesure où il permet à Adolf Hitler et à Benito Mussolini de bluffer la France et l'Angleterre. Le jour où les deux dictateurs s'apercevront que leur << épouvantail >> a perdu tout effet, ils se dresseront l'un contre l'autre. Les démocraties ont d'ailleurs un rôle subtil à jouer pour faciliter cette mésentente.

En effet, l'Italie ne recherche l'amitié polonaise que dans un objectif : le soutien de ses revendications coloniales. Si la France et l'Angleterre cèdent face à cette pression, alors l'Italie satisfaite lâchera la Pologne et soutiendra tout naturellement l'Allemagne dans sa conquête de l'Est. Par contre, si les puissances démocratiques résistent aux menaces, les rivalités de l'Axe en Europe de l'Est finiraient par se déclencher et ce serait la scission du bloc fasciste. Cette diplomatie astucieuse prêchée par *Le Lorrain*⁷⁶⁰, nécessite une collaboration et une véritable union entre Paris et Londres ainsi qu'un réarmement des démocraties.

⁷⁵⁹ *Le Lorrain*, 7 mars 1938, "Que vaut l'Axe Rome-Berlin ?", signé AE, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁷⁶⁰ *Le Lorrain*, 7 mars 1938, "Que vaut l'Axe Rome-Berlin ?", signé AE, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Cette politique préconisée par la rédaction du quotidien clérical se base sur énormément d'hypothèses et, surtout, ne tient pas compte des faiblesses diplomatiques de la France en ce début 1938. À la remorque du Foreign Office, la politique étrangère française ne fait preuve que de peu d'initiatives et encore moins de détermination ; et ce sont pourtant ces seules qualités qui permettraient à la France d'aboutir aux objectifs souhaités par *Le Lorrain*.

L'année 1938 n'est marquée que par les avancées allemandes en Autriche et en Tchécoslovaquie (Sudètes), si bien que début 1939, *Le Lorrain* porte un tout autre regard sur les relations germano-italiennes. Cette fois-ci, nous dit Paul Durand, l'Axe Rome-Berlin est solide. Il n'y a plus aucun doute à ce sujet. Par deux fois l'Italie a soutenu et laissé faire Adolf Hitler. En échange de quoi ? Aucune indication n'est donnée. Peut-être les mains libres en Méditerranée et un soutien militaire éventuel d'Adolf Hitler si nécessaire⁷⁶¹.

Au *Messin*, l'incertitude sur l'avenir de l'Axe subsiste. Henry Godmard justifie sa position en revenant sur un discours d'Adolf Hitler prononcé le 30 janvier 1939. Les paroles du "Führer", commente-t-il, ont été très mesurées. Il n'a pas formulé de menaces⁷⁶², il n'a pas réaffirmé que l'Allemagne et l'Italie sont prêtes à faire la guerre aux côtés de Franco contre la France et l'Angleterre. Henry Godmard reste persuadé qu'il est bien difficile de croire que le chantage à la guerre s'exercera avec la même brutalité qu'en septembre 1938 à propos de l'annexion des Sudètes. La détermination agressive est bien moins nette. Le "Führer" ne s'avance pas, dans la crainte d'être obligé de reculer. Il n'est pas, semble-t-il, décidé à aller jusqu'au bout. << Montrons-nous décidés nous-mêmes à tenir bon, avec calme et sang-froid, [...] >>⁷⁶³.

⁷⁶¹ *Le Lorrain*, 1^{er} février 1939, "En écoutant Adolf Hitler", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁷⁶² *Le Messin*, 1^{er} février 1939, "Paroles obscures et discussions byzantines", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁷⁶³ *Le Messin*, 1^{er} février 1939, "Paroles obscures et discussions byzantines", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Nous constatons une divergence de points de vues et d'analyses entre *Le Lorrain* et *Le Messin* sur la valeur et la solidité de l'Axe Rome-Berlin.

Au *Lorrain*, après avoir longtemps espéré et cru en une rupture due à une alliance contre nature et à des intérêts opposés des deux régimes, l'année 1938 et les conquêtes allemandes soutenues par l'Italie, ont révélé la réalité des relations : l'Italie quoi qu'il advienne soutiendra l'Allemagne. Le choix de Benito Mussolini entre le III Reich et les démocraties est définitif.

Au *Messin*, par contre, en 1939 Henry Godmard croit encore en un affaiblissement possible de l'Axe qui profiterait à la France. L'alliance germano-italienne, depuis le début, n'est qu'une mascarade, elle le reste encore. C'est une alliance politique de façade destinée à faire céder les démocraties sur les revendications territoriales des dictatures. Il ne s'agit que d'une mise en scène éhontée, destinée à intimider et à rompre l'union franco-anglaise. Si Paris et Londres tiennent bon, cela mènera à l'effondrement de l'Axe.

2. Le Pacte d'acier (22 mai 1939).

Les calculs politiques de Henry Godmard ne se réalisent pas, l'Italie de plus en plus sous la dépendance politique du Reich, s'achemine vers une alliance militaire. Le texte, principalement rédigé par les Allemands, a été signé à Berlin par Joachim von Ribbentrop et le comte Ciano ; Adolf Hitler et Hermann Goering assistaient à la cérémonie qui eut lieu le 22 mai 1939. Ce traité, le Pacte d'acier, avait un caractère offensif très marqué.

Pour l'Allemagne, explique Henry Godmard, il s'agit de renverser un certain nombre d'obstacles dont le plus proche est constitué par la Pologne. Pour l'Italie, le but est de briser les résistances qui

s'opposent à ses aspirations vers la Tunisie, Suez, Djibouti⁷⁶⁴. Il ne s'agit ni d'une alliance pacifique, ni d'une riposte à un encerclement prémedité par les démocraties. C'est un droit à l'expansion que réclament des peuples se prétendant jeunes et en voie de croissance, qui sont décidés à s'emparer, au besoin par la force, de la place et des moyens nécessaires à leur développement.

La signature de cet instrument diplomatique a été accompagnée d'une solennité exceptionnelle et son importance a été soulignée par un cérémonial destiné à frapper les imaginations populaires, note avec raison Henry Godmard. Puis, fidèle à sa logique, il explique que le Pacte germano-italien vient sceller une alliance destinée à impressionner à la fois à l'intérieur les foules hésitantes et à l'extérieur les peuples auxquels l'Axe se propose d'arracher de nouveaux lambeaux de territoires. La Pologne par exemple, mais aussi la France coloniale ou même l'Angleterre⁷⁶⁵. Il n'y a pas lieu de s'émuvoir de ces manifestations et de ces manoeuvres d'intimidation auxquelles les Mosellans commencent à être habitués.

Le Lorrain ne s'émeut pas non plus. Dans son édition du 23 mai 1939, il n'y a ni gros titre sur le nouveau traité, ni éditorial. Ce n'est que << du neuf qui consacre du vieux >>. En septembre 1938, l'Axe a tiré profit de sa force, Londres et Paris ont tenu compte de leurs faibles possibilités. Depuis, à son tour, l'union des Nations pacifiques est devenue un bloc solide. Il a fallu aux États totalitaires, en face de ce mur qui s'élève pour protéger les peuples contre les affamés d'espace vital, une manifestation d'éclat : la signature du Pacte militaire italo-allemand⁷⁶⁶.

Seule, l'Allemagne ne peut en Europe, malgré ses 80 millions d'habitants, envisager une victoire finale. Il lui faut un

⁷⁶⁴ *Le Messin*, 23 mai 1939, "Manifestations et manoeuvres d'intimidation", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁷⁶⁵ *Le Messin*, 23 mai 1939, "Manifestations et manoeuvres d'intimidation", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁷⁶⁶ *Le Lorrain*, 24 mai 1939, "Faux bilans", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

complice. Seul, << l'appendice >> italien peut encore moins que la Germanie. Il lui faut un appui sur la terre ferme. L'Italie a cru le trouver en Allemagne, par idéologie et surtout par nécessité. Cette alliance n'a, en conséquence, rien d'exceptionnel, elle est considérée au *Lorrain* comme tout à fait normale.

Ce qui ennuie davantage Paul Durand, le rédacteur en chef du quotidien de la rue des Clercs, c'est le bilan affiché par l'Axe, qui lui semble faux et être en réalité une manœuvre de propagande. En ce qui concerne par exemple la réduction du chômage en Allemagne, elle est due principalement à l'industrie de guerre mise en place et aux camps de concentration qui regroupent plusieurs centaines de milliers d'individus. Quant à l'exigence par l'Allemagne et l'Italie de se créer un espace vital qui leur permettrait de survivre, ce n'est qu'un mensonge de plus. L'Italie a ses colonies ; en outre, elle rapatrie les Italiens résidant à l'étranger. Cette notion d'espace vital n'est qu'un bluff et un truquage. Les difficultés économiques, ce sont Adolf Hitler et Benito Mussolini qui les ont créées à cause de leur politique d'armement et de conquête. Le problème du surpeuplement peut se résoudre autrement que par l'aventure, Paul Durand en est convaincu. La Belgique a plus d'habitants au kilomètre carré que l'Allemagne et l'Italie et elle ne rêve pas d'espace vital. Elle connaît même la prospérité économique⁷⁶⁷. Un élément est cependant d'importance. Les conditions du jeu étant inégales entre l'Allemagne et l'Italie, la politique de Benito Mussolini en accentuant encore sa servitude envers le Reich, augmente pour l'Italie les risques d'une catastrophe⁷⁶⁸.

Dans l'ensemble, les journalistes du département de la Moselle analysent avec une relative justesse les relations germano-italiennes. Isolées, les deux dictatures vont se rapprocher. Après avoir longtemps espéré une rupture de cette alliance du fait d'objectifs fondamentalement différents et d'intérêts quelquefois opposés, les journaux messins, et en particulier *Le Lorrain*, finissent par admettre la solidité de

⁷⁶⁷ *Le Lorrain*, 24 mai 1939, "Faux bilans", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁷⁶⁸ *Le Lorrain*, 25 mai 1939, Citation de Wladimir d'Ormesson, 1^{re} page.

cette union. Cependant, alors que dans les années 1936 et 1937 l'Axe semblait équilibré, en 1938 l'Allemagne y prend une importance considérable, son influence sur l'Italie va croissante. En 1939, Benito Mussolini est complètement livré au III Reich. Il faut rajouter que l'action conjointe de l'Allemagne et de l'Italie au cours de la guerre d'Espagne s'avéra décisive pour la consolidation de l'Axe. Celui-ci a encore été consolidé par la conférence de Munich. En 1938, l'introduction en Italie de lois racistes et antisémites calquées sur le modèle allemand marque le signal de la convergence entre les idéologies fasciste et nazie.

La presse messine y voit plus une manipulation, un bluff destiné à faire céder les démocraties face aux exigences germano-italiennes. Les analystes politiques ne ressentent pas ces liens qui se resserrent mais croient simplement à une mascarade. Cette "amitié brutale", selon les propres mots de Benito Mussolini, ajoutée au déséquilibre des forces et aux objectifs divergents ne peuvent mener, selon eux, qu'à un échec. La parité de façade pourrait disparaître et Benito Mussolini ne l'accepterait pas.

A la veille du conflit, il semble tout de même que *Le Messin* et *Le Lorrain* se soient résignés à croire aux "apparences". L'Italie dominée, Benito Mussolini fasciné par Adolf Hitler, les deux États totalitaires européens suivront encore le même chemin pendant plusieurs années. Ensemble ils iront de conquêtes en conquêtes, avant la chute finale.

Pour *Le Républicain Lorrain*, le Pacte germano-italien est une << oeuvre de guerre >>, qui s'oppose à << [l']oeuvre de paix >> des discussions franco-anglo-russes⁷⁶⁹.

Cependant, les conquêtes ont commencé bien avant le déclenchement de la guerre. Comment la presse messine a-t-elle réagi ?

La quatrième partie apporte les réponses à cette question et l'analyse de la presse mosellane.

⁷⁶⁹ *Le Républicain Lorrain*, 23 mai 1939, 1^{ère} page.

4^{ème} PARTIE.

**La politique extérieure allemande :
les premières conquêtes et
la marche à la guerre.**

La presse messine, l'Allemagne et l'Autriche, janvier 1933-mars 1938 (de la prise du pouvoir à l'Anschluss).

La République autrichienne, proclamée le 12 novembre 1918, est un petit État dont les frontières sont délimitées par le Traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919. L'Autriche se dote d'une Constitution démocratique et fédérale en 1920.

Très tôt, l'ensemble des partis autrichiens (chrétiens-sociaux, sociaux-démocrates, nazis...) souhaitent l'annexion par l'Allemagne. Mais tous, sauf les nazis, se détournent de cette solution quand ils voient les méthodes hitlériennes en action dans le pays voisin.

Lors de la prise de pouvoir nazie en janvier 1933, c'est Engelbert Dollfuss, au destin dramatique, qui est Chancelier d'Autriche. À partir de cette date, Vienne ne vivra plus jamais en paix. Pressions, propagandes, attentats, manifestations nazies se succéderont et provoqueront la stupéfaction des journaux mosellans. Ces derniers, inquiets pour l'Autriche et "Vienne la catholique", ne cessent de suivre l'évolution des événements et de la menace provoquée par le III Reich. Les actions menées par l'Allemagne seront dénoncées, les moyens mis en oeuvre également, la résistance autrichienne heureuse ou malheureuse sera décrite avec souvent une pointe d'émotion communicative.

Enfin, les relations entre Adolf Hitler et Benito Mussolini sur le sujet font aussi l'objet de nombreux articles et éditoriaux, pour aboutir à une annexion prévisible et ses conséquences en Europe.

C'est en nous basant sur ces principaux thèmes que nous allons étudier la disparition progressive de l'indépendance d'un État souverain, membre de la SDN. Le Chancelier-Président du Reich va prouver à toute l'Europe qu'il est possible de conquérir une Nation fragile sans conflit armé.

I. Les violences allemandes en République autrichienne.

Le Messin exprime sa sympathie de voir l'Autriche repousser les attaques répétées du national-socialisme. La situation entre les deux pays est tellement tendue qu'elle a provoqué l'impression la plus pénible auprès des Autrichiens. Personne n'aurait pu croire que le national-socialisme allemand tenterait de renverser le cabinet Dollfuss, notamment en usant de représailles économiques⁷⁷⁰ (l'Allemagne interdit en effet à ses citoyens de voyager en Autriche en les menaçant de peines draconiennes tels des droits de douane très élevés).

En outre, Berlin possède sur place des agents qui préparent, par la violence, la conquête du pays. Les attentats criminels se multiplient, des bombes sont lancées contre les magasins et des coups de revolver abattent des membres de la Heimwehr (milice armée de droite) et des agents de la police⁷⁷¹. À ces procédés de terrorisme s'ajoute une propagande menée habilement par des associations auxquelles des hommes politiques allemands fournissent un concours officiel.

Les grandes puissances européennes vont-elles laisser l'Autriche se débattre seule contre les agressions de son entreprenant voisin ? C'est la question que l'on se pose au *Messin*. Il s'agit d'une Nation qui essaie de défendre son indépendance et dont les forces sont

⁷⁷⁰ *Le Messin*, 6 juin 1933, "Contre la provocation hitlérienne", "L'indépendance de l'Autriche", 1^{ère} page.

⁷⁷¹ *Le Messin*, 16 juin 1933, "Laissera-t-on l'Allemagne annexer sept millions d'habitants ?", signé "G.", Editorial, 1^{ère} page.

manifestement insuffisantes si elle est abandonnée à elle-même. Consciente de la faiblesse militaire et économique de la petite Autriche, la rédaction du *Messin* bien informée de la situation, semble-t-il, réclame une intervention française. Elle va même jusqu'à proposer l'intervention du "Pacte à Quatre" récemment signé (le 7 juin) au palais de Venise, par la France, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie. Cette nouvelle organisation pourrait ramener à la raison << le membre du "club" qui se livre à des manifestations turbulentes >>⁷⁷². *Le Messin* interprète le "Pacte à Quatre" à la manière du gouvernement français, dirigé alors par Édouard Daladier. Il s'agit d'une politique de collaboration effective en vue de maintenir la paix en Europe, étant spécifié que l'on ne peut disposer des États sans leur assentiment, et qu'en cas de révision des frontières, la décision serait prise, non par les Quatre comme le souhaitaient pourtant l'Allemagne et l'Italie, mais par le Conseil de la Société des Nations se prononçant à l'unanimité, y compris les pays intéressés. Le "Pacte" n'est pas un instrument de révision graduelle des Traité, mais un instrument de paix et de collaboration. Dans ce sens, *Le Messin* demande fort logiquement une intervention pour rappeler l'Allemagne à l'ordre. Le III Reich, non seulement trouble, par ses manifestations violentes en Autriche, la paix européenne mais en plus au travers de sa propagande envisage une modification des frontières. C'est contraire à l'esprit du "Pacte à Quatre".

Les éditorialistes du quotidien de la rue des Clercs ne s'y trompent pas, l'objectif de l'Allemagne est de livrer l'Autriche à la terreur, l'effroi ainsi provoqué devant aider à prendre d'assaut le pays. Il est certain, est-il expliqué avec clairvoyance, que l'action du parti national-socialiste en Autriche n'a pas été prémeditée dans le pays même et n'a pu être exécutée seulement par des Autrichiens, le national-socialisme n'étant pas un produit autrichien⁷⁷³. Le gouvernement français a donc pleinement raison de protester contre cette immixtion du NSDAP allemand dans les affaires intérieures d'un État indépendant.

⁷⁷² *Le Messin*, 16 juin 1933, "Laissera-t-on l'Allemagne annexer sept millions d'habitants?", signé "G.", Éditorial, 1^{ère} page.

⁷⁷³ *Le Messin*, 22 juin 1933, "La tension austro-allemande", Éditorial, 1^{ère} page.

En conséquence, et pour les mêmes raisons, *Le Messin* pense que le gouvernement Dollfuss avait le devoir d'assurer le calme et la tranquillité, et les moyens qu'il a employés étaient dictés par la nécessité, même si les décideurs autrichiens ont longtemps hésité avant d'user de rigueur contre les agitateurs nationalistes allemands. En effet, à partir du 15 mars 1933, voulant écarter ce qui lui apparaît comme un double péril, les nazis et les socialistes, Engelbert Dollfuss institue une dictature de fait en s'appuyant sur les Heimwehren. Le parlement est ajourné, le Chancelier d'Autriche s'attribue plusieurs portefeuilles ministériels, réduit les libertés de réunion, de presse, interdit le parti communiste et le parti nazi : << Si le pouvoir de l'État ne veut abdiquer, il doit se défendre. Tout autre État aurait agi de même dans de telles circonstances >>⁷⁷⁴. *Le Messin* approuve clairement cette attitude énergique et autoritaire vis-à-vis des partis extrémistes (de gauche ou de droite) semeurs de troubles.

Ni le "Pacte à Quatre", ni les clauses du Traité de Versailles portant sur l'Autriche ne semblent compter pour le III Reich⁷⁷⁵. La nouvelle Allemagne d'Adolf Hitler fait ce qu'elle veut. Le jour où le Chancelier nazi voudra pénétrer en Autriche, questionne *Le Lorrain*, qui pourrait l'en empêcher ? Le Reich est une << idée-force >>, et une idée-force germanique qui doit conquérir le monde, tout ce que l'Allemagne entreprend est << légitime >>. Elle s'imposera par la force si cela s'avère nécessaire. << La force seule pourra les empêcher. Hélas. >> écrit le journaliste messin.

Tous les Allemands veulent l'Anschluss. L'annexion aurait pu se faire sous les gouvernements socialistes et centristes. Adolf Hitler ne fait que continuer, sous le signe de la croix gammée, ce que ses prédécesseurs ont commencé sous le signe du drapeau rouge et noir.

Toujours pessimiste à ce sujet, Charles Ritz estime que rien n'arrêtera le "Führer". << Cette union, l'Autrichien Hitler l'a rêvée et

⁷⁷⁴ *Le Messin*, 22 juin 1933, "La tension austro-allemande", Éditorial, 1^{ère} page.

⁷⁷⁵ *Le Lorrain*, 9 août 1933, "La réponse du Reich à la France", "L'intervention de la France est inadmissible", 1^{ère} page.

voulue toute sa vie >>⁷⁷⁶. Il n'a que mépris pour son pays d'origine qu'il veut régénérer par la pure race nordique que représente l'Allemagne. Donc, l'annexion s'impose et elle se fera, affirme sans ambiguïté le directeur politique du *Lorrain*. Le seul moyen éventuel pour éviter ce drame est d'en revenir strictement au Traité de Versailles. C'est la seule charte valable qui garantit les frontières et donc une vie aux petits États. Charles Ritz réfute le "Pacte à Quatre" qui, pour Adolf Hitler, ne représente qu'un outil permettant de modifier à terme les frontières. Le III Reich compte bien réussir là où n'ont pas réussi Bismarck puis la République de Weimar. Sous le sceptre du national-socialisme doivent se réunir toutes les tribus germaniques. L'Autriche, faible, déséparée, est la plus importante de ces tribus. Elle est inexistante sans l'Allemagne et doit rejoindre, de gré ou de force, le point concentrrique de toutes les énergies allemandes.

Cette thèse pourra, certes, s'estomper quelque temps à la faveur d'interventions réitérées de Benito Mussolini ou d'André-François Poncet à Berlin, elle n'en constitue pas moins l'essence même du dogme hitlérien qui veut le rassemblement de toutes les forces allemandes dans l'Empire, forces germaniques d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Suisse, du Danemark, de la Belgique, de la Roumanie et de la France (Alsace-Moselle)⁷⁷⁷. Sans le savoir, Charles Ritz désigne déjà en 1933 les futures victimes du Reich, fruits des conquêtes allemandes. **<< Si le III Reich n'est pas ainsi maintenu dans sa poussée populaire, il ne durera pas >>**, conclut-il.

Ces actions violentes, destinées à déstabiliser le pouvoir autrichien en place et régulièrement dénoncées par la presse messine qui en définit aisément les objectifs finaux et l'idéologie sous-jacente, vont mener les nazis autrichiens et allemands à une tentative désespérée.

⁷⁷⁶ *Le Lorrain*, 10 août 1933, "Une affaire mal emmanchée", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page.

⁷⁷⁷ *Le Lorrain*, 10 août 1933, "Une affaire mal emmanchée", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page.

II. L'attentat contre le Chancelier Dollfuss.

Cette tentative d'assassinat, le 3 octobre 1933, par un nazi autrichien est la conséquence directe de la propagande allemande en Autriche⁷⁷⁸. *Le Lorrain* pense qu'il est rare que les attentats politiques atteignent leur but et il est plus rare encore que la lumière soit faite sur les fils mystérieux qui ont fait mouvoir la main de l'individu, instrument conscient ou non, de menées politiques⁷⁷⁹. Toutefois, un fait est certain, Karl Destil, l'apprenti meurtrier, et sa famille appartenaient à un milieu national-socialiste exalté. Les nazis de Berlin ont pris en la circonstance la seule attitude qui convenait, ils réprouvent l'agression. Cependant, le *Voelkischer Beobachter* (journal du NSDAP) estime que l'événement éclaire la situation de l'Autriche et que désormais Engelbert Dollfuss et ses alliés politiques n'entreront plus la marche en avant des nazis autrichiens. Il semble bien que l'organe officiel du parti hitlérien eût envisagé sans déplaisir un mouvement populaire consécutif à la disparition du Chancelier autrichien dont l'énergie a entravé, jusqu'alors, les entreprises pangermanistes.

Conquérir l'Autriche, c'est également pour le Reich reprendre sous une forme nouvelle le rêve d'hégémonie sur l'Europe Centrale qui remonte au moyen âge. La liberté générale et l'indépendance des peuples n'ont été obtenues et gagnées que par la << résistance aux prétentions et aux efforts germaniques de domination >>⁷⁸⁰. Le danger est donc immense. La conquête de l'Autriche par Adolf Hitler, qu'elle se fasse par l'intérieur ou l'extérieur, ouvrirait pour l'Europe une ère de catastrophes. Les objectifs hitlériens auraient des répercussions importantes pour la vie diplomatique du continent. Le Traité de Versailles serait ouvertement violé ainsi que les principes du "Pacte à Quatre" et des

⁷⁷⁸ *Le Messin*, 4 octobre 1933, "Les conséquences de la propagande allemande en Autriche", "Le Chancelier Dollfuss victime d'un attentat", 1^{re} page.

⁷⁷⁹ *Le Lorrain*, 7 octobre 1933, "La propagande hitlérienne en Autriche", "Un coup manqué", Éditorial, 1^{re} page.

⁷⁸⁰ *Le Lorrain*, 7 octobre 1933, "La propagande hitlérienne en Autriche", "Un coup manqué", Éditorial, 1^{re} page.

accords de Locarno (1925). L'équilibre européen repose en cette année 1933 sur la question autrichienne, or les nazis autrichiens et allemands semblent prêts à toutes les folies pour assouvir leur soif de grandeur.

La campagne d'agitation menée par le Reich devait en arriver là. << **Le canon du revolver n'est jamais loin de la passion politique poussée à l'excès** >>⁷⁸¹. Il est inutile de chercher d'autres exemples que celui du Reich hitlériisé avec ses assassinats (30 juin 1934 par exemple), ses attentats, sa dégradation continue de la personnalité humaine, le refus même de reconnaître la dignité humaine à qui a la peau noire ou n'a pas la chemise brune.

Le grand danger pour l'Autriche, ce n'est pas une attaque armée du III Reich, la France risquerait de mobiliser ses troupes. L'Autriche est en danger continual de par la faiblesse et la lâcheté de la politique européenne et en raison de la révolution intérieure qui la menace. Les révolutionnaires nazis (d'Autriche) sont d'autant plus décidés à tout, qu'ils se savent soutenus et, en cas d'échec, reçus à bras ouverts par le voisin germanique. Si Engelbert Dollfuss avait été abattu, explique Charles Ritz, une réaction révolutionnaire devait fatalement se déclencher à Vienne. Quelle aurait été alors l'attitude des socialistes ? Qu'auraient fait les nazis autrichiens entraînés dans les camps de Bavière ? N'auraient-ils pas pénétré en bataillons serrés dans "leur" pays, entraînant derrière eux tous les hitlériens camouflés d'Autriche ?

Continuant dans son raisonnement, l'abbé-journaliste se demande, non sans arrière-pensée, quel aurait été le réflexe des grandes puissances ? Celles du "Pacte à Quatre" et celles de la SDN. Les principes démocratiques, dont les unes s'inspirent, ne les auraient-elles pas incitées à "respecter" la volonté de l'Autriche qui veut se transformer en pays fasciste ? Et les autres puissances à politique fasciste n'auraient-elles pas, en sourdine, applaudi à la révolution qui allait ajouter un membre de plus à leur chaîne antidémocratique ? Heureusement, les balles n'ont point tué

⁷⁸¹ *Le Lorrain*, 4 octobre 1933, "L'Autriche en danger", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

Engelbert Dollfuss. << Mais demain peut apporter ce qu'hier n'a pas donné. L'Autriche est plus que jamais en danger >>. Charles Ritz ne peut pas mieux exprimer la menace qui pèse sur ce petit pays fragile ainsi que le phénomène révolutionnaire que l'Allemagne d'Adolf Hitler veut déclencher à Vienne. C'est presque le scénario de mars 1938. Le directeur du *Lorrain* espère que l'attentat manqué réveillera les énergies du quart de la population, viennoise surtout, qui jusqu'à présent laissait faire et laissait passer. Le "front patriotique" d'Engelbert Dollfuss devrait ainsi s'étendre et se resserrer. Celui que l'on surnomme "le petit lieutenant" va gagner en popularité⁷⁸².

Le Chancelier autrichien a certainement gagné en sympathie et en estime à la suite de ce premier attentat improvisé et non organisé en Allemagne. Il ne s'agit plus seulement d'une résistance politique face à la propagande allemande ; maintenant, la personne même du Chancelier, qui défend courageusement l'indépendance de son pays, est menacée. Face à une telle violence, comment ne pas céder ? Comment ne pas reculer face à une telle détermination à l'intérieur et à l'extérieur du pays ? Engelbert Dollfuss, malgré ce premier avertissement, va persister dans sa lutte et moins d'un an plus tard sera victime d'un deuxième attentat suivi cette fois-ci, comme l'a prédit Charles Ritz, d'une révolution nazie destinée à prendre le pouvoir.

III. L'assassinat du Chancelier d'Autriche Engelbert Dollfuss.

1. Le *Lorrain* et *Le Messin* analysent l'attentat.

Il s'agit d'un véritable coup d'État tenté le 25 juillet 1934. Le Chancelier autrichien Engelbert Dollfuss, cible principale des insurgés,

⁷⁸² *Le Lorrain*, 4 octobre 1933, "L'Autriche en danger", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

est assassiné. *Le Lorrain* désigne clairement le Reich comme le véritable coupable⁷⁸³.

Le Messin, outre la responsabilité allemande, insiste sur le fait que l'assassinat du Chancelier, ne peut manquer d'avoir à lui seul, des conséquences politiques importantes ; c'est un événement grave⁷⁸⁴. De plus, le journal note avec satisfaction que la France et l'Italie, toutes deux fermement attachées au principe de l'indépendance de l'Autriche, gardent la même attitude d'expectative vigilante⁷⁸⁵. Le fait saillant est surtout la position nette prise par le gouvernement italien avec l'envoi de 50 000 hommes à la frontière italo-autrichienne⁷⁸⁶.

Cependant, Frédéric Certonciny, directeur politique et éditorialiste du *Messin*, pense que ces événements n'auraient pas eu lieu et que Rome, avec l'Europe entière, n'aurait pas eu les inquiétudes actuelles, si la diplomatie fasciste avait été moins complaisante à l'égard de Berlin depuis quelques années⁷⁸⁷. Outre le risque de déflagration européenne au cas où les troupes allemandes auraient franchi la frontière avec l'Autriche, l'autre conclusion importante retenue par Frédéric Certonciny concerne l'Allemagne. Selon lui, à part un crime odieux à rajouter au tableau de chasse des nazis, à quoi rime ce nouvel assassinat ? A faire détester un peu plus l'Allemagne, répond l'éditorialiste⁷⁸⁸. << On dirait vraiment que les assassins du Reich veulent absolument faire presser la détente des fusils que l'Europe, outragée dans son honneur, vient, dans un sursaut d'indignation, de braquer résolument vers eux >>, conclut-il.

Pour finir, dans un article du 4 août, le directeur politique du *Messin* exprime le souhait de voir l'indépendance de l'Autriche conservée car c'est un des facteurs essentiels du maintien de la paix en

⁷⁸³ *Le Lorrain*, 27 juillet 1934, "Le monde entier exprime son indignation et désigne le Reich comme le véritable coupable", 1^{ère} page.

⁷⁸⁴ *Le Messin*, 26 juillet 1934, "Graves événements en Autriche".

⁷⁸⁵ *Le Messin*, 27 juillet 1934, "Après l'assassinat du Chancelier Dollfuss", 1^{ère} page.

⁷⁸⁶ *Le Messin*, 4 août 1934, "L'Autriche entre l'Allemagne et l'Italie", 1^{ère} page.

⁷⁸⁷ *Le Messin*, 4 août 1934, "L'Autriche entre l'Allemagne et l'Italie", 1^{ère} page.

⁷⁸⁸ *Le Messin*, 28 juillet 1934, "Où allons-nous avec tous ces crimes ?" , 3^{ème} page.

Europe. Seule, selon lui, une étroite union de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, garantes de cette indépendance, et non seulement leur union, mais une ferme résolution commune, peut rappeler le peuple allemand à la raison et dissiper le lourd malaise qui pèse sur l'Europe.

Le Président Miklas désigne Kurt von Schuschnigg, pour continuer l'oeuvre du défunt Chancelier.

Le Messin accueille avec satisfaction cette nomination. Le ministre fédéral, collaborateur intime du Chancelier, a toujours suivi une ligne de conduite aussi droite que celle adoptée par son chef lui-même. Kurt von Schuschnigg choisira, sur la question de l'indépendance de l'Autriche, la même position qu'Engelbert Dollfuss, ce qui rassure le rédacteur du *Messin*⁷⁸⁹. Quoi qu'il en soit, ce que craignait Charles Ritz s'est produit. Face à la folie meurtrière nazie, Engelbert Dollfuss, si vaillant et déterminé, a fini par succomber.

Réalistes, les journalistes messins ont pris rapidement conscience de l'importance politique de l'événement et de ses possibles conséquences en Europe. La complaisance de Rome à l'égard de l'Allemagne nazie est dénoncée, mais le rôle joué par Benito Mussolini et l'envoi de troupes italiennes sur la frontière est également relaté. Il est juste de noter que seule l'Italie a pris des mesures militaires à l'encontre d'une éventuelle annexion (2 divisions alpines envoyées à la frontière du Brenner), ce qui, d'ailleurs, mécontentera le "Duce".

2. La *Lothringer-Volkszeitung* et les événements de juillet 1934.

La *Lothringer-Volkszeitung* se demande si une intervention militaire se justifie ou si, en fait, il ne s'agirait pas d'une affaire purement

⁷⁸⁹ *Le Messin*, 27 juillet 1934, "Après l'assassinat du Chancelier Dollfuss", 1^{ère} page.

locale⁷⁹⁰. L'assassinat d'Engelbert Dollfuss en lui-même est condamné par le quotidien, mais la France doit-elle, ou plus exactement peut-elle intervenir ? L'éditorialiste estime qu'une démarche provenant seulement de la France serait << impensable >>. Seule est envisageable une action commune de la France et de l'Italie en excluant la Grande-Bretagne. Il songe, par ailleurs, à l'installation du prince Starhemberg à la Chancellerie d'Autriche, ce qui renforcerait les intérêts italiens. Le notable autrichien est en effet connu pour son engouement fasciste et son amitié pour Benito Mussolini. L'auteur de l'article envisage même une entrée des troupes italiennes à Vienne afin d'annexer l'Autriche !

Revenant à davantage de raison, il se pose la question de la localisation ou pas du problème autrichien. Tout dépend de la position du Reich dans cette affaire et surtout de l'interprétation qu'en feront les cabinets ministériels européens⁷⁹¹. Si l'Allemagne intervenait en Autriche, une action commune de certains pays dont la France, serait alors inévitable. Toutefois, avant de songer sérieusement à cette entrée brutale des troupes du Reich en Autriche, le journaliste rappelle qu'entre les deux pays se dresse un mur infranchissable qui se nomme Engelbert Dollfuss, martyr du nazisme, avant de conclure << qu'il faudrait que von Papen puisse le franchir >>. << Finalement cela ne doit pas être impossible >>.

La *Lothringer-Volkszeitung* montre dans ces propos une opinion nettement favorable à la réussite des ambitions hitlériennes en Autriche. Le quotidien laisse sous-entendre son souhait de voir le Reich réaliser ses desseins expansionnistes. L'Allemagne nazie a une presse alliée en Moselle, c'est la *Lothringer-Volkszeitung*.

⁷⁹⁰ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 28 juillet 1934, "Zum Kanzlermord in Wien", "Intervention oder Lokalisierung?", docteur Ger, Éditorial, 1^{re} page.

⁷⁹¹ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 28 juillet 1934, "Zum Kanzlermord in Wien", "Intervention oder Lokalisierung?", docteur Ger, Éditorial, 1^{re} page.

IV. Franz Von Papen à Vienne.

Le premier coup de force nazi se soldait par un échec. Et ce pour plusieurs raisons. Engelbert Dollfuss mourant, refusa de signer une lettre de démission. Ensuite, le Président de la République autrichienne, Miklas, nomma aussitôt Chancelier un autre catholique, Kurt von Schuschnigg. Surtout, les représentants des puissances occidentales et de l'Italie en particulier, réagirent vigoureusement avec l'arrivée des troupes fascistes sur le Brenner.

Face à ces difficultés, l'Allemagne recule. La propagande nazie déclare aussitôt que le gouvernement du Reich désapprouve l'initiative des nazis autrichiens et Adolf Hitler envoie comme nouvel ambassadeur à Vienne, le catholique Franz von Papen qui cessait ainsi d'être vice-Chancelier, poste auquel il ne sera pas remplacé, renforçant de cette manière les pouvoirs du "Führer". Pour Frédéric Certonciny, cette nomination subite ne modifie rien. Adolf Hitler reste aux yeux du monde entier le grand instigateur du crime du 25 juillet⁷⁹².

Il note avec satisfaction que l'opinion autrichienne se montre très réservée en voyant arriver l'ex-Chancelier von Papen. En effet, pensent les autorités autrichiennes, ce nouveau venu va dépendre uniquement d'Hitler et non pas de la Wilhelmstrasse. Il n'aura en aucune façon les prérogatives régulières d'un représentant diplomatique légal. Il n'est que la colombe de la paix adressée par le "Führer" à l'Autriche, alors que ce dernier vient de replacer pour un temps l'épervier Habicht (propagandiste allemand en faveur de l'annexion) dans sa cage. Malgré ces réserves, les cercles politiques autrichiens semblent enclins à considérer la nomination de Franz von Papen comme un indice de détente, et à tout le moins, de volte-face complète dans les méthodes adoptées jusqu'ici par le Reich dans ses rapports avec l'Autriche. L'agrément sollicité par le Reich en faveur de von Papen ne sera probablement pas refusé, car il semble difficile

⁷⁹² *Le Messin*, 29 juillet 1934, "L'Épervier d'Allemagne et la Colombe de la Paix", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

d'admettre que tout en s'efforçant de rétablir, en quelque sorte, des relations diplomatiques normales, le Reich songe à continuer d'entretenir en sous-main la campagne de violence dans laquelle se sont jetés à corps perdu les nazis autrichiens⁷⁹³. L'Autriche serait donc en ce sens en train de marquer un avantage dans sa lutte avec le Reich. Mais elle le paye du sang de son Chancelier. Il lui faudra encore beaucoup de vigilance, car elle ne peut plus douter que les nazis ne soient capables de tout.

Frédéric Certonciny est sceptique devant cette nomination. L'Allemagne nazie, depuis janvier 1933, n'a cessé de montrer sa volonté de réaliser l'Anschluss, quels que soient les moyens à utiliser. Cet échec favorisera une détente passagère, certes, mais jusqu'à quand ? L'Autriche de Schuschnigg réussira-t-elle à tirer le plus grand profit des derniers événements en Europe aux dépens du III Reich ? Et si le nouveau gouvernement y parvient, pour combien de temps ? À ces interrogations, ni *Le Messin*, ni *Le Lorrain* ne répondent. Comment y répondre, l'Allemagne d'Hitler est tellement imprévisible ! Le régime mis en place est encore trop nouveau pour savoir présager de l'avenir.

Une chose est sûre, l'Angleterre, la France et l'Italie poussées par les événements semblent se rapprocher à nouveau. Ce réflexe est salutaire et réconfortant, il a autorisé le maintien de l'indépendance autrichienne, un infléchissement de la politique allemande, c'est ce que retiennent les journaux messins. La mort d'Engelbert Dollfuss a permis finalement de les rassurer. Paradoxal !

Le directeur politique du *Messin* curieux d'observer l'évolution des relations germano-autrichiennes livre, en juin 1935, ses réflexions.

Désormais l'Allemagne tente de pénétrer pacifiquement en Autriche. Adolf Hitler pense qu'une consultation populaire organisée par le gouvernement de Vienne donnerait le pouvoir à son parti. Tout le travail effectué sur le sol autrichien par les agents du parti nazi vise à la

⁷⁹³ *Le Messin*, 29 juillet 1934, "L'Épervier d'Allemagne et la Colombe de la Paix", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

réalisation du plébiscite désiré, ordonné par le Chancelier du Reich, et cela au moyen d'une vaste propagande comme l'Allemagne en a l'habitude⁷⁹⁴. Après le 25 juillet 1934 et l'assassinat du Chancelier Dollfuss, *Le Messin* envisageait la fin de la lutte fratricide entre les deux pays. Ces espérances se révélèrent fausses. La terreur sanglante s'arrêta, mais pas la propagande nazie. << Berlin est en position d'attaque et Vienne sur la défensive. Le tableau reste le même >>⁷⁹⁵. L'Allemagne n'a aucunement renoncé à son projet d'annexion pure et simple de la République autrichienne. Le rêve d'Adolf Hitler est toujours vivace, se réalisera-t-il ? Pour cela, il faudra vaincre la résistance viennoise.

V. La résistance autrichienne.

1. L'aide française.

Au début 1933, Charles Ritz estimait, étant donné les circonstances, que l'Autriche, corps germanique sur le flanc de l'Allemagne, devait fatalement un jour ou être absorbée par le Reich, ou entrer en conflit avec lui. Au milieu de l'année, c'est à dire au point culminant de la tension, le journaliste lorrain note la résistance acharnée à l'absorption par l'Allemagne dont fait preuve le petit pays. Il est donc temps, à présent, d'envisager une aide française à cet État en détresse⁷⁹⁶. Cette aide pourrait se concrétiser par l'émission rapide d'un emprunt sollicité par Vienne, elle pourrait également prendre la forme d'une réorganisation économique de l'Europe Centrale et d'une collaboration plus étroite des alliés de la France (sous-entendu Pologne, Petite-Entente, Angleterre) avec l'Autriche.

⁷⁹⁴ *Le Messin*, 11 juin 1935, "L'Allemagne et l'Autriche", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page.

⁷⁹⁵ *Le Messin*, 11 juin 1935, "L'Allemagne et l'Autriche", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page.

⁷⁹⁶ *Le Lorrain*, 22 juillet 1933, "Il faut sauver l'Autriche", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

La résistance politique du gouvernement Dollfuss a été pour Charles Ritz un acte d'héroïsme auquel il ne croyait pas mais qui s'est réalisé et que la France se doit de soutenir du mieux qu'elle le pourra.

L'Autriche, explique Charles Ritz en 1936, est prise entre l'Allemagne et l'Italie. Un tiers marxiste (socialistes, communistes), un tiers de pro-hitlériens, une minorité pro-italienne (les Heimwehren du prince Starhemberg) et le reste, ouvriers et catholiques de Schuschnigg au pouvoir, divisent politiquement le petit État germanique et donc le menacent en l'affaiblissant. *Le Lorrain* soutient activement le Chancelier Schuschnigg dans sa tentative de création et de renforcement d'un front patriotique ainsi que sa volonté de concentrer entre ses mains les différents pouvoirs politiques⁷⁹⁷. La France, afin d'aider l'Autriche, doit tenter par tous les moyens de maintenir le front de Stresa (France, Angleterre, Italie), pour garantir l'indépendance autrichienne. De l'Autriche peut émaner la future grande guerre européenne.

Le gouvernement français trouverait une solution à ce risque en apaisant les tensions entre l'Angleterre et l'Italie et en mettant fin aux sanctions économiques et financières destinées à faire céder Benito Mussolini aux injonctions de la SDN. En cas d'échec de cette politique, la conséquence en sera le rapprochement important entre Rome et Berlin, dont l'enjeu ne peut être que la petite Autriche. Puis, << les hitlériens de Bohème crieront au secours... et le reste >>⁷⁹⁸.

Visionnaire, l'abbé Charles Ritz, ou seulement fin politologue ?

⁷⁹⁷ *Le Lorrain*, 16 mai 1936, "Le dernier effort de l'Autriche pour rester libre", Charles Ritz, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁷⁹⁸ *Le Lorrain*, 16 mai 1936, "Le dernier effort de l'Autriche pour rester libre", Charles Ritz, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

2. *Le Messin* et l'hypothétique entente danubienne.

Dès 1933 était envisagée, en Autriche, la création sur les bases d'un rapprochement austro-hongrois, d'une entente danubienne. Celle-ci, reposant sur des accords économiques et militaires, pourrait permettre une meilleure défense face aux tentatives nazies. L'attitude du *Messin* concernant cette proposition est double. Que se passerait-il si par malheur ce bloc danubien, encore en gestation, venait à entrer dans l'orbite hitlérienne. << Nous serions exposés au plus grave péril >>⁷⁹⁹. Ce serait, en quelque sorte une véritable puissance économique et politique aux mains du III Reich.

D'un autre côté, nous explique Frédéric Certonciny le 15 janvier 1934, la misère a pris en Autriche des proportions effrayantes qui rendent la situation désespérée⁸⁰⁰. Il est dénombré à Vienne 200 000 chômeurs sur 2 000 000 d'habitants et il n'est pas étonnant que ce chômage apporte chaque jour de nouvelles recrues au national-socialisme. L'Autriche ne peut pas vivre, puisqu'elle a été créée non viable à La Haye en 1920. Elle aurait pu être intégrée à l'Allemagne (1931), mais l'Europe ne l'a pas voulu. Cette intégration, qui la menace toujours, aurait des chances de ne pas se réaliser si une autre intégration, par exemple à une entente danubienne, lui était substituée. Le Chancelier Dollfuss agit dans cette voie, Frédéric Certonciny, en fin de compte, n'y voit pas d'inconvénients. Une Autriche plus forte économiquement et politiquement et, surtout, alliée à d'autres pays ne pourrait plus être annexée par l'Allemagne. C'est l'objectif.

Avec quelques hésitations, *Le Messin* soutient cette politique d'Engelbert Dollfuss, qui malheureusement échouera faute de trouver un accord convenable et solide avec la Hongrie. C'est un moyen

⁷⁹⁹ *Le Messin*, 24 août 1933, "La crise évolue", Éditorial, 1^{ère} page.

⁸⁰⁰ *Le Messin*, 15 janvier 1934, "Une entente danubienne devrait prévaloir contre l'Anschluss", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes, photographie du Chancelier Dollfuss.

efficace d'éviter l'Anschluss qui est abandonné. D'ailleurs, pouvait-on sérieusement imaginer la Hongrie se jeter dans les bras de l'ancienne capitale de l'Empire austro-hongrois ? Il faudra donc se tourner vers d'autres solutions.

3. Une nouvelle Constitution pour l'Autriche.

Le Chancelier Dollfuss promulgue le 1^{er} mai 1934 une nouvelle Constitution établissant un état corporatif chrétien. Celui-ci, inspiré des principes mussoliniens et de la doctrine sociale de l'Eglise, comprend un gouvernement fort, disposant du pouvoir législatif, les assemblées, confinées dans un rôle consultatif, représentants les professions et les régions⁸⁰¹. De cette nouvelle Constitution, *Le Messin*, en avril 1934, ne connaît pas encore tous les détails. Il fait toutefois remarquer que, loin de faire table rase du passé, les réformateurs ont emprunté intégralement à la loi fondamentale de 1867, les dispositions relatives aux droits des citoyens, à la liberté individuelle..., de manière à conserver les traditions "démocratiques" d'autrefois⁸⁰². De les conserver au moins en partie.

Il s'agit, selon Maurice Pernot, d'une réforme prudente, conservatrice, qui ne s'inspire ni de l'étatisme hitlérien, ni, à plus forte raison, de la centralisation excessive dont les États fédérés d'Allemagne ont été victimes. Le système fédéral sera d'autant mieux garanti en Autriche et s'y montrera d'autant plus respectueux des autonomies particulières, que le III Reich a mis plus d'acharnement à détruire le premier et à supprimer les autres.

De même, les auteurs de la Constitution insisteront d'autant plus volontiers sur le caractère chrétien de la République

⁸⁰¹ SCHOR R., *Crises et dictatures dans l'Europe de l'entre-deux-guerres 1919-1939*, Édition Nathan, Paris, 1993, 127 pages.

⁸⁰² *Le Messin*, 25 avril 1934, "La nouvelle Autriche", Maurice Pernot, agrégé de l'université, 1^{ère} page.

autrichienne, que l'Allemagne d'Adolf Hitler prend en face du christianisme une attitude plus agressive. Le Chancelier Dollfuss a fait habilement profiter l'Autriche des fautes commises par le Chancelier Hitler. Est-ce à dire que le "petit lieutenant" a désormais partie gagnée ? Maurice Pernot n'ose pas le prétendre, surtout après avoir reçu les derniers résultats d'élections à Innsbruck, donnant encore 44 % des suffrages aux nazis⁸⁰³. La prudence s'impose dans la portée politique de cette nouvelle Constitution.

Charles Ritz, quant à lui, s'adonne à une comparaison des deux Constitutions autrichienne et allemande. La nouvelle Constitution est autrichienne parce qu'elle est chrétienne alors que la Constitution du III Reich est étatiste⁸⁰⁴.

L'État en Allemagne est tout. L'État est dieu et ne souffre point d'autres dieux à côté de lui : *Le Lorrain* a souvent décrit les conflits qui ont surgi, de ce fait, entre la conception étatiste du III Reich, la religion catholique et les confessions protestantes (voir 1^{er} tome page 193 et suivantes : Les luttes religieuses dans l'Allemagne hitlérienne). Les autorités ne savent quel champ d'action leur laisser dans un État qui peut et désire se passer de l'action de tout ce qui n'est pas étatique.

La Constitution autrichienne, en second lieu, selon Charles Ritz, conserve le caractère fédéral du pays.

Dans le Reich, Adolf Hitler a brisé d'un seul coup ce à quoi l'histoire et l'évolution de l'Allemagne avaient donné beaucoup d'importance et respecté. Alors qu'en Autriche les autonomies particulières ont été maintenues, favorisées même, en Allemagne le système de l'État unitaire a supprimé constitutionnellement les "Länder" (pays). En Autriche, chaque "pays" aura sa Diète, son gouverneur, ses chefs de districts (mais sans pouvoirs, ce que ne dit pas Charles Ritz).

⁸⁰³ *Le Messin*, 25 avril 1934, "La nouvelle Autriche", Maurice Pernot, agrégé de l'université, 1^{ère} page.

⁸⁰⁴ *Le Lorrain*, 3 mai 1934, "La nouvelle Constitution autrichienne et celle du III^e Reich", Charles Ritz, Editorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

L'Allemagne a vu le modèle de son destin dans l'unité française, explique Charles Ritz, mais elle a oublié que cette unité est le fruit du long travail des Capétiens, travail très dur, quelquefois, où l'épée est venue trancher la difficulté, travail de patience aussi où d'heureux mariages ont triomphé de ce que les batailles n'avaient point pu soumettre⁸⁰⁵.

Voilà les quelques caractères essentiels de la nouvelle Constitution autrichienne. Elle est chrétienne, elle est fédérale, elle n'est pas étatiste. Par cela, et c'est autant voulu par Engelbert Dollfuss qu'exigé par sa saine compréhension du pays, l'Autriche aura une opposition de plus avec l'Allemagne, les Autrichiens comprendront qu'ils ont tout à perdre en cas d'annexion. Indépendance, liberté disparaîtraient. Tôt ou tard le Reich ferait de l'Autriche un morceau du territoire allemand, et rien de plus, affirme clairement et avec justesse l'abbé Ritz. Avec quatre années d'avance, le directeur politique du *Lorrain* avance une hypothèse qui se révélera exacte. Il fait preuve, sur le problème autrichien, d'une grande lucidité, d'une grande clairvoyance.

Un point sur lequel les deux Constitutions se ressemblent quelque peu, c'est par leur base corporative. Bien qu'ici aussi la nouvelle Autriche développe son caractère chrétien. << On le voit, nous sommes loin du suffrage universel et de la démocratie système français. Autoritaire, fédérale, corporative, chrétienne, nous souhaitons que la nouvelle Constitution autrichienne fasse le bonheur de ce petit peuple qui a tout tenté pour rester soi-même >>⁸⁰⁶.

La presse messine de langue française en convient, l'Autriche s'est dotée, à juste titre, d'une Constitution autoritaire destinée à lutter plus efficacement contre la propagande et les violences nazies. Cependant, Engelbert Dollfuss n'en a pas pour autant abandonné certains principes comme le fédéralisme ou le christianisme. Ces derniers

⁸⁰⁵ *Le Lorrain*, 3 mai 1934, "La nouvelle Constitution autrichienne et celle du III^e Reich", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁸⁰⁶ *Le Lorrain*, 3 mai 1934, "La nouvelle Constitution autrichienne et celle du III^e Reich", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

représentent des arguments supplémentaires et des moyens de lutte contre l'idéologie étatiste allemande. Ces mesures antidémocratiques sont jugées nécessaires par les journalistes mosellans, il faut des méthodes rigoureuses et radicales pour chasser le mal nazi d'Autriche. Mais Charles Ritz n'aurait-il pas raison en craignant le pire et l'Autriche réduite à un simple "morceau" de l'Allemagne ?

La lutte n'est pas terminée, le Reich persiste dans ses revendications et les nazis, voyant s'éloigner la perspective de l'Anschluss, tentent un coup de force le 25 juillet 1934. Comme nous l'avons vu, ils réussissent à assassiner Engelbert Dollfuss, mais l'alliance des chrétiens-sociaux et des Heimwehren, ainsi que l'appui de Benito Mussolini qui tient à sauvegarder l'indépendance de l'Autriche, font échouer le putsch. Le nouveau Chancelier Kurt von Schuschnigg se doit de poursuivre la politique de son prédécesseur. D'autres tentatives autrichiennes vont permettre de repousser l'annexion. Mais pour combien de temps encore ?

4. Un retour des Habsbourg est-il possible ?

La possibilité de voir la dynastie des Habsbourg restaurée par quelque moyen que ce soit, en Autriche, fera l'actualité de la presse messine de langue française, pendant plusieurs années (1934-1938). Les opinions des journalistes-éditorialistes seront variées sur ce thème et, comme toujours, argumentées.

C'est une question importante pour l'Europe, bien qu'il ne s'agisse plus de la restauration de Otto de Habsbourg sur le trône autrichien, mais du remplacement à la Présidence de la République autrichienne de Miklas par l'archiduc Eugène de Habsbourg⁸⁰⁷.

⁸⁰⁷ *Le Messin*, 13 juin 1934, "L'horizon reste sombre dans les Balkans... parce que l'on continue à prononcer le nom de << Habsbourg >>", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

Le nom de Habsbourg, qui depuis le X siècle donna plusieurs rois à l'Europe, s'est éteint au point de vue monarchique par la révolution en Autriche et en Hongrie, du 11 au 13 novembre 1918, qui contraignit le roi Charles 1^{er} à l'exil. Le retour des membres de sa famille à la tête de l'Autriche est impossible, car la "Conférence des Ambassadeurs" de 1922 a exclu à tout jamais les Habsbourg du pouvoir dirigeant. Cependant, l'affaire se présente sous un jour différent. Il ne s'agit pas précisément d'une restauration monarchique, mais d'une candidature à la Présidence de la République. Bien entendu, rappelle Frédéric Certonciny, la France y est absolument opposée, mais les petites Nations avoisinantes (Hongrie, Tchécoslovaquie) prennent l'incident beaucoup plus au tragique.

C'est avec calme, mais en s'y opposant, que l'éditorialiste accueille la possibilité d'un retour à la politique des Habsbourg. Les relations à ce sujet entre l'Autriche et l'Allemagne ne sont pas évoquées, cela ne viendra que plus tard, notamment lors du voyage à Vienne du baron von Neurath, ministre des Affaires étrangères du Reich. Le gouvernement allemand s'oppose avec fermeté au retour de la dynastie habsbourgeoise au pouvoir⁸⁰⁸. Les Habsbourg catholiques dans une Autriche catholique, c'est un gain pour les catholiques du Reich en lutte avec le pouvoir central. Les Bavarois trouveraient en Autriche un appui moral dans leur résistance éventuelle. Pour Adolf Hitler, empêcher la restauration permet de maintenir l'Autriche dans sa faiblesse et donc annexable.

L'abbé Ritz retient l'opposition affirmée du Reich au projet autrichien. Si Adolf Hitler s'y oppose avec tant de motivation, c'est qu'il en ressent un danger, donc une incapacité de procéder, le moment voulu, à l'annexion. Dans ce cas, pourquoi ne pas laisser la situation politique viennoise évoluer dans ce sens, le résultat, de toute manière sera défavorable à l'Allemagne donc favorable à l'Autriche et à la paix européenne.

⁸⁰⁸ *Le Lorrain*, 23 février 1937, "Le baron von Neurath à Vienne", "M. Hitler permettra-t-il le retour des Habsbourg ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½

Suite aux accords de Berchtesgaden (février 1938), qui représentent une véritable victoire politique nazie en Autriche, l'attitude du *Messin* se fait plus radicale. C'est le temps des regrets pour Henry Godmard.

L'Autriche a été démantelée en 1919 sous prétexte qu'elle était trop imprégnée de catholicisme et on s'est opposé à la restauration des Habsbourg par haine de la monarchie ; simultanément, par esprit démocratique et égalitaire, les politiques ont favorisé le relèvement économique et militaire de l'Allemagne. Les accords de Berchtesgaden sont le résultat de ces erreurs⁸⁰⁹. Il est bien évident que le meilleur obstacle à l'Anschluss eut été (car l'auteur parle déjà au passé comme si l'annexion était réalisée) le rétablissement de la dynastie autrichienne. Les esprits clairvoyants (*Le Messin* n'en faisait pas partie en 1934) conseillaient cette diversion depuis longtemps, on ne les a pas suivis. En février 1938 il est trop tard. La cause de cette attitude est à chercher, selon Henry Godmard, dans << l'anticléricalisme obtus >> d'une partie de la classe politique française, que ce soit en 1919 ou en 1938 (ce sont les partis de gauche que vise *Le Messin*).

Le front de Stresa signé en 1935, était aussi un barrage face au bloc des dictatures, mais la guerre d'Abyssinie et la << sottise >> des sanctions a rejeté l'Italie dans les bras de l'Allemagne⁸¹⁰. Une Allemagne désormais libre de ses mouvements en Autriche. Henry Godmard fait tout de même remarquer, et il apporte ainsi un peu d'espoir, que le Chancelier Schuschnigg n'a pas cédé entièrement aux exigences germaniques à Berchtesgaden. Il a placé à côté de Seyss-Inquart, ministre de l'Intérieur, un préfet de police, Skubl, qui fut le bras droit du Chancelier Dollfuss. De plus, il reste encore en Autriche des partisans de l'archiduc Otto farouchement attachés à l'indépendance.

⁸⁰⁹ *Le Messin*, 18 février 1938, "Le poing d'Hitler", Henry Godmard, 1^{re} page, photographie de l'archiduc Otto de Habsbourg.

⁸¹⁰ *Le Messin*, 18 février 1938, "Le poing d'Hitler", Henry Godmard, 1^{re} page, photographie de l'archiduc Otto de Habsbourg.

L'annexion n'aura peut-être pas lieu, la lutte politique et diplomatique continue. Quant au rétablissement des Habsbourg, il est sérieusement compromis, mais pas pour autant à écarter totalement. *Le Messin* reste dans l'expectative et observe les événements qui, il est vrai, sont plutôt de mauvais augure.

Dans un premier temps, l'attitude des journalistes a été attentiste et plutôt défavorable. Par la suite, voyant le régime allemand se maintenir et même se renforcer, l'Autriche de plus en plus isolée avec l'échec de l'entente danubienne et le rapprochement germano-italien, les journaux mosellans admettront plus facilement cette hypothèse car les Habsbourg au pouvoir inciteraient à la résistance politique et religieuse le peuple autrichien. Cependant, à la suite des accords de Berchtesgaden dont nous reparlerons plus en détail, il semble être trop tard pour opérer cette restauration qui aurait pu être salvatrice pour ce qui reste de l'Empire austro-hongrois. La situation, pour Vienne, apparaît cette fois-ci dramatique. Pourtant, en juillet 1936, tout semblait s'arranger au grand plaisir des Européens.

5. Les accords germano-autrichiens du 11 juillet 1936.

Cet arrangement avantageait, tout au moins en apparence, la politique autrichienne. L'Allemagne, par sa signature reconnaissait la pleine souveraineté de l'Autriche et s'engageait à ne pas intervenir dans les affaires intérieures de Vienne. Ce que souhaitaient depuis 1933 les dirigeants autrichiens. Cependant, le troisième point du Traité spécifiait que la politique autrichienne à l'égard du Reich tiendrait compte du fait que l'Autriche était un "État allemand". Cet acte se révélait plutôt être une victoire diplomatique pour l'Allemagne. La parti nazi autrichien pouvait à nouveau se développer librement (amnistie des prisonniers nazis, liberté de la presse d'opposition, liberté de propagande), et l'accord du 11 juillet, conclu pour éviter l'Anschluss, était en réalité une étape importante sur la

voie qui y menait⁸¹¹. La violence nazie, loin d'être amoindrie, va au contraire s'accentuer librement, presque légalement.

C'est pourquoi Kurt von Schuschnigg, à peine un mois après la signature, tient une conférence au cours de laquelle il redéfinit la politique de l'Autriche envers l'Allemagne⁸¹². L'Autriche a deux tâches dit-il, veiller par tous les moyens et jusqu'à l'extrême limite de ses forces au maintien de son indépendance et d'autre part le devoir de conserver la paix dans le pays. Il précise ensuite que depuis toujours les Autrichiens ont établi que l'appartenance à la sphère de la culture allemande est toute naturelle et qu'il existe du côté de l'Autriche toutes les dispositions permettant de vivre en paix avec tous les États voisins, particulièrement avec le Reich auquel ils sont liés par une foule de faits historiques communs, d'où l'accord de juillet 1936 avec l'Allemagne.

La vie, en bon voisinage entre les deux pays germaniques, est donc rendue possible. De la bonne volonté de part et d'autre, aucune velléité d'annexion et une collaboration économique et culturelle réciproque s'installeront tout naturellement.

Cependant, en ce qui concerne le national-socialisme autrichien, dont le contenu s'oppose à l'idée d'une Autriche libre et indépendante, tout compromis semble impossible⁸¹³. Les actions nazies (propagande, violences) vont persister et malheureusement *Le Messin* et *Le Lorrain* seront dans l'obligation de prendre acte de la réalité. La bataille de l'Anschluss continue.

A la veille de l'accord de Berchtesgaden et de l'annexion, Charles Ritz expose une opinion inattendue et qui démontre le manque d'informations fiables et un défaut d'analyse rares de la part du brillant

⁸¹¹ DUROSELLE, J-B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1990.

⁸¹² *Le Messin*, 11 août 1936, "Culture allemande : oui ! national-socialisme : non !", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁸¹³ *Le Messin*, 11 août 1936, "Culture allemande : oui ! national-socialisme : non !", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

journaliste clérical. Le 3 février 1938, il explique à ses lecteurs que depuis un mois il y a en Autriche une recrudescence d'attentats et de manifestations nationales-socialistes. Cependant, il n'y a plus les grandes foules, les grandes masses d'Autrichiens pro-nazis comme par le passé⁸¹⁴. À Vienne, l'avis qui s'impose et qui est repris par Charles Ritz, est que la masse des nazis a considérablement fondu. La raison en serait un désintérêt de Berlin envers le mouvement nazi autrichien et que les seuls intransigeants qui continuent, le font, pourrait-on dire, à leurs risques et périls. Le seul homme qui compterait encore à Berlin, serait le capitaine Léopold, Président du mouvement illégal national-socialiste en Autriche. Il n'a pas été arrêté par la police, ce qui sous-entend un accord de Vienne et de Berlin à son sujet. Charles Ritz n'envisage pas, et c'est curieux, une impuissance du gouvernement à arrêter Léopold par crainte d'une réaction des nazis autrichiens et d'une intervention allemande. À ses yeux, la conclusion serait que Berlin se montre disposée à s'en tenir aux accords austro-allemands du 11 juillet 1936, perçus au *Lorrain* comme bénéfiques pour l'indépendance autrichienne et la paix européenne.

Il ne devrait plus y avoir de pression et d'agitation nationale-socialiste ; on abandonnerait au temps sa part dans le rapprochement austro-allemand, qui aboutirait à l'Anschluss le moment venu. Charles Ritz emprunte cette thèse à une partie de l'armée allemande et à certains ministres d'Adolf Hitler⁸¹⁵. Les récriminations des généraux (Fritsch, Blomberg) et des ministres (von Neurath) sont donc connues de la presse messine. Les réserves émises face aux prétentions allemandes en Autriche et la politique menée par le gouvernement ne sont pas restées secrètes dans les hautes sphères politiques et militaires allemandes.

L'interprétation qu'en fait Charles Ritz est par contre fausse. En aucun cas ces réactions ne contraindront le "Führer" à changer de politique ou d'objectif en Autriche. Au contraire, après certains

⁸¹⁴ *Le Lorrain*, 3 février 1938, "Qu'est-ce qui se passe à Berlin ?", "Y veut-on ou n'y veut-on plus l'Anschluss ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁸¹⁵ *Le Lorrain*, 3 février 1938, "Qu'est-ce qui se passe à Berlin ?", "Y veut-on ou n'y veut-on plus l'Anschluss ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

remaniements dans les milieux dirigeants, le "Führer" fera s'accélérer les événements et l'annexion se présentera rapidement à lui. Alors que Charles Ritz croit à un "dégel" des relations germano-autrichiennes, ces dernières vont s'emballer et l'Anschluss se réaliser.

VI. Le rôle de l'amitié entre Adolf Hitler et Benito Mussolini dans l'annexion de l'Autriche.

Les rapports entre l'Allemagne et l'Italie vont se modifier entre 1933 et 1939. En perpétuelle évolution, la diplomatie des deux dictatures va passer de la quasi-défiance aux négociations polies, à l'amitié puis à l'alliance politique, économique et militaire.

Le sort de l'Europe dépend en grande partie de la politique extérieur du "Führer" et du "Duce", la petite Autriche située géographiquement entre les deux pays en sera l'enjeu. L'action de Benito Mussolini sera tout aussi importante auprès de l'Allemagne, qu'auprès de l'Autriche. En août 1933, lors de l'entrevue de Riccione entre le "Duce" et le Chancelier autrichien, l'Italie tente de faciliter un rapprochement entre l'Allemagne d'Adolf Hitler et l'Autriche d'Engelbert Dollfuss.

Charles Ritz n'envisage la réussite de ce projet qu'en faisant changer, modifier la politique de Berlin. Le chef italien y réussira-t-il ? Le directeur du *Lorrain* n'y croit pas⁸¹⁶. Le III Reich a une idéologie qui veut réunir sous les bons auspices de Berlin et de son "Führer" tous les peuples germaniques. L'Autriche en est le plus important. Cette thèse pourra s'assoupir quelque temps, à la faveur d'une d'interventions de Benito Mussolini dans la capitale allemande, elle n'en constitue pas moins l'essence même du dogme hitlérien.

⁸¹⁶ *Le Lorrain*, 22 août 1933, "L'entrevue de Riccione", "Mussolini veut garder le gouvernail", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Or, la poussée du Reich en Autriche comporte, comme nous l'avons déjà écrit, un danger pour l'Italie. En effet, l'Autriche annexée à l'Allemagne, c'est à brève échéance dans le Sud du Tyrol, que l'Italie a récupéré en 1919, une effervescence grandissante. C'est sur la crête du Brenner, le choc du nationalisme germanique et du nationalisme italien. **<< Adieu les camaraderies de la croix gammée et du faisceau, adieu les chemises de couleur et de coupe voisines. Il y a là deux races, au nationalisme poussé à l'excès, qui se regardent dans les yeux et qui s'affrontent >>**, conclut l'abbé Ritz. À son avis, Benito Mussolini a prévu cette situation. Et d'empêcher l'annexion, l'Anschluss de l'Autriche à l'Allemagne, nul n'a plus ce souci que le maître des destinées romaines. Benito Mussolini sait que, déjà, nombreux sont les Autrichiens ralliés au national-socialisme, il sait également que les Allemands voudraient tenter un référendum en Autriche. Si jamais le national-socialisme recueillait une majorité électorale, alors l'Allemagne revendiquerait à Genève le droit pour l'Autriche de disposer d'elle-même. Berlin a promis, à l'article 80 du Traité de Versailles, de respecter l'indépendance de l'Autriche, mais si cette dernière prouve son indépendance en la sacrifiant sur l'autel de la plus grande Allemagne, que peut objecter la SDN, gardienne du Traité de Versailles ? Que peut objecter Benito Mussolini ? L'Allemagne est déterminée à reprendre l'Autriche. Tôt ou tard, cette annexion risque de se réaliser, Charles Ritz en est certain. L'Italie ne pourra l'empêcher. Les deux dictatures se retrouveront alors face à face.

A la veille du voyage d'Adolf Hitler à Venise, en juin 1934, Charles Ritz rappelle à ses lecteurs que l'Italie tient considérablement à l'indépendance de l'Autriche. De plus, il existe, depuis février 1934, une déclaration franco-anglo-italienne qui garantit à la malheureuse petite Autriche une indépendance que le redoublement du terrorisme hitlérien veut absolument briser. Que va offrir et demander Adolf Hitler à l'Italie pour qu'il fasse cesser les attentats en Autriche ? C'est bien là que paraît être le noeud de la question⁸¹⁷. Le problème autrichien sera au centre des discussions germano-italiennes, parce qu'il est au centre des

⁸¹⁷ *Le Lorrain*, 14 juin 1934, "Mrs Hitler et Mussolini à Venise", "Protestation pour l'Autriche", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

préoccupations mussoliniennes et européennes depuis l'arrivée des nazis au pouvoir à Berlin.

Après l'assassinat le 25 juillet 1934 du Chancelier Dollfuss et la tentative de putsch nazi à Vienne, Frédéric Certonciny retient principalement le geste italien. Le fait saillant est sa prise de position par l'envoi de 50 000 hommes à la frontière italo-autrichienne⁸¹⁸. Si douloureux que cela puisse être au "Duce", qui fut le champion du "Pacte à Quatre", force lui est, en juillet 1934, de reconnaître bien longtemps après la France, qu'il est impossible d'accorder crédit aux engagements de l'Allemagne. Frédéric Certonciny ne manque pas de préciser que ces événements n'auraient pas eu lieu et que Rome, avec l'Europe toute entière, n'eut point connu ces inquiétudes, si la diplomatie fasciste avait été moins complaisante à l'égard de Berlin depuis quelques années. En résumé, si l'Allemagne n'a pas annexé l'Autriche, c'est grâce à l'intervention italienne, mais Berlin n'aurait pas envisagé une tentative d'Anschluss sans la politique ouverte et tolérante de Benito Mussolini. Au fil des années, les politiques allemande et italienne vont se rapprocher, l'union et l'amitié entre les deux pays et les deux dictateurs vont se développer.

Le 6 novembre 1937, à l'occasion de la signature du Pacte anti-Komintern, Joachim von Ribbentrop s'entretint avec Benito Mussolini du problème autrichien, et cet entretien marque une profonde évolution dans l'attitude italienne. Le "Duce" explique au ministre des Affaires étrangères du Reich qu'il considère l'Autriche comme un pays allemand de race, de langue et de culture. La question autrichienne ne doit pas être considérée comme un problème entre l'Italie et l'Allemagne, mais bien comme un problème d'ordre international. Il déclare qu'il est las de monter la garde devant l'indépendance autrichienne.

Benito Mussolini voit ainsi la situation. L'Autriche est l'État allemand numéro deux. Elle ne pourra jamais rien faire sans l'Allemagne et à plus forte raison contre l'Allemagne. L'intérêt italien dans cette question

⁸¹⁸ *Le Messin*, 4 août 1934, "L'Autriche entre l'Allemagne et l'Italie", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

n'est plus aussi vif en 1937 qu'en 1934, en raison du développement impérial de l'Italie qui dirige ses efforts vers la Méditerranée et les colonies. L'Europe Centrale et de l'Est sont oubliées. En cas de crise en Autriche, l'Italie n'agira pas⁸¹⁹. Ainsi l'Italie admettait pratiquement l'Anschluss.

Une fois celui-ci réalisé, les commentaires de la presse mosellane sont confus. Charles Ritz se demande le 13 mars 1938 quels sentiments a dû éprouver Benito Mussolini lorsqu'il a appris que le drapeau à croix gammée flottait sur le Brenner, face au drapeau italien ? Que fera-t-il lorsque les Autrichiens du "Sud-Tyrol" vont réclamer leur Anschluss à leurs frères d'Autriche devenus allemands ? Benito Mussolini, pense l'abbé-journaliste, sait que la volonté de puissance de l'Allemagne ne s'arrêtera qu'à la côte adriatique. Il n'y a pas si longtemps que Trieste était allemande⁸²⁰ !

Dans l'erreur, Charles Ritz ne tient pas compte de l'influence grandissante d'Adolf Hitler sur le "Duce" et de la soumission progressive de la volonté italienne à celle de l'Allemagne. Benito Mussolini a admis l'annexion, il a laissé faire l'Allemagne, une Allemagne devenue plus puissante, plus prestigieuse que l'Italie. Rome était dans l'incapacité de réagir du fait de la puissance politique et militaire du III Reich hitlérien.

Le Messin est plus proche de la réalité en expliquant la non-réaction de l'Italie par la situation italienne trop engagée à Berlin pour pouvoir contrecarrer la manœuvre nationale-socialiste. Clairvoyante, la rédaction du *Messin* comprend la position italienne et tient compte des liens politiques, économiques et militaires qui unissent désormais les deux dictatures⁸²¹.

⁸¹⁹ DUROSELLE, J-B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1990.

⁸²⁰ *Le Lorrain*, 13 mars 1938, "Hitler se fait acclamer", "Nous nous faisons moquer", Charles Ritz, sur 5 pages.

⁸²¹ *Le Messin*, 12 mars 1938, "Graves événements en Autriche", 1^{re} page, 3 colonnes, photographie du Chancelier Schuschnigg.

Revenons à présent sur les derniers événements qui ont mené à l'Anschluss.

VII. L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne.

1. Les accords de Berchtesgaden.

En janvier 1938, les Allemands tentent un premier complot en Autriche. Il porte le nom de "plan Tavs". Malgré l'action policière qui en empêcha la réalisation, cela donna de grandes inquiétudes au gouvernement Schuschnigg. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Chancelier autrichien accepta de rencontrer Adolf Hitler à Berchtesgaden le 12 février 1938. Il y fut reçu avec une absence totale d'égards. Adolf Hitler se montra extrêmement violent, reprocha à Kurt von Schuschnigg de ne pas avoir quitté la SDN, de s'être livré à toutes sortes de trahisons, de fortifier la frontière austro-allemande. Il évoqua, sur un ton gros de menace, son amitié avec l'Italie et l'impuissance de la France. Franz Von Papen et Joachim von Ribbentrop remirent ensuite au Chancelier autrichien un ultimatum dont le principal point était la nomination du leader nazi Seyss-Inquart comme ministre de l'Intérieur. Kurt von Schuschnigg se résigna et le Président fédéral Miklas finit par le suivre. La police autrichienne dépendait dès lors d'un partisan de l'Allemagne⁸²².

Alors que *Le Messin* prend acte de la décision du Chancelier autrichien de céder devant Adolf Hitler en limogeant le général Zehner, ministre de la Guerre, et en nommant Seyss-Inquart ministre de

⁸²² DUROSELLE, J-B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1990.

l'Intérieur⁸²³, *Le Lorrain* annonce qu'Adolf Hitler vient de gagner Sadowa. Kurt von Schuschnigg, encerclé à Berchtesgaden onze heures durant par Hitler, Ribbentrop, Papen et plusieurs généraux en uniforme, menacé de la révolution à l'intérieur de son pays et de l'invasion par les armées allemandes stationnées en Bavière, a regardé autour de lui et compté ses amis..., il n'en a pas trouvé⁸²⁴.

L'Italie qui occupait le Brenner au lendemain de l'assassinat d'Engelbert Dollfuss, cultive ses rêves mégalomanes en Méditerranée et en Afrique. L'Angleterre se désintéresse complètement de la petite Autriche. La France et la Petite-Entente ont laissé passer l'heure de l'action, l'heure qui s'est présentée à plusieurs reprises de reconstituer une Europe Centrale forte autour de la vieille Autriche, **<< terre chrétienne et de civilisation. [...]. La nuit et la mort, c'étaient ses deux seuls compagnons à Berchtesgaden >>**.

Charles Ritz remarque que si Kurt von Schuschnigg a pris un hitlérien dans son gouvernement, il a aussi signé un ultimatum dans lequel il est dit que l'Autriche et le Reich entretiennent des relations aussi étroites que possible, mais que les principes de l'accord de juillet 1936 sont maintenus, l'Autriche garde son indépendance et le Reich renonce à s'immiscer dans ses affaires. L'avisé directeur politique du *Lorrain* croit-il vraiment cette dernière affirmation ? L'Autriche indépendante ?

En fait, explique-t-il, le Chancelier autrichien a sauvé ce qui pouvait encore l'être, il a résisté, **<< il a estimé qu'un miracle pouvait encore survenir avant que - d'ici combien de temps ? - l'Autriche disparût [sic] dans le grand tout allemand >>**⁸²⁵. Il émet des réserves certaines quant au maintien à longue échéance de l'indépendance autrichienne. Après Berchtesgaden, toutes les illusions sur le problème

⁸²³ *Le Messin*, 16 février 1938, "Le Chancelier Schuschnigg a cédé devant Hitler", 1^{ère} page.

⁸²⁴ *Le Lorrain*, 17 février 1938, "Hitler vient de gagner Sadowa", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁸²⁵ *Le Lorrain*, 17 février 1938, "Hitler vient de gagner Sadowa", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

autrichien disparaissent. L'Autriche au pied du mur, est seule, sans aucun recours, l'Italie, la France, l'Angleterre n'empêcheront pas l'Allemagne d'opérer son annexion. Il est désormais trop tard pour la France de tenter un manoeuvre politique, "les jeux sont faits", pourrait-on conclure.

<< Berchtesgaden-Sadowa est le premier des destins de la malheureuse Autriche. Puisse-t-il n'être pas suivi d'un autre qui s'appellerait Sedan ! >>, écrit de l'abbé Ritz en février 1938.

2. L'Anschluss se réalise.

Henry Godmard, reprenant un discours d'Hermann Goering, insiste le 4 mars 1938, sur le fait que les Allemands veulent semer le désordre chez leurs ennemis et qu'en conséquence, l'Europe n'est pas à l'abri de nouvelles surprises préméditées⁸²⁶.

Au *Républicain Lorrain* de Victor Demange, la rédaction compte sur le référendum portant sur l'indépendance proposé par Schuschnigg le 9 mars et prévu pour le 13. De ce plébiscite sortira le sort de l'Autriche, et celui de l'Europe Centrale. La victoire paraît assurée au gouvernement qui peut compter sur les votes du Front patriotique, des légitimistes et des partis de gauche. **<< Le point d'appui de la balance européenne est à Vienne. Qu'indiquera cette balance ? >>**⁸²⁷. Le problème autrichien pourrait être ainsi réglé. L'éditorialiste n'annonce pas une possible accélération des événements et du processus d'annexion. Au contraire, le résultat du plébiscite déterminera le sort de l'Autriche et du bassin danubien. L'Europe semble s'avancer vers une solution pacifique.

Malheureusement, il en sera tout autrement et le référendum n'aura pas lieu. Cette décision de Kurt von Schuschnigg prenait Adolf Hitler par surprise qui en craignait les résultats, d'où la hâte

⁸²⁶ *Le Messin*, 4 mars 1938, "Menaces allemandes", Henry Godmard, 1^{ère} page.

⁸²⁷ *Le Républicain Lorrain*, 11 mars 1938, "Le plébiscite en Autriche", "De quel côté penchera cette balance de l'Europe", signé Républicain Lorrain, Éditorial, 1^{ère} page, photographie de Schuschnigg.

avec laquelle il décida de régler l'affaire par la force. Benito Mussolini avait d'ailleurs déconseillé le plébiscite au Chancelier Autrichien, << la bombe lui éclata dans les mains >> écrivit Ciano⁸²⁸.

Dans l'édition du 12 mars 1938, Charles Ritz indique que les événements se bousculent, que les informations se contredisent, mais qu'il est quasi certain que malgré les démentis berlinois, Kurt von Schuschnigg a bien démissionné sur un ultimatum allemand et les troupes du Reich ont bien pénétré en Autriche⁸²⁹.

Empiétant en politique intérieure, l'abbé Ritz dénonce (une fois encore), le Front populaire au pouvoir depuis juin 1936, qui est partiellement la cause de l'inaction française. La France en mars 1938 est en pleine crise ministérielle, Léon Blum et Vincent Auriol occupent le devant de la scène dans le cadre du remaniement ministériel. En conséquence, Charles Ritz exige la mise en place immédiate, pour faire face aux événements, d'un gouvernement de Salut Public, composé d'hommes laissant de côté leurs intérêts particuliers et de groupe et qui se placent << au-dessus des basses intrigues dont le pays se meurt depuis trop longtemps >>⁸³⁰.

Mêmes causes, mêmes effets au *Messin*. << Devant tout cela, nous sommes obligés de nous taire et nous restons muselés comme des bêtes, tant que nous n'aurons pas répudié tous les "Pierre Cot" et constitué un solide ministère d'union et de Défense nationale, avec enfin un bon ambassadeur à Rome >>⁸³¹. Frédéric Certonciny considère que l'ingérence nationale-socialiste allemande en Autriche

⁸²⁸ DUROSELLE, J-B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1990.

⁸²⁹ *Le Lorrain*, 12 mars 1938, "Les nazis sont maîtres de l'Autriche", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸³⁰ *Le Lorrain*, 12 mars 1938, "Les nazis sont maîtres de l'Autriche", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸³¹ *Le Messin*, 12 mars 1938, "Graves événements en Autriche", 1^{re} page, 3 colonnes, photographie du Chancelier Schuschnigg, "Il nous faut de toute urgence un ministère d'union et de Défense Nationale", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

était prévisible depuis 19 mois, depuis l'accord germano-autrichien du 11 juillet 1936. Le Chancelier Schuschnigg s'est alors lié au Reich par un accord dont un avenant prévoyait formellement que les représentants de l'opposition nationale-socialiste devaient entrer dans le gouvernement de Vienne << au moment opportun >>. L'Autriche s'est placée dans un engrenage qui devait tôt ou tard obliger Kurt von Schuschnigg à partager le pouvoir avec les adversaires de l'idée autrichienne. En organisant un plébiscite et surtout en encourageant les Autrichiens à la résistance contre l'ingérence nationale-socialiste, le Chancelier autrichien violait cet accord, accord qu'il n'avait pas dénoncé, explique Frédéric Certonciny. << Hitler a usé de sa force pour faire respecter ses droits. Heureux ceux qui peuvent le faire ! >>⁸³².

Accepter les nationaux-socialistes autrichiens dans son gouvernement, pourrait-on rétorquer à Frédéric Certonciny, ne signifie nullement accepter de donner tous les pouvoirs au parti national-socialiste et de laisser entrer les troupes allemandes en Autriche.

Mais, le directeur politique du *Messin* continue dans son raisonnement. Il déclare que la résistance autrichienne contre l'Allemagne n'était que l'expression d'une minorité antifasciste. Seuls quelques esprits d'élite, fidèles aux traditions régionalistes de l'Allemagne du Sud voyaient la possibilité d'une Autriche indépendante. Il a fallu l'assassinat du martyr Engelbert Dollfuss pour qu'un sursaut d'indignation provoque un courant d'opinion en faveur de l'autonomie. L'éditorialiste politique apparaît fataliste. L'Autriche, lui semble-t-il, était majoritairement gagnée à la cause nazie et au rattachement à l'Allemagne. La résistance à l'Anschluss n'était le fait que d'une minorité politique. Le peuple voulait une Autriche nazie. Cette vision des événements est énoncée subitement après l'entrée des troupes hitlériennes à Vienne. Est-ce de l'amertume, de la résignation ou de la sincérité de la part de Frédéric Certonciny qui peut enfin exprimer

⁸³² *Le Messin*, 13 mars 1938, "L'ingérence nationale-socialiste en Autriche ne devrait surprendre personne", "Elle était prévue depuis 19 mois", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

librement sa pensée maintenant que l'annexion est réalisée ? Il est difficile d'apporter une réponse ferme à cette interrogation.

Le directeur du *Messin* expose une autre argumentation surprenante. Le grand ennemi de l'Anschluss était la Reichswehr qui redoutait la position géographique de Vienne, trop près des frontières ennemis⁸³³. (Quelles frontières ? Elles ne sont pas précisées. L'Italie depuis 1936 n'est plus ennemie. La Hongrie ne l'a jamais été. Il s'agissait probablement de la Tchécoslovaquie). Mais quand Adolf Hitler prit en main le pouvoir militaire (limogeage des généraux de février 1938), il avait désormais le champ libre. Alors, il arriva ce qui était écrit, et surtout ce qu'avait écrit Kurt von Schuschnigg, le 11 juillet 1936. Les nationaux-socialistes autrichiens sont entrés au gouvernement de Vienne selon la faculté qui leur avait été accordée. C'est au lendemain de cette signature, explique le journaliste, qu'il fallait protester et non pas 19 mois plus tard. << On ne changera rien à cette formule : un hitlérien plus un Autrichien = deux Allemands >>⁸³⁴. Adolf Hitler est entré en Autriche sous les acclamations de la foule complétée par des Allemands. Le Chancelier Schuschnigg est dans une résidence, surveillé par une centaine de gardes.

Quels regrets, pense Charles Ritz, doivent avoir les grands hommes d'États de la Petite-Entente qui, trompant la France sur la situation exacte en Europe Centrale, se sont opposés à la cristallisation du bassin danubien autour de l'Autriche et qui craignaient un retour des Habsbourg sur le trône⁸³⁵. Une Autriche-Hongrie chrétienne sous le sceptre d'Othon de Habsbourg-Lorraine était le seul moyen de constituer en Europe Centrale un bloc assez puissant pour barrer la route au germanisme

⁸³³ *Le Messin*, 13 mars 1938, "L'ingérence nationale-socialiste en Autriche ne devrait surprendre personne", "Elle était prévue depuis 19 mois", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁸³⁴ *Le Messin*, 13 mars 1938, "L'ingérence nationale-socialiste en Autriche ne devrait surprendre personne", "Elle était prévue depuis 19 mois", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁸³⁵ *Le Lorrain*, 13 mars 1938, "Hitler se fait acclamer", "Nous nous faisons moquer", "Mr Hitler est accueilli en triomphateur dans sa ville natale et à Linz", Éditorial de Charles Ritz, dossier constitué sur cinq pages.

envahissant. La Petite-Entente se serait alors rapprochée économiquement et politiquement avec l'Autriche-Hongrie. Tous les petits États libérés par la France en 1918-1919 auxquels on avait attribué la mission impossible de résister au germanisme, ne peuvent en réalité rien faire, car divisés et minés par une partie de culture germanique. La mystique germanique aurait dû rencontrer sur son chemin la mystique catholique composée de l'Autriche-Hongrie, des catholiques de Slovénie, Croatie, Slovaquie, Tchéquie soutenus par la force catholique italienne. En bref, il aurait quasiment fallu reconstituer politiquement et économiquement l'Empire austro-hongrois.

L'harmonie et la coexistence du bloc danubien étaient possibles avec Vienne, affirme Charles Ritz. C'était la seule solution pour redresser l'horrible "crime" des Traités vis-à-vis de l'Autriche et pour sauver l'Europe de l'emprise germanique⁸³⁶. L'Autriche avait donc une mission, une mission catholique d'opposition aux forces païennes de l'hitlérisme. Mais il aurait fallu l'aider. Les catholiques de l'Europe Centrale, l'Italie, la France, l'Angleterre même. Cela n'a pas été fait, le résultat est là.

Le Messin est fataliste, *Le Lorrain* regrette la non-organisation d'un véritable bloc danubien, pour *Le Républicain Lorrain*, il s'agit de la fin d'un drame. Berlin, peut-on lire dans un éditorial du 12 mars 1938, savait que les nazis perdraient le plébiscite, d'où cette précipitation. Cette vision est plus proche de la réalité que celle de Frédéric Certonciny qui voit une population autrichienne entièrement acquise au nazisme. Le prétexte d'une soi-disant émeute ouvrière à réprimer n'était pas fondé et n'a servi pour le Reich qu'à justifier l'invasion allemande. << Scène émouvante qui nous rappelait les dramatiques instants de la mort de Dollfuss, tombé victime de la même mentalité féroce, du même esprit de violence criminelle >>⁸³⁷. Kurt von Schuschnigg tombe à son tour << devant la menace de ces

⁸³⁶ *Le Lorrain*, 13 mars 1938, "Hitler se fait acclamer", "Nous nous faisons moquer", "Mr Hitler est accueilli en triomphateur dans sa ville natale et à Linz", Éditorial de Charles Ritz, dossier constitué sur cinq pages.

⁸³⁷ *Le Républicain Lorrain*, 12 mars 1938, "La fin du drame autrichien", signé RL, Éditorial, 1^{ère} page.

baïonnettes, de cet esprit qui risque d'asservir toute l'Europe si elle ne trouve pas enfin le courage de résister >>.

En effet rarement dans l'Histoire un peuple s'est effondré en quelques heures, sans coup de feu, victime de la force sans scrupule. << N'a-t-on pas la sensation de vivre un de ces drames shakespeariens où le mal envahit les hommes et les peuples, si hommes et peuples ne savent pas donner leur vie pour résister au mal ? >>. Belles paroles qui appellent à la guerre, au conflit.

Il est à noter par ailleurs, que seul *Le Républicain Lorrain* envisage une intervention armée, ni *Le Messin*, ni *Le Lorrain* n'en parlent. Ce qui confirme l'opposition du *Républicain Lorrain* sur certaines questions à ses concurrents messins. Le journal de Victor Demange ne fait pas du Front Populaire au pouvoir un des responsables des événements d'Autriche, il prend même le contre-pied de cette théorie défendue par les deux autres journaux messins de langue française. Il y a eu un déplorable enchaînement depuis le Traité de Saint-Germain-en-Laye, car la conclusion du drame autrichien, si regrettable qu'elle soit, ne peut être considérée comme surprenante⁸³⁸. Au lieu de maintenir une Autriche viable, susceptible de servir de contrepoids à l'Allemagne, les responsables politiques en 1919 en ont fait un État condamné à une agonie économique permanente. Le journaliste du *Républicain Lorrain* est en accord avec ses collègues messins, à une exception près. Les responsables de cette situation sont, selon lui, les ultra-nationalistes (alors que *Le Lorrain* et *Le Messin* utilisent le même argument pour dénoncer la gauche anti-catholique et son influence dans la signature des Traité. Laxiste avec l'Allemagne, elle a été impitoyable avec l'Autriche catholique par simple idéologie politico-religieuse).

Mieux aurait valu tolérer l'Anschluss, peut-on encore lire dans *Le Républicain Lorrain*, au temps où l'Allemagne était encore républicaine, un gouvernement pacifique en aurait profité (Charles Ritz ou

⁸³⁸ *Le Républicain Lorrain*, 13 mars 1938, "13 mars 1938, jour du plébiscite abandonné, Adolf Hitler est le maître en Autriche", signé RL, Éditorial, 1^{re} page.

Frédéric Certonciny rajouteraient volontiers que ça aurait certainement été un gouvernement de la gauche socialiste allemande, SPD). Pour le quotidien de Victor Demange, la situation est simple : les partis de gauche français vont être les boucs émissaires de la disparition de l'Autriche (ce qui le place en contradiction et en opposition formelle avec *Le Lorrain* et *Le Messin*). Il n'y a désormais plus de réaction possible⁸³⁹. L'Angleterre est molle, l'Italie semble rivée à l'Allemagne et il ne faut pas espérer la détourner de ses desseins funestes par des négociations (ici aussi, il y a une contradiction avec *Le Messin* et *Le Lorrain* qui réclament un ambassadeur français à Rome pour entamer des négociations et un rapprochement franco-italien). Dans ces conditions, rajoute le journaliste, il est évident que la France ne peut entreprendre une action isolée. Aussi, il n'y aura que des manifestations purement verbales, peut-être éloquentes, mais profondément vaines.

S'étendant sur ce dernier sujet, la rédaction du *Républicain Lorrain* insiste sur le fait que, tout en appréciant à sa juste valeur la gravité des agissements allemands, le gouvernement français doit se garder de les dramatiser. Il y a longtemps (depuis le Traité de Saint-Germain en 1919), que l'Anschluss était une éventualité dont la réalisation n'avait pu être empêchée que par l'intervention commune des anciens alliés. À partir du moment où cette intervention a cessé d'être possible du fait du changement d'attitude de l'Italie, le sort de l'Autriche était réglé. La résistance presque nulle rencontrée par la réalisation de l'annexion, le prouve bien.

L'Italie en laissant faire le Reich a créé une grave menace envers elle-même et elle ne peut qu'en devenir consciente à la longue⁸⁴⁰ (idée reprise du *Lorrain* et du *Messin*). La France doit laisser Rome et Berlin en tête à tête, une si belle entente ne saurait durer indéfiniment. Il ne faut pas que la France fasse des efforts pour l'ébranler, ce serait le meilleur

⁸³⁹ *Le Républicain Lorrain*, 13 mars 1938, "13 mars 1938, jour du plébiscite abandonné, Adolf Hitler est le maître en Autriche", signé RL, Éditorial, 1^{re} page.

⁸⁴⁰ *Le Républicain Lorrain*, 15 mars 1938, "Jugé et condamné", signé RL, Éditorial, 1^{re} page.

moyen pour la consolider (ici encore, opposition avec les autres journaux qui veulent une ambassade à Rome). La tâche de la France est de ne rien négliger pour augmenter sa force matérielle et de trouver enfin cette unité morale qui n'est encore qu'esquissée mais qui finira, on y croit au *Républicain Lorrain*, par aboutir.

La Moselle médiatique, depuis septembre 1936, est divisée. L'apparition du *Républicain Lorrain* a profondément chamboulé les certitudes affichées par *Le Lorrain* et *Le Messin*, deux quotidiens patriotiques, amis de l'Italie (quel que soit son régime) et faisant preuve, par moment, de "souplesse" dans leur opposition aux régimes dictatoriaux. Comme nous venons de le constater, l'annexion brutale de l'Autriche par le III Reich a mis en relief des divergences d'analyse nombreuses et qui laissent transparaître les tendances politiques des quotidiens. Malgré cela, l'impression générale nous donne un sentiment d'impuissance de la part des grandes puissances européennes et de pessimisme au sein des journaux messins, et les conséquences de l'annexion ne vont pas tarder à faire la "Une" de ces derniers.

3. Les conséquences de l'annexion de l'Autriche.

La grande Allemagne dépasse désormais l'Allemagne de 1914 en superficie avec 550 000 kilomètres carrés et en population avec 74 millions d'habitants. Par ses frontières nouvelles, elle occupe une position dominante en Europe Centrale⁸⁴¹. Pour *Le Républicain Lorrain*, l'annexion est complète dans le domaine politique, pour l'économie il reste encore bien du chemin à parcourir et des problèmes à résoudre. Dans le domaine moral, peut-être ne sera-t-elle jamais totale, le caractère autrichien (catholique, mou, sceptique, peu discipliné), restera probablement toujours opposé au caractère prussien⁸⁴².

⁸⁴¹ *Le Républicain Lorrain*, 17 mars 1938, "La tragique histoire de l'Autriche", 1^{re} page.

⁸⁴² *Le Républicain Lorrain*, 17 mars 1938, "La tragique histoire de l'Autriche", 1^{re} page.

Charles Ritz craint davantage une annexion totale. La maison Autriche s'est écroulée. Ce peuple exsangue, miné depuis des années par la propagande et l'agitation nazie n'a pas résisté à l'hystérie collective de quelques centaines de milliers de nazis concentrés dans l'Autriche entière sur les chemins des cortèges allemands⁸⁴³. Le pays mourait de faim et a cédé face à la pression allemande. La crainte s'installe maintenant sur le territoire. Les suicides et les arrestations se multiplient. << Un petit peuple malheureux et abandonné ne peut résister à tout cela >>.

Les conséquences de l'annexion ne touchent pas seulement l'Autriche politique et économique, mais ont également des incidences importantes en Europe et sur la diplomatie internationale.

Frédéric Certonciny indique à ses lecteurs les prochaines proies de l'Allemagne : la Roumanie avec 800 000 Allemands, la Tchécoslovaquie avec sa forte minorité allemande des Sudètes, la Hongrie comportant 550 000 Allemands⁸⁴⁴. L'opinion est la même au *Lorrain* où Charles Ritz n'exprime aucun doute sur le fait que le << paganisme hitlérien >> tentera de gagner le Brenner (Italie), la Slovénie (Trieste) et les États d'Europe de l'Est, Roumanie, Hongrie, qui ont déjà des gouvernements autoritaires⁸⁴⁵. De plus, précise l'abbé-journaliste, lorsque l'hitlérisme prend pied quelque part, il y apporte sa doctrine, ses méthodes, sa religion. << Il renverse tout sur son passage, il absorbe tout, il remplace tout >>. Les bonnes relations entretenues avec l'Italie et la Yougoslavie peuvent changer rapidement en cas de besoin. Adolf Hitler trouvera le prétexte. Rien ne l'arrêtera, ni Benito Mussolini, ni les

⁸⁴³ *Le Lorrain*, 18 mars 1938, "Suicides et misères", "Du sang sur les mains", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁴⁴ *Le Messin*, 15 mars 1938, "Les grandes dents d'Hitler continuent à mordre", "Et la Roumanie se présente à son horizon", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁸⁴⁵ *Le Lorrain*, 3 avril 1938, "La paganisme hitlérien n'a plus de barrière sur le Danube et vers l'Italie", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 3 colonnes.

déclarations du Pape⁸⁴⁶, même pas l'Angleterre (contrairement à ce qu'il affirmait en 1935).

Lord Neville Chamberlain, le lundi 14 mars, s'est dérobé aux Communes sur la question de l'Europe Centrale⁸⁴⁷. Il a condamné les méthodes d'Adolf Hitler, mais admis le fait de l'englobement de l'Autriche. Quant à la signature anglaise placée au-dessous de différents Pactes garantissant l'indépendance autrichienne, cela signifiait simplement que l'Angleterre pourrait, le cas échéant, en discuter avec la France et l'Italie (quelle volte face de la part du Premier anglais).

Charles Ritz pensait que l'Allemagne se contenterait d'encercler la Tchécoslovaquie au triple point de vue militaire, économique (la Tchécoslovaquie ayant perdu le débouché viennois) et politique. Mais depuis le discours de Neville Chamberlain et les dispositions anglaises de stricte neutralité en Autriche et en Tchécoslovaquie, Berlin va examiner s'il peut risquer le coup des Sudètes, son "Drang nach Osten".

C'est une très bonne analyse de Charles Ritz. Le seul problème pour le Reich réside dans l'accord de protection de la Tchécoslovaquie par la France, ces deux pays étant amis des soviets. Quelle serait la réaction française, puis anglaise, voire celle de l'URSS ? Ce sont là les principales questions qui se posent au "Führer"⁸⁴⁸.

Sur le plan économique, la germanisation de l'Autriche va orienter vers le Sud-Est l'expansion de l'Allemagne. Les nouvelles "autostrades" (terme employé à l'époque) d'Autriche, prévues pour la fin 1941 doivent traverser les territoires nouvellement annexés, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, en rapprochant sur le plan des communications l'Italie, la Yougoslavie et la Hongrie, de la zone d'influence du Reich. Il est aisément possible de voir que l'Autriche va servir de base pour l'expansion vers l'Est.

⁸⁴⁶ *Le Lorrain*, 3 avril 1938, "La paganisme hitlérien n'a plus de barrière sur le Danube et vers l'Italie", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 3 colonnes.

⁸⁴⁷ *Le Lorrain*, 16 mars 1938, "L'Angleterre se dérobe", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne, photographie d'Hitler entrant à Vienne.

⁸⁴⁸ *Le Lorrain*, 16 mars 1938, "L'Angleterre se dérobe", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne, photographie d'Hitler entrant à Vienne.

de s'apercevoir que les nouvelles routes sont d'une indiscutable importance stratégique⁸⁴⁹. Il en est de même de la construction du canal Rhin-Mein-Danube qui représentera une véritable artère fluviale européenne, accessible aux gros navires de commerce et, bien sûr..., de guerre. Ainsi, les navires allemands pourront passer de la mer du Nord à la mer Noire en passant par Vienne puis par la Hongrie et la Roumanie. Toute l'Europe sera traversée.

Le plan projeté est de faire de l'Autriche une porte de sortie pour le commerce allemand vers le Sud et de faire de Vienne un "Hambourg" oriental⁸⁵⁰.

4. L'annexion de l'Autriche vue par la *Lothringer-Volkszeitung*.

La *Lothringer-Volkszeitung* suit-elle l'opinion de la presse de "droite" (*Le Lorrain*, *Le Messin*) ou plutôt celle du *Républicain Lorrain*? D'après le quotidien clérical, le plébiscite voulu par le Chancelier Schuschnigg et qui aurait donné une large majorité en sa faveur, a précipité les événements. Le monde entier aurait eu la preuve que les plans d'Adolf Hitler concernant l'Autriche, qui devait être annexée au Reich, ont été élaborés sur des bases erronées. La mise au pas définitive, par le Reich, des 6 000 000 d'habitants autrichiens, n'est plus qu'une question de semaines⁸⁵¹.

Le fait le plus remarquable, pour la *Lothringer-Volkszeitung*, est que désormais l'Allemagne aura de nouvelles frontières et de nouvelles relations avec ses voisins : Hongrie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Italie. Le journaliste s'arrête plus particulièrement sur Prague et Rome. Ces relations

⁸⁴⁹ *Le Messin*, 30 avril 1938, "Après l'Anschluss", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁸⁵⁰ *Le Messin*, 30 avril 1938, "Après l'Anschluss", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁸⁵¹ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 12 mars 1938, "Oesterreichs Schicksalsstunde", 1^{ère} page.

auront une signification très importante, des problèmes ne manqueront pas de se poser. << La Tchécoslovaquie sera prise dans une sorte de tenaille par le III Reich qui vient de s'agrandir. En ce qui concerne l'Italie, Mussolini voit maintenant les Allemands à sa frontière du Brenner, d'où ils verront Trieste et le mer Adriatique >>. En cela, la *Lothringer-Volkszeitung* rallie l'opinion du *Lorrain* et du *Messin*.

Il est surprenant tout de même, d'observer encore un quotidien qui dès le 12 mars parle de l'Anschluss comme d'un acte consommé. La *Lothringer-Volkszeitung* rallie également l'opinion d'une partie de la presse messine de langue française en indiquant que, comme à son habitude, Adolf Hitler a choisi pour agir, le moment où les Nations qui lui sont opposées sont occupées ailleurs. Et d'attaquer le gouvernement ! Alors que le Chancelier allemand pratiquait une politique européenne musclée, Paris était en pleine effervescence au sujet de l'attribution de << misérables portefeuilles gouvernementaux >>⁸⁵². Le journal catholique estime que << la France qui a gagné la guerre est gouvernée de façon lamentable, compte tenu des événements qui se produisent au niveau mondial >>. Le journaliste espérait que les hommes politiques parisiens se reprendraient et formeraient << enfin >> un gouvernement fort, tel qu'il est attendu << par tous les Français >>. Malheureusement, ce souhait de la presse mosellane de "droite" (*Lothringer-Volkszeitung*, *Le Lorrain*, *Le Messin*) ne se réalisera pas.

La *Lothringer-Volkszeitung* juge << parfaite >> l'annexion effective de l'Autriche en quelques heures, la présence des troupes allemandes sur l'ensemble du territoire accélérant grandement la "mise au pas" du pays⁸⁵³. Elle note plus particulièrement la position prise par l'Italie mussolinienne. Le "Duce" n'a nullement réagi aux agissements hitlériens en Autriche. Lors de l'assassinat, en juillet 1934, du Chancelier Engelbert Dollfuss, les armées italiennes avaient reçu l'ordre de marcher

⁸⁵² *Die Lothringer-Volkszeitung*, 12 mars 1938, "Oesterreichs Schicksalsstunde", 1^{ère} page.

⁸⁵³ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 13 et 14 mars 1938, "Die Deutschen Truppen in Oesterreich einmarschiert", 1^{ère} page sur 6 colonnes.

sur le Brenner. De cette façon, Adolf Hitler était averti qu'il ne pouvait envahir l'Autriche sans occasionner un conflit. Cette fois-ci, ce ne fut pas le cas. Comme *Le Lorrain* et *Le Messin*, la *Lothringer-Volkszeitung* se demande quel accord les deux dictateurs ont-ils bien pu passer ? Quelle contrepartie Adolf Hitler a-t-il promis à Benito Mussolini pour que, sans réagir, ce dernier le laisse entrer avec ses troupes à Vienne ? Les journalistes germanophones n'ont pas encore conscience de l'importance prise par l'Allemagne dans l'Axe Rome-Berlin. L'influence germanique y est prépondérante, Benito Mussolini ne pouvait plus rien faire contre Berlin. Ils accusent cependant le Front Populaire d'avoir mené une politique << funeste >>, qui a jeté Benito Mussolini dans les bras d'Adolf Hitler. De ce fait, la question de l'Europe Centrale s'est réglée en faveur du III Reich.

L'hostilité du journal au communisme, au régime des soviets et au Front Populaire, l'a poussé à suivre les opinions du *Lorrain* et du *Messin*. En 1933-1934, la *Lothringer-Volkszeitung* avait sa propre identité, son indépendance et son originalité politique. À partir de 1935, son évolution la fait se rapprocher des idées de ses concurrents de droite de langue française. Abandonnant ses sympathies pour l'Allemagne nazie, le quotidien entre "dans le rang" et s'inscrit sans ambiguïté dans le courant de pensée de la presse de "droite" mosellane et française.

5. Le plébiscite autrichien.

Le plébiscite organisé par les nazis après l'annexion de fait et forcée, portait sur l'acceptation ou pas, par la population autrichienne, de cet *Anschluss*. *Le Messin* ne s'étend pas sur le sujet, les méthodes allemandes de propagande et de manipulation lors des votes précédents dans le Reich ayant fait la preuve de la malhonnêteté gouvernementale. Il n'y a pas d'éditorial consacré à ce sujet. Seuls les chiffres sont communiqués et sans commentaire. Aucun article en première page.

Ce qui prévaut pour le journal de Frédéric Certonciny, c'est la chute du deuxième gouvernement Blum, l'instauration du nouveau

ministère Daladier et enfin, peut-être, une ambassade à Rome et le développement de relations diplomatiques normales avec l'Italie.

Charles Ritz consacre un éditorial en première page aux résultats du plébiscite, qui a donné 99 % de << oui >> au rattachement de l'Autriche au Reich⁸⁵⁴. Les << 101 % >> de voix recueillies par le "Reich grand-allemand" sont bien sûr truqués⁸⁵⁵. Cependant, Charles Ritz explique la versatilité de nombreux Autrichiens écrasés depuis 20 ans par la propagande de Weimar, du Reich et d'Adolf Hitler. Un pays qui meurt de faim ne peut éternellement tenir bon contre des puissances supérieures et la crainte pour leur personne, leurs familles, leur avenir et leur travail n'aura pas été le moindre argument pour déterminer de braves Autrichiens à voter << Ja >>. Le problème est qu'Adolf Hitler croit vraiment à son succès 100 %. Que va-t-il entreprendre au sujet des Sudètes en Tchécoslovaquie. << Sommes-nous à la veille d'un nouveau coup de force de M. Hitler ? >>. Georges Bonnet, nouveau ministre des Affaires étrangères du gouvernement Daladier, a un travail de longue haleine à effectuer, à commencer par le rapprochement franco-italien. Adolf Hitler, prévoyant l'affaiblissement de l'Axe Rome-Berlin, va-t-il une fois de plus, bousculer les choses et mettre la France en face du fait accompli, demande Charles Ritz ? D'autre part, Franco, probable vainqueur en Espagne ne doit pas être laissé seul et supporter une mainmise militaire allemande. Il aura besoin de l'appui de la France, de l'Angleterre, voire de l'Italie⁸⁵⁶.

Les journaux messins développent une analyse assez complète des conséquences provoquées par l'annexion de l'Autriche. Économiques, politiques, stratégiques, diplomatiques, elles sont nombreuses et primordiales pour l'avenir de l'Autriche (qui n'existe plus), de l'Allemagne et de l'Europe. C'est le premier coup de force de l'Allemagne sur un territoire étranger, souverain, membre de la SDN et garanti par le Traité de Versailles. L'inaction des grandes puissances européennes va

⁸⁵⁴ *Le Lorrain*, 11 avril 1938, "La force du plébiscite grand-allemand", 1^{ère} page.

⁸⁵⁵ *Le Lorrain*, 12 avril 1938, "Du plébiscite allemand au cabinet Daladier", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁸⁵⁶ *Le Lorrain*, 12 avril 1938, "Du plébiscite allemand au cabinet Daladier", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

conforter Adolf Hitler dans son opinion qu'avec la force il pourra tout avoir, tout conquérir, sans rien risquer. Son prochain objectif, Charles Ritz l'a dévoilé à ses lecteurs : la Tchécoslovaquie et ses Sudètes. Les démocraties seront-elles présentes pour ce prochain tour de force ? La presse mosellane, toutes tendances confondues, ne se hasarde pas à y donner une réponse définitive.

L'Allemagne et la Tchécoslovaquie.

<< Sadowa est dans le pays des Sudètes >>, titre *Le Lorrain* du 22 octobre 1935. Ce village de Bohême a déjà ouvert aux Prussiens de 1866 les portes de Vienne et celles de Paris en 1870. Le danger pour la France et pour l'Europe se trouve peut-être toujours dans cette région de Tchécoslovaquie. Dès 1935, la rédaction du *Lorrain* s'en inquiète.

C'est très tôt, alors que l'Allemagne vient tout juste d'annoncer officiellement la remilitarisation, que le quotidien de Charles Ritz éveille l'attention de ses lecteurs sur un pays pour lequel l'Europe tremblera. La facilité du succès autrichien encouragera Adolf Hitler à se préoccuper immédiatement de la seconde partie de la tâche qu'il s'était assignée au commencement de la mise en pratique de sa politique de "solution du manque d'espace vital", à savoir l'asservissement de la Tchécoslovaquie. Dès la fin mars 1938, il est facile d'observer que cette question est au cœur de ses projets. Adolf Hitler lui-même ne savait pas encore exactement quand et comment il agirait, mais il commençait ses préparatifs politiques et militaires afin d'être prêt à entrer en action à la première occasion favorable.

La presse messine, très sensible aux agissements hitlériens en politique extérieure, voit le problème tchécoslovaque en quatre phases chronologiques. Tout d'abord la crise des Sudètes (minorité allemande de Tchécoslovaquie) encouragée par les pressions de Berlin, ensuite, une série d'articles nous montre "l'Esprit de Munich" qui régnait en Moselle pour aboutir bien sûr à la fameuse Conférence des 29 et 30 septembre 1938 et à ses conséquences, enfin en mars 1939, l'invasion de la totalité de la

Tchécoslovaquie et la perte pour la France d'une alliée importante. C'est en suivant cette articulation que nous allons analyser l'attitude de la presse mosellane face à la politique allemande en Tchécoslovaquie.

I. La crise des Sudètes.

1. Le réveil nationaliste.

Les Allemands des Sudètes se sont groupés sous l'égide du mouvement hitlérien germanique de Konrad Henlein. Selon Charles Ritz environ 3 000 000 d'Allemands-Sudètes vivent en Tchécoslovaquie. C'est ce qui explique pourquoi lors du renouvellement de la Chambre et du Sénat tchécoslovaque le Heimatfront allemand a obtenu plusieurs dizaines de députés⁸⁵⁷. C'est le début du militantisme germanique au pays d'Édouard Benès.

Ce militantisme sous influence hitlérienne entraîne incidents et violences. C'est ainsi que des brutalités sont occasionnées par des Sudètes à la légation tchécoslovaque de Berlin. Pour Charles Ritz, l'hitlérisme a polarisé les aspirations des Allemands de Tchécoslovaquie qui jadis, non seulement ne causaient aucun problème, mais, collaboraient avec les Tchèques dans le gouvernement⁸⁵⁸. L'année 1935 marque un tournant dans cette situation et *Le Lorrain* est quasiment le seul journal en Moselle à s'en émouvoir dès cette date. L'agitateur Konrad Henlein ainsi que les 44 élus allemands à la Chambre, sont dénoncés. L'influence hitlérienne est jugée importante. Rajouter à cela les problèmes des

⁸⁵⁷ *Le Lorrain*, 21 mai 1935, "La Tchécoslovaquie a renouvelé sa Chambre et son Sénat", "Le parti allemand des Sudètes s'est manifesté avec force", Charles Ritz, Editorial, 1^{re} page.

⁸⁵⁸ *Le Lorrain*, 22 octobre 1935, "Sadowa est dans le pays des Sudètes", Charles Ritz, 1^{re} page.

frontières polono et hongro-tchécoslovaques, il est clair que Prague représente déjà une << zone de danger >>⁸⁵⁹.

Comme dans le cas autrichien, le Reich va progressivement, par périodes, inciter les Allemands à se rebeller contre les Tchèques. Par exemple, en août 1937, exploitant l'interdiction faite, par le gouvernement d'Édouard Benès, à 6 000 enfants sudètes d'aller passer un mois de vacances en Allemagne, la presse allemande attaque systématiquement la Tchécoslovaquie. Selon le directeur du *Lorrain*, ce ne fut qu'un prétexte. Il s'agissait pour le gouvernement nazi de maintenir en éveil et en excitation l'esprit allemand contre la Tchécoslovaquie. Et à cette fin tout est bon⁸⁶⁰.

Désormais, semble nous dire l'abbé-journaliste, la Tchécoslovaquie, tout comme l'Autriche, devra lutter pour éviter la pression berlinoise et sauvegarder son indépendance. C'est l'Allemagne qui garde l'initiative, c'est Berlin qui revendique et qui détient une arme redoutable, le parti allemand des Sudètes dirigé par Konrad Henlein.

2. La lutte pour le maintien de l'indépendance tchécoslovaque.

La défense du Président Benès et du chef du gouvernement Hodzsa va se baser, dans un premier temps, sur un rapprochement avec l'Autriche. Deux États voisins, appartenant dans le passé à une même entité politique et menacés par la même puissance, devraient pouvoir s'entendre afin de se renforcer mutuellement. Le but avoué est de créer un ensemble danubien articulé autour de l'entente italo-austro-hongroise. Ainsi la Tchécoslovaquie aurait pu tenter d'affaiblir l'Axe Rome-Berlin au profit de l'Europe Centrale. Or, indique Charles Ritz, voici qu'arrive Berchtesgaden où Adolf Hitler sépare nettement Vienne de Prague au

⁸⁵⁹ *Le Lorrain*, 22 octobre 1935, "Sadowa est dans le pays des Sudètes", Charles Ritz, 1^{re} page.

⁸⁶⁰ *Le Lorrain*, 12 août 1937, "La mauvaise humeur du Reich contre la Tchécoslovaquie", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

profit de Berlin⁸⁶¹. C'est l'Autriche, écrit-il, qui est désormais << embarquée dans l'Axe >>. Elle devra rechercher l'amitié yougoslave et roumaine tout en abandonnant le chemin de Prague. Une époque nouvelle vient de s'ouvrir en Europe Centrale. Édouard Benès à compris que l'Axe Berlin-Rome-Vienne-Tokio exercera une attirance certaine sur Budapest, Belgrade et Bucarest. Et ceci bien entendu, au détriment de la Tchécoslovaquie de plus en plus isolée.

De plus, note l'éditorialiste, les ambitions allemandes en Europe Centrale ne s'arrêteront pas là. La soudure germano-autrichienne a pour conséquence d'assurer au Reich une position enveloppante à l'égard de la Tchécoslovaquie, dont les millions de Sudètes demanderont formellement leur autonomie et tourneront les yeux vers le grand et tout puissant frère allemand⁸⁶².

Charles Ritz anticipe à merveille sur les événements, bien qu'il n'exprime aucune opinion sur la possibilité de voir l'annexion de l'Autriche se réaliser. Quoi qu'il en soit, Vienne succombera à la menace allemande à la mi-mars 1938 et ce "coup de tonnerre" ne restera pas sans conséquence pour la Tchécoslovaquie.

Immédiatement, Konrad Henlein va éléver des prétentions jamais émises jusqu'à présent. À Karlsbad, le 24 avril, au congrès du Sudeten Deutschen Partei, il tient un langage sans pareil⁸⁶³. Il prône désormais franchement le séparatisme sudète. Pour Charles Ritz, cette attitude est la conséquence directe de la conquête germanique de l'Autriche. Si Konrad Henlein a osé parler si ouvertement, c'est qu'une entente était établie auparavant avec les maîtres du III Reich, dont il n'a fait que traduire les intentions, les volontés et les prétentions totalitaires. Berlin n'a plus qu'à attendre l'appel "désespéré" des

⁸⁶¹ *Le Lorrain*, 18 février 1938, "A quand le tour de la Tchécoslovaquie ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁶² *Le Lorrain*, 18 février 1938, "A quand le tour de la Tchécoslovaquie ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁶³ *Le Lorrain*, 27 avril 1938, "La poussée vers l'Est", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

3 500 000 Allemands-Sudètes qui vont manifester leur volonté de rentrer dans la communauté allemande. << Et c'est là le plus grand danger >>⁸⁶⁴. Hermann Goering n'a-t-il pas reconnu dans la revue *Vierjahresplan*, que l'Autriche, outre son importance économique, est un tremplin pour se lancer à la conquête économique et politique des États de l'Europe Orientale ? L'abbé Charles Ritz en est persuadé. Vienne, pour le nazisme, n'est qu'une étape dans le vieux rêve, repris et rajeuni du "Drang nach Osten" ! << La plus grande Allemagne sera, demain plus qu'hier, une grande consommatrice de céréales, de viande et d'huiles minérales ; demain plus qu'hier une grande vendeuse de machines et de produits fabriqués ; mais surtout demain plus qu'hier, une exportatrice de philosophie naziste, d'esprit totalitaire >>⁸⁶⁵.

En résumé, après l'annexion de l'Autriche, Prague s'est vue encerclée par les troupes allemandes, privée d'un débouché économique. La menace déjà importante s'est soudainement démultipliée. La seule issue serait de voir l'Italie, menacée à Trieste, rejoindre l'Angleterre et la France. L'Allemagne face à un tel bloc, ne tenterait rien et laisserait son indépendance à la Tchécoslovaquie essayant seulement de s'y infiltrer pacifiquement⁸⁶⁶. Malheureusement, cette solution se faisant attendre, le gouvernement de Prague se doit, après l'avertissement que représente l'Autriche annexée, de composer avec la minorité sudète. La solution résiderait dans l'acceptation de concessions et en faisant à Konrad Henlein de larges propositions. Une réforme constitutionnelle créant une organisation calquée sur le modèle helvétique, de reconnaissance de toutes les minorités présentes en Tchécoslovaquie, apaiserait les tensions. Les populations allemande, hongroise, polonaise et ruthène seraient satisfaites⁸⁶⁷. Mais la Suisse, note Charles Ritz, n'avait pas un certain

⁸⁶⁴ *Le Lorrain*, 27 avril 1938, "La poussée vers l'Est", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁶⁵ *Le Lorrain*, 27 avril 1938, "La poussée vers l'Est", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁶⁶ *Le Lorrain*, 29 mars 1938, "Le rapprochement italo-anglais sauvera-t-il la Tchécoslovaquie ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁸⁶⁷ *Le Lorrain*, 31 mai 1938, "Les élections de Tchécoslovaquie", "La paix est-elle en marche ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Konrad Henlein en son sein, ni d'Adolf Hitler à ses portes, lorsque les cantons ont constitué la République helvétique. La situation est bien plus périlleuse pour Édouard Benès.

Ce qui inquiète surtout le directeur politique du *Lorrain*, c'est l'insistance que met la presse allemande à répéter que Prague est incapable de maintenir l'ordre, d'empêcher les excès les plus dangereux. C'est la thèse qui avait cours la veille de l'entrée des troupes allemandes en Autriche, appelées par Seyss-Inquart pour sauver le pays et Vienne en particulier, de la mainmise imminente de Moscou sur les rouages administratifs de ce soi-disant malheureux pays⁸⁶⁸. La Tchécoslovaquie ayant des accords de défense avec la Russie depuis 1935, c'est aussi un prétexte d'intervention allemande. Les tchèques ne s'en sortiront jamais sous-entend Charles Ritz dans ses articles.

Selon lui, la diplomatie européenne s'est en réalité précisée. Après l'Anschluss et avec l'avènement de la question tchécoslovaque, la France et l'Angleterre se sont réveillées de leurs illusions⁸⁶⁹. Dans ce réveil, il y a deux éléments : l'un est fait de l'idéologie démocratique qui unit Prague à Paris surtout, l'autre est constitué par la crainte de voir l'Allemagne, maîtresse incontestée du continent européen, pousser sa domination vers la Mer Noire sur la route de Bagdad. Les Empires anglais et français seraient alors menacés. D'où la pression anglaise, soutenue par la France, sur Berlin qui, lors des élections municipales tchécoslovaques menaçait d'envahir, à la suite d'un quelconque incident, le territoire tchèque (Charles Ritz ne retient pas l'idée selon laquelle - et c'est pourtant la vérité - aucune concentration de troupes allemandes n'avait lieu. Quant à l'intervention du gouvernement britannique, elle s'est faite autant auprès de la Tchécoslovaquie que du Reich). Ce fut ce que l'on a appelé le recul allemand du 21 mai.

⁸⁶⁸ *Le Lorrain*, 31 mai 1938, "Les élections de Tchécoslovaquie", "La paix est-elle en marche?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁸⁶⁹ *Le Lorrain*, 1 septembre 1938, "C'est une partie serrée qui se joue pour la paix de l'Europe", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Depuis, l'Allemagne a rebondi, reprenant l'initiative, initiative composée d'un ensemble de mesures nombreuses et désordonnées où, du propre aveu de l'abbé-journaliste, il est difficile de voir clair⁸⁷⁰. Mobilisation des réserves, soutien ouvert aux Sudètes et surtout création par la presse, la radio et l'intégralité de l'appareil de propagande allemand, d'une atmosphère << détestable, d'un climat irrespirable, d'une tension malsaine imposée de force aux esprits allemands >>. En même temps, la propagande allemande a réveillé chez les Sudètes des sentiments et des appétits insoupçonnés, alors qu'une année auparavant, une "helvétisation" du pays était le maximum sur lequel ils comptaient.

Pour obtenir un compromis, le gouvernement britannique a alors envoyé Lord Runciman à Prague en tant que médiateur. Ce sont des concessions du gouvernement tchécoslovaque qui faciliteront le retour à une situation normale, tente de nous faire comprendre Charles Ritz⁸⁷¹. Mais de plus en plus, *Le Lorrain* définit le conflit comme une lutte entre l'Angleterre et l'Allemagne et non un litige sudéto-tchèque. << Ce sont deux forces, deux puissances, deux méthodes, deux défis en présence. Défi et bluff surtout du côté allemand ; du côté anglais force raisonnée d'une diplomatie serrée, décidée au maintien de la paix en Europe à tout prix. C'est la corde raide. C'est la tension arrivée à son point culminant >>⁸⁷².

La Tchécoslovaquie commence à être dépassée par les événements. Les revendications sudètes soutenues par le Reich hitlérien sont maintenant devenues une question d'ordre international. Le directeur du *Lorrain* a raison, l'Angleterre veut éviter un conflit et joue de toute son influence à Prague afin d'éviter le pire. Dans le sillage du gouvernement britannique, se trouvent la France ainsi que la majorité de l'opinion

⁸⁷⁰ *Le Lorrain*, 1 septembre 1938, "C'est une partie serrée qui se joue pour la paix de l'Europe", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁸⁷¹ *Le Lorrain*, 1 septembre 1938, "C'est une partie serrée qui se joue pour la paix de l'Europe", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁸⁷² *Le Lorrain*, 1 septembre 1938, "C'est une partie serrée qui se joue pour la paix de l'Europe", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

publique européenne. Le problème tchécoslovaque ne doit en aucun cas engendrer une guerre européenne. Dans ces conditions, il est clairement défini que la Tchécoslovaquie, subissant des pressions de toutes parts, ne conservera pas l'intégrité de son territoire.

II. La presse messine et "l'Esprit de Munich".

Le 11 septembre 1938, alors que la tension s'accroît de jour en jour, le député Robert Schuman s'exprime ouvertement dans *Le Lorrain*⁸⁷³.

S'il considère l'Allemagne comme étant capable de tenter un coup de force contre la Tchécoslovaquie, elle se gardera bien d'attaquer de sa propre initiative le territoire français. Il y aurait une frontière puissamment défendue à passer. De plus, en cas d'agression directe contre la France, l'Allemagne déclencherait contre elle l'action commune des pays qui restent engagés par les accords de Locarno garantissant l'inviolabilité de la frontière de l'Est. D'autres pays, avec d'autres accords, interviendraient également. Le député Schuman rassure donc les lecteurs mosellans ; l'Angleterre ou la Pologne aideraient sans hésitation la France dans son combat contre le nazisme. L'homme politique du département déclare que quelle que soit l'action allemande en Tchécoslovaquie, elle aura tout intérêt à tenir Paris hors du conflit⁸⁷⁴.

D'autre part, si Adolf Hitler décidait d'attaquer la Tchécoslovaquie, l'intervention française ne serait pas assurée. << La France aura à choisir son attitude en tenant compte à la fois des engagements qu'elle a pris, de ses intérêts vitaux, des possibilités et ressources qui s'offrent à son action >>. En outre, cette décision n'appartient, selon Robert Schuman, juriste de formation, ni au chef de

⁸⁷³ *Le Lorrain*, 11 septembre 1938, "Pas de guerre sans décision préalable", Robert Schuman, 1^{er} page.

⁸⁷⁴ *Le Lorrain*, 11 septembre 1938, "Pas de guerre sans décision préalable", Robert Schuman, 1^{er} page.

l'État, ni au gouvernement. La constitution prévoit un vote du Parlement. Les Mosellans peuvent en conséquence être rassurés, même si les troupes allemandes entraient subitement en Tchécoslovaquie, Paris ne serait aucunement dans l'obligation de combattre militairement le Reich.

Si le parlementaire s'est exprimé ainsi dans les colonnes du *Lorrain*, ce qui n'est pas son habitude et en fait un acte exceptionnel, c'est probablement dû à un mouvement de panique et d'angoisse de la population. La France va-t-elle être attaquée, ou alors elle-même, de sa propre initiative, entrer en guerre contre Berlin ? Les Mosellans, ainsi que le reste des Français, semblent craindre une nouvelle hécatombe après celle vécue entre 1914 et 1918. Ils souhaitent eux aussi, tout comme le gouvernement anglais, éviter une telle catastrophe. Robert Schuman tente d'empêcher tout affolement.

L'abbé Ritz expose, quant à lui, une solution envisageable. Si l'Allemagne attaquait la Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne entrerait en guerre à son tour et les Nations encore présentes à la SDN s'uniraient contre les belligérants⁸⁷⁵. Afin d'éviter cette impasse, une province autonome sudète pourrait être créée, qui, une ou deux années plus tard, par vote, serait rattachée à l'Allemagne. Tout conflit pourrait ainsi être évité, la question se réglant pacifiquement. Du moins c'est le souhait de Charles Ritz....

Le Lorrain ne ménage pas ses efforts pour rassurer la population, expliquer qu'aucun recours aux armes ne sera nécessaire, qu'en aucun cas la France n'interviendra militairement en Allemagne. Pour apaiser ses lecteurs, et peut-être aussi se convaincre lui-même, l'abbé Ritz écarte franchement cette idée de guerre.

L'on peut alors se demander comment la presse justifie la décision du gouvernement français de faire appel à certains réservistes pour renforcer la défense de la ligne Maginot ? Charles Ritz s'en réjouit.

⁸⁷⁵ *Le Lorrain*, 8 septembre 1938, "Une querelle d'Allemands", Charles Ritz, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Elle est faite pour être fermée⁸⁷⁶. << Le spectre de la guerre >>, écrit-il, << que nous regardions, en ces heures tragiques de 1914, avancer vers nous comme une fatalité, nous ne le voyons plus ainsi aujourd'hui. Il y a eu la guerre de 1914-1918. Les Nations pacifiques le savent et se serrent les coudes ; les autres ou, plutôt, l'autre le sait aussi. [...]. Nous ne sommes plus en 1914. Le monde veut la paix et saura l'imposer >>. D'après Frédéric Certonciny, il s'agit uniquement d'une mobilisation partielle considérée comme une mesure préventive⁸⁷⁷. Cette mobilisation est loin d'avoir l'importance de celle réalisée en Allemagne, à Munich notamment. Ce qui est certain, pour le directeur de presse, c'est la nécessité de défendre les frontières Nord-Est, du fait de la présence de deux corps d'armée allemands dans les fortifications du Reich. La région messine ne peut alors éviter d'être le théâtre << de la plus normale et de la plus judicieuse des précautions >>⁸⁷⁸. Et Frédéric Certonciny ne manque pas de rappeler que les pays d'Europe Centrale ne semblent pas croire à la guerre, une solution tragique à la tension actuelle est évitable. Il n'y a donc aucune raison de s'alarmer.

Ce que l'on a appelé plus tard "l'Esprit de Munich" a touché fortement la presse messine et en particulier *Le Lorrain* et *Le Messin*. Les propos tenus par les plus grands journalistes de ces quotidiens n'étaient pas seulement destinés à rassurer une population mosellane angoissée, mais aussi, comme nous allons le constater, à démontrer leur opposition à un conflit déclenché pour venir en aide au gouvernement tchécoslovaque.

Le 12 septembre 1938, Adolf Hitler s'exprime au congrès de Nuremberg. Charles Ritz note avec insistance que le "Führer" n'a pas posé de revendications précises. Cela prouve que l'influence anglaise a fait son effet.

⁸⁷⁶ *Le Lorrain*, 6 septembre 1938, "La ligne Maginot reçoit ses pleins effectifs", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁸⁷⁷ *Le Messin*, 26 septembre 1938, "La mobilisation partielle s'est terminée dans le calme", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁸⁷⁸ *Le Messin*, 26 septembre 1938, "La mobilisation partielle s'est terminée dans le calme", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

Adolf Hitler a deux tactiques possibles. Ou bien profiter d'incidents réels, ou créés, pour intervenir malgré le danger que cela comporte ; ou alors, essayer une guerre diplomatique d'usure en faisant traîner en longueur les pourparlers de Prague (entre le gouvernement tchécoslovaque et les Sudètes). Dans tous les cas de figure, Charles Ritz prodigue des conseils de modération aux dirigeants pragois. Quelques concessions valent mieux qu'une guerre⁸⁷⁹. Plus le temps passe et la pression monte, plus le risque de guerre se précise, plus la presse messine va s'engager activement dans la lutte pour le maintien de la paix. **<< Malgré les graves incidents de Bohême la volonté de paix doit triompher >>**, titre *Le Lorrain* du 14 septembre. Personne ne comprend, affirme Charles Ritz, dans les patriotiques marches de l'Est, que la France ait à intervenir pour la défense d'un territoire fort mal assemblé (c'est surtout le point de vue du *Messin*), qui n'est pas attaqué de l'extérieur mais qui se désagrège de l'intérieur⁸⁸⁰.

Pour sa part, Frédéric Certonciny indique que la majorité des Français est hostile à toute idée de guerre ! Il constate, avec un semblant d'étonnement, combien l'éventualité d'un conflit pour les raisons évoquées, rencontre peu de faveur chez les Français, qui ont pourtant parfaitement conscience de l'honneur et de la responsabilité de leur patrie⁸⁸¹. Reprenant la thèse de Léon Bailby dans *Le Jour*, l'éditorialiste accuse le Président Benès d'avoir trompé les alliés en 1919. Il avait promis de faire de la Tchécoslovaquie une **<< Suisse améliorée >>**. Cela n'a pas été fait. En 1938, il est peut-être temps d'y procéder afin d'empêcher toute ingérence étrangère, qu'elle soit russe ou allemande.

Frédéric Certonciny va encore plus loin en reprenant les propos de l'écrivain Armand Charpentier dénonçant le Président

⁸⁷⁹ *Le Lorrain*, 13 septembre 1938, "Le discours de Mr Hitler très violent contre les Tchèques, laisse la porte ouverte aux pourparlers de Prague", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 3 colonnes.

⁸⁸⁰ *Le Lorrain*, 14 septembre 1938, "Malgré les graves incidents de Bohême, la volonté de paix doit triompher", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁸¹ *Le Messin*, 15 septembre 1938, "La majorité des français est hostile à cette idée de guerre", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

tchécoslovaque. Non seulement il n'a pas tenu ses engagements de 1919, mais en plus les minorités tchécoslovaques sont opprimées. Aussi bien, la lutte n'est pas entre les démocraties et les dictatures, ainsi que le déclarent certains hommes politiques qui << souhaiteraient une guerre >>, mais entre les défenseurs de la paix, quels qu'ils soient, et les << barbares >> qui, << groupés sous l'étendard de Staline, veulent mettre l'Europe à feu et à sang >>⁸⁸². Frédéric Certonciny soutient les gouvernements français et anglais dans leur action. Ils veulent maintenir la paix, et le souvenir de la promesse irréalisée d'Édouard Benès les incitera à ne pas s'opposer au plébiscite des Sudètes.

En résumé, le directeur politique du *Messin* soutient les revendications sudètes, par peur d'un conflit avec l'Allemagne bien entendu... !

Henry Godmard, avec quelques nuances, en arrive à la même conclusion. Depuis l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler, Paris et Londres n'ont cessé d'opposer leur idéologie démocratique à l'idéologie totalitaire. Avec fracas, la France a annoncé son intention de faire honneur à sa signature, elle a même décidé l'Angleterre à se mettre à ses côtés pour prévenir le "Führer", << la mort dans l'âme >>, que le gouvernement français ne tolérerait pas la violation du territoire tchécoslovaque⁸⁸³. Or l'Allemagne se garde bien de faire cette erreur. Elle donne seulement à ses frères << opprimés >> des Sudètes des conseils et les moyens de s'insurger contre le gouvernement de Prague. << Son geste devient ainsi tout à fait innocent >>, écrit Henry Godmard. << C'est très spacieux, mais, au fond, assez logique. Si les Sudètes sont en révolte contre les autorités locales, [...], Adolf Hitler peut fort bien se dispenser d'intervenir. Les Sudètes auront seulement à leur disposition un million de volontaires, qui franchiront la frontière en civil >>. Les armes et les munitions prendront la même destination. Adolf Hitler, de cette manière, n'aura pas

⁸⁸² *Le Messin*, 15 septembre 1938, "La majorité des français est hostile à cette idée de guerre", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁸⁸³ *Le Messin*, 15 septembre 1938, "Faisons notre Mea Culpa", Henry Godmard, 1^{re} page, 1 colonne.

déplacé une escouade. De plus, cette opération ne concerne plus la France, s'empresse de préciser le journaliste. Elle se situe en dehors des clauses et des conditions du Pacte d'assistance liant Paris à la Tchécoslovaquie. C'est à Prague seule, que revient la responsabilité de réprimer les émeutes et l'insurrection, conclut-il. << Estimons-nous encore heureux si les choses peuvent se terminer ainsi et si le grand drame est évité. Nous finirons sans doute par assister à un plébiscite >>⁸⁸⁴. Peu importe la solution et ses conséquences probables pour la Tchécoslovaquie ou les démocraties, pourvu que la paix soit maintenue. Tel pourrait être résumé le point de vue du *Messin*. La guerre est à éviter quel que soit le prix à payer.

1. L'entrevue de Berchtesgaden.

Le 15 septembre, Charles Ritz parle de détente. Le Premier ministre britannique Arthur Neville Chamberlain, ne partirait pas s'entretenir avec Adolf Hitler s'il n'était persuadé de ne pas recevoir un camouflet, pense le directeur du *Lorrain*⁸⁸⁵. De la même manière, il doit être assuré qu'une solution a été acceptée par Édouard Benès qui rende les pourparlers de Berchtesgaden, fructueux. L'horizon, grâce à l'intervention anglaise, s'éclaircit soudainement.

De façon générale, l'abbé Ritz croit fermement que l'Angleterre peut parvenir à un compromis en faisant céder le Président tchécoslovaque. À aucun moment *Le Lorrain* ne dénonce explicitement les prétentions allemandes ou Sudètes, comme ce fut le cas par le passé avant la remilitarisation du Rhin ou l'annexion de l'Autriche. Le journaliste du clergé ne critique pas non plus ce qui est pourtant une nouvelle attaque allemande contre les Traités et notamment celui de Versailles. La devise du *Lorrain* est identique à celle du *Messin* : en aucun cas la France ne doit intervenir par les armes. Il faut éviter la guerre au moyen d'une résolution

⁸⁸⁴ *Le Messin*, 15 septembre 1938, "Faisons notre Mea Culpa", Henry Godmard, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁸⁵ *Le Lorrain*, 15 septembre 1938, "Heures de détente", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

pacifique du problème. Si cela s'avère nécessaire, il est préférable d'influencer la Tchécoslovaquie à céder face aux revendications allemandes. En ce sens Charles Ritz apprécie l'attitude anglaise que la France devrait suivre sans hésiter. Il croit fermement que, quelle que soit l'importance des incidents, le conflit des Sudètes se réglera pacifiquement. La démarche de Neville Chamberlain est qualifiée d'honorables⁸⁸⁶, la thèse du rattachement des Sudètes à l'Allemagne devrait finir par être partagée par Paris.

Quoi qu'il advienne, Charles Ritz déclare que tous les Français de << bon sens >> pensent que la crise, même territoriale, que doit subir la Tchécoslovaquie ne vaut pas une guerre européenne. La question des Sudètes doit se résoudre dans le cadre du maintien de la paix.

Le directeur du *Lorrain* va encore plus loin pour convaincre ses lecteurs. Non seulement il souhaite céder aux pressions allemandes et sudètes, mais encore il présente cette situation comme une quasi-victoire pour les démocraties. Le plan primitif du Reich a échoué. L'armée allemande devait sauver les Sudètes en insurrection maltraités par les Tchèques à l'exemple de ce qui s'est déroulé en Autriche. Neville Chamberlain, par son intervention, a troublé cette mise en scène. << Pour la paix du monde et non par faiblesse, Mr Chamberlain a demandé à Mr Hitler de se rétracter à l'agression armée. Celui-ci a dû promettre. Il ne pouvait plus faire autrement >>. Les libérateurs des minorités allemandes opprimées ont perdu leur rôle. C'est ce qui explique, selon *Le Lorrain*, la propagande éhontée à laquelle se livre le Reich contre les Tchèques⁸⁸⁷. Celle-ci n'est donc pas, selon Charles Ritz, une manœuvre pour justifier auprès de la population allemande une future entrée des troupes hitlériennes en Tchécoslovaquie. Adolf Hitler avait besoin d'un succès éclatant, visible, tangible. Il l'a manqué partiellement, c'est une réussite pour l'Angleterre.

⁸⁸⁶ *Le Lorrain*, 17 septembre 1938, "Revenant de Berchtesgaden", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁸⁷ *Le Lorrain*, 20 septembre 1938, "Toujours les mêmes ! ...", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Le directeur du *Lorrain*, habituellement si réaliste dans ses commentaires et analyses, semble trompé sur le cas des Sudètes. La question n'est pas résolue, le "Führer" compte toujours, par la force, libérer la minorité allemande de Tchécoslovaquie. Nous ne pouvons penser que Charles Ritz, si fin connaisseur de la culture allemande et de l'idéologie nazie de l'époque, puisse accréditer sérieusement la démarche allemande. C'est par nécessité et obligation qu'il a présenté à ses lecteurs une interprétation complaisante des événements. La France est trop faible pour se permettre un conflit direct avec l'Allemagne, militairement le Reich fait peur. Paris ne peut s'autoriser à défendre par les armes son allié tchécoslovaque. Les articles de la fin septembre 1938 vont d'ailleurs donner lieu à un certain ressaisissement du directeur ecclésiastique.

Nous nous dirigeons, certes, comme le souhaite Charles Ritz, vers une solution pacifique de la question. Mais il ne se fait aucune illusion sur ce que signifie pour l'Allemagne et pour l'Europe pareille finalité. La méthode du bluff, des menaces, de l'intimidation, a réussi. Adolf Hitler la réutilisera⁸⁸⁸. Les petits pays faibles de l'Europe vont être attirés par le puissant Reich. Il s'agit de la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie. Ce rapprochement se fera au travers de Traités commerciaux suivis d'une influence politique grandissante. Finalement, l'Allemagne aura gagné sa tranquillité au Sud et au Sud-Est européen, également à l'Est avec la Pologne.

Berlin pourra alors réclamer ses anciennes colonies, voire de nouvelles. Charles Ritz pense surtout au Maroc. Que ferons-nous se demande-t-il avec angoisse⁸⁸⁹? Par la suite, il tente de justifier son comportement si complaisant face aux revendications germaniques. Il comprend la réaction de défense de son intégrité territoriale du gouvernement tchèque, patriote et courageux⁸⁹⁰. La politique que la France

⁸⁸⁸ *Le Lorrain*, 21 septembre 1938, "La pente glissante", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁸⁹ *Le Lorrain*, 21 septembre 1938, "La pente glissante", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁸⁹⁰ *Le Lorrain*, 23 septembre 1938, "Nous comprenons, mais...", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

accepte de suivre n'est, certes, pas reluisante au point de vue patriotique et démocratique, admet l'abbé-journaliste, mais elle sauve la paix. La France est-elle seulement prête à faire la guerre ? Il a des doutes à ce sujet. Et pourquoi la France en est-elle arrivé à ce stade ? Parce que, à cause des fautes du Quai d'Orsay, la Tchécoslovaquie n'a pas rempli le rôle historique auquel l'avait destinée les Traités. Elle devait être, dans l'esprit des négociateurs (et aussi celui de Charles Ritz), un barrage contre la poussée allemande vers l'Europe Centrale. Mais ce rôle, elle ne pouvait le remplir qu'appuyée sur le bassin danubien, l'Autriche, la Hongrie et la Petite-Entente. Elle ne l'a pas voulu par peur des Habsbourg (le journaliste oublie de mettre en cause les réticences hongroises ou yougoslaves à ce projet). Adolf Hitler, en fin de compte, a eu les mains libres sur le Rhin en 1936 (c'était plutôt la France et la Belgique qui étaient concernées !), en Autriche en mars 1938 et maintenant avec les Sudètes⁸⁹¹. En un bref résumé, la Tchécoslovaquie est responsable de presque tous les agissements allemands pour la simple raison qu'Édouard Benès n'a pas accompli sa promesse de faire de la Tchécoslovaquie une Confédération. Charles Ritz apparaît très injuste envers une alliée précieuse de la France en Europe et à la SDN. Le fait remarquable est surtout qu'il avoue ouvertement la faiblesse militaire de la France.

Frédéric Certonciny, pour sa part, se réjouit que le Président Benès ait cédé au plan bâti à mi-septembre entre Adolf Hitler et Neville Chamberlain. **<< Mr Benès en cédant a évité le suprême désastre pour ses compatriotes et pour lui >>**, titre *Le Messin* du 22 septembre. Il reste seulement à souhaiter, précise Frédéric Certonciny, que le Premier britannique ne se trouve pas en face d'un nouveau coup de théâtre à son arrivée à Godesberg. Le directeur du quotidien, désormais échaudé, n'a pas confiance en Adolf Hitler. Quant au Président tchécoslovaque, il le plaint de tout son cœur car c'était un ami de la France mais, regrette-t-il, il s'est laissé aller à faire le jeu des soviets comptant fermement sur l'appui

⁸⁹¹ *Le Lorrain*, 23 septembre 1938, "Nous comprenons, mais...", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

integral de la grande Russie⁸⁹². << Benès, pour avoir cru en l'idéal soviétique, va se retrouver seul devant son pays écartelé >>.

Le journaliste aborde un autre aspect. La Pologne, malgré le danger que fait planer l'Allemagne à cause de Dantzig, se range aux côtés du Reich en réclamant aussi le retour de ses minorités de Tchécoslovaquie (Territoire de Teschen). Varsovie, de la sorte, confirme l'attitude française puisqu'elle n'approuve pas le soutien que Paris pourrait apporter à la Tchécoslovaquie. La seconde alliée de la France, la Yougoslavie, ne fait rien non plus en faveur des Tchèques. << Si nous avions eu la folie de soutenir une cause, abandonnée même par l'URSS, nous eussions fait piètre figure sur le damier européen >>, conclut Frédéric Certonciny. Il est d'avis que la Tchécoslovaquie a bien fait de ne pas céder trop tard⁸⁹³. << Il vaut mieux pour la Tchécoslovaquie un morcellement, même important, sous la garantie des grandes puissances, que l'invasion brutale des troupes hitlériennes >>, écrit-il naïvement. Ajoutant encore un élément de confusion, il renouvelle sa dénonciation du communisme international. L'URSS espère toujours soulever, au bénéfice du bolchevisme, un conflit européen, à condition pour elle, toutefois, de ne pas y participer... L'ennemi, pour *Le Messin*, se situe davantage à Moscou qu'à Berlin. D'autant plus qu'une Allemagne forte, surarmée et surexcitée est à ménager grandement... !

Henry Godmard renforce l'opinion de son directeur. La Hongrie, la Pologne, l'Allemagne, tous les appétits sont déchaînés, rien ne peut plus les contenir. << Nous allons assister impuissants au dépècement d'un malheureux pays, incapable d'opposer la moindre résistance à la force >>⁸⁹⁴. Il est avéré que Prague s'achemine vers le

⁸⁹² *Le Messin*, 22 septembre 1938, "Mr Benès en cédant a évité le suprême désastre pour ses compatriotes et pour lui", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

⁸⁹³ *Le Messin*, 22 septembre 1938, "Mr Benès en cédant a évité le suprême désastre pour ses compatriotes et pour lui", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

⁸⁹⁴ *Le Messin*, 22 septembre 1938, "Procédure inutile", Henry Godmard, 1^{er} page, 1/2 colonne.

démembrement. Les héritiers présomptifs commencent déjà à se disputer les parts de l'héritage. Contre ce fait brutal, la France ne peut rien. Ce qui est à craindre, c'est l'extension du conflit au continent. Et c'est la seule éventualité que Paris soit susceptible d'entraver. << **On reproche à Mr Chamberlain et à Mr Daladier d'avoir cédé un peu vite. Mais s'ils avaient opposé de la résistance aux projets de l'Allemagne, la guerre eût été inévitable. Sait-on au juste comment elle se serait terminée ?** >>⁸⁹⁵.

2. *Le Messin et la rencontre de Godesberg.*

De plus en plus sous pression l'opinion publique ne peut que s'alarmer de la tournure des événements. Neville Chamberlain, indique Frédéric Certonciny, s'est retrouvé devant une attitude des plus << déraisonnable >> en arrivant à Godesberg⁸⁹⁶. Adolf Hitler s'est moqué de lui lors de cette seconde entrevue. À l'occasion de ces deux rencontres au sommet (Berchtesgaden et Godesberg), Édouard Benès a disparu, mais, note l'éditorialiste avec amertume, la France aussi est passée au plan secondaire. L'enjeu et la lutte ne sont plus pour une question territoriale, mais pour la menace << ironique >> de l'hégémonie allemande contre la suprématie de l'Empire britannique. C'est pour cette raison que l'Angleterre risquerait bien, davantage que la France, d'entrer en conflit avec le Reich si les forces allemandes pénétraient en pays sudète. Le dispositif français serait alors automatiquement activé pour soutenir Londres⁸⁹⁷. Tout risque de conflit n'est pas écarté. Voilà qui n'est pas fait pour soulager la population mosellane.

⁸⁹⁵ *Le Messin*, 22 septembre 1938, "Procédure inutile", Henry Godmard, 1^{ère} page, 1/2 colonne.

⁸⁹⁶ *Le Messin*, 28 septembre 1938, "Le discours de Mr Chamberlain est un avertissement", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁸⁹⁷ *Le Messin*, 28 septembre 1938, "Le discours de Mr Chamberlain est un avertissement", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

Frédéric Certonciny semble moins s'insurger contre les velléités guerrières allemandes que contre celles du Front Populaire, ou de... l'Internationale communiste ! La tendance du *Messin* reste stable depuis mai 1936. Le danger est "rouge" et beaucoup moins "noir".

3. *Le Républicain Lorrain* dans la tourmente.

Un quotidien messin de langue française échappe quelque peu à cette course à la "paix à tout prix". Il s'agit du *Républicain Lorrain*. À titre d'exemple, nous avons étudié les commentaires écrits après les discours d'Adolf Hitler le 26 septembre 1938 et de Neville Chamberlain le 27.

Entre Adolf Hitler et Neville Chamberlain, peut-on y découvrir, il y a toute la distance qui sépare la simple vérité du mensonge << criminel >>, source de désastre⁸⁹⁸. Le Premier ministre britannique a fait sentir à << Hitler plein d'orgueil >>, son inhumanité foncière, la lâcheté de celui qui fait parade de sa force parce qu'il se trouve devant un faible. << Ce n'est pas la vraie force et la vraie grandeur que de vouloir abuser de la faiblesse d'autrui, comme le loup se jette sur la brebis, mais il est encore plus lâche d'insulter et de bafouer un homme parce qu'on le croit le plus faible >>, rétorque le journal de Victor Demange aux agissements hitlériens.

Le Premier ministre britannique exprime la crainte qu'il s'agisse non plus des tchèques, pour lesquels on pourrait hésiter à engager une terrible guerre, ni même de la France, mais d'une tentative de faire peur au monde pour le dominer. L'Angleterre et son Empire sont, dans ce contexte, prêts à combattre. Ainsi, c'est sur le plan de la morale internationale et du sentiment de justice inné à tous les hommes, que la question est posée désormais, se réjouit-on au *Républicain Lorrain*.

⁸⁹⁸ *Le Républicain Lorrain*, 28 septembre 1938, "Un homme a parlé", signé RL, Éditorial, 1^{re} page.

III. Les mosellans sont soulagés : la Conférence de Munich.

C'est la première fois, écrit *Le Messin*, que le couple France-Angleterre rencontrera l'Axe Rome-Berlin⁸⁹⁹. Le fait important est que l'initiative en vue du maintien de la paix revient à Neville Chamberlain et Édouard Daladier, qui, pour éviter la guerre, n'ont pas hésité, une fois de plus, à passer outre des principes de suprématie et d'amour-propre. La vraie question, pour le quotidien de la rue des Clercs, est de savoir si le "Duce" aura suffisamment de poids auprès d'Adolf Hitler pour le convaincre et le décider à rendre à l'Europe une tranquillité qu'elle a perdue depuis plus de six semaines ? C'est de la réponse à cette question que découle l'avenir du continent. L'auteur de l'article ne se hasarde cependant à aucun pronostic. Il remarque simplement et avec regret, l'infériorité << notoire >> de la diplomatie française. Il déplore que le ministère des Affaires étrangères soit à la remorque du Foreign Office. << [...] nous sommes le parent pauvre qui obéit à Londres et qui le suit partout comme un petit toutou suit sa maîtresse >>.

Le Lorrain, pour sa part, se réjouit de cette Conférence. << On peut affirmer >>, écrit Charles Ritz en première page, << que, quelle que soit l'issue de la Conférence de Munich, c'est une affaire réglée pour la France et qu'on n'entraînera pas ce pays dans la guerre >>⁹⁰⁰. Autre satisfaction, la réaction des députés mosellans auprès du chef du gouvernement, Édouard Daladier, afin d'exprimer clairement l'état d'esprit des populations mosellanes. Quel message ont-ils fait passer ? Il est simple : << Il ne faut pas faire la guerre pour des pointes d'aiguilles >>⁹⁰¹. De cette façon, le Président du Conseil est parti pour la Conférence avec une connaissance complète de l'opinion des

⁸⁹⁹ *Le Messin*, 29 septembre 1938, " ? ? ? ", GB, 1^{ère} page.

⁹⁰⁰ *Le Lorrain* 29 septembre 1938, "Nous n'aurons pas la guerre", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁰¹ *Le Lorrain* 29 septembre 1938, "Nous n'aurons pas la guerre", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

parlementaires et de la France⁹⁰². Paris ne sort pas humilié de l'algarade. Si un << grand homme d'État >> tel que Neville Chamberlain << a fait ce qu'il a fait, nous pouvions, de notre côté, faire ce que nous avons fait >>. Ainsi, pour Charles Ritz, le fait de suivre l'Angleterre dans sa démarche, cautionne l'attitude française (contrairement au Messin qui y voit un manque d'indépendance de Paris).

Ceux qui veulent la guerre sont des << idéologues >> qui sont coupables de l'effondrement de l'Europe Centrale par anti-autrichianisme (Autriche catholique des Habsbourg) au profit du Reich. Ils voient à présent l'Allemagne fortifiée, revendiquer, et souhaitent l'arrêter sur << une question secondaire >>, même par le moyen d'une guerre. Or, espère l'abbé-journaliste, il est possible qu'une Europe nouvelle sorte des délibérations des quatre puissances européennes, dans laquelle s'écartera la menace d'un conflit. En conséquence, << nous devons nous féliciter doublement de la Conférence de Munich >>⁹⁰³. Charles Ritz rajoute enfin qu'il est << préférable pour nous de gagner la paix que de gagner la guerre >>.

Au *Républicain Lorrain*, où, comme nous l'avons déjà observé, "l'Esprit de Munich" n'a pas une emprise excessive, la rédaction se sent tout de même soulagée de voir le spectre de la guerre s'écarte. << Une lueur d'espoir monte, d'espérance justifiée >>⁹⁰⁴. Le *Républicain Lorrain* ne voit pas pourquoi ces quatre hommes se réuniraient dans ces journées terribles, s'ils n'avaient pas au moins un but commun, celui d'éviter la guerre. Les mesures militaires prises en France ont eu un grand effet. À Berlin comme à Rome, on croyait une mobilisation partielle en France impossible, paralysée par des dissensions intestines, et devant déclencher une révolution. L'impressionnant spectacle offert par la Nation, pense-t-on au journal de Victor Demange, a du détromper définitivement ceux qui

⁹⁰² *Le Lorrain*, 30 septembre 1938, "C'est la paix", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁹⁰³ *Le Lorrain*, 30 septembre 1938, "C'est la paix", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁹⁰⁴ *Le Républicain Lorrain*, 29 septembre 1938, "Une lueur d'espoir", signé RL, Éditorial, 1^{re} page.

tablaient trop sur ce facteur (cette interprétation est certainement exagérée, mais pas dénuée de sens, la réaction militaire française n'a pas dû passer inaperçue à Berlin).

A cette première constatation se rajoute le discours de Neville Chamberlain du 27 septembre qui laisse entendre une possible intervention armée anglaise aux côtés de la France en cas d'agression de la Tchécoslovaquie. D'où un fléchissement de l'attitude intransigeante du Reich. Il s'agit, pour *Le Républicain Lorrain*, d'un recul d'Adolf Hitler. La Conférence de Munich est le détour qui permet au Reich cette retraite impossible, au point de vue du prestige, à exécuter ouvertement. Ce ne sont pas les démocraties qui risquent de céder à toutes les revendications allemandes, mais le "Führer" qui est devenu raisonnable ! << Pour Hitler c'est un repli, sur le plan international c'est un répit >>⁹⁰⁵. L'éditorialiste donne une vision erronée mais patriotique de l'attitude française. Contrairement au *Lorrain* et au *Messin*, il évite de commenter les événements en fonction d'une lutte franco-française. La faute n'est pas donnée au Front Populaire ou à d'autres mouvements. *Le Républicain Lorrain* considère la Conférence de Munich comme un élément de politique extérieure et n'en recherche pas les causes ou les fondements dans les divergences politiques parisiennes et parlementaires. Fort étonnamment, le quotidien de Victor Demange, qualifié de journal de "gauche" dès 1936, présente à ses lecteurs une interprétation optimiste et patriote de la réaction française. Les Français ont offert pendant cette crise un spectacle << réconfortant >> de cohésion et de force, qui a puissamment impressionné à l'étranger⁹⁰⁶. Il y aura cependant des éléments à améliorer, par exemple l'évacuation des populations civiles en cas de guerre. L'organisation matérielle, technique et morale du pays doit se développer encore à l'avenir. << Il ne peut y avoir qu'un seul mot d'ordre, un seul parti, la France ! >>.

⁹⁰⁵ *Le Républicain Lorrain*, 29 septembre 1938, "Une lueur d'espoir", signé RL, Éditorial, 1^{re} page.

⁹⁰⁶ *Le Républicain Lorrain*, 30 septembre 1938, "Un seul parti : la France !", signé RL, Éditorial, 1^{re} page.

C'est un message d'union, de fraternité et d'entraide qui est lancé par *Le Républicain Lorrain*. Mais quel soulagement de voir la paix maintenue en Europe et pour la France. «**C'est un spectacle inédit que cette rencontre de Munich pour laquelle l'histoire des hommes n'offre pas d'analogie**»⁹⁰⁷, clame un journaliste euphorique⁹⁰⁷.

«**Il paraît certain que cette masse [des gens acclamant les quatre hommes] innombrable était mue par le même sentiment, le même désir ardent de paix. Pourquoi donc les quatre hommes n'auraient-ils pas réussi puisque les peuples étaient déjà d'accord ?**»⁹⁰⁸. Le rédacteur emporté par sa joie en oublie le peuple tchèque, le Président Édouard Benès, le général Syrový, nouveau chef du gouvernement tchécoslovaque, ainsi que l'accord de défense entre Paris et Prague. Le bonheur de la "tranquillité" retrouvée est si intense.

Pour les Anciens Combattants, la signature des accords de Munich représente «**la victoire de l'intelligence sur la matière, de la civilisation sur la barbarie**»⁹⁰⁸. Selon eux, la paix n'est pas l'œuvre de tel ou tel homme politique, de tel ou tel parti, elle n'est que la résultante de l'esprit Ancien Combattant. Les chefs d'États qui se sont réunis à Munich connaissent les horreurs de la guerre pour les avoir vécues et savent très bien que leurs peuples respectifs souhaitent de tout cœur voir régler pacifiquement tous les litiges qui peuvent se présenter en Europe. Il s'agit en fait d'un succès remporté par les Anciens Combattants.

Cette analyse est quelque peu égocentrique, mais il est vrai que la guerre de 1914-1918 n'a épargné personne en Europe et que son souvenir préoccupe les chefs d'États européens. Cependant, seules les démocraties sont atteintes par le syndrome du "pacifisme à outrance". Adolf Hitler et Benito Mussolini tentent au contraire, par la propagande, d'insuffler des motivations guerrières à leurs compatriotes. Le journaliste Ancien Combattant élude cet aspect du problème. Dans ce cas aussi, la joie

⁹⁰⁷ *Le Républicain Lorrain*, 30 septembre 1938, "La paix", 1^{ère} page en bas.

⁹⁰⁸ *La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle*, Nos 8 à 11, août à novembre 1938, "Paix aux hommes de bonne volonté", M. Isler, 2^{ème} page.

de constater le maintien de la paix est telle que les commentateurs en perdent leur objectivité.

De plus, les opinions du journal des Anciens Combattants mosellans sont en permanence imprégnées de sentiments pacifiques et idéalistes. Cette réaction, après les horreurs de la grande guerre est compréhensible, mais représente un véritable handicap lorsqu'il s'agit d'observer les agissements hitlériens. La civilisation n'est pas l'expression d'un potentiel de guerre particulièrement important ou le développement d'engins de plus en plus meurtriers, apanage de la barbarie et de la folie destructrice, mais elle est la somme de tous les sentiments humanitaires et pacifiques qui font du progrès matériel un instrument de relèvement moral. Elle ne peut se déployer qu'en temps de paix. Voici résumée, toute la logique des Anciens Combattants⁹⁰⁹.

La conclusion leur revient : << Il nous faut donc la paix et nous saurons la conquérir et la maintenir >>.

Lors des journées des 29 et 30 septembre 1938, et alors que se déroulent, sans la présence de la Tchécoslovaquie, les négociations de Munich, les journaux messins expriment leur satisfaction de voir la paix maintenue en Europe. Cependant les jours suivants vont nous procurer de multiples indications sur l'état d'esprit des Mosellans une fois le dénouement connu.

⁹⁰⁹ *La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle*, Nos 8 à 11, août à novembre 1938, "Paix aux hommes de bonne volonté", M. Isler, 2^{me} page.

IV. "L'Esprit de Munich" s'impose-t-il encore dans la presse messine après la Conférence ?

1. *Au Lorrain.*

« Une chape de plomb tombait des épaules des Français, on respirait à pleins poumons, le cœur battait librement »⁹¹⁰.

Apaisés, les Mosellans peuvent laisser éclater leur joie, mais, précise Charles Ritz, en attendant le drame s'accomplit en Tchécoslovaquie. Les Tchèques, patriotes, appelés les "Prussiens slaves" pour marquer leur esprit de décision et d'attaque, vivent une série de drames, une « **humiliation sans pareille** », une colère difficilement contenue, « **un désespoir que seul fait supporter l'espoir d'une revanche dans l'avenir** »⁹¹¹. Plus concrètement cela signifie, pour les Tchèques, maisons abandonnées, vies à refaire, biens à vendre, ainsi que toutes les vilenies que les Allemands du Reich ou les Sudètes leur feront subir. La France a, à Prague, bien mauvaise presse. Les Tchèques crient à la trahison. Le drapeau français est lacéré et brûlé. « **Tout cela parce qu'on a laissé croire aux Tchèques que les Traités de secours, conclus dans le cadre des accords de Locarno, n'étaient pas devenus caducs** », regrette Charles Ritz, retombant de la sorte dans ses attaques classiques contre le Front Populaire sous influence communiste. Certains dirigeants politiques, tel Pierre Cot pour l'Aviation, sont dénoncés.

A ce stade de l'étude, on peut se demander si cette agressivité continue du *Lorrain* (et du *Messin*) à l'encontre du Front Populaire lors de chaque coup de théâtre allemand, ne sert pas tout

⁹¹⁰ *Le Lorrain*, 1^{er} octobre 1938, "Après l'orage", "Ce que coûte la paix", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁹¹¹ *Le Lorrain*, 1^{er} octobre 1938, "Après l'orage", "Ce que coûte la paix", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

simplement d'exutoire aux journalistes. Oui, leur anticomunisme est vivace, leur haine et leur crainte du Front Populaire sont véritables, mais il est également bien pratique d'utiliser ces accusations à chaque action allemande (Rhénanie, Autriche, Sudètes). Ceci leur permet d'échapper aux raisons plus profondes qui ont permis à Adolf Hitler ses différents coups de force. "L'ultra pacifisme" anglais et français par exemple, n'est jamais dénoncé, l'absence de stratégie d'armement efficace de l'état-major français non plus. Et, n'y aurait-il pas une responsabilité collective des Français sur l'ensemble de la période de l'entre-deux-guerres, dépassant tout clivage politique ?

Quoi qu'il en soit, l'abbé-directeur conclut ainsi : << pour nous l'essentiel est que cette amputation qui aurait pu être réduite de beaucoup, ait sauvé la paix >>⁹¹². L'ensemble de la population mosellane a les mêmes sentiments que Charles Ritz. Dans la partie frontalière du département, ce fut une véritable explosion de joie⁹¹³. À Sarreguemines, Forbach, Saint-Avold..., les habitants ont pavoisé comme aux plus beaux jours de la victoire de 1918⁹¹⁴. << Puisse l'accord de Munich amorcer une ère de mutuelle compréhension entre les peuples et être le début d'une longue période de paix et de prospérité >>. Le sous-préfet de Sarreguemines confirme les écrits du *Lorrain*. L'accord de Munich a été accueilli avec satisfaction par la population et de nombreux habitants ont pavoisé leurs maisons. Des fêtes ont eu lieu un peu partout, à Bitche, Sarreguemines... Les cérémonies aux monuments aux morts se sont multipliées, enfin, les commerces ont rouvert, les personnes réfugiées plus

⁹¹² *Le Lorrain*, 1^{er} octobre 1938, "Après l'orage", "Ce que coûte la paix", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁹¹³ *Le Lorrain*, 1^{er} octobre 1938, "L'accord de Munich a délivré le monde d'un horrible cauchemar", 1^{re} page.

⁹¹⁴ Il est vrai que pendant la période de tension, et notamment du 11 au 14 septembre lors du congrès de Nuremberg, rien ne pouvait exclure l'hypothèse d'un coup de force allemand en Tchécoslovaquie, prélude d'une conflagration européenne. La population mosellane, tout en ne cédant pas au découragement, en a été affectée. Celle-ci garde cependant sa confiance aux autorités civiles et militaires. C'est le commerce local qui a le plus souffert de la situation (Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z2, rapport du sous-préfet de Sarreguemines au préfet de la Moselle, 22 septembre 1938).

à l'intérieur du territoire (femmes et enfants) sont revenues⁹¹⁵. Ceci dit, le directeur du *Lorrain* prend rapidement conscience de l'ampleur de la réussite allemande. Le bonheur de voir le risque de guerre disparaître, s'estompe devant les conséquences néfastes pour la France et l'Europe, des accords de Munich.

Au *Lorrain*, personne ne pavoise, insiste Charles Ritz. La Tchécoslovaquie perd une vaste surface de son territoire. << Il y avait là, vis-à-vis de nos "alliés" une question de probité, de dignité. Quelles qu'aient pu être les erreurs et même les fautes de la politique de Prague, il ne faut point oublier que jamais les Allemands des Sudètes n'ont appartenu à l'Allemagne >>⁹¹⁶. Ces Allemands se sont infiltrés, d'années en années, en Bohême pour différentes raisons que l'auteur n'indique pas. Il semblerait qu'elles soient économiques, religieuses ou encore politiques. Leur "germanisme" n'est rien d'autre que le fruit de l'excitation pangermaniste qui avait envahi l'Autriche d'avant-guerre et qui trouve son achèvement dans la propagande hitlérienne, bien entretenue et bien payée.

Sur le plan français, les accords de Munich consacrent l'effondrement de la politique française en Europe Centrale, plus encore, l'anéantissement du Traité de Versailles. << Nous n'avons pas compris >>, écrit l'abbé, << que l'Autriche était, au double point de vue territorial et spirituel, le pays et l'âme autour desquels il nous fallait refaire l'Europe Centrale danubienne >>. Vienne a été abandonnée, sans ressources, à la propagande nazie. La France a oublié que les forts attirent les faibles, en les intimidant ou même en les envahissant. La Tchécoslovaquie a du céder. Le Reich, fort à présent de

⁹¹⁵ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z2, rapport du sous-préfet de Sarreguemines au préfet de la Moselle, 21 octobre 1938. Le sous-préfet en profite pour souligner le parfait état d'esprit des Sarregueminois, démontrant leur grand loyalisme envers la France. De plus, dans un rapport du 22 novembre 1938, il signale l'éclat et la ferveur, après les événements de septembre, des cérémonies du 11 novembre, qui ont pris une importance considérable et pendant lesquelles la population a manifesté son attachement à la Patrie française.

⁹¹⁶ *Le Lorrain*, 4 octobre 1938, "Pourquoi nous n'avons pas pavoisé", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

78 millions d'habitants, va jouer un rôle prédominant en Europe danubienne et dans les Balkans, va même pouvoir pousser son influence jusqu'à la Mer noire et au-delà⁹¹⁷. L'Allemagne a dorénavant dans le concert des Nations un rôle grandissant en proportion de l'effritement de celui de la France, remarque avec raison Charles Ritz. **<< Ce qui nous inquiète, c'est beaucoup moins la force du voisin que notre propre laisser-aller, sinon notre faiblesse >>**, affirme, pour sa part, Paul Durand⁹¹⁸.

Pour s'opposer à l'Allemagne, Charles Ritz propose alors des solutions radicales. La France doit travailler, multiplier la **<< race >>**, adopter une discipline **<< dure >>**. De cette manière, elle imposera sa force donc inspirera le respect et sera en sécurité. **<< Ce jour là, nous pavoiserons >>**⁹¹⁹.

En résumé, le directeur du *Lorrain* préconise des principes se rapprochant fortement de ceux des régimes autoritaires. L'Italie mussolinienne, il est vrai, a toujours fait l'admiration des journalistes du quotidien clérical. La personnalité du "Duce", sa popularité, son charisme, la grandeur qu'il souhaite donner à l'Italie, influencent fortement la presse de droite française. *Le Lorrain* en fait partie. Nous pouvons d'ailleurs y associer *Le Messin*. De plus, depuis les années 1935-1936 marquées par la signature du Pacte franco-russe et la victoire du Front Populaire, l'anti-bolchevisme italien et allemand apparaît comme un véritable rempart contre la "main de Moscou". La France est menacée par le communisme, Berlin et Rome ont su l'éliminer, Franco fait de même en Espagne, avec force, discipline et patriotisme, la France peut également y parvenir. La rédaction du *Lorrain* croit moins en une lutte idéologique entre démocraties et dictatures qu'entre les démocraties et les dictatures réunies contre les soviets. D'où cette tendance qui apparaît par moment (ce n'est pas une constante), à souhaiter en France un régime plus fort. L'instabilité

⁹¹⁷ *Le Lorrain*, 4 octobre 1938, "Pourquoi nous n'avons pas pavoisé", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁹¹⁸ *Le Lorrain*, 3 octobre 1938, "Ceux qui font la guerre devront faire la paix", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁹¹⁹ *Le Lorrain*, 4 octobre 1938, "Pourquoi nous n'avons pas pavoisé", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

ministérielle notoire, le spectacle lamentable (scandales politico-financiers, changements continuels de combinaison de partis) que donnent les parlementaires français ne sont pas non plus sans provoquer des incidences dans ce sens.

Toujours au *Lorrain*, Jean Revire, pour sa part, étudie les conséquences internationales des accords de Munich.

Le Traité de Versailles avait arraché au Reich 7 millions d'habitants. Il en a recouvré 10 millions en 1938⁹²⁰. En 1919, pour contenir l'Allemagne vaincue et désarmée, la France avait fait alliance avec les Polonais, les Tchécoslovaques, les Roumains, les Yougoslaves. En octobre 1938, estime le journaliste, exception faite peut-être des Roumains, ces alliances n'existent plus. La France vient d'être chassée de l'Europe Centrale.

Du côté de l'Europe méditerranéenne, Paris n'a pas encore d'ambassadeur à Rome et Burgos (auprès du gouvernement de Franco). Ces pays voisins ne sont ni des alliés, ni même des neutres, puisque les relations sont interrompues. Au Nord, la Belgique, jadis alliée de la France, est devenue neutre. Reste l'Angleterre, l'alliance russe ne comptant pas. En résumé, le bilan diplomatique est aussi négatif que le bilan démographique.

Sur le plan international, c'est la division qui l'emporte. Les États démocratiques qui pourraient s'allier, n'ont aucun objectif commun, aucune méthode concertée, aucun chef politique faisant l'unanimité. Ce qui laisse présager de piétres perspectives⁹²¹. Les Français ont pourtant un atout, l'Empire de 110 millions d'habitants. Empire qu'il faut conserver uni, fort, plus fort encore économiquement et démographiquement. En outre, l'éditorialiste compte sur toutes les populations de langue française dans le monde. Au Québec, aux États-Unis, les Wallons, les Romands, les Français de l'île Maurice..., il est souhaitable d'entretenir avec eux des liens

⁹²⁰ *Le Lorrain*, 7 octobre 1938, "Bilan provisoire", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁹²¹ *Le Lorrain*, 7 octobre 1938, "Bilan provisoire", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

économiques et culturels. << Le moment est venu de faire notre examen de conscience. Nous sommes à fond de course. Ou bien nous allons remonter, ou bien nous allons disparaître. Il n'y a pas de milieu >>.

Au *Lorrain*, après la joie d'avoir pu empêcher à Munich un conflit, c'est le réalisme de l'analyse politique qui l'emporte. La France est la grande perdante. Elle a laissé fondre ses alliances, l'Allemagne est de plus en plus puissante, Paris, en Bavière, a officialisé publiquement sa faiblesse devant le Reich hitlérien. La situation s'est en conséquence encore aggravée. Les démocraties ont une fois de plus cédé devant les "coups de boutoir" nazis. "L'Esprit de Munich" persiste mais les journalistes clériaux ont bien conscience des conséquences politiques gravissimes que l'événement a engendré pour la France.

2. Incertitudes au *Messin*.

Au *Messin*, l'on ne sait quelle attitude adopter. Il semble que la division se soit installée entre les membres de la rédaction. Tandis que Frédéric Certonciny et André Mociblon expriment sans restriction leur satisfaction de voir le problème se résoudre pacifiquement, Henry Godmard émet des réserves certaines sur la politique française pendant ces semaines, difficiles, d'épreuve de force avec l'Allemagne.

<< Le bon sens populaire de notre France, si essentiellement courageuse, avait compris l'inutilité absurde du conflit, [...] >>, écrit Frédéric Certonciny⁹²².

Autre signe positif, selon lui, l'union entre les Français est facile à obtenir, la preuve en a été faite puisqu'elle se réalise immédiatement devant une menace de guerre, << dont le prétexte, comme disent nos poilus, ne tenait pas debout >>. Empêcher l'annexion des Sudètes et l'agrandissement du Reich, pour le directeur du *Messin*,

⁹²² *Le Messin*, 3 octobre 1938, "Le règlement des comptes s'impose avec rigueur", Frédéric Certonciny, Editorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

n'était qu'un prétexte de "va-t-en-guerre" français (essentiellement les partis de gauche).

Mais cette formidable union, dont a fait preuve le peuple français en face du danger de guerre et dont se vante Frédéric Certonciny, il nous faut préciser que c'était une union dans la non-intervention, la faiblesse devant l'adversaire, la peur d'intervenir ! L'éditorialiste messin ose associer à ces agissements le mot "courage". Il tente de faire passer pour un acte de bravoure l'acceptation d'une conquête hitlérienne.

Le 4 octobre, dans un nouvel éditorial, il accentue cette orientation. Face à cette épreuve, les Français ont démontré leur patriotisme et leur faculté à défendre leur pays. La France entière a pu constater qu'un bon nombre de Français de langue allemande de la moitié Nord du département a le cœur farouchement patriote et a voué au drapeau tricolore un amour aussi émouvant que profond. << **Nos Mosellans ont revu nos soldats prêts à entrer en guerre, et, pour cette fois, ils ne les ont pas vus mourir. [...]. Faisons des voeux pour que désormais il en soit toujours ainsi ! >>⁹²³** Frédéric Certonciny réclame en France, travail, vitalité et grandeur.

Le pays doit, hors du mauvais courant qui l'emportait, récupérer ses amitiés, consolider ses alliances, éviter les discussions, de façon à n'avoir plus, dans une atmosphère réunifiée, aucun ennemi, ni intérieur ni extérieur.

André Mociblon se conforme à la ligne tracée par son directeur. Le peuple français, estime-t-il, s'est montré sous son vrai visage, pacifique comme le sont les personnes sûres de leurs droits et confiantes dans leurs destinées. Car pour l'auteur, ce pacifisme s'oppose à un "mauvais pacifisme" de doctrinaires faibles, nerveux et fébriles, qui prétendent éloigner la foudre << en oscillant de l'invective et de la menace aux platitudes que dicte la frayeur >>. Cette dénonciation est

⁹²³ *Le Messin*, 4 octobre 1938, "Les Français semblent mieux disposés à se comprendre et à s'unir...", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

destinée aux hommes politiques de gauche, ennemis désignés du *Messin*⁹²⁴. Le quotidien soi-disant patriote, fait du "bon pacifisme" digne et noble ! Les Français ont dit de façon << muette mais éloquente >> !... qu'ils ne voulaient plus connaître qu'une cause de guerre : la violation du sol sacré de la patrie, et le Président Daladier a gagné la reconnaissance de millions de femmes et d'hommes pour leur avoir évité une guerre << inutile qui n'était désirée que par les "sans-patrie" et voulue des puissances occultes et internationales >>.

André Mociblon clame donc son bonheur de vivre encore en paix. << Nous nous refusons [...], à apporter la moindre réserve à cette joie >>. Il admet tout de même que les conditions fixées dans l'accord de Munich, sont peu brillantes. En fait, elles sont loin d'un succès diplomatique. Mais, qui en est la faute ? Qui a, selon lui, affaibli la France à ce point ? C'est la réunion des partis de gauche, qu'elle ait le nom de Cartel des gauches ou de Front Populaire. Munich est le résultat de la politique néfaste suivie en France depuis 1924 et que deux années de Front Populaire ont aggravé⁹²⁵.

Enfin, le journaliste simplifie encore les choses en annonçant que la Conférence n'est pas la cause de l'effondrement de la Tchécoslovaquie ! L'accord, explique-t-il avec sérieux, n'a fait qu'enregistrer un état de fait existant. La guerre dans les circonstances présentes était impuissante à la sauver d'une situation où elle a sa part de responsabilité, Édouard Benès ayant choisi l'Anschluss plutôt que la restauration des Habsbourg en Autriche. << Pour réparer les erreurs politiques de Mr Benès et de la Petite-Entente, fallait-il faire tuer cinq millions de Français dans des conditions où l'issue d'un conflit mondial était des plus incertaines ? >>⁹²⁶. C'est donc bien la Tchécoslovaquie qui est

⁹²⁴ *Le Messin*, 4 octobre 1938, "La Paix", André Mociblon, 2^{ème} page, en haut à gauche.

⁹²⁵ *Le Messin*, 4 octobre 1938, "La Paix", André Mociblon, 2^{ème} page, en haut à gauche.

⁹²⁶ *Le Messin*, 4 octobre 1938, "La Paix", André Mociblon, 2^{ème} page, en haut à gauche.

responsable de ce qui lui arrive. La France a gardé son honneur, la perte des Sudètes était inévitable.

Un journaliste semble s'opposer à cette vision "munichoise" des événements. C'est Henry Godmard, force montante du quotidien. Il essaie, en prenant du recul, d'exposer une interprétation plus objective et globale que ses collègues. Il est d'ailleurs étonnant d'observer dans les mêmes éditions des 3 et 4 octobre 1938, des articles se côtoyant et apportant des analyses différentes, voire par instant contradictoires, de la situation. Ceci nous apporte la preuve de la présence de dissensions internes au journal.

<< Nous avons ressenti la blessure cuisante causée par l'humiliation nationale >>. C'est ainsi qu'il commence son article en première page le 3 octobre intitulé **<< Après la conclusion des accords de Munich >>**. Henry Godmard comprend que la population allemande illumine Berlin. Il imagine si, en France, un grand républicain, gonflé d'un patriotisme sonore, un Gambetta, un Jules Ferry, avait rendu l'Alsace et la Lorraine à Paris sans tirer un seul coup de canon, quelle allégresse, quel enthousiasme ou délire s'en serait suivi. **<< Le peuple français aurait fait de ce politicien un dieu, il n'y aurait pas encore aujourd'hui assez de places publiques pour lui élever des statues >>**. De la même façon, il comprend aussi que l'on rende grâce au ciel d'avoir préservé la France d'un épouvantable fléau. Il admet fort bien les témoignages de reconnaissance adressés aux hommes d'Etats anglais et français. Ils se sont comportés honorablement, ils ont accompli avec **<< courage >>** un devoir pénible⁹²⁷. Mais il est déjà las des trompettes et autres feux d'artifice, ainsi que des félicitations exubérantes. Il pense qu'une partie de la presse abuse du dithyrambe à leur égard. Ils ont été obligés de payer la paix, et le prix qu'ils y ont mis tempère d'un indéniable **<< malaise >>** le soulagement immense éprouvé en France et en Angleterre. **<< Il existe une capitale en Europe où se déroulent des manifestations émouvantes, auxquelles prend part un peuple meurtri ; notre joie tapageuse est une offense au malheur**

⁹²⁷ *Le Messin*, 3 octobre 1938, "Après la conclusion des accords de Munich", Henry Godmard, 1^{re} page au centre.

d'autrui >>. Enfin un journaliste au *Messin*, qui se soucie quelque peu du sort réservé aux Tchèques et de leur malheur. Bien sûr, comme toujours au *Messin*, si la France en est arrivé à ce stade, la faute en revient aux démagogues pacifistes (et communistes) qui, affectant de ne pas croire à la guerre, ont fait ce qu'ils ont pu pour empêcher leurs compatriotes de la préparer. << **Nous ne sommes pas déshonorés >>**, a dit le général Syrovy, chef du gouvernement de Prague. << **Il avait le droit de tenir ce langage, car ce sont ses propres alliés qui ont présidé à la mutilation de sa patrie >>**⁹²⁸. Avec émotion, Henry Godmard fait allusion à la souffrance des vaincus, abandonnés par leurs amis d'hier. Certes, la France a maintenu la paix, mais le prix à payer est élevé. << **Or, une chose nous attriste et nous humilie : ce prix-là, nous le faisons solder par d'autres >>** conclut-il.

Le journaliste a utilisé des mots qui choquent mais qui sont vrais : humiliation, prix à payer, peuple meurtri, offense, malheur. Ce sont les termes qui caractérisent le mieux les accords de Munich ; ils sont à opposer à ceux de : courage, grandeur de la France, responsabilité tchécoslovaque, employés par ses collègues. Seul Henry Godmard regarde la vérité en face.

Sur le plan international, il fait preuve de la même clairvoyance et honnêteté. L'épreuve que la France vient de traverser la laisse profondément affaiblie, alors qu'en face l'Allemagne est matériellement et moralement grandie⁹²⁹. Édouard Daladier, selon lui, n'a malheureusement ni les moyens, ni l'autorité nécessaires pour faire face aux complications à venir, et le parlement n'y pourra trouver que des occasions supplémentaires de prouver son impuissance. << **Nous maudissons la dictature, prenons garde de ne pas être amenés à la subir >>**. Henry Godmard, décidément, ne ferme pas les yeux devant la réalité de la situation politique. Au moins les Mosellans sont-ils avertis !

⁹²⁸ *Le Messin*, 3 octobre 1938, "Après la conclusion des accords de Munich", Henry Godmard, 1^{re} page au centre.

⁹²⁹ *Le Messin*, 4 octobre 1938, "La note à payer", Henry Godmard, 1^{re} page au centre.

3. *Le Républicain Lorrain est-il munichois ?*

Au *Républicain Lorrain*, quotidien dans lequel "l'Esprit de Munich" s'est peu affirmé avant les accords, il s'avère que le soulagement n'en est que plus grand après la Conférence. La véritable opinion du directeur Victor Demange apparaît nettement. Jamais dans l'histoire, les armes n'ont joué un rôle aussi pacifique⁹³⁰. Sans elles, il est très probable que l'Europe en serait arrivée au conflit ou au cataclysme, sans leur dissuasion, il y aurait eu un coup de force allemand. Le *Républicain Lorrain* exprime toute sa gratitude au Premier ministre Neville Chamberlain qui a suggéré de toute urgence au "Duce" qu'il fallait, afin d'arrêter la mobilisation générale allemande et par contrecoup celle de la France, provoquer immédiatement une Conférence à quatre⁹³¹. << Jamais on ne magnifiera suffisamment le courage tranquille et les initiatives audacieuses de ce grand vieillard qui a arrêté l'Europe au bord de l'irrécupérable >>. De la même manière, Édouard Daladier et Georges Bonnet sont félicités. Ils ont su envers et contre toutes les pressions suivre la ligne de conduite qu'ils s'étaient assignée et qui a permis à la France d'éviter de s'engager dans une guerre au bout de laquelle il n'y aurait pour elle, comme pour les autres Nations européennes, vaincues ou victorieuses, qu'un effondrement matériel et moral. Saint Abin souhaite désormais la conclusion d'un nouveau Locarno, élargi à d'autres États européens et édifié sur des bases économiques, donc plus solides⁹³².

Sur le plan international, les événements ont complètement changé la position de la France en Europe⁹³³. Le grand avantage de 1918-1919, le fait de pouvoir prendre l'initiative de la construction de l'Europe, n'est pas resté à la France. Il faudra donc maintenir une étroite

⁹³⁰ *Le Républicain Lorrain*, 2 octobre 1938, "A la vie, rendons ses droits", RL, Éditorial, 1^{re} page.

⁹³¹ *Le Républicain Lorrain*, 3 octobre 1938, "La tâche de demain", signé Saint Abin, Éditorial, 1^{re} page.

⁹³² *Le Républicain Lorrain*, 3 octobre 1938, "La tâche de demain", signé Saint Abin, Éditorial, 1^{re} page.

⁹³³ *Le Républicain Lorrain*, 4 octobre 1938, "Et maintenant, les conclusions", RL, Éditorial, 1^{re} page.

collaboration avec l'Angleterre et jouer avec elle un rôle dans le concert européen. Certaines ententes internationales (SDN, Locarno) sont dépassées, non parce que les idées sur lesquelles elles reposaient étaient fausses, mais parce qu'on n'a pas su faire d'elles une réalité vivante et active. Ce sera à la France et à la Grande-Bretagne, à l'avenir de tenir ce rôle⁹³⁴. Une des clauses du Traité de Versailles s'est effondrée en quelques heures. *Le Républicain Lorrain* le compare à un vieil édifice lézardé dont la pierre angulaire se trouve brutalement arrachée. << **La construction de Versailles, que l'on a pendant dix-neuf ans soutenue par des étais, ne résiste plus à l'épreuve de la vie** >>⁹³⁵. Le Traité s'est écroulé parce que ses principes de base n'ont pas été suivis : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, égalité des droits entre les Nations, désarmement général et simultané.

Paris s'est efforcé de préserver l'édifice par des accords séparés et des Pactes d'assistance (Petite-Entente, Locarno, alliances avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'URSS...). Mais malheureusement, toute cette élaboration est anéantie. << **La force a primé les règles équitables grâce auxquelles on pouvait construire une paix positive** >>⁹³⁶. Il n'y a plus de construction européenne, il n'y a plus de Traité de Versailles, *Le Républicain Lorrain* omet de le rajouter, mais il n'y a plus de Bohême sudète ; malgré ces pertes, la rédaction du quotidien maintient son contentement. Ces conséquences ne sont rien par rapport au cauchemar qui s'éloigne. Avec le temps, l'on se rend compte de l'énormité du danger de guerre et de ses conséquences possibles, peut-on comprendre en lisant les colonnes de l'édition du 8 octobre 1938⁹³⁷. << **Que resterait-il de toutes nos villes florissantes ? Que resterait-il de ces villages et de ces fermes, de ces usines et des cités innombrables qui les cernent ?** >>.

⁹³⁴ *Le Républicain Lorrain*, 4 octobre 1938, "Et maintenant, les conclusions", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

⁹³⁵ *Le Républicain Lorrain*, 7 octobre 1938, "Le drame de Benès ou l'effondrement de 1919", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

⁹³⁶ *Le Républicain Lorrain*, 7 octobre 1938, "Le drame de Benès ou l'effondrement de 1919", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

⁹³⁷ *Le Républicain Lorrain*, 8 octobre 1938, "Une semaine déjà...", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

Ce serait une zone ravagée par la plus effroyable catastrophe, où rien ne subsisterait. Ce à quoi se rajouteraient des centaines de milliers de réfugiés. Voilà pourquoi les Mosellans n'ont pas voulu de la guerre.

Enfin, le quotidien messin fait quelques commentaires de moindre importance sur la mobilisation en Moselle. Elle s'est bien déroulée, mais deux points sont développés. À présent que la crise est finie, il faut restituer au plus vite les véhicules indispensables, les animaux et les machines nécessaires pour la culture. On en comprend les raisons (*Le Lorrain* émet la même opinion). Autre précision. Une mobilisation doit respecter un minimum d'activité économique. Autant la mobilisation militaire a fonctionné, autant celle économique, indispensable, a fait défaut. L'activité économique d'un pays est étroitement liée à sa résistance financière, qui est elle-même à la base de la résistance militaire⁹³⁸. *Le Républicain Lorrain*, qui ne passe pas pour un journal patriote, se préoccupe de questions militaires concrètes et propose des solutions pour l'avenir. Cela signifie peut-être que la rédaction n'est pas exempte de soucis. Cette fois-ci la guerre a pu être évitée, mais n'est-elle pas seulement que repoussée ?

4. Que pensent les Anciens Combattants ?

La mobilisation, << ce geste, disons-le tout de suite, nous l'avons accompli sans défaillance, avec fierté, mais aussi sans enthousiasme : le cœur n'y était pas >>. Ainsi s'exprime Albert Thiebaut, secrétaire général de l'Association générale des mutilés de guerre (AGMG)⁹³⁹. Les réservistes auraient été fiers de se battre contre un agresseur de la patrie, mais une cause étrangère, dont ils ne comprennent pas les dessous, n'était pas faite pour enflammer leur ardeur.

⁹³⁸ *Le Républicain Lorrain*, 2 octobre 1938, "A la vie, rendons ses droits", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

⁹³⁹ *La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle*, éditions N° 8 à 11, août à novembre 1938, "Réflexions après la tempête", A. Thiebaut, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

L'auteur émet des regrets. Avec le calme de l'après-guerre, la camaraderie de lutte a disparu, les rancunes politiques ont repris et les innombrables associations d'anciens combattants se sont défendues pour des questions matérielles. Elles y sont parvenues. Il fut un temps où l'Ancien Combattant représentait quelque chose. À ce moment, ses représentants auraient pu s'appliquer à créer un courant, d'abord national, ensuite international pour le rapprochement des peuples, pour refaire une humanité plus heureuse et surtout plus paisible. Ils ont laissé passer cette occasion. Après les événements de septembre 1938, sauront-ils la saisir⁹⁴⁰? *La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle* déplore également la fin du Traité de Versailles⁹⁴¹. Quand il est fait, en octobre 1938, l'inventaire de ce qui reste à la France des gains << légitimes >> de sa victoire, il est bien vite perçu que seul subsiste le retour à la Mère Patrie de la Lorraine et de l'Alsace. Pour les Mosellans, c'est bien sûr l'essentiel, mais c'est tout. Il a fallu attendre vingt ans, note encore le rédacteur, trop souvent jalonnés d'incompréhensions et de maladresses, pour que s'épanouisse en une semaine d'alarme la fleur merveilleuse de l'union française, sans particularisme régional comme sans parti pris politique. S'il en était toujours ainsi, l'avenir se présenterait sous un jour meilleur. Les Français, réconciliés, rejetant tout ce qui les divise et recherchant passionnément tout ce qui les unit, travailleraient ensemble, décourageant ainsi les agressions étrangères et s'adonnant à des tâches positives⁹⁴². C'est une vision idéaliste, humaniste. Les Anciens Combattants refusent l'idée que l'Europe s'avance vers une nouvelle guerre. Ils sont profondément pacifiques, voire pacifistes.

Dans l'ensemble, il nous est aisé de conclure que les Mosellans, très angoissés pendant le mois de septembre, sont pleinement satisfaits de la signature des accords de Munich. La paix est maintenue,

⁹⁴⁰ *La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle*, éditions N° 8 à 11, août à novembre 1938, "Réflexions après la tempête", A. Thiebaut, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁴¹ *La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle*, éditions N° 8 à 11, août à novembre 1938, "20 ans après", André Bellard, 1^{ère} page.

⁹⁴² *La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle*, éditions N° 8 à 11, août à novembre 1938, "20 ans après", André Bellard, 1^{ère} page.

c'est ce qui importe, même si la guerre n'est peut-être que repoussée. "L'Esprit de Munich" est très fort au sein de la population, à l'image de la presse de tous bords. Deux journalistes ont malgré tout exprimé des réserves et refusé l'euphorie ambiante. Il s'agit, dans une moindre mesure de Charles Ritz et surtout, au *Messin* d'Henry Godmard. L'acceptation française des revendications allemandes ne pouvait pas être évitée et la présenter sous forme de solution honorable ou de victoire pour Paris, semble à ce dernier éhonté. La Tchécoslovaquie, alliée de la France, a été abandonnée, ce n'est pas un acte de bravoure ; les démocraties, trop faibles militairement n'ont pu que céder face à la puissance hitlérienne. En un mot, la joie d'avoir échappé à un conflit ne doit pas cacher la réalité des faits. Des mesures sont dorénavant à prendre pour éviter de connaître à l'avenir la même situation.

5. La *Lothringer-Volkszeitung* et les accords de Munich.

La *Lothringer-Volkszeitung*, comme le reste de la presse mosellane, est fidèle à "l'Esprit de Munich" qui envahit la France en septembre et octobre 1938. << Vive la paix >> est le titre de la "Une" du 1^{er} octobre 1938.

Les accords de Munich, se défend la rédaction, ne signifient pas la victoire des États démocratiques sur les États totalitaires ou inversement. Au plus, c'est la victoire de l'humanisme sur le force brutale⁹⁴³. La parole de la réconciliation et de l'entente l'a emporté sur celle des canons, la volonté de solidarité des hommes sur << la poussée démoniaque de l'anéantissement >>. Le quotidien ne retient qu'une réalité, les peuples, plutôt que de s'affronter, ont parlé entre eux et la paix a ainsi été au rendez-vous.

⁹⁴³ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 1^{er} octobre 1938, "Es lebe der Friede", "Der Friede ist da. Wir bekommen keinen Krieg" (titre écrit 4 fois), 1^{ere} page sur 6 colonnes.

La présence de la ligne Maginot et de la ligne Siegfried, garantit que personne ne pourra envahir son voisin. C'est un gage de dissuasion réciproque, donc de maintien de la paix. Ni Paris, ni Berlin, ne gagneraient la guerre. Les frontières entre la France et l'Allemagne sont << définitivement fermées >> ! La *Lothringer-Volkszeitung* est utopique en avançant une telle conclusion.

L'analyse du journal en ces jours euphoriques de début octobre 1938, continue dans un sens plus pacifiste. Cette paix gagnée, il faut la compléter. Il n'est pas acceptable que les peuples français et allemand persistent chaque année à dépenser de nouveaux milliards pour l'armement. Les deux pays, insiste le journaliste, se trouvent à la veille d'une ruine de leurs économies. Si, en quelques heures de discussion << loyale >>, les problèmes les plus brûlants en Europe peuvent se résoudre sans guerre, alors de telles discussions devront également avoir lieu dans le domaine des limitations réciproques des armements (la *Lothringer-Volkszeitung* en est encore là).

Allant encore plus loin, le quotidien indique que la confiance dans une telle entente ne manquera pas de se produire si le III Reich reste en paix avec des puissances qui ne disposent pas d'armements lourds, avec L'Église, et que prenne fin la politique antireligieuse des 5 dernières années ! Les peuples allemand et français ont de nombreuses relations culturelles, économiques, intellectuelles. Une collaboration confiante est possible, elle est même << indispensable >>.

La *Lothringer-Volkszeitung* est en pleine déraison, en dehors des réalités, de ce qu'a été l'Allemagne nazie depuis 1933. Le régime allemand qui réarme activement, ne respecte pas les Traité internationaux, utilise sa force militaire pour atteindre ses objectifs, dont il fallait se méfier, devient subitement digne de confiance. Les accords de Munich représentent le plus grand espoir de paix, une sorte d'exutoire à la peur du journal de voir se déclencher une guerre franco-allemande. La crainte d'un conflit, et de l'Allemagne, est tellement grande que la signature du 30 septembre en est perçue comme une bénédiction. Le drame tchécoslovaque est complètement occulté. D'ailleurs, la Tchécoslovaquie, le

Président Benès, Prague, ne sont même pas cités dans les commentaires politiques de l'article.

Selon la rédaction, toute construction européenne ne peut se bâtir que sur une entente franco-allemande. Le mois de septembre 1938 s'inscrit peut-être dans le cadre de cette construction. Si c'est le cas, << il sera inclus dans l'histoire européenne en lettres d'or >>⁹⁴⁴. À ceux qui disent que la guerre est seulement retardée de quelques mois, la *Lothringer-Volkszeitung* répond qu'ils ont tort. La paix de Francfort de 1871 a donné à l'Europe 43 ans de paix. La paix de Versailles en a procuré 20 ; pourquoi la paix de Munich ne donnerait-elle pas des décennies de tranquillité à l'Europe ? Le journal du clergé campe dans ses illusions !

La *Lothringer-Volkszeitung* aborde par ailleurs la question de la mobilisation des réserves pour renforcer la défense des fortifications. Les Lorrains et les Alsaciens ont répondu favorablement à l'appel de la Patrie, bien que la raison de cette tension se trouvait fort loin de la Moselle⁹⁴⁵. La preuve est fournie, se félicite le journaliste, que Raymond Poincaré a été trompé par ceux qui propageaient << la légende >> de l'absence de conscience nationale d'une partie de la population mosellane. À présent, tous ces mobilisés espèrent que l'ère des suspicions et procès pour complot, ainsi que la répartition des Alsaciens et Lorrains en << bons ou mauvais Français >>, est bien finie.

La *Lothringer-Volkszeitung* reprend dans ces propos ses anciennes habitudes de journal pseudo autonomiste.

Les réservistes attendent aussi qu'à Paris, tous les "fonds de propagande" << qui ont servi durant des années à alimenter la calomnie sur notre Patrie >>, soient supprimés ! Ils attendent qu'il n'y ait plus deux sortes de Français pour l'administration. Ceux que l'on avantage et les autres, sous-entendu, les Mosellans de langue allemande.

⁹⁴⁴ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 1^{er} octobre 1938, "Es lebe der Friede", "Der Friede ist da. Wir bekommen keinen Krieg" (titre écrit 4 fois), 1^{er} page sur 6 colonnes.

⁹⁴⁵ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 4 octobre 1938, "Fried unserer Heimat", "Sie erwarten den Frieden in der Heimat", titre écrit 4 fois, 1^{er} page, 2 colonnes.

<< Devant les tranchées, tous les Alsaciens et Lorrains étaient égaux, donc, ils devront également l'être dans d'autres circonstances ! >>. C'est le vieux discours de défense des Mosellans germanophones, tenu depuis 1918 par *La Libre Lorraine*. La défense des droits catholiques, du régionalisme, du statut local est une habitude. Le journaliste réclame la fin de ce qu'il appelle << le chantage à propos de nos libertés religieuses et nos traditions >>⁹⁴⁶. Aucun homme politique, qu'il s'appelle Édouard Herriot ou Léon Blum, ne doit imposer aux Mosellans des lois laïques ou scolaires non acceptées. << Les Alsaciens-Lorrains n'ont pas mérité cela >>. L'Alsace-Lorraine a prouvé définitivement sa fidélité à la France lors de ces jours de mobilisation. << Qu'on nous laisse enfin en paix avec ces histoires de laïcité >>. Il en est de même avec la langue maternelle allemande. La *Lothringer-Volkszeitung* attend qu'elle soit reconnue et respectée par l'administration, devant les tribunaux et dans les écoles. << Nous ne céderont plus sur ces exigences élémentaires >>.

Le quotidien germanophone utilise les événements en politique internationale, la mobilisation qui s'est déroulée en Moselle, pour reprendre ses anciennes revendications culturelles et politiques. Ce combat pour la défense de la langue allemande, de la pratique religieuse, du statut scolaire, du maintien du Concordat est une des raisons de vivre du journal. Cet exemple le montre bien.

Enfin, dernier point précisé par la rédaction, elle affirme ne pas être antisémite. << Nous ne poursuivrons aucun juif, sous prétexte qu'il est juif >>. Cette précision est peut-être apportée par opposition aux violences antisémites dont fait preuve le régime hitlérien. Cependant, la *Lothringer-Volkszeitung* dénonce des << juifs riches >> qui agissent au travers de la presse communiste ou neutre, dans des organisations culturelles ou autres et qui souhaitent la guerre avec l'Allemagne. Léon Blum est le premier visé par ces accusations. Ceux-ci ne seront pas en première ligne ou au front quand se déclenchera le conflit et leurs millions seront à l'abri dans des pays étrangers. << Les juifs

⁹⁴⁶ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 4 octobre 1938, "Fried unserer Heimat", "Sie erwarten den Frieden in der Heimat", titre écrit 4 fois, 1^{er} page, 2 colonnes.

ont le droit de vivre comme les chrétiens, mais ils n'ont pas de priviléges >>⁹⁴⁷.

Après cette opinion originale de la *Lothringer-Volkszeitung*, la question que nous nous posons est de savoir si cet "Esprit de Munich" va persister en 1939 et quelle attitude vont adopter les Mosellans en mars de cette même année ?

V. Mars 1939 : Toujours "l'Esprit de Munich" ?

Paul Durand, avec du recul, tente une analyse plus sereine des événements de septembre-octobre 1938. Munich, selon lui, ne marquait aucune innovation, mais un des aspects de la << politique des possibilités >>⁹⁴⁸. Aucune solution ne pouvait raisonnablement être adoptée. La Conférence fut la rencontre de quatre hommes qui pratiquaient le possible. << Adolf Hitler a un sens remarquable des actes réalisables >>. Il prépare son programme, avance ses pions sans hâte, mais ne se décide à passer à l'action qu'au moment opportun. Toutes ses opérations et toutes ses annexions n'ont été faites qu'à bon escient. << Chaque succès du nazisme avait son explication dans une impuissance française >>. Mais, si les accords du 30 septembre 1938 ont pu marquer la faiblesse momentanée de Paris, ils n'ont jamais, selon l'auteur, consacré une abdication de la dignité française. Depuis septembre, la France réarme et se prépare à un guerre pour que cette politique << du réel >> de la Conférence bavaroise ne se transforme pas un jour en reconnaissance de la << primauté de la seule force brutale >>.

<< En augmentant ses armements, la France ne fait que suivre les conseils de Rome et de Berlin, qui ne comprennent cette

⁹⁴⁷ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 4 octobre 1938, "Fried unserer Heimat", "Sie erwarten den Frieden in der Heimat", titre écrit 4 fois, 1^{er} page, 2 colonnes.

⁹⁴⁸ *Le Lorrain*, 28 février 1939, "L'Esprit de Munich", Paul Durand, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

paix qu'à l'abri des canons >>⁹⁴⁹. Le rédacteur en chef du *Lorrain* modère donc les écrits de l'année 1938 et opère un progressif changement d'opinion. À l'avenir, il sera moins évident que la France cède. C'est à cet effet qu'elle réarme.

Même changement au *Messin*. Henry Godmard, devenu l'éditorialiste en titre du quotidien s'exprime explicitement. Adolf Hitler a joué et a gagné. Chose à peine croyable, à trois reprises et avec une méthode similaire, il a abattu la même carte, en 1936, au printemps 1938, en septembre de cette même année. Il a, à chaque fois, ramassé toutes les mises⁹⁵⁰. << **Il apparaît ainsi l'homme le plus déconcertant de l'histoire** >>. En septembre 1938, pour aider les Tchèques militairement, l'Angleterre n'était pas prête et les forces françaises auraient du abattre les fortifications allemandes, franchir le Rhin et traverser l'Allemagne jusqu'en Tchécoslovaquie.

L'impossibilité matérielle d'une telle mission semble à Henry Godmard être une évidence. La décision de septembre 1938 reste donc une bonne solution. Aucune autre n'était possible. Cependant, il n'est pas admissible que les puissances occidentales continuent à courir d'abandon en abandon << vers leur destruction totale >>. Toute la politique allemande, constate le journaliste, a consisté uniquement dans l'emploi de l'intimidation, grâce au déploiement d'une puissance militaire formidable dont on espère n'avoir pas à faire usage. Le procédé a réussi. Mais ce chantage à la guerre ne peut durer indéfiniment, il devra cesser. Quand ? Précisément au moment où les préparatifs anglo-français seront tels que cette fois, le Reich reculera devant une force manifestement supérieure à la sienne.

Paul Durand et Henry Godmard n'envisagent donc plus d'accepter aussi facilement la pression allemande. Ils comptent peut-être trop sur un armement rapide de Paris et Londres. Il est tout de même à

⁹⁴⁹ *Le Lorrain*, 28 février 1939, "L'Esprit de Munich", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne

⁹⁵⁰ *Le Messin*, 10 mars 1939, "Les projets d'Hitler", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

noter qu'ils ne souhaitent pas un deuxième "Munich". Cette mise au point est certainement provoquée par les remous qui secouent à nouveau la Tchécoslovaquie.

Les Slovaques et les Tchèques se dissocient de plus en plus, remarque Paul Durand⁹⁵¹. De plus, il faut savoir que le nationalisme slovaque, depuis le XIX^e siècle, est pro-allemand, ce qui ne doit pas faciliter la tâche du gouvernement de Prague. Ce qui reste de la Tchécoslovaquie n'est plus qu'un corridor reliant l'Allemagne à l'Autriche. Du fait de l'intérêt allemand pour l'Ukraine (élevage, charbon, minerai de fer, manganèse, pétrole) une poussée de Berlin vers l'Est est à craindre⁹⁵². *Le Lorrain* ne cache rien de la situation tchèque. Le pire est à redouter.

Henry Godmard donne le même avis. Sans vouloir être pessimiste, il convient volontiers que l'agitation sans cesse renouvelée, en Europe Centrale, est de mauvais augure. Depuis les accords de Munich, force est de constater que les tentatives ont été multipliées afin de créer un malaise dont les raisons apparaissent singulièrement artificielles⁹⁵³. L'autonomie accordée aux Slovaques après septembre 1938, loin de satisfaire leurs aspirations d'indépendance, a permis à un séparatisme << outrancier >> de se donner libre cours, indique l'éditorialiste. Ce mouvement actif est encouragé par des influences extérieures. Lesquelles ? Le journaliste pense à la Hongrie, à la Pologne et également à l'Allemagne. Les objectifs de ces trois pays n'étant pas forcément identiques. << Cependant >>, ironise-t-il, << il y a décidément partout des minorités allemandes auxquelles le Reich est toujours empressé de porter secours >>. De plus, il est à remarquer un transit tout à fait anormal d'armes et de munitions traversant le Danube, et destinées aux organisations allemandes de Bratislava. << Il n'y a plus de doute

⁹⁵¹ *Le Lorrain*, 11 mars 1939, "Du nouveau en Slovaquie", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁵² *Le Lorrain*, 11 mars 1939, "Du nouveau en Slovaquie", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁵³ *Le Messin*, 14 mars 1939, "Le feu qui couve", Henry Godmard, Éditorial, page, 1 colonne ½.

maintenant que la Chancelier Hitler porte de ce côté-là [Tchécoslovaquie] le centre de ses activités >>⁹⁵⁴.

VI. La fin de la Tchécoslovaquie.

<< La Tchécoslovaquie a vécu >>, titre Henry Godmard dans *Le Messin* du 15 mars 1939. L'Allemagne hitlérienne continue à diriger les événements de sa propre autorité, sans se soucier des puissances signataires des accords de Munich. Une fois de plus Adolf Hitler gagne la partie avec le même jeu. Devenant le protecteur attitré des faibles ou de ceux qu'il déclare tels, il use, dans son intérêt personnel, de l'intervention sollicitée par des hommes d'État dont il s'est assuré la complaisance (Mgr Tiso). **<< Où s'arrêtera cette fringale ? >>**.

A peine la Slovaquie a-t-elle proclamé son indépendance, que déjà l'Ukraine Carpatique réclame la sienne, s'inquiète-t-on au *Messin*. Prague se trouve, après avoir perdu la Slovaquie, à la discrétion de Berlin. Sur un geste du "Führer", Prague, Pilsen, Brno et Bratislava, peuvent être occupées en quelques heures⁹⁵⁵. La situation, avoue Henry Godmard, serait alors aussi tragique qu'au mois de septembre 1938. **<< L'Allemagne réclamait des colonies, elle en trouve à portée de la main >>**.

La Pologne et la Hongrie sont maintenant directement menacées. **<< On a toujours pensé que le printemps de 1939 serait troublé par des secousses européennes. Il est encore préférable, après tout, que cela se passe loin de nous >>⁹⁵⁶**. Cette attitude

⁹⁵⁴ *Le Messin*, 14 mars 1939, "Le feu qui couve", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁹⁵⁵ *Le Messin*, 15 mars 1939, "La Tchécoslovaquie a vécu", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁹⁵⁶ *Le Messin*, 15 mars 1939, "La Tchécoslovaquie a vécu", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

d'Henry Godmard est significative. Tant que l'Allemagne s'intéresse à d'autres pays, soyons heureux ! Si Berlin tourne son regard vers l'Europe de l'Est, la France restera en paix. Le journaliste manifeste par cette phrase de conclusion une abdication totale et une peur du Reich hitlérien. Décidément, aucun petit État européen ne trouvera grâce auprès des Mosellans. La France, encore trop faible, ne peut intervenir en faveur de ces proies abandonnées à l'Allemagne nazie. Faiblesse, toujours faiblesse... !

Au *Lorrain*, on juge que c'est sous l'influence allemande que la Slovaquie a proclamé son indépendance⁹⁵⁷. Le Reich avait promis de respecter l'intégrité des nouvelles frontières tchécoslovaques, la promesse est restée vaine. << Les latins respectent les contrats les germains non >>⁹⁵⁸. Pour eux, c'est une ruse, un moyen d'attente, l'intérêt du moment. Mais si l'occasion se présente ils les détruisent. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un journal mosellan dénonce cette méthode. Même si le danger n'est pas immédiat contre la France, puisque le pangermanisme prend sa route normale - Bohême, Slovaquie, Ukraine, Mer noire, Russie - les Français doivent assurer leur défense, pense l'auteur. << Mais tôt ou tard, il se produira ce qui s'est toujours produit dans l'histoire : l'impérialisme succombant sous le poids de sa propre grandeur >>. L'Empire est une conquête, il comptera un nombre toujours plus grand d'éléments récalcitrants qui ne sont pas unis par des intérêts communs, qui ont au contraire des haines contre le conquérant, le maître momentané et qui attendent l'heure de la libération (ce n'est pourtant pas la France qui va les libérer pourraient-on rétorquer à Grosdidier de Mâtons !). La faiblesse des Empires, pense-t-il, c'est la centralisation. On ne peut tenir à la fois tous les leviers de commande. De ce fait, un Empire dictatorial est obligé à une réussite continue, à une suite de réussites, à une politique de grandeur, de prestige. << L'orgueil appelle l'orgueil, la conquête appelle la conquête, au premier échec c'est la brisure >>. La France doit

⁹⁵⁷ *Le Lorrain*, 15 mars 1939, "L'éboulement d'un état factice", Paul Durand, 1^{re} page au centre.

⁹⁵⁸ *Le Lorrain*, 16 mars 1939, "La leçon d'une conquête", Marcel Grosdidier de Mâtons, Éditorial, 1^{re} page.

donc se préparer pour intervenir lors de cet effondrement⁹⁵⁹. Une phrase de Neville Chamberlain aux Communes conforte *Le Lorrain* en ce sens : **<< L'Allemagne occupe le territoire d'un peuple avec lequel elle n'a aucun lien racial. Ceci ne peut manquer de troubler la situation internationale >>**. Il y a en conséquence des changements en perspective dans l'attitude anglaise et française.

Henry Godmard se demande, pour sa part, ce que pourrait faire la France ? L'URSS ne bouge pas. La Pologne et la Roumanie semblent satisfaites⁹⁶⁰. Tout le monde déclare après chaque action allemande, que cela ne peut plus durer. Et cela continue tout de même. Adolf Hitler se borne à appliquer la maxime bien connue : **<< Il suffit de disposer de la force pour n'avoir pas à s'en servir >>**. La France reste impuissante. La faute en revient, affirme-t-il, aux campagnes en faveur du désarmement, aux **<< plaintes attendries >>** sur la fraternité des peuples ainsi que sur la solidarité internationale du prolétariat, en bref, aux partis de gauche. **<< Les Nations stupéfaites peuvent envisager l'avenir et se demander quel sort les attend désormais, en présence d'une Allemagne dont la puissance se développe avec une aussi effrayante rapidité >>**⁹⁶¹. Pour la première fois, le Reich a envahi un territoire de race non allemande. Cet acte est contraire aux théories allemandes. Quel avenir pour l'Europe, s'interroge *Le Messin*⁹⁶² ?

1. L'analyse du *Lorrain*.

Le Lorrain établit un véritable bilan des conséquences de la chute de la Tchécoslovaquie.

⁹⁵⁹ *Le Lorrain*, 16 mars 1939, "La leçon d'une conquête", Marcel Grosdidier de Mâtons, Éditorial, 1^{ère} page.

⁹⁶⁰ *Le Messin*, 16 mars 1939, "Avec des fleurs", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁶¹ *Le Messin*, 16 mars 1939, "Avec des fleurs", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁶² *Le Messin*, 16 mars 1939, "La troisième irruption des forces allemandes hors des frontières du Reich", 1^{ère} page au centre.

Paul Durand commence par revenir sur les accords de Munich. À posteriori, la question qui se pose est de savoir si la France a bien agi en septembre 1938 et si, en conséquence, *Le Lorrain* a eu raison de soutenir Édouard Daladier dans sa démarche ? La réponse est claire : << **Munich fut sans doute un échec de la diplomatie française, mais il y a des défaites moins onéreuses que certaines victoires** >>⁹⁶³.

Et Paul Durand de relater la "défaite". La disparition de l'État tchécoslovaque et l'absorption par l'Allemagne de la Bohême-Moravie isolée, ne changent rien à un état de fait existant. Même si Prague avait un Président de la République et un gouvernement, le pays n'en était pas moins une colonie à travers laquelle le Reich se taillait des routes, lançait ses canons, et dont toutes les ressources étaient à la disposition de son puissant voisin. Il reste qu'Adolf Hitler, par son entrée à Prague, a renié les engagements pris à Munich. Il a transformé en chiffon de papier l'arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938. Le "Führer" ne se contente plus de toutes les Allemagnes. En quelque sorte, l'Allemagne hitlérienne vient << enfin >> de jeter le masque et de proclamer au monde que sa politique n'est qu'une politique de conquête et de domination⁹⁶⁴. Cependant, le rédacteur en chef reste du même avis, déclencher en septembre 1938 une guerre pour soutenir une cause << indéfendable >>, eût été << un crime envers l'humanité >>. Paul Durand ne s'y trompe pas, après ce succès, l'Allemagne va continuer sa marche en avant. Quelle sera alors sa prochaine étape ? Memel, Dantzig⁹⁶⁵, ou alors la petite Lituanie⁹⁶⁶.

Le journaliste se pose également d'autres questions cruciales, sans apporter de réponses claires. L'Allemagne prêtera-t-elle une oreille plus attentive aux aspirations romaines ? C'est probable, sinon certain. Peut-être Adolf Hitler en profitera-t-il pour y joindre ses propres

⁹⁶³ *Le Lorrain*, 17 mars 1939, "Établissons le bilan", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁶⁴ *Le Lorrain*, 17 mars 1939, "Établissons le bilan", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁹⁶⁵ *Le Lorrain*, 18 mars 1939

⁹⁶⁶ *Le Lorrain*, 23 mars 1939.

revendications coloniales⁹⁶⁷. Une chose est sûre, le Reich ne veut pas d'une Italie trop forte. Mais d'un autre côté Berlin ne veut pas risquer que 1915 se répète. Il soulève également le problème de la valeur à accorder aux Conférences internationales et aux Pactes passés entre puissances. Puisque l'Allemagne et l'Italie ne respectent pas leurs engagements, il n'y a aucune amélioration à attendre des négociations diplomatiques.

En conclusion, il importe surtout que la France consolide ses amitiés britanniques, les liens avec la Pologne et que la solidarité de l'Axe Paris-Londres s'affirme de plus en plus publiquement.

Réarmement, amitié. Cela suppose une autorité capable de se faire respecter, que le parlement accorde les pouvoirs étendus que lui demande le gouvernement. De la sorte, une politique forte en matière de réarmement et de développement économique pourra être menée. Ce n'est qu'ainsi que Paris se fera respecter par l'Allemagne nazie⁹⁶⁸. Les conséquences de l'acte du 15 mars 1939 ne touchent pas seulement la Tchécoslovaquie, la France ou l'Angleterre, mais également les pays d'Europe Centrale et de l'Est. Le 22 mars, la Lituanie cède le territoire et la ville de Memel au Reich. Pour Marcel Grosdidier de Mâtons, cela ne reste pas sans retombées.

La petite Lituanie, pense-t-il, est une erreur du Traité de Versailles. Elle n'a pas d'autre débouché sur la mer que le port de Memel. Que peut elle faire, ayant abandonné ce port, sinon se joindre à la Prusse orientale voisine ? Du coup le corridor polonais et Dantzig sont en danger. La Prusse orientale aurait doublé en superficie⁹⁶⁹. Or, la Pologne sans le corridor et Dantzig, n'aurait plus de débouché sur la mer. Toutes ses communications seraient alors commandées par l'Allemagne. << Aussi, nous considérons la conquête de Memel et éventuellement de la

⁹⁶⁷ *Le Lorrain*, 18 mars 1939, "Pas de parlotte internationale", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁹⁶⁸ *Le Lorrain*, 18 mars 1939, "Pas de parlotte internationale", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁹⁶⁹ *Le Lorrain*, 23 mars 1939, "Le piège de la Lituanie", Marcel Grosdidier de Mâtons, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

Lituanie comme un coup effroyable. Mais que peut la Pologne, que pouvons-nous à l'heure actuelle ? >>, demande l'éditorialiste.

Selon lui, ces petits États tels que l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Lituanie..., ne sont pas viables, ils ne peuvent se défendre, ils sont grignotés, conquis avant de perdre définitivement la vie. Le seul moyen d'éviter le désastre lituanien serait d'incorporer ce pays au plus vite à la Pologne⁹⁷⁰! Ce serait peut-être la solution la plus efficace stratégiquement, mais est-elle seulement réalisable, peut-on s'interroger ? Marcel Grosdidier de Mâtons ne se prononce pas. Concernant d'autres pays d'Europe Centrale et de l'Est, *Le Lorrain* se risque à quelques commentaires.

Premier point d'importance, l'Allemagne y gagne non seulement politiquement, mais aussi du point de vue économique. La conquête du "Lebensraum" à l'Est de l'Allemagne est commencée. Le III Reich manquant de matières premières et de denrées alimentaires va y trouver des débouchés⁹⁷¹. *Le Lorrain* considère que la politique d'autarcie a échoué et que, à plus ou moins longue échéance, Berlin se dirigeait vers l'écroulement de l'État national-socialiste.

Rajouter à cela la résistance du roi Carol en Roumanie⁹⁷², les manifestations anti-allemandes en Pologne et la chute en Hongrie et Yougoslavie des gouvernements Imrédy et Stoyadinovitch plutôt favorables au nazisme, l'enlisement du "Drang nach Osten" risquait par ses conséquences tant économiques que psychologiques et politiques de saper la base même du Reich hitlérien. Le seul moyen de freiner sur cette pente dangereuse, était un coup d'éclat. La prise de Prague devenait primordiale. Cependant, ce n'est pas un remède durable à une situation économique et

⁹⁷⁰ *Le Lorrain*, 23 mars 1939, "Le piège de la Lituanie", Marcel Grosdidier de Mâtons, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

⁹⁷¹ *Le Lorrain*, 25 mars 1939, "L'Allemagne et l'Europe Centrale", signé XX, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁹⁷² le 23 mars cependant, un accord économique est signé entre l'Allemagne et la Roumanie, dont la clause principale est de confier l'exploitation de gisements de pétrole à des sociétés mixtes germano-roumaines. La pression allemande, aidée par la chute de la Tchécoslovaquie, a atteint ses objectifs.

morale difficile. Il n'est pas sûr, affirme le quotidien clérical, que l'effet de terreur produit dans toute l'Europe joue finalement en faveur du Reich⁹⁷³.

Les avantages que l'Allemagne peut escompter en Tchécoslovaquie sont d'ordres financiers et militaires. Le contrôle de la monnaie tchèque fournirait au Reich, d'après les sources du journal, 60 millions de livres d'or (à condition que la réserve d'or de Prague n'ait pas été évacuée en Angleterre !) et de devises étrangères ou d'actifs réalisables à l'étranger. C'est-à-dire de quoi vivre 12 mois. L'Allemagne y gagnerait également de la main-d'œuvre et surtout du matériel de guerre de qualité. Cependant, fait remarquer "XX", des inconvénients vont rapidement apparaître. La Tchécoslovaquie importait des matières premières, elle en avait, tout comme le Reich, un grand besoin. Elle va donc s'ajouter au passif du bilan économique allemand. En résumé, le pillage des réserves peut, seul, apporter un plus. Une fois ces réserves épuisées, la position sera plus mauvaise qu'auparavant et un autre coup de force sera nécessaire⁹⁷⁴. Par contre, la situation militaire allemande s'est améliorée. La pression sur la Pologne, désormais encerclée à l'Est au Sud et au Nord, est singulièrement accrue. Sur la Hongrie également.

Vers où va se diriger maintenant l'Allemagne ? Orientations possibles : la Yougoslavie, l'Ukraine, la Roumanie, l'URSS ou la Pologne. Plus rien ne peut empêcher la conquête de l'espace vital germanique en Europe Centrale et Orientale. L'effacement russe lui a laissé le passage vers la Mer noire, l'effacement italien lui ouvre une voie directe sur la Méditerranée⁹⁷⁵. Nous pourrions demander à l'auteur ce qu'a apporté à Berlin l'effacement progressif de la France...

<< Désormais, les ambitions d'hégémonie européenne du "Führer" sont ouvertement avouées >>. Mais, si l'on suit l'analyse du

⁹⁷³ *Le Lorrain*, 25 mars 1939, "L'Allemagne et l'Europe Centrale", signé XX, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁹⁷⁴ *Le Lorrain*, 25 mars 1939, "L'Allemagne et l'Europe Centrale", signé XX, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁹⁷⁵ *Le Lorrain*, 25 mars 1939, "L'Allemagne et l'Europe Centrale", signé XX, 1^{re} page, 2 colonnes.

Lorrain, elles ont été précipitées par des problèmes économiques internes, qui sont momentanément amoindris mais qui réapparaîtront, ce qui laisse prévoir un nouveau développement de l'offensive hitlérienne dans un avenir rapproché.

2. *Le Messin* interprète les événements de mars 1939.

Henry Godmard regrette que les démocraties soient incapables de réagir utilement en présence de décisions audacieuses, rapides, foudroyantes, de la dictature⁹⁷⁶. Les Assemblées délibèrent, mais que sort-il de ces débats ? << Du vent, de la fumée qui se dissipe aussitôt lorsqu'il faut faire preuve de volonté, d'énergie, lorsqu'il est indispensable de répondre à une attaque brutale par une riposte hardie et immédiate >>. Les orateurs n'ont pas leur place dans ce combat. Il faut un homme investi d'une autorité indiscutée (Édouard Daladier), qui puisse imposer à tous une obéissance << absolue >> exempte d'hésitation et de murmure. La conclusion est la même qu'au *Lorrain*. Le parlement doit voter les pleins pouvoirs au Président du Conseil⁹⁷⁷.

Y a-t-il un risque de guerre ?

Le Messin répond qu'au mois de septembre, le gouvernement s'est contenté d'une mobilisation préventive et partielle. À l'heure présente, la moindre étincelle produira la déflagration et, quelle que soit la puissance militaire du Reich, << nul ne peut oser prétendre qu'il aura le dernier mot, après l'échec de sa tentative de 1914 >>⁹⁷⁸.

⁹⁷⁶ *Le Messin*, 18 mars 1939, "Devant le danger", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½, photographie d'Édouard Daladier.

⁹⁷⁷ *Le Messin*, 18 mars 1939, "Devant le danger", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½, photographie d'Édouard Daladier.

⁹⁷⁸ *Le Messin*, 21 mars 1939, "Le Réveil", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

L'Allemagne a été vaincue en 1918. Elle n'a pu tenir tête à l'effort mondial. Qui donc oserait unir sa destinée à la sienne en présence de perspectives aussi aléatoires ? Devant ce risque, certains États, qui étaient encore disposés à favoriser l'expansion hitlérienne dans l'espoir de recevoir le prix de leur complaisance, cherchent à s'évader de l'orbite germanique. La Roumanie et la Pologne sont citées par Henry Godmard. «**Varsovie maintient sa position vis-à-vis de la France et l'opinion polonaise, effondrée à juste titre par les événements, réagit**». *Le Messin* rappelle qu'il n'est pas utile de compter sur les soviets. L'armée russe a jadis donné de grandes déceptions à la France. Néanmoins, admet le journaliste, c'est un poids dans la balance et ceci malgré le précédent de Brest-Litovsk.

Toutes ces considérations amènent Henry Godmard à conclure que la guerre approche et qu'à coup sûr, elle aura lieu. «**Nous approchons, inutile de nous le dissimuler, du moment fatidique. Adolf Hitler dispose, à n'en pas douter, d'un dynamisme considérable. Mais il a en face de lui des puissances en état de lui opposer une résistance invincible, et n'oublions pas que jusqu'alors il s'est montré d'une habileté consommée et d'une prudence merveilleuse. Il a su éviter les risques. Il a vaincu sans péril. Osera-t-il compromettre toute son oeuvre en jouant son va-tout ? Tentera-t-il le destin définitif ?**»⁹⁷⁹. Voilà résumée explicitement l'opinion d'Henry Godmard et du *Messin*.

Désormais le quotidien de Frédéric Certonciny prône la fermeté et si nécessaire une intervention armée. C'en est fini de "Munich", le temps des concessions est terminé. Il n'y aura plus de Conférence. Cela ferait le jeu du "Führer"⁹⁸⁰. Aucune issue n'est possible. La seule chance des démocraties est de s'opposer par la force. Adolf Hitler, «**ne peut manquer de réussir, car il garde l'avantage de l'initiative et le choix de**

⁹⁷⁹ *Le Messin*, 21 mars 1939, "Le Réveil", Henry Godmard, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

⁹⁸⁰ *Le Messin*, 22 mars 1939, "Que les généraux s'en mêlent donc", Henry Godmard, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

l'heure. Sa force réside surtout en ceci qu'il agit sans se soucier des protestations. Celles-ci arrivent toujours trop tard et il en sera ainsi tant qu'une barrière matérielle ne se dressera pas devant lui ! >>. Le malheur, selon Henry Godmard, est qu'il ne voit pas la possibilité d'en arriver là. Les démocraties sont placées devant l'alternative, ou de laisser faire ou de prendre la responsabilité d'une déclaration de guerre, éventualité devant laquelle elles reculeront toujours.

Pour brouiller les initiatives allemandes il faut une manœuvre directe qui seule pourra stopper Adolf Hitler, un coup brutal, susceptible de le surprendre et conforme en définitive à sa propre manière d'agir. Il est clair que ce ne sont ni les protestations ni même les ultimatum qui mettront un terme aux exploits du Reich. << Ce que je voudrais voir, au lieu de vaines démonstrations indignées, c'est la réunion d'un conseil de guerre et l'action directe et inopinée sur un point vulnérable de l'Allemagne >>, écrit Henry Godmard⁹⁸¹.

Hélas, regrette l'éditorialiste, les Nations démocratiques sont imprégnées d'un formalisme et d'un besoin de << verbiage >> qui laisse encore pour un << certain temps >> le champ libre à leur adversaire. Ce dernier ne commencera à réfléchir que le jour où les chancelleries s'effaceront pour faire place à des états-majors conclut le journaliste.

Sur le plan politique, en Europe Centrale et Orientale, l'Allemagne a fait un grand pas. << Le feu est au centre de l'Europe >>⁹⁸².

La Pologne reste énigmatique, placée entre deux voisines pour lesquelles elle éprouve une antipathie égale, elle hésite à prendre parti. Quant à la Roumanie, elle vient de signer un accord économique avec

⁹⁸¹ *Le Messin*, 22 mars 1939, "Que les généraux s'en mêlent donc", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

⁹⁸² *Le Messin*, 25 mars 1939, "Calmons nos nerfs", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

l'Allemagne et elle se dit satisfaite de ses relations avec Berlin⁹⁸³. En fait, signale Henry Godmard, chacun espère que le voisin sera sacrifié le premier. Or, la convoitise allemande n'a pas de bornes. Les Hollandais, les Danois, les Belges seront menacés à leur tour, suivis de la France. De plus, la diplomatie hitlérienne se révèle éminemment supérieure. Ce qu'il y a de capital dans les derniers événements, c'est la facilité avec laquelle elle s'est assurée les avantages à la fois en Lituanie, en Roumanie et en Slovaquie. L'Allemagne a maintenant devant elle un glacis débarrassé de tous les obstacles⁹⁸⁴. Elle se fait donc plus dangereuse que jamais. Surarmée, conquérante, impressionnante l'Allemagne n'a plus qu'à se lancer à la conquête de son espace vital. Il nous faut l'arrêter, semble dire Henry Godmard à ses lecteurs. Paris et Londres ne peuvent plus se permettre un deuxième "Munich". Le Reich n'a que trop avancé. Ses intentions sont maintenant clairement établies, il y aura encore des conquêtes, mais cette fois il faudra, malheureusement, y répondre par la force des armes. La guerre s'approche, avoue *Le Messin*, elle est presque inévitable. Il est grand temps de s'y préparer en donnant à la France un vrai chef.

3. L'opinion du Républicain Lorrain.

D'après le quotidien de Victor Demange, l'intervention en Slovaquie n'est qu'un pas de plus pour le Reich, afin d'assurer le maximum d'influence sur les pays danubiens. La France doit-elle agir ? La réponse est non ! La question slovaque, sur le plan international, est avant tout un différend entre Tchèques et Slovaques⁹⁸⁵. Il ne s'agit pas uniquement d'un succès allemand, mais aussi du résultat des aspirations

⁹⁸³ *Le Messin*, 25 mars 1939, "Calmons nos nerfs", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁹⁸⁴ *Le Messin*, 25 mars 1939, "Calmons nos nerfs", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁹⁸⁵ *Le Républicain Lorrain*, 15 mars 1939, "Fautes qui se vengent", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

slovaques à l'indépendance. Combler ces aspirations permet peut-être d'écartier Mgr Tiso de l'Allemagne, affirme naïvement l'éditorialiste.

Se plaçant dans la continuité de l'état d'esprit de septembre 1938, *Le Républicain Lorrain* ne dénonce pas l'interventionnisme allemand, ni la propagande nazie. Pour la rédaction du quotidien messin, la Tchécoslovaquie était un état artificiel, une erreur des Traités destinés à démanteler l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement tchèque n'a pas respecté la minorité slovaque, il en paie le prix fort⁹⁸⁶.

Cependant, dans son éditorial du 16 mars, *Le Républicain Lorrain*, mieux informé, se montre plus réaliste. Adolf Hitler, est-il expliqué, pour la première fois ne "libère" pas une minorité allemande voisine de la frontière. Le président Hacha a été obligé d'accepter un simulacre de demande d'intervention allemande⁹⁸⁷. Selon la rédaction, Adolf Hitler vient de commettre sa première grande faute dans le domaine extérieur. Il n'a pas respecté ses engagements librement consentis à Munich⁹⁸⁸. L'Allemagne, de plus, a créé au centre de l'Europe, une nouvelle Alsace-Lorraine. << C'est une faiblesse de s'incorporer 8 millions de sujets de race différente malgré eux. Tôt ou tard, des réactions se feront jour >>.

Ainsi s'ouvre un nouveau chapitre de l'Histoire de l'Europe. Le système de Versailles et de la SDN, faute de moyens, a fait faillite⁹⁸⁹. Cependant, << le reste de l'Europe n'acceptera point de se courber sous l'hégémonie germanique >>.

⁹⁸⁶ *Le Républicain Lorrain*, 15 mars 1939, "Fautes qui se vengent", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

⁹⁸⁷ *Le Républicain Lorrain*, 16 mars 1939, "Un coup de force", RL, 1^{ère} page.

⁹⁸⁸ *Le Républicain Lorrain*, 17 mars 1939, "Une violation du droit ? Plus une bêtise !", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

⁹⁸⁹ *Le Républicain Lorrain*, 18 mars 1939, "Victoires éphémères", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

En conclusion, nous pouvons dire que la presse messine de langue française, après avoir pressenti les difficultés se présentant avec le problème des Sudètes, succombe pleinement à ce que l'on a appelé plus tard "l'Esprit de Munich". L'important est de maintenir à tout prix la paix en Europe. La France n'est pas en mesure de soutenir un conflit contre la puissante Allemagne. Il faut du temps à Paris et à Londres pour s'armer, se préparer, se décider... De plus, la Tchécoslovaquie du Président Édouard Benès n'est pas non plus hors de cause, elle est même souvent accusée. Prague s'est-il comporté convenablement avec ses minorités sudètes, slovaques et autres ? Pourquoi risquer le sang des Français ? La solution qui consistait à sacrifier les Tchèques a été choisie lors de la Conférence. Elle est jugée "honorables", "courageuses" ou encore être un "succès" selon les journalistes mosellans. Seuls Charles Ritz, timidement, et surtout Henry Godmard, apportent un "bémol" à cette euphorie ambiante en Moselle et en France. Paris a perdu une alliée précieuse, l'Allemagne a gagné, une fois encore sans tirer un coup de feu. Sarre, Rhénanie, Autriche, Sudètes, l'avancée allemande semble sans limite. Le danger est plus grand après qu'avant "Munich".

A cette occasion, nous avons constaté la divergence d'analyse de Frédéric Certonciny et Henry Godmard au sein du même quotidien. Ce qui explique le comportement parfois hésitant du journal lors des grands événements.

Enfin, le mois de mars 1939 clarifie la situation. La politique allemande est conquérante, "le masque est tombé". Berlin ne recherche qu'une chose, son espace vital. Alors que de nombreuses conséquences politiques et militaires des accords de Munich ont été éludées, ce qui a apporté un manque de clairvoyance dans les commentaires, ce n'est plus le cas lors de l'occupation de Prague par les Allemands. La place est laissée à la réalité des faits, au réalisme politique. Les incidences politiques, économiques, stratégiques sont étudiées. Il en ressort une seule conclusion, la menace allemande grandit. La guerre apparaît dorénavant inévitable, Adolf Hitler ne s'arrêtera pas, Paris et Londres ne peuvent que s'y opposer, tôt ou tard ce sera le conflit, il faut s'y

préparer. "L'Esprit de Munich" est oublié, la guerre devient au Messin presque souhaitable pour enfin stopper le dictateur.

4. Les commentaires politiques de la *Lothringer-Volkszeitung* en mars 1939.

Suite à l'acte d'allégeance du Président Hacha et à l'incorporation de la Tchécoslovaquie, les problèmes commencent dans cette partie de l'Europe pour le III Reich⁹⁹⁰. Du point de vue économique, la *Lothringer-Volkszeitung* se demande comment l'Allemagne va pouvoir supporter cette nouvelle annexion ? La question slovaque est également soulevée. La Slovaquie pourra-t-elle rester indépendante ? C'est une Nation de petite dimension ayant seulement 2.5 millions d'habitants, sans réelle maturité politique et dont les possibilités financières et économiques sont des plus limitées. Du fait de sa position géographique, elle est condamnée à recevoir une aide allemande. Elle dépendra donc complètement de Berlin. En bref, il n'y aura bientôt plus d'indépendance pour Bratislava.

Retenant les écrits du *Figaro*, le quotidien messin affirme qu'il ne reste rien des assurances solennelles et répétées des accords de Munich. Adolf Hitler ne devait plus avoir d'exigence en Europe. Il ne reste vraiment rien de la doctrine raciale dont le "Führer" s'était fait le leader et qui ne nécessitait que le rassemblement de la famille allemande et seulement allemande. Le Chancelier du Reich s'est approprié un peuple de 7 millions de personnes qui appartiennent à des races différentes. Celles-ci sont énergiques et fières, le germanisme ne pourra jamais les assimiler⁹⁹¹. La *Lothringer-Volkszeitung* estime que le "Führer" du III Reich, qui n'avait jamais fait d'erreur jusque-là, vient d'en commettre une qui constitue << un aveu >>. Les États voisins du Reich, qui n'ont pas la

⁹⁹⁰ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 17 mars 1939, "Der Widerhall der mitteleuropäischen Ereignisse", Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

⁹⁹¹ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 17 mars 1939, "Der Widerhall der mitteleuropäischen Ereignisse", Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

puissance suffisante pour se défendre, se sentiront tous menacés à l'avenir. L'Allemagne a fait la preuve de son ambition de conquête.

La conclusion de cette nouvelle donne est extraite du journal *Le matin* : << La force des dictatures réside dans le fait qu'elles peuvent poursuivre toutes seules et en secret un but sans que leur jeu ne soit dévoilé par des débats parlementaires, des indiscretions des commissions. La France aurait également besoin d'un gouvernement fort avec une grande liberté de mouvement absolument indispensable >>. C'est un appel clair au vote des pleins pouvoirs en faveur du ministère d'Édouard Daladier. Pour lutter contre le nazisme, il faut des moyens politiques adéquats dit la *Lothringer-Volkszeitung*⁹⁹².

Le quotidien catholique attribue une grande importance aux besoins financiers du III Reich. Ceux-ci sont énormes. Le réarmement, la remilitarisation, la hausse du nombre des fonctionnaires, provoquent une demande accrue de richesse que Berlin a du mal à trouver du fait du régime économique autarcique mis en place. Cette recherche de financement a joué un très grand rôle dans l'attaque de la Tchécoslovaquie, indique la *Lothringer-Volkszeitung*⁹⁹³. Le trésor en or de la Banque Nationale de Prague s'élève à 3 milliards de francs-or. << Lorsque l'on sait quelle aide a apporté au III Reich la confiscation de la réserve en or de la Banque Nationale autrichienne (qui s'élevait à environ 2 milliards de francs-or), alors on imagine facilement la grande tentation que représentait l'or tchèque >>. Le journal ne précise pas si l'Allemagne a pu récupérer la totalité de la somme annoncée en Tchécoslovaquie. Cependant, il apparaît clairement que c'est à buts politique, militaire et économique que Berlin s'est approprié le droit d'envahir un nouveau territoire. Les accords de Munich sont rompus. Encore une fois le "Führer" n'a pas tenu

⁹⁹² *Die Lothringer-Volkszeitung* , 17 mars 1939, "Der Widerhall der mitteleuropäischen Ereignisse", Éditorial, 1^{er} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

⁹⁹³ *Die Lothringer-Volkszeitung* , 17 mars 1939, "Der Widerhall der mitteleuropäischen Ereignisse", Éditorial, 1^{er} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

ses engagements et promesses internationales. Était-ce alors une erreur de signer le renoncement français et anglais les 29 et 30 septembre 1938 ?

Les socialistes et les communistes accusent et rendent responsable de la situation, Édouard Daladier, signataire des accords. La *Lothringer-Volkszeitung* répond que le chef du Cabinet français a sauvé la paix en 1938,⁹⁹⁴ et lui manifeste toujours son soutien. Ce ne sont pas les accords qui ont provoqué les difficultés de mars 1939, mais le Traité de Versailles. L'erreur fondamentale a été commise en 1919. Elle est à l'origine des annexions hitlériennes réalisées en Europe Centrale. En plein accord avec *Le Lorrain* et *Le Messin*, le journal de langue allemande déclare : «**Si l'on n'avait pas, pour des raisons haineuses, abattu de façon honteuse la vieille monarchie danubienne et catholique des Habsbourg, alors à l'heure actuelle, ni Vienne, ni Prague, ni Pressburg, ne se trouveraient sous la botte de la croix gammée**». Une guerre préventive ne se justifiait pas en septembre 1938, rajoute le journaliste, cela aurait tout simplement été une guerre d'agression. La France devait-elle sacrifier des millions en biens et en sang pour un État qui portait déjà «**des germes de mort à sa naissance**» ? De plus, cet État allait s'écrouler car les différents peuples qui le componaient souhaitaient se détacher de Prague. En résumé, pour la *Lothringer-Volkszeitung*, l'effondrement de la Tchécoslovaquie était inévitable, pourquoi faire une guerre, avec tous les ravages possibles, pour la défendre ?

En outre, comme les journaux de langue française, la rédaction de *La Libre Lorraine*, dénonce la politique du Président Benès. Malgré les promesses, il n'a pas voulu, pendant 20 ans, élaborer la structure interne qui seule aurait été en mesure de préserver la vie du pays⁹⁹⁵. Le quotidien germanophone reste sur son opinion "munichoise" de septembre et octobre 1938. Il ne fallait pas faire la guerre pour une Tchécoslovaquie disloquée et le Président Benès, indigne de confiance. Et

⁹⁹⁴ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 18 mars 1939, "Wer hat versacht ?", 1^{re} page, 2 colonnes.

⁹⁹⁵ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 18 mars 1939, "Wer hat versacht ?", 1^{re} page, 2 colonnes.

ce, même si c'est le Reich qui en tire tous les profits et se renforce encore en agrandissant son territoire et en récupérant l'or et les devises tchécoslovaques.

Enfin toujours en réponse aux socialistes et aux communistes français, la *Lothringer-Volkszeitung* développe son opinion sur l'alliée de la France, l'URSS. Les critiques à l'encontre de Prague et de Benès sont aisées. Il en est de même pour le gouvernement des soviets. Avant la guerre mondiale, l'Empire tsariste était le grand protecteur de tous les Slaves. Si en 1914 il n'avait pas soutenu la Serbie, ce pays serait disparu. L'aide moscovite a empêché ce drame. Mais pourquoi Staline n'est-il pas intervenu en septembre 1938 en faveur de la Tchécoslovaquie avec laquelle la Russie était pourtant liée par un accord ? Pourquoi, demande encore le journaliste messin, l'Union-Soviétique n'intervient-elle pas davantage en mars 1939, alors que les soviétiques sont directement menacés par la poussée vers l'Est des Allemands ? Il en conclut que l'attitude de Staline montre aux Français quelle << valeur >> il faut attacher à une éventuelle aide de Moscou. Aide sur laquelle compte énormément le Front Populaire. << La Russie s'est dérobée ! Que la France compte sur ses propres forces ! >>⁹⁹⁶.

La *Lothringer-Volkszeitung* n'est pas impartiale en condamnant de la sorte Moscou et Staline. Si l'URSS s'est dérobée à ses obligations envers Prague par peur des nazis, il en est de même pour la France qui avait, elle aussi, une alliance signée avec la Tchécoslovaquie. Cette entente, la rédaction du journal n'en dit mot. D'autre part, *La Libre Lorraine* qui souhaite éviter tout conflit européen, donne l'exemple de l'intervention russe en faveur de la Serbie attaquée par l'Empire austro-hongrois. Il en a résulté les massacres de la Grande Guerre. Si l'URSS s'était militairement interposée entre Prague et Berlin, n'y aurait-il pas eu de nouvelle guerre européenne ?

⁹⁹⁶ *Die Lothringer-Volkszeitung* , 18 mars 1939, "Wer hat versacht ?", 1^{re} page, 2 colonnes.

Le quotidien n'est pas cohérent dans ses raisonnements. Cette dénonciation de l'attitude soviétique est guidée par la lutte anti-marxiste constante de la *Lothringer-Volkszeitung* et s'apparente plus à une campagne de politique intérieure française qu'à une analyse objective de la situation politique européenne.

Ni la France, ni l'URSS, ni l'Angleterre n'ont pris leurs responsabilités en face des agressions allemandes de mars et septembre 1938 et de mars 1939. C'est cette conclusion que le journal de langue allemande veut éviter, rejoignant parfaitement l'opinion du *Lorrain* et du *Messin* sur ce sujet. Les trois quotidiens ne regrettent nullement la signature des accords de Munich, estimant l'invasion de la Tchécoslovaquie inévitable, conséquence des fautes du Président Benès et de ses promesses de confédération non tenues. Si lâcheté il y a, elle est le fait de l'URSS qui n'est pas intervenue en faveur des Slaves, alors qu'elle l'a fait en 1914 ! Voilà résumée l'opinion de la presse messine de "droite" en mars 1939.

Après mars 1939, les journalistes messins ayant quelque peu retrouvé une part de lucidité et de clairvoyance, à l'exception de ceux de la *Lothringer-Volkszeitung*, va se poser, assez rapidement le problème polonais. Comment réagiront les Mosellans ? "Munich" ressuscitera-t-il ou bien avancera-t-on vers le conflit militaire tant redouté ? La prochaine sous-partie permettra de répondre à ces questions.

**<< L'humiliation de Munich ne doit pas se renouveler.
Nous ne devons plus aller à Canossa [...] >>.**

Albert Thiebaut

La Voix des Anciens Combattants et victimes de guerre de la Moselle,
édition de février-mars 1939. "Que va-t-il arriver ?".

L'affaire polonaise (1933 - 1939).

La presse messine suit le développement de la question polonaise, avec un grand intérêt.

Les relations germano-polonaises sur l'ensemble de la période connaissent une évolution particulière. On les aurait présagées difficiles, dès janvier 1934, elles sont amicales. Cette amitié est entretenue malgré de grands sujets de divergence, jusqu'en mars 1939, date à laquelle les événements se précipitent et entraînent une Pologne désorientée dans un conflit perdu à l'avance.

La Pologne, rayée de la carte depuis la fin du XVIII siècle, est ressuscitée au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le jeune État lutte pour établir ses frontières et gagne du prestige en repoussant les bolcheviques lors de la guerre polono-soviétique de 1920-1921. L'homme fort du pays est le Maréchal Josef Pilsudski (jusqu'en 1935). Lui succéderont le colonel Beck et le général Rydz-Smigly.

Dans un premier temps, Josef Pilsudski semble respecter les apparences du parlementarisme et du pluralisme politique. Le nouveau régime instauré en 1926 ne vise pas au totalitarisme, n'enrégimente pas les masses, n'intervient pas systématiquement dans la vie économique et sociale.

En avril 1935, et après avoir créé son parti, le "bloc", le Maréchal conçoit une nouvelle constitution rejetant le régime parlementaire, et instituant un État autoritaire qui impose une discipline

militaire aux citoyens. Ce régime subsistera jusqu'à la guerre de septembre 1939.

Les problèmes pour le gouvernement polonais seront essentiellement posés par l'Allemagne. Ils concernent le Corridor et la ville libre de Dantzig. C'est le Reich, comme nous le montrent les journaux messins, qui garde l'initiative sur ces questions et qui fera à plusieurs reprises peser une atmosphère conflictuelle dans ses relations avec son nouveau voisin. Après l'annexion de l'Autriche et l'invasion de la Tchécoslovaquie, il reste à Adolf Hitler à régler le sort de la Pologne.

Les Mosellans, grâce à une presse bien informée, suivent cette évolution, l'Allemagne ayant dès 1933 posé clairement ses revendications. Comme pour l'Autriche ou la Tchécoslovaquie, les analyses politiques et pronostics plus ou moins pertinents et justifiés, se succèdent et c'est à l'aide de l'ensemble de ceux-ci que nous définirons l'opinion des médias mosellans face à la question germano-polonaise.

I. L'Allemagne prend l'initiative.

En présence de l'intention allemande de récupérer le plus rapidement possible la ville libre de Dantzig, ainsi que le Corridor qui y mène, *Le Lorrain* exprime son inquiétude.

En 1933, malgré la guerre douanière entre le Reich et la Pologne, 17% du commerce extérieur de la Pologne passe par l'Allemagne, tandis que 60% passe par Dantzig et Gdynia. À supposer que Dantzig et le "couloir" soient donnés à l'Allemagne, presque 80% du commerce polonais avec l'étranger, seraient contrôlés par sa voisine. Ce serait << l'esclavage économique de la Pologne >>, esclavage qui ne tarderait pas à entraîner derrière lui la perte de l'indépendance politique⁹⁹⁷. La Pologne, on le comprend bien, se mettrait ainsi à la merci de l'Allemagne qui réaliserait

⁹⁹⁷ *Le Lorrain*, 25 août 1933, "Le corridor polonais Pomorze, pays de la mer...", Paul Hinterlang, 1^{re} page, 2 colonnes, carte du Corridor.

son grand rêve de "Mittel-Europa". La rédaction du *Lorrain* s'implique activement dans la lutte contre cette tentative allemande. En récupérant le corridor et Dantzig, Berlin opérerait une modification des frontières.

Les thèses révisionnistes de l'époque reposaient sur l'article 19 du Pacte de la SDN. << L'Assemblée peut de temps à autre inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des Traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde >>. Pour qu'il y ait révision, en ce qui concerne le "couloir", il faudrait donc⁹⁹⁸:

- tout d'abord une frontière inacceptable, ce qui n'est pas le cas d'après *Le Lorrain* (et pourtant),

- ensuite une situation qui pourrait mettre en péril la paix du monde. C'est sur ce point que les Allemands fondent tous leurs espoirs. D'où, d'innombrables provocations, qui n'altèrent cependant pas le calme polonais, indique le journaliste.

- enfin, dernier point, il faudrait le consentement de la Pologne elle-même. Or les Polonais n'accepteront jamais une révision de leurs frontières. << La Poméranie est polonaise comme l'Alsace-Lorraine est française ; il ne faut pas l'oublier >>, s'exclame Paul Hinterlang avant de rappeler les paroles de Raymond Poincaré, le 29 mars 1925 à Bar-le-Duc : << Nos populations lorraines sont trop intelligentes et trop renseignées pour ne pas comprendre que dans l'avenir, leur sort se réglera sur la Vistule tout autant que sur le Rhin, et qu'un coup de force contre la Pologne préparerait pour plus tard un coup de force contre nous, comme Sadowa a préparé Sedan >>. Pas question de céder en face des revendications allemandes, le message du *Lorrain* se lit clairement.

Il est identique au *Messin* qui se félicite de la résistance polonaise. Le gouvernement polonais a su se passer de Genève d'une façon

⁹⁹⁸ *Le Lorrain*, 26 août 1933, "Le Couloir Polonais", Paul Hinterlang (collaborateur du *Lorrain*), 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

remarquable. L'Allemagne, à propos de Dantzig, suscitait des incidents de frontières pour influencer Varsovie. Non seulement Josef Pilsudski n'a pas cédé, mais il s'est permis de répondre par des menaces à peine voilées aux provocation hitlériennes. Les nazis ont immédiatement reculé, note Frédéric Certonciny, ils ont perdu leur ardeur⁹⁹⁹.

Si les émissaires d'Adolf Hitler avaient été reçus en Autriche et dans la Sarre avec cette même énergie, il n'y aurait plus de problème dans ces régions, pense le rédacteur du *Messin*. C'est avec vigueur et fermeté qu'il faut accueillir les velléités territoriales allemandes, l'attitude polonaise plaît aux journalistes messins qui, de fait, vont continuer à commenter les événements touchant à la ville libre de Dantzig.

1. L'alliance germano-polonaise de 1934.

L'Allemagne, tenant compte de la réaction polonaise face à ses revendications et ayant besoin de la bienveillante neutralité du Maréchal Pilsudski, engage alors une politique plus souple et plus avenante à l'égard de sa voisine. Gagner une certaine tranquillité en Pologne en laissant les litiges territoriaux en suspens, permettait à Adolf Hitler d'en régler d'autres : Sarre, Rhénanie, Autriche, Tchécoslovaquie. Dès la fin 1933, la diplomatie européenne s'activait autour d'un sujet exaltant, une alliance germano-polonaise est-elle possible ?

Les relations entre la Pologne et l'Allemagne, remarque Frédéric Certonciny, ont une tendance très nette à aller de jour en jour dans le sens de l'apaisement. Un accord, voire une alliance, n'est donc pas à exclure¹⁰⁰⁰. Ce qui pose en France le problème de la fidélité polonaise à l'alliance militaire signée en 1921. Si le gouvernement polonais s'engage

⁹⁹⁹ *Le Messin*, 14 novembre 1933, "Le joyeux triomphe de la Schlage célébré dans l'Allemagne en liesse", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page.

¹⁰⁰⁰ *Le Messin*, 12 décembre 1933, "L'alliance germano-polonaise provoque toujours des commentaires", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

avec le Reich, c'est qu'il abandonne son ancienne alliée française, peut-on entendre et lire aux quatre coins de l'Hexagone.

Le directeur du *Messin* exprime une autre opinion. La Pologne est l'alliée de la France, elle a un Traité militaire qu'elle ne songe nullement à éluder, même si le désordre gouvernemental dans lequel la France se débat peut donner à tous ses partenaires une mauvaise opinion de la politique française. Frédéric Certonciny ne peut en vouloir au petit État polonais en plein effort et en pleine renaissance qui est arrivé à donner à l'Allemagne << une bonne opinion de la grandeur polonaise >>. La Pologne a agi << sagement >>. En signant des Pactes de non-agression avec les soviets et les Allemands, elle libérerait ses frontières de toute menace extérieure¹⁰⁰¹. Le Maréchal Pilsudski dispose de 40 divisions équipées "à la française", sa marine commence à renaître, son aviation est << redoutable >>. Elle est assez puissante pour ne tolérer aucun manquement de la part de ses cosignataires. La Pologne dispose d'une liberté de mouvement qui ne peut en aucune façon affaiblir ni diminuer la valeur de l'alliance franco-polonaise dans le domaine de la politique internationale.

<< Et il faut s'estimer heureux >>, répète l'éditorialiste, << que cette entente soit intervenue à l'instant même où la situation internationale s'assombrissait par suite du retrait de l'Allemagne de la Société des Nations >>. Le *Messin* semble juger avec beaucoup de tolérance et de compréhension l'attitude polonaise à l'égard de l'Allemagne d'Adolf Hitler. Il estime normal que, la France n'ayant pas de politique extérieure stable et ferme ni de politique intérieure rassurante, ses alliées (Belgique, Petite-Entente, Pologne) perdent leur confiance, doutent et finissent par se tourner vers d'autres puissances comme l'URSS ou le Reich.

Cette précision apportée, il ne fait non plus aucun doute au *Messin* que le gouvernement polonais restera fidèle à son alliance militaire

¹⁰⁰¹ *Le Messin*, 12 décembre 1933, "L'alliance germano-polonaise provoque toujours des commentaires", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

avec la France et d'ailleurs, Frédéric Certonciny attend de voir s'opérer la concrétisation officielle de l'accord germano-polonais. C'est ce qui sera fait le 26 janvier 1934.

Le fameux Pacte de non-agression germano-polonais, qui était resté purement verbal jusqu'à cette date, vient d'être signé en bonne et due forme. La morale de cette histoire, pour Frédéric Certonciny, est que depuis le passage au ministère des Affaires étrangères du << maladroit et verbeux >> Paul Boncour, aucun pays n'a plus confiance en la France. Les plus petites Nations considèrent l'État français comme étant affaibli et ne comptent plus que sur elles-mêmes pour se défendre contre l'Allemagne¹⁰⁰². Ceci dit, l'amitié franco-polonaise doit subsister. Josef Pilsudski doit garder avec la France des relations diplomatiques et politiques correctes.

Fin 1935, face au danger potentiel de rupture totale des liens entre Paris et Varsovie, Frédéric Certonciny lance un appel au rapprochement économique et considère le passage à Paris d'une délégation agricole polonaise comme un bon présage. De plus, le gouvernement français a pris la sage décision de ne procéder à aucune éviction de travailleurs polonais. Ceci permettra une plus grande impulsions au développement des rapports économiques, donc des rapports politiques stables et continus¹⁰⁰³. La France et la Pologne sont attachées à une valeur, à une cause communes : le maintien de la paix internationale. L'amitié franco-polonaise se doit d'être réaffirmée et les relations politiques, économiques et intellectuelles resserrées¹⁰⁰⁴. Cependant, le maintien de la paix en Europe, et surtout entre l'Allemagne et la Pologne, réside dans la solution au problème crucial de la ville libre de Dantzig. Ce problème, se rajoutant à l'annexion de l'Autriche et à l'activisme de la minorité sudètes en Tchécoslovaquie, est un des points noirs de la politique européenne.

¹⁰⁰² *Le Messin*, 29 janvier 1934, "Le pacte entre la Pologne et l'Allemagne est bien accueilli", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁰⁰³ *Le Messin*, 23 novembre 1935, "Malgré l'accord polono-allemand", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰⁰⁴ *Le Messin*, 23 juillet 1936, "L'amitié franco-polonaise et la question de Dantzig", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

C'est une plaie qui pourrait bien engendrer le déclenchement d'un conflit européen.

2. La question de Dantzig.

L'abbé Ritz pose la bonne problématique. Le III Reich et la Pologne vont-ils se brouiller pour Dantzig¹⁰⁰⁵? Les bonnes relations commencées en janvier 1934 sont-elles susceptibles de se briser devant les revendications territoriales allemandes ?

Il semble que l'on se dirige dans cette voie. Le directeur du *Lorrain* justifie sa position en décrivant les difficultés économiques et douanières rencontrées par Dantzig et la Pologne. Une véritable guerre économique et portuaire s'est instaurée entre la ville libre peuplée d'Allemands et la Pologne. À telle point que cette dernière, menace d'utiliser la force pour faire respecter ses droits. L'éditorialiste indique également que les nazis sont majoritaires au Sénat dantzicois et envisagent une réforme de la Constitution. Ce qui explique les incidents auxquels Charles Ritz consacre son article. En conclusion, le Traité d'amitié germano-polonais de 1934, n'a pas amélioré les rapports entre Dantzig et la Pologne. Cela signifie que la crise dantzicoise représente << un pas en avant vers l'**Anschluss de la ville libre au III Reich** >>¹⁰⁰⁶.

L'abbé-journaliste fait preuve de clairvoyance et manifeste une vision lucide de l'avenir dans cette région. Dantzig représente un point sensible dans les relations germano-polonaises, et même si celles-ci paraissent amicales, il y a là un sujet de discorde sur lequel l'Allemagne hitlérienne ne flétrira pas. La preuve en est le vote de la nouvelle Constitution dantzicoise en juillet 1936.

¹⁰⁰⁵ *Le Lorrain*, 8 août 1935, "Le III^o Reich et la Pologne vont-ils se brouiller pour Dantzig?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

¹⁰⁰⁶ *Le Messin*, 8 août 1935, "Le III^o Reich et la Pologne vont-ils se brouiller pour Dantzig?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page.

Pour la rédaction du *Lorrain*, ces mesures ne sont ni plus ni moins que la mainmise des hitlériens sur la ville de Dantzig. Concrètement la situation est claire. Il y a suppression du droit de réunion, du droit d'association et de la liberté de presse. Il est mis fin également aux libertés individuelles, d'opinions et politiques. La détention préventive pouvant aller jusqu'à trois mois, correspond exactement au système des camps de concentration en usage dans le Reich. L'institution d'une Gestapo à Dantzig permet l'arrestation arbitraire de tous les chefs de l'opposition. Afin de donner à toutes ces mesures un caractère vraiment nazi, on y adjoint une première mesure antisémite, l'interdiction de l'abattage rituel des bestiaux¹⁰⁰⁷. Selon Charles Ritz, Dantzig est passée le 18 juillet 1936 du statut de ville libre sous contrôle de la SDN à celui de ville nazie sous la domination hitlérienne.

Au *Messin*, c'est surtout la réaction polonaise qui est observée. La Pologne, avertit Frédéric Certonciny, ne laissera pas en silence le Reich s'emparer de Dantzig. Tous les partis politiques (majorité comme opposition), sont en faveur du maintien intégral des droits de la Pologne sur Dantzig. Des manifestations, des discours, des réunions ont lieu pour appuyer cette thèse et dénoncer l'emprise progressive de l'Allemagne et d'Adolf Hitler¹⁰⁰⁸. Le prochain coup de force allemand, après celui de la Rhénanie le 7 mars 1936, risque d'être la prise de la ville libre par les forces hitlériennes. En quelque sorte, l'abolition de la Constitution par le Sénat nazi de Dantzig a constitué une première étape de prise de pouvoir par l'extrême droite ; coup de force par lequel l'Allemagne hitlérienne s'est rendue maîtresse de la ville¹⁰⁰⁹. Maintenant, le gouvernement nazi de Dantzig propose aux politiques polonais de reconnaître la souveraineté de la ville en échange de quoi, rien n'est fait contre la Pologne et ses intérêts

¹⁰⁰⁷ *Le Lorrain*, 19 juillet 1936, "M. Hitler est maître de Dantzig", "La Constitution de la ville libre a été abolie hier", 1^{ère} page.

¹⁰⁰⁸ *Le Messin*, 23 juillet 1936, "L'amitié franco-polonaise et la question de Dantzig", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

¹⁰⁰⁹ *Le Messin*, 27 juillet 1936, "Quelle action nouvelle suivra l'emprise sur Dantzig?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

économiques seront préservés¹⁰¹⁰. Le rouleau compresseur hitlérien s'est mis en route.

La population polonaise risque de mal réagir face à ces événements. En effet, les Polonais nourrissent de profonds ressentiments contre leurs anciens << maîtres >> germaniques¹⁰¹¹ explique Paul Bourson, faisant allusion au hakatisme qui visait à faire du "Polonais" un véritable hors-la-loi. Une lutte tenace et impitoyable fut menée du côté allemand à l'encontre de la Pologne, ce fut une véritable tentative d'extermination d'un peuple s'insurge le journaliste. Il cite le général von Hammerstein qui, avant la guerre mondiale, prétendait que les Polonais étaient des êtres inférieurs. Tout ceci a laissé des traces trop profondes dans les esprits et les coeurs pour qu'on puisse les faire disparaître grâce à un << coup d'éponge ou par la magie >> d'un accord, fut-il décennal. D'autre part, demande Paul Bourson, l'Allemand qui est resté en Pologne après 1918 peut-il oublier qu'il a été longtemps le maître et qu'il a commandé souverainement dans le pays ? << Ce serait mal le connaître et trop lui demander >>¹⁰¹². Les Allemands de Pologne avaient bien accueilli l'accord de 1934, mais, à peine un an après, toutes les associations germaniques de Pologne militaient contre le pays. << Certains agitateurs ne se gênaient pas pour annoncer le retour prochain de la Pologne au Reich ! >>¹⁰¹³.

La minorité allemande, manipulée par les associations, elles-mêmes soutenues par le III Reich, refuse le régime de Varsovie. L'antagonisme entre Polonais et Allemands de Pologne ou de Dantzig ne fait que croître, l'agitation se développe, les desseins hitlériens dans cette partie de l'Europe inquiètent les journalistes du *Messin*. L'accord de janvier 1934, sur lequel tant d'espoirs ont été fondés, risque de ne pas tenir les

¹⁰¹⁰ *Le Messin*, 27 juillet 1936, "Quelle action nouvelle suivra l'emprise sur Dantzig ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

¹⁰¹¹ *Le Messin*, 24 novembre 1936, "Comment les polonais réagissent", Paul Bourson, 1^{ère} page.

¹⁰¹² *Le Messin*, 24 novembre 1936, "Comment les polonais réagissent", Paul Bourson, 1^{ère} page.

¹⁰¹³ *Le Messin*, 24 novembre 1936, "Comment les polonais réagissent", Paul Bourson, 1^{ère} page

dix années prévues initialement, et ce d'autant plus que violences et propagandes nazies se développent aisément à Dantzig.

Frédéric Certonciny annonce en novembre 1937 que le parti national-socialiste de Dantzig a réussi à éliminer par la violence et les attentats tous les partis d'opposition (comme dans l'Allemagne des années 1933-1934), si bien qu'il est en mesure d'établir une dictature sur le modèle hitlérien, de couper tout lien économique et politique avec la Pologne, enfin de permettre le rattachement à l'Allemagne, l'objectif final d'Albert Forster, chef des nazis dantzicois¹⁰¹⁴. Or les liens entre la cité portuaire et la Pologne ont été définis par la convention de Paris du 9 novembre 1920 et l'accord de Varsovie du 24 octobre 1921, sur la base du Traité de Versailles. Tant que les droits et les intérêts polonais (traitement de la minorité polonaise, accès polonais à la mer par le port de Dantzig) n'étaient pas affectés, le gouvernement polonais n'avait aucune raison d'intervenir, mais désormais, la situation a évolué. Que réserve l'avenir s'inquiète Frédéric Certonciny ?

Probablement de grosses difficultés, et c'est à Genève de les régler, la SDN garantissant l'unité administrative de Dantzig. En cas de défection de la Société, Berlin aurait les mains totalement libres et ce serait la fin du Traité germano-polonais de 1934¹⁰¹⁵. Le directeur du *Messin* envisage le pire en cette fin d'année 1937. La tension s'est accentuée, les incidents se sont multipliés, Dantzig est une ville où tout peut s'accélérer d'un moment à l'autre. Qui pourrait apaiser le volcan encore éteint mais plein de lave bouillonnante, qu'est devenue la ville libre, l'espoir ne peut venir que du Reich. L'Allemagne, à sa guise, peut allumer ou éteindre les incendies, au gré de la politique de son "Führer".

¹⁰¹⁴ *Le Messin*, 6 novembre 1937, "Attention d'abord à Dantzig", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½, photographie de Goebbels.

¹⁰¹⁵ *Le Messin*, 6 novembre 1937, "Attention d'abord à Dantzig", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½, photographie de Goebbels.

3. Un signe d'apaisement.

Un accord de principe (novembre 1937) a été conclu entre les deux pays à propos de leurs minorités nationales respectives. La raison politique, nous dit Charles Ritz, l'a encore une fois emporté sur le sentiment, et bien que l'accord soit loin d'être populaire, il existe, il met fin à un danger pour le Traité de 1934¹⁰¹⁶. L'Allemagne et la Pologne veulent vivre, officiellement du moins, en bons voisins. Elles ont prévu les voies et moyens juridiques pour régler tous les conflits des minorités, elles veulent poursuivre la politique de rapprochement.

Ainsi, la Pologne continue à assurer sa propre sécurité que l'alliance avec la France ne suffit plus à garantir. L'abbé-journaliste semble se satisfaire de cet accord de principe qui, compte tenu des derniers développements, facilite la dédramatisation de l'opposition germano-polonaise. En est-il vraiment pour autant rassuré ? Ses déclarations ne nous éclairent pas sur ce point. Combien de temps durera le statu quo ? Aucune réponse, pas de pronostic, pour une fois, du fameux analyste politique du *Lorrain*.

Frédéric Certonciny se penche aussi sur cet accord de principe et le commente. Il commence par préciser qu'il ne s'agit ni d'un Traité, ni d'une ratification, mais seulement d'un accord rendu public, que les deux États vont faire respecter dans leurs pays¹⁰¹⁷. Il est question de déclarations publiées simultanément à Varsovie et à Berlin, au sujet de la sauvegarde des droits des deux minorités. 750 000 Allemands vivent en Pologne pour 1 500 000 Polonais dans le Reich. Les droits des Allemands en Pologne sont suffisamment garantis par le texte des lois constitutionnelles, tandis que pour les Polonais d'Allemagne, ce sont justement les lois du pays qui présentent le plus grand danger.

¹⁰¹⁶ *Le Lorrain*, 9 novembre 1937, "Une entente germano-polonaise dans l'épineuse question des minorités", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰¹⁷ *Le Messin*, 15 novembre 1937, "Comment la Pologne et l'Allemagne ont réglé la question des minorités nationales", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

L'État totalitaire, explique le journaliste averti, cherchant à supprimer toute particularité individuelle, ethnique ou religieuse.

Voilà pourquoi les Polonais souhaitent obtenir que certaines lois telles que la propriété rurale héréditaire, le service du travail obligatoire, les organisations de la jeunesse..., ne soient pas applicables à la minorité polonaise en Allemagne. Pour la première fois le gouvernement de Berlin atteste l'existence de la minorité polonaise et garantit aux Polonais vivant dans le Reich, la jouissance des mêmes droits, des mêmes possibilités de développement culturel et économique que celles qui sont reconnues aux Allemands résidant en Pologne¹⁰¹⁸. L'administration allemande, s'étonne Frédéric Certonciny, reçoit donc des directives précises relatives à la manière de traiter la population polonaise du Reich. Ce qui représente pour le journaliste une démarche fondamentale et rarissime dans un Empire en construction et en route vers le totalitarisme, c'est à dire vers la négation de tout particularisme (religieux, social, culturel ...).

D'autre part, les appréhensions polonaises au sujet de Dantzig s'amoindrissent bien que la propagande nationale-socialiste y soit devenue générale. C'est un deuxième sujet de satisfaction. Mais, sous-entend le directeur politique du *Messin*, cette concession allemande inattendue n'est-elle pas faite seulement pour affaiblir la vigilance du gouvernement polonais, l'amadouer en quelque sorte et finalement récupérer Dantzig et son corridor ? Ou alors, peut-on se demander, ne serait-ce pas un échange politique, Dantzig contre le respect de la minorité polonaise d'Allemagne ? Cette dernière est reconnue, protégée, mais demain, en cas de litige sérieux à propos de la ville libre, ne serait-elle pas otage du Reich ? Frédéric Certonciny ne pousse pas son raisonnement jusque là. Les informations doivent lui manquer.

L'Allemagne, dès 1933, a posé le problème de la ville de Dantzig sous administration autonome et libre. Tout comme pour l'Autriche d'Engelbert Dollfuss, la propagande nazie réclame le retour de l'ancienne

¹⁰¹⁸ *Le Messin*, 15 novembre 1937, "Comment la Pologne et l'Allemagne ont réglé la question des minorités nationales", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

ville prussienne sous les bons auspices du gouvernement hitlérien de Berlin. Comme pour les affaires autrichiennes ou tchécoslovaques, la presse messine de langue française s'inquiète et suit les événements de très près. L'Allemagne impose une véritable tension politique en Europe sur ce sujet, elle est ressentie dans les articles des quotidiens mosellans.

Lucides en face du problème, conscients des risques (économiques) encourus par la Pologne en cas de perte du débouché dantzicois, Frédéric Certonciny, Paul Bourson, et Charles Ritz sont sensibles aux possibilités de déclenchement d'un conflit. Leur joie à chaque signe d'apaisement germano-polonais en est la preuve. La question de Dantzig et du Corridor est une véritable plaie dont l'Allemagne expansionniste n'est pas prête à faciliter la cicatrisation.

La marche à la guerre s'est-elle enclenchée à propos de Dantzig et les journalistes messins, si clairvoyants par instant, croient-ils sincèrement au déclenchement d'une guerre ? L'année 1939 nous apporte les réponses à ces interrogations.

II. 1939, l'année de tous les dangers.

1. La presse messine et l'attitude anglaise.

L'Angleterre, si conciliante (trop selon les journalistes messins) à l'encontre de l'Allemagne hitlérienne et de ses appétits territoriaux avant le 15 mars 1939 et l'occupation de Prague, change brusquement de politique.

Pour la première fois, le Reich n'a pas assujetti une population pouvant se réclamer de l'ethnie germanique, comme ce fut le cas des Autrichiens de Seyss-Inquart ou des Sudètes de Konrad Henlein. *Le Messin* et *Le Lorrain* remarquent aussitôt le changement de ton anglo-saxon. << M. Chamberlain déclare que l'Angleterre défendra l'indépendance polonaise >> titre *Le Messin* du 1^{er} avril 1939 en première

page à côté d'une photographie du Premier britannique. << Si l'indépendance polonaise était mise en danger, la Grande-Bretagne et la France interviendraient immédiatement >> a déclaré Neville Chamberlain aux Communes le 31 mars 1939, rajoute encore *Le Lorrain*. Le danger allemand est de plus en plus grand, la réaction anglaise est à la mesure, les journaux messins en font leur "Une" du 1^{er} avril.

Le gouvernement de Londres ne reculera pas explique Henry Godmard. Le Reichsführer doit savoir qu'à dater d'avril 1939, l'ère des conquêtes pacifiques est terminée¹⁰¹⁹. Il ne lui suffira plus de faire étalage de sa puissance militaire. Il devra la mesurer avec celle de la nouvelle coalition composée de la Pologne, la France et l'Angleterre.

Dans ces conditions, << l'Allemagne osera-t-elle tirer l'épée ? >>. La joie du *Messin* apparaît clairement. Enfin, l'Angleterre à compris la menace que représente le III Reich. Elle réagit en conséquence. La France ne sera plus seule en face des prétentions hitlériennes. Le 6 avril, Neville Chamberlain dont les photographies à la "Une" des journaux n'en finissent pas de paraître, après une visite du colonel Beck à Londres, annonce que la garantie donnée le 31 mars à la Pologne sera remplacée par un Traité d'alliance. Il s'agit, explique la rédaction du *Messin* le 7 avril, d'un accord d'assistance mutuelle en cas de guerre¹⁰²⁰. La satisfaction des journalistes du quotidien est tout de même altérée par l'invasion subite de l'Albanie. Les forces italiennes, dès le 7 avril, ont débarqué à Durazzo. L'Albanie, sans armée, ne résistera pas longtemps. Une nouvelle fois un pays fasciste se permet de faire parler les armes et la violence pour aboutir à ses fins.

Ce coup de force était concerté entre l'Italie et le Reich indique Henry Godmard, il a pour but d'intimider la Yougoslavie, la Pologne

¹⁰¹⁹ *Le Messin*, 4 avril 1939, "Le déplacement des pièces sur l'échiquier européen", "La voie n'est plus libre à l'expansion germanique vers l'Est", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

¹⁰²⁰ *Le Messin*, 7 avril 1939, "M. Chamberlain expose à la chambre des communes l'accord anglo-polonais", 1^{re} page, photographie de Chamberlain.

et la Roumanie dans leur désir naturel de rapprochement avec l'Angleterre. L'invasion de l'Albanie est la riposte à l'accord d'assistance mutuelle anglo-polonais. À la fois une riposte et un avertissement¹⁰²¹. La meilleure réponse à cette nouvelle agression de l'Axe, écrit l'auteur, se trouverait dans l'établissement du service militaire obligatoire en Angleterre. Cette décision aurait plus d'efficacité dissuasive que toute autre mesure.

Le journaliste messin sera entendu courant avril, le Premier ministre de Sa Majesté annonçant aux communes la décision du gouvernement d'introduire la conscription en Grande-Bretagne. Prochainement 600 000 jeunes hommes seront sous les drapeaux, si bien que le Reich ne pourra plus compter sur sa supériorité numérique¹⁰²². D'autre part, ce geste redonnera du courage aux petites Nations européennes susceptibles de servir de proie aux deux "superpuissances" allemande et italienne. **<< Si réellement Hitler voulait la guerre, il a laissé passer l'heure. Maintenant, il est trop tard >>** écrit Henry Godmard.

Pour *Le Républicain Lorrain*, la conscription anglaise représente une augmentation très considérable du potentiel militaire des États pacifiques¹⁰²³. **<< L'équilibre européen est un équilibre de forces, la décision anglaise a le double effet d'augmenter directement le poids britannique et indirectement, de confirmer dans leur volonté de résistance les pays qui se sentent menacés par l'Allemagne >>**. En dehors de la portée matérielle de la décision prise, la portée morale est, à elle seule, un grand événement. Il y a abandon, de la part des Britanniques, de traditions séculaires. C'en est fini des hésitations, des incertitudes quant à la possibilité d'une intervention armée. **<< Il est évident à présent, que l'Angleterre ira jusqu'au bout >>**¹⁰²⁴

¹⁰²¹ *Le Messin*, 8 avril 1939, "Un coup de force italien contre l'Albanie", "La riposte à l'accord anglo-polonais", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁰²² *Le Messin*, 27 avril 1939, "M. Chamberlain annonce aux Communes la décision du gouvernement d'introduire la conscription en Grande-Bretagne", Henry Godmard.

¹⁰²³ *Le Républicain Lorrain*, 28 avril 1939, "Un atout décisif", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

¹⁰²⁴ *Le Républicain Lorrain*, 28 avril 1939, "Un atout décisif", RL, Éditorial, 1^{ère} page.

Pour Henry Godmard, tout risque de guerre, à cette date, semble écarté. L'engagement formel et concret de la Grande-Bretagne aux côtés de la Pologne empêchera le Reich de continuer ses conquêtes. Adolf Hitler serait inconscient de tenter un nouveau coup de force. L'évolution de la politique anglaise à l'encontre de l'Allemagne enchanterait la presse messine, angoissée d'imaginer la France seule en conflit contre les deux Empires allemand et italien. Neville Chamberlain a ouvert les yeux sur la réalité des objectifs germaniques, il adopte une position ferme et rigoureuse et se pose en allié de la Pologne, de la France puis de la Roumanie et de la Grèce, enfin en mai, de la Turquie. Henry Godmard n'émet de réserve que sur la possibilité d'une alliance anglo-franco-russe. L'Angleterre recherche l'appui de l'URSS. Or, explique-t-il, l'URSS représente pour certains États un danger plus grand que le nazisme. La menace bolchevique pèse sur l'Espagne, la Finlande, les Pays Baltes. Cette situation crée un malaise international bien difficile à dissiper et dont la diplomatie des gouvernements autoritaires sait tirer parti avec habileté¹⁰²⁵. La preuve en est la signature de Pactes entre le Reich, l'Estonie et la Lettonie. De son côté, Rome cherche un accord avec Franco. Ce serait un coup dur porté à la France et à l'Angleterre si l'Italie réussissait. Gibraltar serait alors menacé, les troupes franquistes sur les Pyrénées et les routes maritimes franco-marocaines s'en trouveraient incertaines. Un rapprochement anglo-soviétique n'est donc pas souhaitable.

Le journal de la rue des Clercs est toujours aussi réticent à l'encontre du bolchevisme. Ce danger lui semble au moins aussi grand que celui du nazisme hitlérien. Les démocraties ne devraient compter que sur elles-mêmes et ne pas risquer de se jeter dans les bras d'un autre système totalitaire.

Comme nous venons de le constater, l'année 1939 a provoqué un grand changement politique en Angleterre, mais également dans toute l'Europe. Que ce soit dans les domaines diplomatique ou stratégique, d'ailleurs étroitement liés, 1939 représente une période

¹⁰²⁵ *Le Messin*, 16 juin 1939, "Une ombre sur les négociations anglo-franco-russes", Henry Godmard, Editorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

d'intense activité et de bouleversements importants qui facilitent la compréhension des événements tragiques de septembre. C'est cette évolution "diplomatico-stratégique" que nous allons étudier à présent.

2. La diplomatie européenne présentée dans les journaux messins.

Henry Godmard qui s'est imposé au *Messin* comme éditorialiste aux dépens de Frédéric Certonciny, titre le 11 avril 1939 en première page : << Où éclatera la prochaine bombe ? >>. Il y a eu la Sarre en 1935, la Rhénanie et l'Éthiopie en 1936, l'Autriche en 1938, la Tchécoslovaquie en mars 1939, l'Albanie en avril 1939, à qui le tour ?

C'est précisément ce qui rend la situation difficile pour les démocraties, se retrouver dans l'obligation de surveiller simultanément tous les points menacés, sans savoir où les dictatures porteront leur prochain coup. Celles-ci ont l'avantage de la surprise, leurs "guides" peuvent choisir l'endroit le plus vulnérable et surgir là où on les attend le moins. Pologne, Yougoslavie, Roumanie et Hongrie sont les Nations menacées. La raison principale en est la volte-face du gouvernement polonais, qui s'est rapproché de l'Angleterre. D'autres pays comme la Roumanie ou la Yougoslavie pourraient être tentés d'opérer le même revirement. << Cette trainée de poudre peut sauver la paix du monde >> écrit Henry Godmard optimiste... Pourquoi pas ?

Son analyse est la suivante. Il est un fait accompli que, jusqu'alors, les Nations conquérantes ne se sont jetées que sur les faibles. Elles ont recherché des succès faciles contre des adversaires sur lesquels elles avaient une supériorité écrasante. << Maintenant, il faudra courir ses risques et acheter la victoire à un prix peut-être au-dessus de leurs moyens >>¹⁰²⁶. C'est cette idée qui prévaudra au *Messin* en avril 1939. Adolf Hitler ne risquera pas de perdre tout son Empire en déclenchant une

¹⁰²⁶ *Le Messin*, 11 avril 1939, "Où éclatera la prochaine bombe ?", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

guerre européenne. Fermeté anglaise, service militaire, garantie donnée aux petits États européens, face à une telle union et à une aussi grande détermination, l'Axe Rome-Berlin hésite. Par ailleurs, la rédaction du *Messin* parle de malaise italo-allemand. Consécutivement à l'accord anglo-turc, l'esprit de conciliation s'est emparé des régimes autoritaires, assagis momentanément¹⁰²⁷. Cet accord a désagréablement contré la politique des deux dictateurs. L'équilibre Méditerranéen est bouleversé. Ne parlons pas d'encerclement de l'Axe, insiste Henry Godmard, il ne s'agit que d'une ligne dans laquelle affluent, l'une après l'autre, les Nations menacées par la tentative d'hégémonie allemande. Pour *Le Lorrain*, à Ankara la diplomatie anglaise l'a emporté malgré les promesses politiques et économiques allemandes. La Turquie paralyserait si nécessaire la Bulgarie et la Roumanie en cas de conflit. D'où l'intérêt certain de cet accord¹⁰²⁸.

De plus, l'Axe s'inquiète de la cristallisation autour du noyau roumain-polonais, des pays balkaniques¹⁰²⁹. La Yougoslavie pourrait s'en rapprocher. Quant aux Scandinaves, ils ont décliné l'offre de Pacte de non-agression proposé par le Reich et souhaitent garder leur liberté en cas de conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre¹⁰³⁰. << **On sait ce que valent, aux yeux des Allemands, les Pactes de non-agression >>¹⁰³¹**. Revenant sur les deux Pactes signés à Berlin par la Lettonie et l'Estonie, Henry Godmard estime que les deux États ont cédé à la pression allemande en déclinant l'offre de garantie de l'Angleterre et de la France. Il est normal d'envisager un effort de l'Allemagne en direction du Nord-Est après avoir fait sauter l'obstacle de Dantzig et du couloir, objet des préoccupations les plus proches. De toute manière, les Pactes, l'Allemagne en fait ce qu'elle

¹⁰²⁷ *Le Messin*, 18 mai 1939, "Le malaise italo-allemand", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰²⁸ *Le Lorrain*, 20 juin 1939, "Où en est la politique extérieure du Reich ?", BQ, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰²⁹ *Le Messin*, 18 mai 1939, "Le malaise italo-allemand", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰³⁰ *Le Messin*, 18 mai 1939, "Le malaise italo-allemand", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰³¹ *Le Messin*, 8 juin 1939, "Autour du pacte anglo-soviétique", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

veut. Peuvent être cités en exemple les Traités signés avec la Pologne et concernant la Tchécoslovaquie. En outre, le Reich avant de s'engager émet la réserve selon laquelle il a le droit de conserver des rapports, notamment économiques, avec la tierce puissance auteur de l'agression, ce qui amoindrit l'intérêt de tout accord de non-agression¹⁰³².

Pour *Le Lorrain*, c'est aux garanties anglo-françaises que la Pologne et la Roumanie doivent d'avoir été sauvées l'une de l'invasion, l'autre d'un état de vassalité. La Pologne, en aucun cas ne se laissera manipuler par des moyens pacifiques. En cas d'agression allemande, comme en Tchécoslovaquie le 15 mars, c'est la guerre générale assurée¹⁰³³.

Le risque d'une déflagration européenne est bien ressenti et exprimé au fil des mois.

Il en est de même du bras de fer germano-britannique. L'Allemagne, déclare *Le Lorrain*, recherchera peut-être, sous la pression des généraux et de Joachim von Ribbentrop une entente avec l'URSS en cas d'échec des négociations anglo-soviétiques (*Le Lorrain* anticipe bien, même après le décès de Charles Ritz début 1939).

Bras de fer également en Roumanie, l'Allemagne y veut les puits de pétrole. Les démocraties souhaitent aider les Roumains à se défendre efficacement et en cas de nécessité absolue, à détruire les puits.

D'autre part, Adolf Hitler sait qu'il se pourrait que la Grande-Bretagne se batte pour Dantzig afin de maintenir l'équilibre européen. L'Allemagne attend donc une faiblesse : une révolution bolchevique en France, une crise financière en Pologne consécutive à la mobilisation permanente des troupes. L'un de ces phénomènes pourrait être le signal d'une attaque allemande. En conséquence, le Reich consolide ses frontières, française et polonaise, stocke matières premières, vivres et

¹⁰³² *Le Messin*, 8 juin 1939, "Autour du pacte anglo-soviétique", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

¹⁰³³ *Le Lorrain*, 20 juin 1939, "Où en est la politique extérieure du Reich ?", BQ, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

ravitaillements, et encourage l'éclosion d'une mentalité guerrière dans la population en présentant les puissances occidentales comme agressives, impérialistes, encerclant progressivement l'État nazi (Grande-Bretagne, France, Pologne, Grèce, Turquie, Roumanie).

Le gouvernement hitlérien va donc chercher à consolider ses positions à l'extérieur¹⁰³⁴. En Espagne, l'armée nationaliste de Franco est pro-allemande et les fonctionnaires du Reich sont présents dans les administrations civiles : chemins de fer, arsenaux, commerce, industrie, presse, propagande, éducation et l'armée. De même une mainmise s'est établie sur l'Italie avec des représentants d'Adolf Hitler dans tous les ministères, dans l'industrie, les transports. L'Italie mussolinienne n'a plus de volonté propre, elle est, presque autant que l'Espagne, sous la domination germanique. La population espagnole n'apprécie pas cet état de fait, elle doit le subir ; le peuple italien est contre la guerre, mais Rome suivra l'Allemagne en cas de conflit.

C'est la description que donne *Le Lorrain* de la situation politique internationale en juin 1939.

L'Europe assiste à une lutte d'influence entre l'Angleterre et l'Allemagne qui se partagent les petits États, arment frénétiquement, se préparent à une guerre éventuelle à laquelle personne ne veut croire, mais qui se présente comme plus probable de jour en jour. La presse messine observe avec angoisse et réalisme cette évolution. Elle est partagée entre espoir de paix et scepticisme certain. Le problème polonais, pense-t-on, sera résolu dans un avenir proche, au plus tard pour le mois de septembre. L'Allemagne n'a, quoi qu'il en soit, abandonné aucun de ses buts impérialistes. Ses objectifs immédiats sont concentrés dans l'Est et le Sud-Est européen, plus précisément en Pologne et en Roumanie¹⁰³⁵.

¹⁰³⁴ *Le Lorrain*, 20 juin 1939, "Où en est la politique extérieure du Reich ?", BQ, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰³⁵ *Le Lorrain*, 20 juin 1939, "Où en est la politique extérieure du Reich ?", BQ, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Pourquoi la Pologne ? Paul Durand nous répond.

Dantzig est une nécessité vitale pour Varsovie du point de vue économique. C'est une ville libre où les Allemands vivent librement (plus que les Pragois protégés par l'Allemagne, précise Paul Durand) et s'administrent eux-mêmes. Adolf Hitler y cherche deux choses : un sujet de prestige et l'extension de son hégémonie dans l'Est européen. La Pologne se trouve sur son chemin¹⁰³⁶. Les annexions de l'Autriche, de la Bohème, de la Moravie, la mise sous tutelle de la Slovaquie, signifiaient l'encerclement progressif de la Pologne. Enlever Dantzig, c'est l'étouffement économique et militaire complet. **<< Hitler voit dans ce problème un instrument pour affaiblir son voisin, disloquer sa puissance militaire, et ensuite se retourner contre la France >>** conclut Paul Durand. Le rédacteur en chef du *Lorrain* conçoit clairement une menace directe contre la France. Dantzig est un problème d'importance européenne. Il ne faut souhaiter qu'une seule chose, une France et une Angleterre unies pour faire respecter un statut qui ne lèse pas les Allemands et rende justice aux Polonais¹⁰³⁷. **<< Pour nous, il suffit de savoir qu'en prenant fait et cause pour Dantzig, c'est finalement notre propre peau que nous défendons >>**. Voilà la réponse de Paul Durand à la lettre d'un lecteur qui s'interrogeait sur l'intérêt représenté par la ville libre pour la Pologne et pour la France.

Suite à cet exposé, il est utile de se demander quelle attitude ont adopté les journalistes face au problème précis de Dantzig posé par le III Reich. Ont-ils suivi leurs orientations d'avant mars 1939 ou ont-ils au contraire, modifié leurs opinions ?

¹⁰³⁶ *Le Lorrain*, 7 juillet 1939, "Dantzig et la paix", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1^{ère} colonne.

¹⁰³⁷ *Le Lorrain*, 7 juillet 1939, "Dantzig et la paix", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1^{ère} colonne.

3. Le problème dantzicois pendant l'année 1939.

Henry Godmard a du mal à se déterminer avec précision. Il oscille entre dédramatisation et crainte de la guerre. L'Allemagne fait beaucoup de bruit avant son coup de force sur Dantzig. En réalité, le Reich cherche à intimider les démocraties par ses déclarations tout en faisant de la ville libre une véritable place forte¹⁰³⁸. Le Chancelier allemand ne compte pas sur des succès militaires, il entend seulement maintenir le chantage à la guerre pour atteindre les buts qu'il poursuit¹⁰³⁹. Il place en permanence une épée de Damoclès au dessus des dirigeants européens. Le "Führer" réclame sans cesse un espace vital, dont l'extension est indéfinie et qu'il prétend indispensable au peuple allemand. Ou les démocraties le laissent faire, ou elles prennent la responsabilité d'ouvrir les hostilités. Voilà le dilemme devant lequel elles se trouvent placées. La politique des concessions n'a pas encore atteint ses limites extrêmes, du moins Adolf Hitler en est convaincu. De plus, l'opinion des milieux gouvernementaux allemands est que Neville Chamberlain ne voudra pas provoquer la guerre pour Dantzig¹⁰⁴⁰. Henry Godmard préconise aux démocraties de soutenir l'intransigeance polonaise en face des revendications allemandes. Surtout ne pas rentrer dans des négociations internationales perdues par avance. "Munich" a servi d'exemple et le journaliste en retient la leçon.

L'Allemagne hésite et hésitera à intervenir en Pologne. Elle y serait accueillie par des coups de canon, risquerait un conflit généralisé et toutes ses précédentes victoires se trouveraient remises en cause. En outre, en cas d'engagement des hostilités, l'Italie plus faible militairement que le Reich, serait plus vulnérable. Benito Mussolini aussi, a tout à perdre en cas de conflit étendu.

¹⁰³⁸ *Le Messin*, 4 juillet 1939, "L'épreuve des nerfs", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

¹⁰³⁹ *Le Messin*, 29 avril 1939, "Ce n'est pas la guerre !", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁰⁴⁰ *Le Messin*, 2 mai 1939, "L'Allemagne doit abattre son jeu""", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

L'idée générale au *Messin* est donc que la raison oblige les dictateurs à la modération et au calcul politique avant toute action.

Le Reich a proposé pour calmer la tension, d'organiser à Dantzig un plébiscite de manière à ce que les Allemands de la ville libre se prononcent sur leur sort. Compte tenu de la propagande nazie accrue, le résultat du vote serait favorable à l'Allemagne. La Pologne a donc répondu par la négative à cette proposition tout en conseillant à Adolf Hitler, pris soudainement de sympathie pour l'expression démocratique, de l'appliquer en Bohême et en Moravie¹⁰⁴¹.

Henry Godmard pense plutôt que Dantzig choisirait de rester libre, mais en se maintenant dans la communauté allemande. Le rattachement pur et simple ne tarderait pas ensuite à s'effectuer, au moment opportun. L'opération ainsi réalisée en deux temps, il serait difficile aux adversaires du Reich d'y trouver un motif suffisant pour entamer une guerre européenne¹⁰⁴². Passant sur cette affaire, car la proposition du Reich est hypocrite, Henry Godmard s'étonne surtout de l'absence de mesures destinées à empêcher les préparatifs belliqueux à Dantzig pourtant encore officiellement placée sous le contrôle de la SDN. Il réclame l'établissement de corps internationaux afin d'éviter les accrochages entre les volontaires dantzicois et l'armée polonaise. Ceci permettrait également de garantir la liberté de Dantzig sans intervention allemande, prétexte pris généralement par la propagande nazie avant d'envahir un pays, ironise l'éditorialiste¹⁰⁴³.

Le problème dantzicois ne se résout pas, la pression médiatique et militaire allemande s'intensifie, le gouvernement polonais reste intransigeant, au fur et à mesure que les mois passent, le litige semble sans issue pacifique possible. Le bloc "Paris-Londres" et ses alliés

¹⁰⁴¹ *Le Messin*, 2 mai 1939, "L'Allemagne doit abattre son jeu""", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

¹⁰⁴² *Le Messin*, 4 août 1939, "Pronostics fantaisistes", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

¹⁰⁴³ *Le Messin*, 4 août 1939, "Pronostics fantaisistes", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

semble déterminé, l'Axe Rome-Berlin tout autant, le spectre de la guerre s'approche lentement.

En cédant Dantzig, la Pologne renoncerait à ses droits reconnus, elle mettrait en péril sa propre survie. Ce serait une véritable abdication de sa souveraineté nationale, fournissant ainsi elle-même la corde pour l'étrangler. << Dantzig est le poumon de l'Allemagne >> a dit Frédéric II, roi de Prusse, *Le Lorrain* est du même avis. Alors quelle solution ?¹⁰⁴⁴

4. Le rôle de la France dans les débats européens.

<< Notre destin est de combattre >>, titre Paul Durand le 12 mai 1939 - il reprend cette idée de Charles Ritz - et pour emporter ce combat, il faut surveiller la frontière.

Paul Durand fait passer dans son éditorial un message de courage et d'union face au danger qui menace¹⁰⁴⁵. C'est une nécessité nationale que de se préparer à la guerre, d'empêcher les communistes de nuire à cette préparation en divisant le pays. La France doit se lancer dans une politique de réarmement intensif et d'alliances européennes. Le pays, non seulement doit se redresser, mais il lui faut fournir la preuve de la certitude de la durée de ce rétablissement national. Et ceci dans tous les domaines : économique, politique, militaire. Ce n'est qu'une fois cette preuve donnée que l'Axe aura plus de souplesse, que l'amitié italienne pour l'Allemagne sera moins grande, que Moscou aura moins de morgue et, tout en se sauvant, la France aura rétabli l'équilibre en Europe¹⁰⁴⁶.

C'est au travers d'une politique forte et engagée que le gouvernement atteindra ses objectifs de dissuasion face aux entreprises de

¹⁰⁴⁴ *Le Lorrain*, 12 août 1939, "Dantzig, de quoi s'agit-il ?", AS, 1^{ère} et 2^{ème} page.

¹⁰⁴⁵ *Le Lorrain*, 12 mai 1939, "Notre destin est de combattre", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁰⁴⁶ *Le Lorrain*, 22 juin 1939, "La France et l'équilibre européen", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

plus en plus périlleuses de Berlin et Rome. Le rédacteur en chef Paul Durand, tout comme son ancien directeur Charles Ritz, soutient la France dans cette direction. Les Mosellans peuvent reprendre confiance, avec une France et une Angleterre fortes, les dictatures ne se hasarderont à aucun écart.

Au *Messin* l'analyse n'est pas la même. La France se renforce, c'est une bonne chose, mais l'Axe n'est pas seul, il y a le Japon. Or, ces deux pôles totalitaires tiennent les deux démocraties en perpétuel état d'alerte. Dès que la tension faiblit sur un point du globe, immédiatement elle s'accroît sur un autre point, aussi éloigné que possible du premier. L'Axe Paris-Londres s'épuise en dispersant son dispositif de résistance, ce qui permet de provoquer l'incident prémedité là où il est le moins attendu¹⁰⁴⁷. Successivement la menace a pesé sur la Pologne, Gibraltar, Suez, la mer Baltique (Albanie), l'Asie Orientale (blocus de Tien Tsin par les troupes japonaises dans le but d'attirer, d'après Henry Godmard, les forces anglaises en Asie). En fin de compte, il ne s'est rien produit (sauf pour l'Albanie) de sérieux dans aucune de ces régions. Le but était de maintenir la pression et de disperser les forces démocratiques. Combien de temps, Français et Anglais tiendront-ils ce rythme sans s'affaiblir ? C'est la question que doivent se poser bon nombre de lecteurs du *Messin* en cette fin juin 1939.

5. Le risque de guerre est-il perçu par la presse messine ?

Le 6 avril 1939, *Le Lorrain* fait le point sur la situation internationale et ses perspectives. Tentative d'hégémonie européenne puis mondiale d'un côté, résistance affirmée et concertée de l'autre, autour de la Grande-Bretagne. Il ne s'agit pas de défendre uniquement l'indépendance du Royaume-Uni ou même la Pologne, mais comme nous l'avons vu, tous

¹⁰⁴⁷ *Le Messin*, 23 juin 1939, "Cruelle énigme", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page.

les États qui peuvent être menacés d'agression¹⁰⁴⁸. L'initiative reste bien sûr à l'Allemagne, il n'est pas question de l'attaquer (stratégie défensive de la France), ni même de l'encercler. Le "Führer" est seul à décider de ses actes, et, s'il décide un mouvement, quand et où il opérera. Mais, se demande l'éditorialiste, comment peut-il s'arrêter ? Il est poussé par les nécessités de prestige de toute dictature, et spécialement de la dictature nationale-socialiste, par la situation économique et financière du III Reich, la doctrine de *Mein Kampf* et celle des pangermanistes, enfin par l'existence de la Wehrmacht, instrument militaire qui a été forgé et dont il faudra bien se servir un jour. Si Adolf Hitler s'arrête, c'est l'écroulement du régime en perspective. Les risques d'une action allemande sont donc grands (ici *Le Lorrain* est en opposition avec *Le Messin* du 29 avril et du 2 mai 1939). Pour Adolf Hitler, il s'agira le moment venu, de "s'expliquer" définitivement avec la Grande-Bretagne et la France. << Ce jour paraît proche, l'explication sera difficile et son issue, pour les esprits pondérés qui existent encore outre-Rhin, est extrêmement douteuse >>¹⁰⁴⁹. Dans les circonstances présentes, les beaux discours parlementaires et diplomatiques seront d'une médiocre utilité. Ce qu'il est nécessaire de se procurer, c'est du matériel de guerre et non des rhétoriques, écrit pour sa part Henry Godmard¹⁰⁵⁰. Il estime qu'Adolf Hitler et Benito Mussolini reculeraient dans leur détermination de braver un conflit sérieux avec l'Empire britannique et la France, s'ils savaient qu'aux quatre bouts de l'Europe ils se heurteraient aux forces de la coalition. À ce moment précis, avec cette certitude, il est probable qu'ils manifesteraient une certaine hésitation. Mais les discours et autres messages de paix, tel celui du Président Franklin Roosevelt, ne sont pour les journalistes messins d'aucune utilité. Les dictatures y répondent toujours par la négative¹⁰⁵¹. L'Allemagne a organisé et orienté toute son économie en vue

¹⁰⁴⁸ *Le Lorrain*, 6 avril 1939, "La situation internationale et ses perspectives", signé XX (peut-être un général), Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

¹⁰⁴⁹ *Le Lorrain*, 6 avril 1939, "La situation internationale et ses perspectives", signé XX (peut-être un général), Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

¹⁰⁵⁰ *Le Messin*, 12 avril 1939, "L'heure des résolutions", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

¹⁰⁵¹ *Le Lorrain*, 17 avril 1939, "Au pied du mur", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

d'une politique de conquêtes, revenir à une politique normale est impossible écrit Paul Durand. Ce serait la réapparition du chômage, la fin du système de l'autarcie, << le peuple allemand s'apercevrait de ce que la prospérité mondiale pourrait lui apporter >>. Cela représenterait une perte de prestige, la perte des frères allemands d'Eupen et de Malmédy, de Dantzig, du Schleswig....

L'avertissement américain du 16 avril n'a en réalité guère plus d'importance que ceux proférés par la France et l'Angleterre auparavant¹⁰⁵². Paul Durand analyse dès le 29 avril la réponse d'Adolf Hitler au message américain. Le discours d'Hitler devant le Reichstag fut remarquable, << Il s'est surpassé >>¹⁰⁵³.

Il a manié en véritable virtuose l'ironie, la moquerie, l'indignation, << en véritable tribun, il a fourni une preuve nouvelle de sa merveilleuse connaissance de l'âme allemande >>. Le discours est d'une conception sans défaut, tout s'enchaîne et se superpose avec une apparence de logique qui ne peut que faire impression, estime l'éditorialiste. Adolf Hitler a dénoncé le Pacte naval anglo-allemand, l'accord polono-allemand, il a encouragé l'Italie dans ses prétentions, enfin, il a repoussé dédaigneusement la proposition du Président des États-Unis d'Amérique. La dénonciation de l'accord polono-allemand est une menace à peine déguisée. L'Allemagne veut la ville de Dantzig ; elle veut un passage par le corridor pour ses relations avec la Prusse Orientale.

¹⁰⁵² Franklin Roosevelt avait adressé un message personnel à Adolf Hitler et à Benito Mussolini, leur demandant de déclarer qu'ils ne commettraient pas, pendant les dix prochaines années, d'agression contre vingt-neuf Nations dont il donnait la liste. En cas de réponse favorable, il demanderait à tous ces États de souscrire à des déclarations semblables.

Cette démarche, où Franklin Roosevelt se donnait le rôle d'arbitre, ne pouvait qu'être mal accueillie par les dictatures. Mais il est fort probable que le Président américain n'escamptait aucun succès direct et avait surtout pour but d'éclairer les isolationnistes de son pays sur l'esprit agressif du "Führer".

La réponse allemande fut donnée par le grand discours qu'Hitler prononça le 28 avril devant le Reichstag. Il était lourd et menaçant et rejetait les propositions du Président Franklin Roosevelt (D'après J-B. Duroselle, "Histoire diplomatique de 1919 à nos jours", 10^{ème} édition, 1990).

¹⁰⁵³ *Le Lorrain*, 29 avril 1939, "Un orateur remarquable", "Un danger public", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

<< Hitler-pangermain. Hitler-messie : voilà l'homme qui ne croit pas en l'éternité des Traitées >> conclut Paul Durand¹⁰⁵⁴.

Face à un tel danger, la France n'a qu'une seule solution, se fortifier toujours davantage d'âme et de corps. **<< C'est Hitler qui reste le maître dans l'art de faire la guerre sans la déclarer. Cette politique d'encerclement dont il se plaint d'être la victime [...], il la pratique lui-même de maîtresse façon, en prenant pour objectifs la conscience et la bonne foi de ses interlocuteurs. Lorelei moustachue et bottée, il chante, flatte et dorlote. Il signe des engagements... puis opère quand il a suffisamment endormi ceux qui, de bonne foi, ont cru devoir lui faire confiance >>**¹⁰⁵⁵. Cette guerre imposée par le "Führer" du "Reich grand allemand" cherche une solution en usant les nerfs et en brouillant les données économiques du continent. Aucune confiance ne peut être accordée au gouvernement allemand, aucune discussion, négociation, concertation n'est possible. Le Chancelier-Président Hitler a un objectif, il avancera sans cesse pour l'atteindre, maintenant qu'il a la puissance incontestée des armes, les considérations politiques, morales ou humanistes ne l'arrêteront pas. C'est ce que nous dit Paul Durand, auquel Henry Godmard répond que le seul moyen de lutter est le réarmement de la France. Sur ce point, les deux journaux ont toujours été du même avis.

a. La course aux armements.

La course aux armements engagée en mars 1939 suite à l'intervention allemande en Tchécoslovaquie, ne pourra pas durer longtemps¹⁰⁵⁶. À un moment donné, l'un des concurrents devra s'arrêter. La machine économique, la production industrielle, n'ont pas une résistance illimitée. Avant de succomber sous le poids des armements, le plus

¹⁰⁵⁴ *Le Lorrain*, 29 avril 1939, "Un orateur remarquable", "Un danger public", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

¹⁰⁵⁵ *Le Lorrain*, 11 juin 1939, "Les deux guerres", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

¹⁰⁵⁶ *Le Messin*, 13 juin 1939, "Comment en sortira-t-on ?", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne 1/2.

handicapé tentera-t-il sa chance ou abattra-t-il son jeu avant la lutte ? C'est le risque encouru. La guerre se déclenchera lorsque le déséquilibre des forces militaires permettra de donner la quasi-certitude de la victoire au profit de l'un d'eux. Quand les Nations pacifiques auront atteint un degré de puissance tel que les Nations belliqueuses se sentiront vaincues d'avance, alors elles pourront mettre le marché aux mains des amateurs d'agression. Nul doute que ceux-ci s'empresseront d'entrer en conversation et qu'un accommodement sera soudainement possible¹⁰⁵⁷. Les pays totalitaires, rajoute Henry Godmard, comptent sur la lassitude des démocraties ou une crise d'importance en France pour voir le bloc Paris-Londres s'effondrer. Adolf Hitler, semble-t-il, attend les élections françaises de 1940. Cependant, il en profitera dès qu'il le pourra et, les journalistes messins l'admettent, la première occasion pourrait bien être la Pologne.

Entre juin 1939 et le 1^o septembre, l'opinion des deux quotidiens de la rue des Clercs marque une hésitation. Tantôt les éditorialistes croient en une intervention allemande, tantôt au contraire, elle leur paraît impossible car trop risquée pour le Reich (c'est surtout l'opinion du *Messin*). C'est cette évolution qu'il est intéressant d'observer à présent.

b. *La presse messine et la marche finale vers le conflit.*

Le Messin et *Le Lorrain* vont réagir différemment face au risque de guerre qui se précise. Comme nous venons de le constater, pour Henry Godmard du *Messin*, plus le temps passe moins il y a de possibilités sérieuses de voir l'Allemagne engager un conflit, car les démocraties réarment et Adolf Hitler perd ses certitudes. Au *Lorrain*, bien au contraire, les menaces de déclenchement d'une catastrophe européenne sont accueillies avec crainte et semblent malheureusement très crédibles (à l'exception de René Jager qui tente de rassurer ses lecteurs sur la

¹⁰⁵⁷ *Le Messin*, 13 juin 1939, "Comment en sortira-t-on ?", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

puissance militaire de Paris et Londres). Cette différence fondamentale dans l'interprétation des événements était à préciser avant de passer à l'étude plus détaillée des articles.

Le 27 juin, *Le Lorrain* annonce en titre qu'au début du mois d'Août, le Reich aura 1 400 000 hommes sous les drapeaux... et l'Italie 1 250 000. Ces chiffres déterminent la menace que représente concrètement l'Axe Rome-Berlin. Avant toute mobilisation générale, 2 650 000 soldats se heurteraient aux forces démocratiques. Cependant, Henry Godmard du *Messin* estime que les démocraties ne peuvent plus reculer. Si la menace dirigée contre la Pologne entraînait en voie de réalisation, automatiquement les troupes franco-britanniques seraient mises en action¹⁰⁵⁸. Le gouvernement allemand sait désormais que l'intimidation n'a plus de prise et que, par conséquent, son premier geste offensif provoquera le déclenchement de la guerre généralisée. << **On peut encore espérer qu'il reculera devant cette éventualité** >> pense Henry Godmard.

L'Europe est arrivée au point culminant, mettant les Nations dans l'obligation de trouver une issue pour sortir d'une période de tension qui ne peut se prolonger. << **Dans ces conditions, il faudra avant l'automne, ou bien risquer le grand coup, ou arriver à une entente de liquidation** >>. En résumé, ou bien c'est la guerre, ou alors un accord est conclu.

Cette entente, le gouvernement anglais essaie encore de la trouver par la négociation avec l'Allemagne. Tout espoir n'est pas encore perdu.

Il est à noter à ce stade, que les journaux messins parlent toujours en 1939 de la diplomatie anglaise, de l'intervention anglaise, des négociations anglaises. La France, même pour des journaux patriotes, compte beaucoup moins, elle suit l'Angleterre. Elle tente de réarmer, de rétablir l'union, de limiter l'agitation communiste, mais est à la remorque du gouvernement britannique en politique extérieure. L'avenir de l'Europe

¹⁰⁵⁸ *Le Messin* , 30 juin 1939, "La situation internationale", Henry Godmard, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne 1/2.

dépend de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, respectivement suivies par la France et l'Italie.

Le mois de juillet sera encore plus soulageant. Non seulement une chance du maintien de la paix subsiste, mais si réellement les chefs des États totalitaires avaient eu l'intention de déclencher la guerre, ils auraient été imprévoyants de tant tarder nous dit Henry Godmard¹⁰⁵⁹. Pour tenter la fortune ils auraient dû frapper vite et fort, en juillet 1939, ils ont laissé passer leur heure, la supériorité des forces, avec le réarmement anglais et français a changé de camp et cette supériorité, le journaliste la voit s'accroître sans cesse dans des proportions importantes. De risque de guerre, en réalité, il y en a de moins en moins. Adolf Hitler ne fait que tenter à nouveau le coup de septembre 1938. Il menace, mobilise, prépare le conflit, mais en fait il ne le veut pas. << **Ayant emporté un agneau la veille, le loup revient roder autour de la bergerie** >>¹⁰⁶⁰. Adolf Hitler souhaite peut-être, maintenant que les démocraties se renforcent, régler la question par un Traité. Un mauvais Traité vaut mieux qu'un guerre, même victorieuse se dit le "Führer". La difficulté est que cette fois-ci, les démocraties et la Pologne sont averties, elles ne céderont pas. D'autant plus, rajoute *Le Lorrain*, que l'Allemagne ne veut pas seulement Dantzig ou la Pologne. Elle ne veut pas seulement conquérir son espace vital, elle veut dominer le monde, ce que l'on appelle en allemand : Weltherrschaft, et à son seul profit. Après la Pologne, ce sera la France puis l'Angleterre...¹⁰⁶¹. Continuant à rassurer ses lecteurs, Henry Godmard explique encore que si réellement l'état-major allemand était à la veille des hostilités, il chercherait au moins à surprendre les démocraties et ne se donnerait pas tant de peine pour les alerter et les mettre en garde. C'est pourquoi, malgré l'inquiétude générale, le journaliste persiste à croire encore à la paix. L'Axe a provoqué le réflexe de l'encerclement, encerclement que *Le Messin* admet. Il est bien

¹⁰⁵⁹ *Le Messin* , 19 juillet 1939, "Tout n'est pas encore rose dans le programme germanique", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁰⁶⁰ *Le Messin* , 21 juillet 1939, "Médiation", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰⁶¹ *Le Lorrain* , 31 juillet 1939, "La guerre des nerfs", AS, Éditorial, 1^{ère} page.

embarrassé aujourd'hui et cherche à dissimuler son hésitation derrière une agitation stérile¹⁰⁶².

Le 12 août, René Jager complète cette idée du *Messin*. Certains prédisent une mobilisation prochaine et la guerre pour septembre 1939. L'éditorialiste du *Lorrain* n'est pas de cet avis. Depuis Munich, (où Adolf Hitler avait toutes les cartes en main pour déclencher un conflit), les choses ont changé¹⁰⁶³. Et mars 1939 a confirmé ces changements. L'Angleterre et la France réarment, les Anglais sortent 1 000 avions par mois avec une technique d'armement supérieure aux Allemands. La flotte britannique (Home Fleet) reste la première puissance navale du monde. En Méditerranée, avec la flotte française, toutes les aspirations sont vaines. Ajouter à cela, la mise en place de la conscription, l'Angleterre est devenue une véritable puissance militaire.

De son côté, précise René Jager, la France réarme, s'unit, suit son chef (Édouard Daladier, Président du Conseil). Un souffle de renaissance nationale déferle sur le pays. Sans oublier, bien évidemment, la ligne Maginot difficile à franchir pour les troupes nazies¹⁰⁶⁴. L'optimisme est donc de mise en ce mois d'août 1939. Le bloc Paris-Londres est fort, réarme énergiquement, l'Allemagne le sait, tout comme elle connaît la détermination des démocraties dans leur soutien à la Pologne.

La diplomatie anglaise à ce sujet, a été de qualité, précise René Jager, le rapprochement avec la France, la garantie donnée à la Pologne, l'accord avec la Turquie. Les armées turque et polonaise obligeraient l'Axe à combattre sur deux fronts. De plus, en cas de guerre l'apport nippon en Europe serait à peu près nul. L'Allemagne et l'Italie seraient seules, sans l'Espagne, sans les petites puissances neutres (Suisse, Belgique, Pays-Bas), sans les États balkaniques qui se méfient de

¹⁰⁶² *Le Messin* , 21 juillet 1939, "Médiation", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰⁶³ *Le Lorrain* , 12 août 1939, "Chances de paix, chances de guerre", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁰⁶⁴ *Le Lorrain* , 12 août 1939, "Chances de paix, chances de guerre", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

l'ogre allemand. En outre, les difficultés économiques, sociales et militaires grèvent le Reich, ce qui, selon René Jager, ne poussera pas Adolf Hitler à la guerre mais au contraire à tout faire pour l'éviter¹⁰⁶⁵.

Henry Godmard complète cette opinion en émettant l'idée que le "Duce" a quelques sujets de mécontentement. Dantzig faisant retour à l'Allemagne ne représente aucun avantage pour l'Italie, fatiguée de voir le Reich se servir et lui laisser << les os à ronger >>¹⁰⁶⁶. Benito Mussolini ne tient nullement à une guerre européenne qu'engendrerait un conflit germano-polonais. L'Italie n'a rien à gagner dans l'écrasement de la Pologne avec laquelle elle a entretenu les meilleurs rapports jusqu'à ce jour. Lorsque Benito Mussolini compare toutes les conquêtes "pacifiques" réalisées par le Reich à sa colonisation de l'Albanie, il doit trouver sa part bien maigre. Il n'a en effet obtenu ni la Corse, ni la Tunisie, ni le canal de Suez, ni Djibouti. Les relations entre Rome et Berlin pourraient en pâtir et finalement ne plus être si bonnes que cela. L'Italie suivrait-elle le Reich dans un conflit européen ? Ce n'est pas assuré. Quel gain pourrait tirer Benito Mussolini en faisant la guerre pour l'Allemagne ?

Le rêve de rupture entre Rome et Berlin est toujours présent au *Messin*. Cette alliance politique et militaire, depuis mai 1939, s'est faite au détriment de l'Italie. Combien de temps le gouvernement du "Duce" suivra-t-il la politique extérieure tracée par Adolf Hitler? Peut-être peu, c'est ce que souhaite Henry Godmard.

Malgré les efforts consentis en juillet et en août pour dédramatiser la situation et espérer vainement dans un règlement pacifique et juste du litige dantzicois, *Le Messin* continue à hésiter. Logiquement, il ne devrait pas y avoir d'autre issue en présence de l'attitude irréductible de la Pologne ouvertement soutenue par la France et l'Angleterre, qu'un

¹⁰⁶⁵ *Le Lorrain* , 12 août 1939, "Chances de paix, chances de guerre", René Jager, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

¹⁰⁶⁶ *Le Messin* , 12 août 1939, "Les faits du jour", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

recours à la violence¹⁰⁶⁷. Cependant, le Chancelier n'a, pour l'instant, commis aucun coup de force à l'encontre de la Pologne, il faut donc en conclure qu'il ne veut pas la guerre. Adolf Hitler se rend compte que l'agitation et la campagne d'exaction à laquelle il se livre depuis plusieurs semaines est, aux yeux du peuple allemand, hors de proportion avec le résultat à obtenir. La ville libre vaut-elle une guerre et des millions de morts ?¹⁰⁶⁸

La visite du docteur Burckhardt, haut commissaire de la SDN, au "Führer" démontre pour Henry Godmard un changement de tactique du Reich. << Le Führer agite maintenant le rameau d'olivier >>¹⁰⁶⁹. Mais, précise le journaliste, l'objectif reste le même - la prise de Dantzig - que ce soit par la force ou la négociation. Ou bien c'est la guerre, ou bien c'est "Munich". Dans les deux cas l'Allemagne y gagne.

Le 19 août, dans un article intitulé << Soyons circonspects >>, Henry Godmard refuse la perspective du retour à "Munich". Accepter de se rendre à une conférence, alors que les provocations se multiplient (incidents de frontières, propagande), que des millions d'Allemands sont appelés, sans motifs plausibles, sous les drapeaux, c'est presque se soumettre d'avance aux tentatives de chantage les plus éhontées.

Jusqu'à la veille de l'attaque allemande en Pologne, *Le Messin* et *Le Lorrain* restent dans l'expectative et espèrent le maintien de la paix. La guerre est évitable par la négociation, mais en aucun cas il ne faut un deuxième "Munich". Au moment de la signature des accords de Munich, les journalistes messins approuvaient l'action d'Édouard Daladier, parce qu'à cet instant précis les démocraties n'étaient pas assez fortes militairement pour défier le Reich. En 1939, la situation n'est plus la

¹⁰⁶⁷ *Le Messin* , 17 août 1939, "Le secret d'Hitler", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁰⁶⁸ *Le Messin* , 17 août 1939, "Le secret d'Hitler", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁰⁶⁹ *Le Messin* , 18 août 1939, "Les mobiles d'une intervention étrangère", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

même. Angleterre et France réarment de manière, justement, à ne plus vivre la même expérience. L'attitude de fermeté adoptée par la France et l'Angleterre est comprise et acceptée, en aucun cas la politique de Paris-Londres ne sera critiquée ou remise en cause. Refuser les prétentions allemandes, voilà l'attitude qui plaît à Paul Durand et Henry Godmard. Maintenant que les démocraties se sont unies et renforcées, elles peuvent tenir tête aux dictateurs.

Ou l'Allemagne cède, ou c'est la guerre. Mais pourquoi Adolf Hitler a-t-il tant attendu ? S'il souhaitait engager un conflit, ne l'aurait-il pas déjà fait ? C'est sur ces hésitations que Henry Godmard se fonde pour entrevoir un retrait de la position allemande. Face à la détermination des démocraties, l'Allemagne hitlérienne ne serait-elle pas en train de faiblir ? La population mosellane n'est pas aussi optimiste que le journaliste du *Messin*.

6. La population et le risque de guerre.

Les informations manquent pour définir avec précision l'attitude de l'ensemble de la population du département en face de la menace allemande.

En septembre 1938, les Mosellans étaient "munichois", en 1939, suivent-ils l'évolution des opinions de leurs journaux les plus importants ? En résulte-t-il de la panique, un surcroît de patriotisme ou de sang-froid ? Il n'est pas évident de répondre à ce questionnement tant la documentation archivistique manque. Cependant, deux thèses se confrontent en ce début 1939, dans l'arrondissement de Sarreguemines.

Des nouvelles jugées tendancieuses circulent parmi les habitants de la commune est-mosellane. Suite à ces perturbations, le Président de l'Association de Commerce de Sarreguemines a envoyé une lettre au Président du Conseil Édouard Daladier (25 octobre 1938). Le contenu de ce courrier, sur lequel nous reviendrons, est assez négatif. Les griefs des Sarregueminois envers le gouvernement seraient nombreux.

L'affaire aurait pu en rester là, mais début 1939, d'autres rumeurs circulent à nouveau. Il se dit que les marins permissionnaires ainsi que les mobilisés de septembre 1938, pourraient être rappelés d'urgence. En résumé, la France serait sur le point d'ordonner la mobilisation générale¹⁰⁷⁰. Ces incidents démontrent bien la fragilité et la sensibilité de la population. De plus, la *Lothringer-Volkszeitung* le 12 janvier et l'*Elsaesser Kurier*, le 20, publient la lettre de Paul Muller, le Président des commerçants, et le 18, radio Sarrebruck, dans son émission "Grenz Écho", en citait des passages. La situation s'aggravait donc.

Les écrits de Paul Muller sont à diviser en 3 parties.

Dans un premier temps, il relate les perturbations d'ordre matériel qui ont touché ses concitoyens suite à la mobilisation de septembre 1938. 80 % des commerces ont dû fermer, les réquisitions (chevaux, voitures, marchandises) furent nombreuses. Il dénonce en outre l'absence de défense passive (masques à gaz, abris...). Il regrette encore le fait qu'en cas de nécessité, selon lui, l'évacuation de la population civile n'aurait pas pu se faire, faute de moyens¹⁰⁷¹.

Ensuite, il aborde les difficultés morales de la population. Les habitants situés entre la frontière et la ligne Maginot pensent se trouver dans une zone << sacrifiée >>. Au moment de la crise tchécoslovaque, ils se sont retrouvés en face du danger, en ont pris conscience, c'en est devenu une obsession. Globalement, un vent de panique soufflerait en Moselle. Il est une << nécessité impérieuse de redonner la confiance aux populations frontalières en leur assurant des garanties probantes >>¹⁰⁷².

¹⁰⁷⁰ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z19, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au sous-préfet de Sarreguemines, 24 janvier 1939.

¹⁰⁷¹ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z19, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au sous-préfet de Sarreguemines, 24 janvier 1939.

¹⁰⁷² Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z19, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au sous-préfet de Sarreguemines, 24 janvier 1939.

Ces garanties composent la troisième partie. Paul Muller réclame pour les commerçants une contre-valeur de leurs commerces en cas d'exode, ainsi que des refuges et moyens d'existence. Il faut également assurer emplois et salaires aux Mosellans et des moyens de transport pour un rapatriement rapide et efficace en France.

Inutile de préciser quels effets ont dû produire ces quelques lignes, une fois rendues publiques.

Le commissaire spécial de Sarreguemines, interrogé par le sous-préfet sur la véracité de l'état d'esprit sarregueminois, dément fortement les affirmations de Paul Muller, ainsi que l'exploitation qui en est faite par les journaux << autonomisants >>¹⁰⁷³. Il n'y a, selon la police spéciale, ni panique, ni crainte à Sarreguemines. Ces inquiétudes sont infondées. Les fausses rumeurs ne toucheraient que peu de personnes dans l'arrondissement, le Président de l'Association des commerçants serait tout simplement trop zélé. Celui-ci a d'ailleurs lancé une deuxième lettre au Président du Conseil le 14 janvier 1939, dénonçant la fausse rumeur selon laquelle la guerre serait pour le printemps. Il demande au gouvernement de prendre des dispositions afin d'éviter ce genre de situation¹⁰⁷⁴.

Il est difficile de trancher entre les propos de Paul Muller et les résultats de l'enquête du commissaire spécial de Sarreguemines. Des rumeurs existent certainement, ainsi qu'un sentiment d'inquiétude de la part de la population. Cependant, le commerçant a peut-être tendance à envenimer, aggraver la description des événements pour en tirer profit, notoriété, avantages. Les services de police sont fermes, il n'existe aucune panique au sein de la population qui, comme toujours, garde son sang-froid.

¹⁰⁷³ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z19, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au sous-préfet de Sarreguemines, 24 janvier 1939.

¹⁰⁷⁴ Archives Départementales de la Moselle, cote 26Z19, rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au sous-préfet de Sarreguemines, 24 janvier 1939.

Quoi qu'il en soit, cette affaire démontre un manque de quiétude, une fébrilité par rapport aux événements internationaux. Cette fois-ci, la guerre est peut-être au rendez-vous.

III. Les troupes allemandes en Pologne.

1. Les réactions du *Lorrain* et du *Messin*.

Les démocraties, sans céder à l'intimidation, ont affiché leur volonté de ne plus reculer devant un conflit devenu << inévitable >>¹⁰⁷⁵. Alors que les troupes allemandes entrent en Pologne, l'éditorialiste du *Messin*, fidèle à son habitude et non encore informé, estime qu'Adolf Hitler, malgré la force dont il a fait étalage, donne l'impression d'hésiter. << Je me garderai bien de me livrer à un excès d'optimisme. Je sais qu'un coup de folie est toujours possible, cependant je ne puis imaginer que le Führer engage une partie aussi périlleuse >>, écrit-il, avant de rajouter qu'à son avis, cette temporisation est une preuve de faiblesse ou de manque de courage dans les décisions. Mais il se méfie, il est toujours possible de se tromper dans des prévisions d'avenir, surtout lorsqu'il s'agit d'apprécier les réactions d'un homme aussi imprévisible que le "Führer". << Malgré tout >>, continue Henry Godmard, << Hitler préférerait un arrangement pacifique à un conflit armé. Naturellement, son jeu consiste à ne pas le laisser voir >>.

Quel aveuglement au *Messin*. La rédaction refuse toujours d'admettre la réalité des prétentions d'Adolf Hitler et de la détermination allemande.

Le 2 septembre, en première page, *Le Lorrain* annonce la nouvelle : << Sans déclaration de guerre, l'armée allemande a franchi la

¹⁰⁷⁵ *Le Messin* , 1^{er} septembre 1939, "Hitler piétine", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

frontière polonaise >>. L'incertitude de ces derniers jours a fait place à une dure réalité. << Par la volonté d'un individu qu'un fol orgueil a poussé jusqu'au crime, le canon parle depuis hier matin à l'Est de l'Europe. [...], Hitler a lancé ses troupes contre un voisin dont le seul tort est d'avoir réclamé son droit à la vie >>¹⁰⁷⁶. Telle est la sanglante réponse qu'Adolf Hitler a donné aux voix pathétiques qui, du Vatican, de Bruxelles, de Washington, adjuraient l'Europe de ne pas recourir à une guerre d'extermination. Paris et Londres, rajoute Paul Durand, ont eu raison de décréter la mobilisation générale, les Français sont unanimes autour du gouvernement. << Aucun État n'est dupe du procédé allemand [basé sur le mensonge et l'effronterie] et l'univers désigne dès maintenant le seul et unique criminel. Que les larmes et le sang d'une Europe qui se défend aillent hanter les nuits d'Attila ressuscité! >>¹⁰⁷⁷. Puis, en cette journée lugubre, Paul Durand s'adresse aux Lorrains. << Dans notre Lorraine frontière, où la notion du devoir a toujours été notre principe de vie, les coeurs et les volontés ne font qu'un pour servir la patrie >>. Le rédacteur en chef envisage clairement un conflit franco-allemand. Enfin, il met cette touche religieuse si chère au *Lorrain* , << [...] : nous combattons pour l'autel et pour le foyer, pour l'autel qui représente la civilisation chrétienne bafouée, pour le foyer, où nous conservons jalousement les plus nobles vertus de la patrie.

**Notre devoir, nous le ferons pleinement, jusqu'au bout,
pour qu'avec la France, vive la civilisation chrétienne >>¹⁰⁷⁸.**

Paul Durand juge la tâche des Mosellans clairement définie. Ce ne sont pas les Polonais que la France va défendre, c'est la liberté des foyers, la possession d'une terre << sacrée >>, tout un patrimoine dont les

¹⁰⁷⁶ *Le Lorrain* , 2 septembre 1939, "France... présents", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page.

¹⁰⁷⁷ *Le Lorrain* , 2 septembre 1939, "France... présents", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page.

¹⁰⁷⁸ *Le Lorrain* , 2 septembre 1939, "France ... présents", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page.

Lorrains sont les dépositaires responsables et qu'ils entendent léguer intact et sans tâche à leurs enfants¹⁰⁷⁹.

Le 3 septembre, à 11 heures, la Grande-Bretagne déclare la guerre au Reich, à 17 heures, la France fait de même.

<< Une grande épreuve est commencée >> titre *Le Messin* du 4 septembre. La France est en guerre, **<< Hitler vient de signer son propre arrêt de mort et celui de l'Allemagne >>**. Verax écrira pour sa part dans *Le Lorrain* du 5 septembre : **<< C'est un coup de folie, c'est la fin de l'Allemagne >>**.

Après avoir tant craint un conflit armé et tant espéré en une solution pacifique du problème dantzicois qui résidait dans un retournement allemand, la mobilisation générale et la guerre sont au rendez-vous. La presse messine de langue française fait face avec courage et abnégation, les journalistes cachent à merveille leur déception de voir la violence l'emporter sur la paix et appellent avec émotion à l'union de tous les Lorrains, de tous les Français pour lutter contre un ennemi commun. La victoire ne fait aucun doute, les réserves exprimées par le passé sur le manque d'armement, l'absence de politique extérieure française efficace, sont oubliées. Ce sont les dictatures qui sont en péril, pas les démocraties.

Le fait est là, brutal : c'est la guerre. **<< Le fol orgueil d'un aventurier de grand chemin a déchaîné l'horrible fléau et déjà la lutte fait rage sur plusieurs fronts >>**¹⁰⁸⁰. Un quart de siècle à peine après l'épuisante saignée de la dernière guerre, le monde est menacé de payer d'une nouvelle hécatombe et du meilleur de son sang le crime d'un **<< névropathe teuton >>**, comme l'appelle Louis Hennequin, nouveau directeur du *Lorrain*. Le choc qui s'engage début septembre ne vient pas à l'improviste, depuis des années, le régime nazi s'acharne à rendre **<< irrespirable >>** l'atmosphère européenne. **<< Avec une inconscience**

¹⁰⁷⁹ *Le Lorrain* , 3 septembre 1939, "La paix des coeurs", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page.

¹⁰⁸⁰ *Le Lorrain* , 5 septembre 1939, "Au service de la France", Louis Hennequin, Éditorial, 1^{ère} page.

totale et une morgue toute prussienne, son chef et ses acolytes ont jeté le défi à la civilisation chrétienne et si profondément humaine, qui a fait, des siècles durant, la grandeur de l'Occident >>¹⁰⁸¹. Pourquoi faut-il que les grandes démocraties occidentales n'aient opposé aucun barrage efficace à ce déchaînement de forces << sauvages >> ? << Les générations à venir leur pardonneront difficilement cette insouciance, ce manque de clairvoyance >> répond avec amertume Louis Hennequin.

<< La conflagration dont il [Adolf Hitler] a cru bon d'attiser les flammes, mettra rapidement le feu à l'Empire millénaire dont il se flattait d'être le fondateur >>. Fini les larmoiements, place désormais au patriotisme des Messins et des Mosellans. Tel pourrait être le nouveau mot d'ordre au *Lorrain*. Oubliées les erreurs politiques ou militaires du passé, il faut retrouver un moral de vainqueur. Le but du quotidien de la rue des Clercs est de motiver la population civile ainsi que de contribuer à soutenir les familles des mobilisés et à développer l'esprit patriotique. Maintenant que la France est en guerre, l'heure n'est plus aux regrets, aux réprimandes ou aux récriminations d'ordre politique mais à l'action.

Pour Henry Godmard, Adolf Hitler a fait une erreur. Il avait encore des gains à réaliser avant de confier les destinées de sa patrie au sort des armes. En allant à une nouvelle Conférence, il pouvait obtenir l'octroi de certaines concessions, auxquelles il se serait réservé d'en ajouter d'autres. L'appui soviétique l'a décidé à brusquer les choses. Le drame eut d'ailleurs seulement été reculé car depuis l'évacuation de la Ruhr, depuis Locarno et Thoiry, la guerre était fatale. **<< Dès lors que nous avions volontairement démuselé le fauve, il devait un jour ou l'autre se jeter sur nous >>¹⁰⁸².** Il ne reste plus aux Français qu'à tendre leurs volontés vers un objectif unique : la victoire. Adolf Hitler a reconnu que l'Italie ne le suivrait pas (toujours ce vieux rêve du *Messin*). L'Allemagne est livrée à

¹⁰⁸¹ *Le Lorrain* , 5 septembre 1939, "Au service de la France", Louis Hennequin, Éditorial, 1^{re} page.

¹⁰⁸² *Le Messin* , 6 septembre 1939, "Courage et confiance", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page.

elle-même, elle ne peut compter sur aucune aide extérieure, se réjouit Henry Godmard.

Quelle que soit, en effet, la puissance du Reich, il doit succomber un jour, ne fût-ce que par épuisement. «**Nous pouvons avoir confiance dans la bravoure de nos soldats et la valeur de nos généraux, pour résister aux furieux assauts qui vont être donnés à la ligne Maginot. [...]. Un crime aussi effroyable ne peut rester impuni, c'est pourquoi, avec l'aide de Dieu, nous triompherons**»¹⁰⁸³.

C'est bien le début de la guerre, qui n'est pas encore à proprement parler mondiale, mais qui met en présence les trois principales puissances économiques et militaires de l'Europe Occidentale. Ce qui était encore un spectre il y a quelques temps est devenu réalité.

2. L'avis du *Républicain Lorrain*.

Le 2 septembre 1939, *Le Républicain Lorrain* écrit : «**En cette heure, il ne reste plus qu'à abattre la malédiction de l'humanité sur la tête de celui qui, par sa folie, a déclenché le massacre**»¹⁰⁸⁴. L'auteur estime que jamais une guerre ne fut déclenchée aussi légèrement et futilement. «**La France sait que le peuple allemand, dans la mesure où il est convaincu, l'a été par le mensonge, et dans une large mesure ne suit que constraint et forcé des meneurs qui le mitrailleraient au premier signe de mécontentement**»¹⁰⁸⁵. Cette nouvelle guerre européenne, peut-on lire le 5 septembre, sera perdue par l'Allemagne. Elle l'a déjà perdue moralement, par sa «**perfidie, ses mensonges et son éternel esprit barbare**»¹⁰⁸⁶. Le journaliste conclut : «**L'histoire jugera.**

¹⁰⁸³ *Le Messin* , 6 septembre 1939, "Courage et confiance", Henry Godmard, Éditorial, 1^{re} page.

¹⁰⁸⁴ *Le Républicain Lorrain*, 2 septembre 1939, "Sans déclaration de guerre", "L'Allemagne attaque la Pologne", RL, Éditorial, 1^{re} page.

¹⁰⁸⁵ *Le Républicain Lorrain*, 2 septembre 1939, "Sans déclaration de guerre", "L'Allemagne attaque la Pologne", RL, Éditorial, 1^{re} page.

¹⁰⁸⁶ *Le Républicain Lorrain*, 5 septembre 1939, "Bulletin quotidien".

Dans le grand livre de l'histoire du monde, ce nouveau chapitre qui vient de débuter aura pour titre en lettres de sang : "la guerre d'Hitler". Hitler n'est point un homme. Hitler est un monstre, une sorte de bête de l'apocalypse, maudit par tous, femmes, enfants, vieillards, un monstre qu'il faut écraser... C'est sous le signe de ce serment que débute cette guerre >>.

3. La *Lothringer-Volkszeitung* et le début du conflit

La *Lothringer-Volkszeitung* accueille l'annonce de l'entrée des troupes allemandes en Pologne avec un catastrophisme compréhensible. << L'Europe en très grande détresse >> est le titre de l'édition du 2 septembre 1939. La rédaction du quotidien messin s'exprime sur 6 colonnes, ayant conscience que la France, cette fois-ci, remplira ses obligations envers son alliée polonaise. Une analyse pertinente et réaliste est présentée aux lecteurs mosellans.

Le Chancelier-Président Hitler n'a pas trouvé d'autre alternative pour sortir le peuple allemand de la situation dans laquelle il l'a mis avec 6 années de gouvernement nazi. La guerre extérieure au Reich est devenu inévitable. << C'est la pire issue pour le monde >>¹⁰⁸⁷.

Plusieurs constatations sont à tirer de ces 6 années hitlériennes. Avec une pré-méditation opiniâtre, Adolf Hitler s'est préparé à la guerre qui débute. Durant 6 ans, l'Allemagne a dépensé plus de 90 milliards de Reichsmarks (environ 1 200 milliards de francs de l'époque) pour les dépenses d'armements. Pour réaliser ses immenses équipements militaires, << que le monde n'a encore jamais connu à ce jour >>, le peuple allemand a dû travailler activement et souffrir de la faim.

¹⁰⁸⁷ *Die Lothringer-Volkszeitung* , 2 septembre 1939, "Frankreich wird seine Pflicht tun", "Europa in höchster Not", 1^{er} page, 6 colonnes.

Deuxième constatation, le combat mené par le régime nazi contre le bolchevisme, s'est révélé comme étant << le plus grand bluff de l'histoire mondiale >>. Cette lutte n'était rien d'autre, pour la rédaction de la *Lothringer-Volkszeitung*, qu'une couverture commode derrière laquelle le gouvernement du Reich se réarmait puissamment. Le Pacte germano-russe du 24 août 1939 a finalement montré au monde le vrai visage du national-socialisme.

Enfin, dernière conclusion, le gouvernement du III Reich a transformé en << infamie >> l'ancienne << fidélité allemande >> à ses engagements internationaux. Adolf Hitler a trahi sa parole pour la première fois en violant le Concordat de juillet 1933 signé avec la Pape. Toutes les assurances données les années suivantes, en ce qui concerne le respect territorial de la Pologne, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, étaient destinées à induire en erreur l'opinion mondiale et celles des peuples intéressés. Ainsi le "Führer" pouvait préparer sans crainte ses coups de force¹⁰⁸⁸.

Une guerre en Europe, avertit la *Lothringer-Volkszeitung*, et ainsi que le répète le Président Roosevelt, s'étendra au monde entier, y compris l'Amérique. << Mais parmi ceux qui seront le plus rapidement atteint, il faut compter notre Patrie, la France >>. Pour les semaines et les mois à venir, et après que le gouvernement ait pris la décision ultime d'entrer dans le conflit, chaque Mosellan fera son devoir et répondra à l'appel. << Nous savons ce que nous devons à la Nation et à notre Patrie >>. Le patriotisme des Lorrains n'est pas à remettre en cause semble rappeler le quotidien, tout en encourageant ses lecteurs à rester fidèles à la Patrie. Enfin, il termine sur une note plus positive : << Une chose est certaine, du chaos actuel naîtra un nouveau monde. Nous espérons avec confiance que ce monde réalisera l'idéal chrétien de justice et d'amour >>¹⁰⁸⁹.

¹⁰⁸⁸ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 2 septembre 1939, "Frankreich wird seine Pflicht tun", "Europa in höchster Not", 1^{er} page, 6 colonnes.

¹⁰⁸⁹ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 2 septembre 1939, "Frankreich wird seine Pflicht tun", "Europa in höchster Not", 1^{er} page, 6 colonnes.

Le journaliste parle bien du "chaos actuel", il prédit les pires catastrophes pour l'Europe et le monde, mais, en bon chrétien, espère la renaissance d'une humanité meilleure et plus juste. Désormais, il apprécie plus lucidement l'évolution de l'Allemagne depuis 1933. Le régime nazi ne visait, depuis le début, que la conquête territoriale. Ce qui explique les discours agressifs, le réarmement impressionnant, la propagande active, la sortie de la SDN... La *Lothringer-Volkszeitung* a compris la vraie nature du nazisme et ses ambitions, mais, comme pour le reste de la France, n'est-ce pas déjà trop tard ?

Conclusion générale.

Après le retour de la Moselle à la France en 1918, rattachement considéré comme logique et naturel par la presse messine de langue française, la population du département reste sensible aux événements et informations en provenance d'Allemagne. Le problème du paiement des réparations, l'occupation de la Ruhr puis son évacuation, la question sarroise, la politique de Stresemann, sont des sujets souvent abordés.

Avec l'arrivée du chef national-socialiste Adolf Hitler au poste de Chancelier d'Allemagne, qui entraînera la fin de la République de Weimar, l'intérêt des Mosellans pour la politique berlinoise, devient méfiance. Ils assistent au réarmement et à la remilitarisation du Reich, puis, impuissants, observent avec stupeur l'utilisation de la nouvelle armée allemande au bénéfice des ambitions hitlériennes. Le 16 août 1939, un journaliste du *Lorrain* expose la notion de "paix-guerre", qui consiste à envahir un pays voisin sans recourir à un conflit armé, mais en exerçant de fortes pressions politiques, diplomatiques et militaires. Cela implique des attaques politiques successives pour atteindre, par étapes, un but préétabli. Conjointement menée avec l'orchestration d'une série d'événements à l'intérieur de l'état visé (troubles sociaux, politiques, violences), cette méthode est d'une effrayante efficacité.

L'inquiétude grandit lorsque au travers des écrits de Jean Revire, Charles Ritz ou Frédéric Certonciny, il s'avère que l'armée française, et en particulier la marine et l'aviation, ne présentent pas toutes les assurances d'efficacité et de sécurité souhaitées. Dans ces conditions, comment répondre à la menace hitlérienne ?

Les journalistes qui perçoivent un risque de guerre dès l'avènement du régime nazi réclament, c'est une constante, le développement de l'armée française. Par contre, en ce qui concerne la politique d'alliances, leurs opinions sont plus fluctuantes. Tantôt ils recherchent l'amitié anglaise, tantôt une entente avec l'Italie (jusqu'en 1938). Quant à l'alliance russe, longtemps écartée, elle devient déterminante en 1939. Mais, peut-être suffirait-il de s'entendre avec le Reich ? C'est *Le Messin*, surtout, qui milite en ce sens de temps à autres à partir de 1934.

Au cours de cette période, un élément politique d'importance a troublé les journalistes du département. La victoire du Front Populaire et la mise en place du gouvernement Léon Blum, au milieu de l'année 1936. Désormais, la menace bolchevique semble plus présente, pour la presse de droite, que la menace nazie. La politique de Moscou et la III Internationale, la guerre d'Espagne, l'activisme communiste en France, représentent pour certains journalistes un deuxième danger contre lequel le peuple français doit réagir. C'est pourquoi, à partir de cette date, et bien que ce soit occasionnel, cette même presse fait preuve d'une certaine tolérance, voire d'indulgence envers le régime allemand jugé moins funeste que celui des soviets.

L'année 1936 marque en effet un grand tournant dans l'attitude des journaux mosellans de droite. La remilitarisation de la Rhénanie, l'inefficacité de la SDN pendant la guerre d'Éthiopie, la création en novembre de l'Axe Rome-Berlin, ont considérablement prouvé et renforcé la puissance politique et militaire du Reich, mais démontré la faiblesse des puissances démocratiques (France, Angleterre) et de la SDN. Dans le passé, ces quotidiens réclamaient des mesures, voire des interventions militaires contre le Reich (notamment pour faire respecter les clauses du Traité de Versailles). Désormais, la puissance allemande est trop grande, il vaut mieux négocier et entretenir de bonnes relations avec les principaux pays européens.

Lucides, mais influencées par une admiration du fascisme italien et une haine du communisme militant et du Front Populaire au

pouvoir, les rédactions messines du *Lorrain* et du *Messin* redoutent la montée en puissance allemande mais aussi la faiblesse diplomatique française, la contagion révolutionnaire bolchevique. Leurs prises de position sont souvent clairvoyantes, bien que parfois excessives.

Pris dans la tourmente d'une Europe qui succombe aux extrêmes, les commentaires politiques sont durs envers la démocratie, la République et le parlementarisme (seul *Le Républicain Lorrain* échappe à cette évolution). Les journalistes souhaitent-ils pour autant un changement de régime en France, l'instauration du fascisme ? Nous ne pouvons l'affirmer, tant la menace allemande qui s'accentue en 1938 les préoccupe et oriente leurs écrits vers la défense de la Patrie, le nécessaire développement des armements et l'opposition entre les régimes démocratiques (Paris-Londres) et les régimes totalitaires (Rome-Berlin).

Concernant la politique intérieure allemande, la violence du régime nazi est appréhendée à sa juste valeur. La mise au pas par des arrestations arbitraires, des détentions abusives et des assassinats, est décrite et dénoncée. La violence, valeur symbole et moyen de gouvernement du parti national-socialiste, est condamnée. Il en est de même de la lutte religieuse anti-catholique des autorités allemandes. Toujours sensibles aux questions religieuses la presse mosellane (de droite) suit attentivement les événements et, de manière périodique, dénonce le nouveau *Kulturkampf*. Le seul aspect regrettable est que cette même presse néglige l'antisémitisme hitlérien et la persécution accrue dont sont victimes les israélites du Reich.

La *Lothringer-Volkszeitung*, entre 1933 et 1935, fait exception. Elle ne dénonce pas l'Allemagne qui se nazifie, non plus les ambitions hitlériennes. Ce n'est qu'après le retour de la Sarre au Reich, que le journal de langue allemande change d'opinion. Les lecteurs du journal sont, en effet, directement touchés par la fin progressive des échanges économiques avec la Sarre (agriculteurs, commerçants). Celui-ci évolue alors dans un sens plus patriotique et finalement dénonce la politique hitlérienne.

Sur le plan de l'évolution du régime, le fait le plus remarquable est que pendant de longues années, la presse croit en une

mainmise de l'armée sur les agissements nazis. Ce n'est qu'après la crise de février 1938 que les journalistes prennent conscience de la prépondérance des décisions hitlériennes.

L'année 1938 marque à nouveau de nombreux revirements au *Messin* et au *Lorrain*.

Si la menace allemande s'accroît avec l'annexion de l'Autriche et la prise des Sudètes, Frédéric Certonciny et Henry Godmard du *Messin*, tout en réclamant le réarmement français, se montrent plus complaisants à l'égard du régime hitlérien. Celui-ci n'est pas jugé si mauvais. Il a eu des réussites en politique extérieure, économique, sociale et militaire. L'objectif de la France devrait être le rapprochement avec cette Allemagne si puissante et non pas de lui faire la guerre comme le voudrait le Front Populaire. Le journal va jusqu'à prétendre que dans *Mein Kampf*, Adolf Hitler ne veut pas la guerre avec la France, mais la paix ! À quoi est due cette évolution du *Messin* ? Il est difficile d'y répondre. L'influence de Frédéric Certonciny est évidente, sans que l'on sache déterminer s'il réagit par crainte de l'Allemagne et de son dictateur ou, au contraire, par fascination pour le régime hitlérien. Ce qui est plus que probable, c'est son opposition au communisme international et au Front Populaire. Pour lui, l'Allemagne nazie a su éviter l'écueil bolchevique, c'est ce qui compte. Il estime primordial d'éviter tout conflit armé avec le Reich. La France n'est pas prête.

Au *Lorrain*, des changements d'opinion apparaissent également en 1938. Jusqu'à cette date, Charles Ritz espérait un effondrement de l'Axe Rome-Berlin. À présent, cet espoir s'envole. Bien au contraire, l'Italie qui aurait pu contribuer au maintien de la paix en Europe en s'alliant à la France et à l'Angleterre, comme en 1915, a des prétentions territoriales en Afrique aux dépens des Empires français et anglais. Elle représente elle aussi, un danger. La seule alliée sûre de la France est donc l'Angleterre. Toutes les deux réarment (à partir de septembre 1938) et se préparent à une guerre éventuelle. Quant aux États-Unis d'Amérique, ils sont amis de la France. En outre, l'union morale des Français, tant réclamée par le quotidien mosellan depuis 1936, est en train de se réaliser.

Enfin, *Le Lorrain* confirme à ses lecteurs que l'Italie et la Hongrie sont bien désormais sous la vassalité de Berlin.

Une question d'un autre ordre anime les débats et alimente les éditoriaux des directeurs de journaux. Il s'agit de la volonté allemande de réunir dans le nouveau Reich toutes les populations de langue, de culture et de race germaniques. L'Alsace et la Moselle font partie des territoires convoités.

À chaque discours, à chaque intervention à ce sujet, *Le Lorrain* et *Le Messin* rétorquent imperturbablement par une affirmation sans faille. Les populations des territoires recouvrés sont attachées à la France, le retour de fait des trois départements à Paris en 1918 était logique, naturel et juste. Si accident il y a eu, c'est celui de la guerre de 1870-1871, du Traité de Francfort et de l'annexion des marches de l'Est au Reich de Bismarck. Aucune emprise autonomisante ou germanophile n'imprègne les écrits de ces journaux. Il en est de même du *Républicain Lorrain*.

Quant à la *Lothringer-Volkszeitung*, quotidien de langue allemande, bien que proche du mouvement autonomiste alsacien-lorrain des années 20, elle n'en marque pas moins également l'attachement de la population à la France. Elle n'en oublie pas pour autant les revendications d'ordres culturel ou linguistique qui la caractérisent. L'arrivée des nationaux-socialistes au pouvoir en 1933 et les premières mesures prises jusqu'en 1935, apparaissent ne pas déplaire à la rédaction du journal. Mais l'appétit territorial hitlérien, les persécutions des catholiques et les problèmes économiques consécutifs au retour de la Sarre au Reich, touchent le journal clérical qui modifie alors son opinion et se rapproche de la sorte du *Lorrain* et du *Messin* sur la question allemande.

Il apparaît nettement, au travers de l'étude de la presse mosellane et des sources archivistiques, que la propagande et l'influence allemandes dans le département, ne furent que minimes et que dans sa très grande majorité, la population se sent française et souhaite le rester. Il n'y a pas d'agitation pro-nazie, très peu de manifestations ou d'incidents pangermains. Les Allemands (souvent Sarrois) vivant dans le département,

n'ont pas d'activités politiques notoires et n'exercent aucune influence sur leurs collègues français.

Cependant, la proximité de la frontière et la multiplicité des liens (économiques, familiaux, sportifs, culturels) unissant les Mosellans germanophones et les habitants d'outre-Rhin, incitent les autorités françaises à la vigilance et à la surveillance des activités allemandes dans le département.

La presse départementale, source principale de l'étude, a joué un rôle considérable dans la prise de conscience par les Mosellans de la menace hitlérienne. Très tôt, les journalistes dénoncent le réarmement clandestin, les ambitions nazies décrites dans *Mein Kampf*, les violences incessantes du régime. Alors que l'on ressent une amitié et une admiration à l'égard de l'Italie, soeur latine de la France, le III Reich est condamné et, dès le début du régime, considéré comme en danger pour la paix en Europe.

La presse écrite a un effet aggravant, qu'elle connaît, sur l'état d'esprit de la population. C'est pourquoi il lui arrive de relativiser des propos déjà tenus maintes fois, afin d'éviter la panique. Malgré la menace de guerre croissante, les journalistes veulent croire, toujours, au maintien de la paix et tentent d'apaiser les angoisses légitimes qu'ils ont déclenchées sur les faiblesses de l'armement français, en argumentant sur l'efficacité et la puissance de la ligne Maginot. Les journalistes essaient parfois d'avoir un effet modérateur, malgré leurs craintes véritables.

Autre fait marquant, l'étonnante absence de réaction des hommes politiques locaux. Ni Robert Schuman, député et chef de file de l'URL, ni Guy de Wendel, président du Conseil général, ni Gabriel Hocquard le maire de Metz, pas plus que le sénateur Corbedaine, figure éminente de l'agriculture du département, n'interviennent au travers de discours ou lors de manifestations, pour dénoncer le régime nazi, les persécutions, les ambitions hégémoniques du Reich, ou pour rassurer la population. Il n'y a pas eu de grands mouvements populaires de protestation contre le nazisme, organisés, initiés, motivés par les personnalités politiques mosellanes.

Que peut signifier cette absence ? Manque d'intérêt, aveuglement face à la situation exacte de l'Allemagne, conditions particulières de la vie politique départementale, proximité géographique de la Moselle et de l'Allemagne, actions menées à Paris seulement et dans la discrétion... ? Cette timidité peut avoir de nombreuses explications, mais il est important de soulever cette attitude inattendue.

La guerre, les Mosellans la redoutent. Les journalistes la prédisent et souhaitent que la France s'y prépare en intensifiant sa politique d'armement.

Jusqu'en 1935, certains préconisent une intervention armée contre l'Allemagne pour lui faire respecter les Traités. À partir de 1936, la situation change. Le Front Populaire est au pouvoir en France, l'Italie a conquis l'Éthiopie et s'est rapprochée de Berlin, l'Allemagne montre sa puissance et devient plus audacieuse (7 mars 1936), les troupes franquistes soutenues par Adolf Hitler et Benito Mussolini avancent en Espagne. Il n'est plus question de guerre préventive contre l'Allemagne comme le réclament alors les partis de gauche. Frédéric Certonciny va même jusqu'à prôner un rapprochement avec Berlin. Plus la menace de guerre approche, plus la "non-intervention" semble s'imposer, principalement du fait de la faiblesse militaire française. L'esprit de Munich sera bien présent et majoritaire en septembre 1938.

Après mars 1939 et l'occupation de Prague, la guerre devient une évidence. Elle est inévitable, Adolf Hitler choisit la Pologne comme prochaine cible. Cette fois-ci, les démocraties ne peuvent plus céder, elles doivent s'unir, s'armer et multiplier les alliances pour prendre l'Allemagne à revers. Malgré la puissance allemande et le soutien italien, la presse messine de langue française ne croit pas en une possible défaite de la Pologne, de l'Angleterre et de la France. Comme en 1918, la victoire sera celle de l'axe Paris-Londres. Il ne peut en être autrement.

Le patriotisme des journaux mosellans renaît après l'intermède "munichois". Ils se félicitent de l'union dont font preuve tous les Français, du réarmement enfin commencé, de la détermination britannique, Neville Chamberlain ayant ouvert les yeux sur les réalités des

objectifs hitlériens. Ce sursaut des démocraties ne se produit-il pas cependant trop tardivement ? La guerre européenne qui débute en septembre 1939 et qui deviendra mondiale en 1941 apportera la réponse.

Cependant, << Comme l'a écrit Napoléon, "Il n'y a que deux forces, le sabre et la pensée, et la pensée finit toujours par l'emporter sur le sabre". La conception germanique de l'Europe est un défi à toutes les forces spirituelles, à toutes les forces morales ; tôt ou tard, ces forces remporteront sur elles, en définitive, la victoire. Elles peuvent attendre, car elles ont pour elles ce que n'a jamais pu s'assurer un régime né de la violence : l'immortalité. Alors le moment sera venu d'assurer la collaboration des peuples dans la liberté de tous >>¹⁰⁹⁰.

¹⁰⁹⁰ *Le Républicain Lorrain*, 18 mars 1939, "Victoires éphémères", signé RL, Editorial, 1^{re} page.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.

I. BIBLIOGRAPHIE.

1. RELATIONS INTERNATIONALES.

a OUVRAGES GENERAUX.

(1) En français.

BAUMONT, M., *La faillite de la paix, 1918-1939*, collection Peuples et Civilisations, 2 volumes, P.U.F., Paris, 1967-1970. Ce manuel classique offre une riche information sur l'histoire événementielle ; utiliser la table des matières et l'index du tome 2.

BERSTEIN, S. et MILZA, P., *Histoire de l'Europe contemporaine*, tome 2 : *Le XX^e siècle*, Hatier, Paris, 1992. Une utile synthèse complétant le manuel de BAUMONT, M., *La faillite de la paix, 1918-1939*.

DUROSELLE, J-B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1990, 1010 pages. Un ouvrage de référence.

DUROSELLE, J-B., *Le drame de l'Europe*, Richelieu, Imprimerie Nationale, Paris, 1969, 754 pages, 2 volumes.

GERBET, P., GHEBALI, V., MOUTON, M., *Les palais de la paix. Société des Nations et Organisation des Nations Unies*, Richelieu, Paris, 1973.

GIRAULT, R. et FRANK, R., *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941*, Masson, collection Relations Internationales Contemporaines, Paris, 1988, 279 pages. Un ouvrage utile et riche en explications.

GUILLAUME, P. et DELFAUD, G., *Nouvelle Histoire économique*, tome 2, *Le XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1977.

LEON, P., *Histoire économique et sociale du monde*, tome 5 [sous la direction de DUPEUX, G.], *Guerres et crises 1914-1947*, Armand Colin, Paris, 1976.

LEVILLAIN, P. et VIGEZZI, B., *Opinion publique et Politique extérieure 1915-1940*, École française de Rome, 1984.

MILZA, P., *De Versailles à Berlin 1919-1945*, Masson, Paris, 1979.

Ouvrage collectif, *La Société des Nations : rétrospective*, De Gruyter, Berlin-New-York, 1983.

PACTEAU, S., MOUGEL, F.C., *Histoire des relations internationales, 1815-1991*, Que sais-je ?, P.U.F., Paris, 1992, 128 pages.

REMOND, R., *Introduction à l'histoire de notre temps*, tome 3 : *Le XX^e siècle*, collection Points, Seuil, Paris, 1974. Une introduction brillante et nécessaire.

RENOUVIN, P., *Histoire des relations internationales. Les crises du XX^e siècle*, tome VIII, 1929-1945, Hachette, Paris, 1957-1958. Un ouvrage de référence.

TOUCHARD, J., (sous la direction de), *Histoire des idées politiques*, tome II, collection Thémis, P.U.F., Paris, 1965.

VALETTE, J., *Problèmes des relations internationales 1918-1949*, SEDES, Paris, 1980.

b POLITIQUE EXTERIEURE DE L'ALLEMAGNE.

(1) En français.

BLOCH, C., *Le III^e Reich et le monde*, Imprimerie nationale, Paris, 1986, 545 pages.

POIDEVIN, R., *L'Allemagne et le monde*, Masson, Paris, 1983.

SCHWOK, R., *Interprétations de la politique étrangère de Hitler : une analyse de l'historiographie*, P.U.F., Paris, 1987, 217 pages.

(2) En allemand.

HILDEBRAND, K., *Deutschen Aussenpolitik. Kalkul oder Dogma*, Kohlhammer, Stuttgart, 1980.

HILLGRUBER, A., *Deutsche Grossmacht und Weltpolitik im XIX^e und XX^e Jahrhundert*, Düsseldorf, 1977.

JACOBSEN, H.A., *Nationalsozialistische Aussenpolitik 1933-1938*, Francfort, 1968.

MICHALKA, W., *Nationalsozialistische Aussenpolitik*, Paderborn, 1978.

MICHALKA, W., *Ribbentrop und die Weltpolitik*, Munich, 1980.

THAMER, H-U., *Verführung und Gewalt, Deutschland 1933-1945*, Siedler Verlag, Berlin, 1986, 838 pages.

c POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE.

(1) En français.

BARIETY, J. et POIDEVIN, R., *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Armand Colin, Paris, 1977.

BERSTEIN, S., *Les Radicaux français dans l'entre-deux-guerres*, 2 volumes, F.N.S.P., Paris, 1980-1981.

BOUVIER, J., GIRAULT, R., THOBIE, J., *L'impérialisme à la française, 1914-1960*, La Découverte, Paris, 1986.

DUROSELLE, J-B., *La Décadence, 1932-1939. Politique étrangère de la France*, Imprimerie nationale, Paris, 1979. A lire absolument.

LEVY-LEBOYER, M., *La position internationale de la France*, Mouton, Paris, 1977.

Ouvrage collectif, *La France et l'Allemagne, 1932-1936*, Editions du C.N.R.S., Paris, 1980, 417 pages.

Dans cet ouvrage émanant d'une série de colloques, les auteurs, français ou allemand, étudient les problèmes intérieurs et extérieurs, politiques, militaires, économiques ou diplomatiques que posent à chacun des deux pays, ses relations avec l'autre. Ils se sont également efforcés de dégager, par une étude de l'opinion publique, l'image que chaque pays se faisait de l'autre.

Ouvrage collectif, *Les relations franco-allemandes entre 1933 et 1939*, Editions du C.N.R.S., Paris, 1980.

VAÏSSE, M., *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement (9 décembre 1930-17 avril 1934)*, Pedone, Paris, 1981.

2. FASCISMES.

a OUVRAGES GENERAUX.

(1) En français.

BERSTEIN, S., et MILZA, P., *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Complexe, Bruxelles, 1992. Ecrit par deux grands spécialistes de l'Italie. A lire absolument.

BURON, T., *Les fascismes*, P.U.F., Paris, 1979.

DURAND, Y., *Les causes de la Deuxième Guerre mondiale*, collection Cursus, Armand Colin, Paris, 1992, 144 pages.

Cet ouvrage analyse les causes de la Deuxième Guerre mondiale à la lumière des travaux les plus récents, français et étrangers, allemands et anglo-saxons notamment. Ceux-ci ont porté principalement sur le rôle des "décideurs" : Hitler et les dirigeants allemands, l'armée, les diplomates, les chefs d'entreprise. Cette étude permet d'examiner de manière nouvelle les grandes questions classiques sur les conséquences néfastes du traité de Versailles, le poids des structures et des forces économiques, de la crise de 1929, des opinions publiques, des mentalités collectives et des idéologies.

GUERIN, D., *Fascisme et grand capital : Italie-Allemagne*, Gallimard, Paris, 1945.

MACCIOCCHI, M.A., *Eléments pour une analyse du fascisme*, Union Générale d'Editions, 1976.

MICHEL, H., *Les Fascismes*, Que sais-je ?, P.U.F., Paris, 1977. Vieilli mais peut rendre des services.

MILZA, P., *Le fascisme au XX^e siècle*, Richelieu, Paris, 1973.

La "bible" du fascisme.

MILZA, P., *Le Fascisme*, M.A. Editions, Paris, 1986.

Dictionnaire complétant l'ouvrage *Les Fascismes* du même auteur.

MILZA, P., *Les Fascismes*, collection Points, Seuil, Paris, 1991, 603 pages. Un ouvrage fondamental.

NOLTE, E., *Le fascisme*, Mercure de France, Paris, 1973.

Ouvrage collectif, *Les années trente. De la crise à la guerre*, collection <>Points-L'Histoire>>, Editions du Seuil, Paris, 1990, 268 pages, introduction de Michel Winock. Les années trente, ou comment l'europe est passée des illusions de la prospérité au cauchemar de la Seconde Guerre mondiale. Quelques-uns des meilleurs historiens spécialistes du XX^e siècle ont participé à cet ouvrage : J. Droz, E. Fouilloux, J.N. Jeanneney, A. Kaspi, P. Milza, M. Winock.

PARIS, R., *Les origines du fascisme*, Questions d'histoire, Flammarion, Paris, 1968, 140 pages.

SCHOR, R., *Crises et dictatures dans l'Europe de l'entre-deux-guerres 1919-1939*, Édition Nathan, Paris, 1993, 127 pages.

SPIRE, A., *Vous avez dit fascismes ?*, Montalba, 1984.

3. L'ALLEMAGNE NAZIE.

a OUVRAGES GENERAUX ET ESSAIS D'EXPLICATION.

(1) En français.

AYCOBERY, P., *La Question nazie, Essai sur les interprétations du national-socialisme (1922-1975)*, Seuil, Paris, 1979, 314 pages. Un livre de base, bien complet.

BADIA, G., *Histoire de l'Allemagne contemporaine, 1933-1962*, 2 volumes, Editions Sociales, Paris, 1964.

BADIA, G., ARGELES, J-M., *Histoire de l'Allemagne contemporaine, Weimar, III^e Reich*, Messidor/Editions sociales, Paris, 1987, 600 pages.

BARIETY, J., DROZ, J., *République de Weimar et régime hitlérien 1918-1945*, Hatier, Paris, 1985.

BAUMONT, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.

L'auteur retrace les événements qui, depuis le traité de Versailles de 1919, ont abouti au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale : la fragilité de la paix, la crise économique de 1929, l'échec de la conférence du désarmement (1932-1934), l'avènement de Hitler (1933), le conflit japonais (1932-1933), le pacte à quatre (1933), l'accord germano-polonais de janvier 1934, le <<grand dessein>> de Barthou, ministre français des affaires étrangères, la politique de Pierre Laval, la conférence de Stresa (avril 1935).... Un événement d'une importance capitale devait conduire l'Europe au drame de 1939 : l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en janvier 1933. Les origines de la Seconde Guerre mondiale remontent aux insatiables appétits du chef nazi. Pour Maurice Baumont, sans Hitler, la catastrophe de 1939 aurait pu être évitée.

BERSTEIN, S., MILZA, P., *L'Allemagne 1870-1991*, Masson, Paris, 1992. Un très bon ouvrage de synthèse.

BRACHER, K-D., *La dictature allemande*, Privat, Toulouse, 1986, 680 pages. Excellent, mais essentiellement politique.

BROSZAT, M., *L'Etat hitlérien. L'origine et l'évolution des structures du III^e Reich*, Fayard, Paris, 1985, traduction.

BURGELIN, H., *La Société allemande, 1871-1968*, Arthaud, Paris, 1969.

CASTELLAN, G., *L'Allemagne de Weimar 1918-1933*, Armand Colin, Paris, 1972. Sur la chute de la République de Weimar.

DAVID, C., *Hitler et le Nazisme*, Que sais-je ?, P.U.F., Paris, 1987, n° 624, 128 pages. Pour une rapide remise en mémoire.

DREYFUS, F.G., *L'Allemagne contemporaine (1875-1990)*, P.U.F., Paris, 1991.

GROSSER, A., (sous la direction de), *Dix leçons sur le nazisme*, Fayard, Paris, 1976, 250 pages. Réédité en 1984 par les éditions Complexe, Bruxelles. Il s'agit d'un ouvrage collectif accessible au grand public.

GUILLEN, P., *L'Allemagne de 1848 à nos jours*, Fernand Nathan, Paris, 1970, 255 pages.

HILDEBRAND, K., *Le Troisième Reich*, Saur, Munich, 1985. Très à jour pour poser les problèmes, très bonne bibliographie.

HOFER, W., *Le National-Socialisme par les textes*, Plon, Paris, 1962.

KERSHAW, I., *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Gallimard, Paris, 1992. Traduction. Ouvrage de référence. Existe aussi en Folio Histoire.

KNEIB, A., *Allemand. Connaître l'Allemagne de 1871 à nos jours*, tome 2, collection <<Evolution et Tradition. Histoire et Civilisation>>, Masson, Paris, 1972, 239 pages. Bibliographie intéressante. De nombreuses cartes et chronologies.

LAURENT, R., *Les Origines idéologiques du mouvement national-socialiste allemand*, Revue des Sciences Politiques, 1932, pages 111-126.

LINDENBERG, C., *Une technique du mal : le nazisme. Préhistoire et histoire*, Triades, 1979.

MAU, H., KRAUSNICH, H., GROSSER, A., *Le national-socialisme, Allemagne 1933-1945*, Casterman, Paris, 1962. Les auteurs tentent de répondre à trois questions. Comment les nazis prirent-ils le pouvoir, que fut exactement la révolution nationale-socialiste, comment les dirigeants allemands préparèrent-ils la guerre ?

NOLTE, E., *Le Fascisme dans son époque* ; tome III, *Le national-socialisme*, Julliard, Paris, 1970.

POIDEVIN, R., SCHIRMANN, S., *Histoire de l'Allemagne*, Hatier, Paris, 1992.

SHIRER, W., *Le III^e Reich, Des origines à la chute*, Stock, Paris, 1970, 1257 pages. Traduit de l'anglais.

SHIRER, W.L., *Les années du cauchemar, 1934-1945*, Plon, Paris, 1985, 451 pages.

SPEER, A., *L'immoralité du pouvoir*, La table ronde, 1981.

STEINERT, M., *Hitler et l'Allemagne nazie*, Richelieu, Paris, 1972, 398 pages. Excellente bibliographie.

STEINERT, M., *L'Allemagne nationale-socialiste, 1933-1945*, Richelieu-Bordas, Paris, 1972.

STEINERT, M.G., <<Fascisme et national-socialisme : cas singuliers, cas spécifiques, phénomènes génériques ? >>, *L'Historien et les Relations internationales. Recueil d'études en hommage à Jacques Freymond*, pages 167-179, Genève, 1981.

VERMEIL, E., *L'Allemagne, essai d'explication*, Gallimard, Paris, 1945.

VERMEIL, E., *L'Allemagne contemporaine (1890-1950)*, 2 volumes, Aubier, Paris, 1952-1953.

WAHL, A., *L'Allemagne de 1918 à 1945*, collection Cursus, Armand Colin, Paris, 1993, 176 pages.

WIEVIORKA, A., *Le procès de Nuremberg*, collection Seconde guerre mondiale, éditions Ouest-France, 1995, 200 pages.

(2) En allemand.

BRACHER, K-D., *Die Deutsche Diktatur, Entstehung, Struktur und Folgen des Nationalsozialismus*, Cologne et Berlin, 1969. Vingt cinq ans après sa parution cet ouvrage reste fondamental malgré ses aspects parfois un peu touffus.

BRACHER, K-D., FUNKE, M., JACOBSEN H-A., *National-sozialistische Diktatur 1933-1945, Eine Bilanz*, Droste Verlag, Düsseldorf, 1983.

BRACHER, K-D., FUNKE, M., JACOBSEN, H-A., *Die Weimarer Republik 1918-1933, Politik, Wirtschaft, Gesellschaft, Bundeszentrale für politische Bildung*, Bonn, 1987.

BRACHER, K-D., FUNKE, M., JACOBSEN H-A., *Neue Studien zur nationalsozialistischen Herrschaft*, Droste Verlag, Düsseldorf, 1992.

DAVIDSON, E., *Wie war Hitler möglich ? Der Nährboden einer Diktatur*, Düsseldorf, 1980.

GLUM, F., *Der Nationalsozialismus*, Beck, Munich, 1979.

HILDEBRAND, K., *Das Dritte Reich*, Munich, 1979.

JÄCKEL, E., *Hitlers Herrschaft*, Stuttgart, 1986.

JACOBSEN, H.A., JOCHMANN, W., *Ausgewählte Dokumente zur Geschichte des Nationalsozialismus*, Verlag Neue Gesellschaft, Bielefeld, 1966.

KOLB, E., *Die Weimarer Republik*, Munich, 1988.

LUKACS, G., *Die Zerstörung der Vernunft*, Berlin, réédition 1954.

MEINECKE, F., *Die Deutsche Katastrophe*, Wiesbaden, 1946.

NOLTE, E., *Der Europäische Bürgerkrieg : 1917-1945. Nazionalsozialismus und Bolshevismus*, Berlin, 1987.

PEUKERT, D., J-K., *Die Weimarer Republik*, Suhrkamp, Frankfurt, 1987.

PLESSNER, H., *Die verspätete Nation. Über die politische Verführbarkeit bürgerlichen Geistes*, Kohlhammer, Stuttgart, 1959.

SCHULZE, H., *Weimar. Deutschland 1917-1933*, Siedler Verlag, Berlin, 1982.

**b CHUTE DE LA REPUBLIQUE DE WEIMAR
ET ARRIVEE D'HITLER AU POUVOIR.**

(1) En français.

CARTIER, R., *Adolf Hitler à l'assaut du pouvoir*, Laffont, Paris, 1975.

De la GORCE, P.M., *La prise du pouvoir par Hitler, 1928-1933*, Plon, Paris, 1983, 392 pages. Ecrivain et journaliste, l'auteur reconstitue minutieusement les faits et décrit, à chaque étape, le comportement des acteurs de cette histoire.

GORIELY, G., *Hitler prend le pouvoir*, collection <<La mémoire du siècle>>, Editions Complexe, Bruxelles, 1985, 277 pages.

KLEIN, C., *Weimar*, Flammarion, Paris, 1968.

c ADOLF HITLER.

(1) En français.

AMSLER, J., *Hitler*, Seuil, Paris, 1970.

ANGEL, P., *Hitler et les Allemands*, Editions sociales, Paris, 1982, 400 pages.

BENTELI, M., *Hitler*, Masson, Paris, 1978.

BRACHER, K-D., *Hitler et la dictature allemande*, 1995, 670 pages.

BROSSE, J., *Hitler avant Hitler*, collection <<Le lieu de la personne>>, Fayard, Paris, 1972, 388 pages, postface de Albert SPEER.

BULLOCK, A., *Hitler et Staline. Vies parallèles*, Albin Michel, Robert Laffont, 1994, 634 pages.

CHRISTOPHE, R., *Adolf Hitler : 1889-1944*, Belfond, Paris, 1983.

EBERHARD, J., *Hitler idéologue*, Gallimard, 1995, 174 pages.

FEST, J., *Hitler*, 2 volumes, Gallimard, Paris, 1973. Traduit de l'allemand. Une grosse bibliographie de Hitler, très au fait et claire.

GUNTHER, H.F.K., *Mon témoignage sur Adolf Hitler*, Pardès, Paris, 1990.

HAFFNER, S., *Un certain Adolf Hitler*, Grasset, Paris, 1979.

HEER, F., *Autopsie d'Adolf Hitler*, Stock, Paris, 1972.
Traduit de l'allemand.

HILLGRUBER, A., *Les Entretiens secrets de Hitler*, Fayard, Paris, 1969. Traduit de l'allemand.

HITLER, A., *Libres Propos sur la guerre et la paix*, recueillis sur l'ordre de Martin Bormann, Paris, 1952. Traduit de l'allemand.

JÄCKEL, E., *Hitler idéologue*, Calman-Lévy, Paris, 1973, 174 pages, traduit de l'allemand par J. CHAVY.

KERSHAW, I., *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Gallimard, 1995, 240 pages.

LANGER, W.C., *Psychanalyse d'Adolf Hitler*, Denoël, Paris, 1973.

L'histoire, numéro 205, décembre 1996, dossier.
Hitler-Staline : la comparaison est-elle justifiée ? de P. Burrin.

RAUSCHNING, H., *Hitler m'a dit*, avant-propos et notes de Raoul Girardet, Aimery Somogy, Le Livre de poche, Paris, 1979. Réédition du livre paru en 1939.

RIBADEAU DUMAS, F., *Hitler et la sorcellerie*, Plon, Paris, 1975.

STEINERT, M., *Hitler*, Fayard, Paris, 1991. Ouvrage capital.

STERN, J.P., *Hitler : le Führer et le peuple*, Flammarion, Paris, 1985.

STIERLIN, H., *Adolf Hitler : étude psychologique*, P.U.F., Paris, 1980.

TOLAND, J., *Adolf Hitler*, Pygmalion, Paris, 1978.

(2) En allemand.

BRACHER, K-D., *Adolf Hitler*, Scherz Verlag, Berne, 1964.

JÄCKEL, E., *Hilters Weltanschauung. Entwurf einer Herrschaft*, H. Leins, Tübingen, 1969.

MASER, W., *Adolf Hitler. Legende-Mythos-Wirklichkeit*,
Munich, 1974.

TOLAND, J., *Adolf Hitler*, Bergisch Gladbach, 1977.

d NSDAP.

(1) En français.

GERSON, W., *Le nazisme, société secrète*, Belfond, Paris,
1976.

MASER, W., *Naissance du parti national-socialiste allemand. Les débuts du National-Socialisme. Hitler jusqu'en 1924*, Fayard, Paris, 1967, 358 pages, traduit de l'allemand par R. JOUAN.

(2) En allemand.

BENNECKE, H., *Hitler und die S.A.*, Munich et Vienne,
1962.

DOMARUS, M., *Hitler, Reden und Proklamationen, 1932-1945*, 4 volumes, Suddeutscher Verlag, Munich.

FEDER, G., *Das Programm der N.S.D.A.P. und seine weltanschaulichen Grundgedanken*, Munich, 1931.

HORN, W., *Führerideologie und Parteiorganisation in der N.S.D.A.P. (1919-1933)*, Düsseldorf, 1972.

HÜTTENBERG, P., *Die Gauleiter*, Stuttgart, 1970.

SCHÄFER, W., *N.S.D.A.P. Entwicklung und Struktur der Staatspartei des Dritten Reiches*, Hanovre, 1956.

e **L'ETAT NAZI.**

(1) **En français.**

BADIA, G., *Feu au Reichstag. L'acte de naissance du régime nazi*, Messidor/éditions sociales, Paris, 1983, 334 pages.

BERNADAC, C., *La montée du nazisme*. France-Empire, 1995.

BERNADAC, C., *Le triomphe du nazisme. Le glaive et les bourreaux*, France-Empire, 1996, 379 pages.

BRACHER, K.D., STRASCAITZ, F., *La dictature allemande : naissance, structure et conséquences du National-socialisme*, Privat, Toulouse, 1986.

BROSZAT, M., *L'Etat hitlérien : L'origine et l'évolution du troisième Reich*, Fayard, Paris, 1986.

PELASSY, D., *Le signe nazi : l'univers symbolique d'une dictature*, Fayard, Paris, 1983.

Vingtième siècle, revue d'histoire, numéro 47, juillet-septembre 1995, *Totalitarisme* par K. Pomian, *L'espace totalitaire d'Adolf Hitler* de Didier Musiedlak.

(2) **En allemand.**

DIEHL-THIELE, P., *Partei und Staat im Dritten Reich. Untersuchungen zum Verhältnis der NSDAP und allgemeiner innerer Staatsverwaltung*, Beck, Munich, 1969.

MOMMSEN, H., *Beamtentum im Dritten Reich*, Stuttgart, 1966.

RITTER, G.A., BRACHER, K-D., BUCHHEIM, H., MESSERSCHMIDT, M., *Totalitäre Verführung im Dritten Reich, Arbeiterschaft, Intelligenz, Beamtenchaft, Militär*, Munich, 1983.

f ECONOMIE ET SOCIETE.

(1) En français.

BETTELHEIM, C., *L'Economie allemande sous le nazisme*, 2 volumes, Maspéro, Paris, 1971.

BURGELIN, H., *La Société allemande (1871-1968)*, Arthaud, Paris, 1969.

CASTELLAN, G., <<Bilan social du III^e Reich>>, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1968.

DUBAIL, R., *Une expérience d'économie dirigée : l'Allemagne nationale-socialiste*, Paris, 1962.

KOONZ, C., COLSON, M.L., *Les Mères-patrie du III^e Reich : les femmes et le nazisme*, Lieu commun, Paris, 1989.

SCHOENBAUM, D., *La révolution brune. La société allemande sous le III^e Reich*, collection <<Les hommes et l'histoire>>, Robert Laffont, Paris, 1979, 42 pages, traduit de l'américain par Jeanne ETORE.

g PROPAGANDE ET CULTURE.

(1) En français.

BROHM, J.M., *Jeux olympiques à Berlin*, collection <<La mémoire du siècle>>, Editions Complexes, Bruxelles, 1983, 221 pages.

COURTADE, F., CADARS, P., *Histoire du cinéma nazi*, Losfeld, Paris, 1972.

DUPEUX, L., *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919-1960*, collection <<Questions>>, P.U.F., Paris, 1989, 365 pages. Ouvrage de référence.

RICHARD, L., *Le nazisme et la culture*, collection Maspero, 1978, 393 pages.

(2) En allemand.

DILLER, A., *Rundfunkpolitik im Dritten Reich*, Munich, 1980.

GAMM, H.J., *Führung und Verführung Pädagogik des Nationalsozialismus*, Fisf, Munich, 1964.

POLIAKOV, L., WULF, J., *Das Dritte Reich und seine Denker*, Berlin, 1959.

TEUT, A., *Architektur im Dritten Reich, 1933-1945*, Berlin, 1967.

h ARMEE.

(1) En français.

CASTELLAN, G., *Le réarmement clandestin du Reich*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1954. Ouvrage intéressant.

(2) En allemand.

CARSTEN, F.L., *Reichswehr und Politik*, Cologne, 1964.

MESSERSCHMIDT, M., *Die Wehrmacht im N.S-Statt, Zeit der Indoktrination*, Hambourg, 1969.

MÜLLER, K.J., *Heer und Hitler. Armee und Nationalsozialistisches Regime (1933-1940)*, Stuttgart, 1969.

MÜLLER, K.J., *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland, 1933-1945*, Paderborn, 1979.

VOGELSANG, T., *Reichswehr, Staat und N.S.D.A.P.*,
Stuttgart, 1962.

*i ANTISEMITISME, REPRESSION ET
PERSECUTION.*

(1) En français.

BEDARIDA, F., *Le génocide et le nazisme*, Presses Pocket, 1992, 250 pages.

BERNADAC, C., *Déportation, 1933-1945*, 4 tomes, France-Empire, 1992-1993.

BERNADAC, C., *Les victorieux*, Michel Lafon, 1994, 479 pages.

BURRIN, P., *Hitler et les juifs*, collection <<Points-L'Histoire>>, Éditions du Seuil, Paris, 1995, 200 pages.

DELARUE, J., *Histoire de la Gestapo*, Fayard, Paris, 1962.

FLEMING, G., *Hitler et la solution finale*, Julliard, Paris, 1988.

FRIEDLÄNDER, S., *Pie XII et le III^e Reich*, Seuil, Paris, 1964.

GRYNBERG, A., *La Shoah. L'impossible oubli*, 1995, 176 pages.

HILBERG, R., *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive, 1933-1945*, Gallimard, 1994, 363 pages.

HÖHNE, H., *L'Ordre noir, histoire de la S.S.*, Casterman, Paris, 1968.

KOGON, E., *L'Etat S.S.*, Seuil, Paris, 1970.

MARRUS, M., *L'holocauste dans l'histoire*, Flammarion, 1994, 334 pages.

POLIAKOV, L. et WULF, J., *Le III^e Reich et les Juifs*, Gallimard, Paris, 1959.

POLIAKOV, L., *Bréviaire de la haine. Le III^e Reich et les juifs*, Calmann-Lévy, Paris, 1979, 399 pages. Après cinq ans d'étude des archives allemandes et d'interrogations des témoins et des victimes, l'auteur a pu mettre à jour les rouages implacables de la technique qui a permis de tuer six millions d'hommes pour des raisons raciales.

PRESSAC, J-C., *Les crématoires d'Auschwitz*, CNRS Édition, 1993, 150 pages.

ROHMAN, F., *Hitler, le Juif et le troisième homme*, P.U.F., Paris, 1983.

THALMANN, R., FEINERMANN, E., *La nuit de Cristal, 9-10 novembre 1938*, Robert Laffont, Paris, 1972, 244 pages. Les auteurs nous font découvrir à la fois les intentions et les actes des bourreaux et les souffrances des victimes, ainsi que les réactions des différents pays face à cette persécution annonciatrice du génocide.

WIEVIORKA, A., *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Pluriel, 1992, 506 pages.

WORMSER-MIGOT, O., *Le Système concentrationnaire nazi*, P.U.F., Paris, 1968.

(2) En allemand.

BUCHHEIM, H., *Anatomie des S.S-Staates*, Olten et Fribourg-en-brisgau, 1965-1967.

GEIGER, M., *Der deutsche Kirchenkampf, 1933-1945*, E.V.Z-Verlag, Zurich, 1965.

GOTTO, K., REPGEN, K., *Kirche, Katholiken und Nationalsozialismus*, Mayence, 1980.

PARKES, J., *Antisemitismus*, Munich, 1964.

STAFF, I., *Justiz im Dritten Reich*, Francfort-sur-le-Main,
1964.

STROBEL, F., *Christliche Bewährung*, Walter Verlag, Olten,
1946.

VAN NORDEN, G., *Der deutsche Protestantismus im Jahr
der national-sozialistischen Machtergreifung*, Gütersloh, 1979.

**4. REGIMES AUTORITAIRES EUROPEENS.
(À titre documentaire)**

a Pays Baltes.

HEHN, J., <<Lettland zwischen Demokratie und Diktatur>>, *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* (cahier annexe 3.), Munich, 1957.

b Pologne.

WANDYCZ, P., <<Fascism in Poland, 1918-1939>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 92-97.

WERESZYCKI, H., <<Fascism in Poland>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 85-91.

c Roumanie.

FISCHER-GALATI, S., <<Fascism in Romania>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 112-120.

ROBERTS, E.G., *Les Mouvements nationalistes en Roumanie*, Bucarest, 1948.

TURCZYNSKI, E., <<The background of Romanian Fascism>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 101-111.

WEBER, E., <<Romania>>, *The European Right*, Berkeley, 1966, pages 501-574.

WEBER, E., <<The Men of Archangel>>, *Journal of contemporary History*, 1966, pages 101-126.

d Bulgarie.

KALBE, E., <<Die Faschistische Diktatur der Zwanziger Jahre in Bulgarien und die deutschen Hilfsaktionen für die bulgarischen Arbeiter und Bauern>>, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, n° 5, 1957, pages 749-769.

e Hongrie.

BARANY, G., <<The Dragon's teeth. The roots of Hungarian Fascism>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 73-81.

LACKO, M., <<Les Croix fléchées>>, *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 62, 1966, pages 53-68.

NAGY-TALAVERA, N.M., *The Green Shirts and Others. A History of Fascism in Hungary and Rumania*, The Hoover Institute, Stanford, 1970.

RANKI, G., <<The Problem of Fascism in Hungary>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 65-72.

f **Autriche.**

CARSTEN, F.L., *Fascist movements in Austria : from Schönerer to Hitler*, Londres, 1977.

FELLNER, F., <<The Background of Austrian Fascism>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 15-23.

KLINGENSTEIN, G., <<Bemerkungen zum Problem des Faschismus in Österreich>>, *Österreich in Geschichte und Literatur*, volume 14, Graz, 1970.

JEDLICA, L., <<The Austrian Heimwehr>>, *Journal of Contemporary History*, 1966, pages 127-144.

RATH, R.J., <<Autoritarian Austrian>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 24-44.

STADLER, K.R., <<Austria>>, *European Fascism*, Stuart, Woolf, J., Londres, 1968.

g **Yougoslavie.**

AVAKUMOVIC, I., <<Yugoslavia's Fascist movements>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 125-133.

DJORDJEVIC, D., <<Fascism in Yugoslavia>>, *Native Fascism in the Successor States (1918-1945)*, pages 125-133.

h Espagne.

CROZIER, B., *Franco*, Mercure de France, Paris, 1969.
Traduit de l'anglais.

GALLO, M., *Histoire de l'Espagne franquiste*, Paris, 1969.

GEORGEL, J., *Le Franquisme (histoire et bilan), 1939-1969*, Seuil, Paris, 1970.

HERMET, G., *L'Espagne de Franco*, Armand Colin, collection U Prismes, Paris, 1974.

HERMET, G., *La Politique dans l'Espagne franquiste*, Armand Colin, collection U 2, Paris, 1971.

HERMET, G., *L'Espagne du XX^e siècle*, P.U.F., Paris, 1985.

IMATZ, A., *José Antonio et la Phalange espagnole*, Albatros, Paris, 1981.

NELLESSEN, B., *Die Verbotene Revolution. Aufstieg und Niedergang der Falange*, Hambourg, 1963.

PAYNE, S., *Phalange. Histoire du fascisme espagnol*, Ruedo Iberico, Paris, 1965.

THOMAS, H., <<The Hero in the empty room. José Antonio and Spanish Fascism>>, *Journal of Contemporary History*, 1966, pages 174-197.

i Portugal.

CLAUSS, M.W., <<Salazars autoritäres Regime in Portugal>>, *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1957, pages 379-385.

FERRO, A., *Salazar*, Grasset, Paris.

SERANT, P., *Salazar et son temps*, Les Sept Couleurs,
Paris, 1961.

5. LORRAINE.

a HISTOIRE GENERALE.

BONNEFONT, J.C., (sous la direction de), *L'Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours*, Privat, Toulouse, 1979, 459 pages, Collection "Le temps présent" (deuxième partie notamment les luttes politiques par P. Barrol (pages 109-160), l'essor industriel et la crise par J.C. Bonnefont (pages 160-188)).

L'Histoire de la Lorraine, Wettolsheim, Collection Mars et Mercure, tome VIII, 1977 (La Lorraine contemporaine 1870-1970, par Claude Gérard)

PARISSE, M., (sous la direction de), *Histoire de la Lorraine*, Privat, Toulouse, 1987, Chapitre XIII (pages 419-443) par François Roth.

Un survol très rapide de la période figure dans les histoires récentes de la Lorraine. Des passages plus substantiels se trouvent également dans l'Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours.

b GENERALITES.

Aspects particuliers des populations alsacienne et mosellane. Langues, personnes déplacées, religions, collection <<Etudes et documents démographiques>>, I.N.S.E.E. Paris, 1956, 268 pages.

BENOIST, J., <<La situation politique en Alsace et en Lorraine>>, dans la Revue des Sciences politiques, juillet-septembre 1926, pages 415-455.

BONNET, S., Sociologie politique et religieuse de la Lorraine, Armand Colin (Cahiers de la fondation des sciences politiques), Paris, 1972, 514 pages.

BONNET, S., L'électorat lorrain, S.M.E.I., Le Républicain Lorrain, Metz, 1973.

BOUR, R, Histoire de Metz, Editions Serpenoise, Metz, 1979, 303 pages.

BOUR, R, Histoire du département de la Moselle, Paul Even, Metz, 1955, 132 pages.

CRESSOT, J, Géographie du département de la Moselle, 4e édition, Paul Even , Metz, 1950, 50 pages.

DALMAS, R, La question linguistique en Moselle, mémoire de stage de l'E.N.A., section Administration générale, 17 décembre 1954, 38 pages, dactylographié.

DELMAS, J., La Lorraine mosellane, Bordeaux, 1951, 184 pages (revue Richesse de France, n° octobre-novembre-décembre 1950).

DURAND, P., Le visage des nôtres. Trente ans de petite histoire messine et lorraine (1920-1950), Le Lorrain, Metz, 1953, 182 pages. Instructif en ce qui concerne la presse de l'entre-deux-guerres.

LE MOIGNE, F.Y., (sous la direction de), *Histoire de Metz, Univers de la France et des pays francophones*, Editions Privat, Toulouse, 1986, 448 pages. Ouvrage de référence.

ROHR, J., *La Lorraine mosellane (1918-1946)*, Pierron, Sarreguemines, 1975, 110 pages.

ROTH, F., *La vie politique en Lorraine au XX^e siècle*, Presses universitaires de Nancy, Editions Serpenoise (Collection Regards 11), 1988, 173 pages.

ROTH, F., *Le temps des journaux, Presse et cultures nationales en Lorraine mosellane, 1860-1940*, Editions Serpenoise, Metz, 1983, 276 pages. Ouvrage fondamental.

TOUSSAINT, *La frontière linguistique en Lorraine*, Picard, Paris, 1955, 239 pages.

c AUTONOMISME.

ANTONI, V., *Grenzlandschicksal, Grenzlandtragik*, Karl Finck, Sarrebrück, 1957, 408 pages.

BICKLER, H., *Ein besonderes Land. Erinnerungen und Betrachtungen eines Lothringers*, Lindhorst, 1978, 415 pages.

ROTHENBERGER, K.H., *Die elsass-lothringische Heimat- und Autonomiebewegung zwischen den beiden Weltkriegen*, Berne-Francfort, 1975, 366 pages.

ZIND, P., *Elsass-Lothringen, Alsace-Lorraine-une nation interdite, 1870-1940*, Copernic, Paris, 1979, 692 pages. Ouvrage ouvert à la polémique.

d PARTIS ET MOUVEMENTS POLITIQUES.

BAUDON, E.L., *Les élections en Moselle (1919-1956)*, Coopérative d'éditions et d'impression, Metz, 1956, 96 p.

DECKER, V., *Droite et Front populaire en Moselle*, Mémoire de maîtrise, Metz, 1991, 208 pages.

GONTARD, M.P., *Le Francisme en Moselle (1933-1936)*, Mémoire de maîtrise dactylographié (Archives Départementales de la Moselle, 4 MI 45), Metz, 1983, 123 pages.

KOMPA, D., *La formation du Front Populaire en Moselle, 1934-1936*, Mémoire de maîtrise dactylographié (Archives Départementales de la Moselle), Metz, 1985, 173 pages.

LIVET, G., et CABOURDIN, G., (sous la direction de), *Les élections dans le département de la Moselle*, fasc IV, 1919-1939, Collège littéraire universitaire de Metz.

Réflexions d'un Lorrain sur le mouvement social français des Croix de feu, Imprimerie Le Lorrain, 1935, 21 pages. Traduit en allemand, 20 pages.

THULL, P., *Du bloc lorrain aux élections présidentielles de 1974 : l'esquisse d'une sociologie électorale de l'Est mosellan (1919-1974)*, dans *l'Est mosellan : actes du colloque des 19-20 avril 1976*, Metz, Editions Le Lorrain, Metz, 1976, 155 pages.

e HOMMES POLITIQUES.

Dictionnaire des parlementaires, notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940, 8 volumes, P.U.F., Paris, 1960-1977.

HIEGEL, H., avec la collaboration de Hiegel Charles, <<L'oeuvre du folkloriste lorrain Louis Pinck (1873-1940)>>, *Les Cahiers Lorrains* 1981, n° 3, pages 199-218, n° 4, pages 249-263.

JEANNENEY, J.N., *François de Wendel en République : l'argent et le pouvoir, 1914-1940*, Seuil, Paris, 1976.

POIDEVIN, R., *Robert Schuman, homme d'état 1886-1963*, Personnages, Imprimerie Nationale, Paris, 1986, 520 pages.

ROTH, F., *Les Lorrains entre la France et l'Allemagne, Itinéraires d'annexés.*, Editions Serpenoise, P.U. Nancy, Metz-Nancy, 1981, 216 pages.

SCHNEIDER, J., <<Eloge de Gabriel Hocquard (1892-1974)>> dans *Mémoires de l'Académie nationale de Metz*, 6e série, tome IV-V, 1976-1977.

f OPINION PUBLIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES.

ESTRADA de TOURNIEL, J., *Les quotidiens lorrains d'expression française pendant l'entre-deux-Guerres (1919-1939)*, Mémoire de D.E.A. d'histoire, Metz, 1990, 162 pages.

ESTRADA de TOURNIEL, J., *Les quotidiens lorrains d'expression française pendant l'entre-deux-Guerres (1919-1939)*, Thèse de Doctorat d'histoire, Metz, 1994, 637 pages.

KLOTZ, A., *Les journaux lorrains et l'avènement d'Hitler*, Mémoire de maîtrise dactylographié, Metz, 1970, 66 pages.

MEDDAHI, B., *La presse messine et la question de la Sarre (1931-1935)*, Mémoire de maîtrise dactylographié, Metz, 1975, 197 pages.

SITEK, J.J., *L'opinion publique messine devant la politique extérieure allemande, octobre 1923-janvier 1933*, thèse de Doctorat de 3^e cycle, Metz, 1982, 1078 pages.

VIOT, J., *Le couple Moselle-Sarre*, mémoire de stage de l'E.N.A., section Affaires étrangères, janvier 1949, 41 pages.

STATISTIQUES.

Office régional de statistiques d'Alsace et de Lorraine, Comptes-rendus statistiques (annuels), Strasbourg, 1919-1937. Recensement, mouvement de la population, élections, prix, statistiques agricoles, recensement du bétail, statistiques sanitaires, statistiques diverses.

COMMERCE, RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA SARRE.

Chambre de Commerce de Metz. Les courants commerciaux entre le Bassin de la Sarre et ses voisins (1er janvier 1925-31 mars 1933), Imprimerie *Le Lorrain*, Metz, 1933, 106 pages.

Chambre de Commerce de Metz. Les accords économiques franco-allemands des 14 et 21 février 1935 relatifs à la Sarre et leur répercussion sur le commerce et l'industrie de la Moselle, ronéotypé, 1935, 43 pages.

RAUECKER, B., *Die sozialen und wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Elsass-Lothringen und dem Saargebiet (1920-1935)*, Heidelberg-Berlin, 1937, 174 pages.

g HISTOIRE SOCIALE / TRAVAIL.

PRECHEUR, C., *La Lorraine sidérurgique*, S.A.B.R.I., Paris, 1959, 631 pages, cartes, tabl. + atlas.

PRINTZ, A., *Les immigrés*, Hayange, 1970, 204 pages.

WALTER, G., *L'évolution du problème de la main-d'oeuvre dans la métallurgie de la Lorraine desannexée*, Mâcon, 1935, 394 pages.

II. SOURCES.

1. Archives Départementales de la Moselle.

a La série M.

La circulaire de la Direction des Archives de France du 16 décembre 1965 sur le cadre de classement des séries modernes jusqu'au 1er juillet 1940 a prescrit de classer la série M des Archives Départementales (Administration générale et économie du département) en dix sous-séries de 1 M à 10 M. Toutefois, comme il existait déjà en Moselle pour la période de 1800 à 1870 une série M à classement continu de 1 M à 277 M et un répertoire imprimé publié en 1921, il n'a pas été possible aux Archives Départementales de la Moselle de suivre exactement cette instruction. C'est d'ailleurs également le cas pour toutes les autres séries modernes pourvues de répertoires imprimés pour la période 1800-1870. Aussi, en accord avec la Direction des Archives de France, a-t-on retenu pour cette période les sous-séries 301 M à 310 M, qui correspondent aux sous-séries 1 M à 10 M prévues par la circulaire de 1965.

La seconde section de la série M des Archives Départementales de la Moselle (1918-1940) provient essentiellement des versements des bureaux des divisions de la préfecture de la Moselle effectués avant 1939. Les papiers qui se trouvaient encore dans les bureaux de la préfecture lors de la prise de possession de celle-ci le 17 juin 1940 par les autorités allemandes, furent récupérés quelques mois plus tard par les Archives Départementales de la Moselle, devenues entre temps les Archives d'État de Metz (Staatsarchiv Metz).

b Contenu de la sous-série 301 M.

La richesse documentaire des sous-séries est très inégale. C'est notamment le cas de la sous-série 301 M (Administration générale du département) qui n'a pas l'importance qu'elle devrait avoir, en raison de la disparition du fonds du Cabinet, qui en principe est classé en tête de la série M. La présence des rapports de préfets, sous-préfets et commissaires de police dans cette sous-série, ne doit pas faire illusion. Pour la période de 1927 à 1939, les rapports sur la situation économique et financière ne

proviennent pas du cabinet du préfet, mais de la 3ème division, 1er bureau, puis de la 5ème division, les rapports de cette nature ayant été remis par le Cabinet à ces divisions. Les dossiers sur l'esprit public, les partis politiques, les syndicats, ont la même origine. [...].

(1) M 70

- ⇒ **Propos anti-français 1927-1933.**
- ⇒ Associations allemandes "Arbeitsfront" et "Deutsche gemeinschaft" à Faulquemont.
- ⇒ Propagande allemande dans les départements recouvrés.

(2) M 73.

- ⇒ Propagande antisémite dans le département de la Moselle par les journaux "Le Combat", "Volk" et "Der Stürmer", 1936.
- ⇒ Propagande antisémite : 1935-1936.
- ⇒ Ligue contre l'antisémitisme : 1933.
- ⇒ Front anti-juif du département de la Moselle, 1938-1939.

(3) M 80.

- ⇒ Amis du Francisme : 1938.

c **Contenu de la sous-série 304 M (Police).**

Elle est matériellement la plus importante. Les rapports journaliers du Commissariat central de Metz à partir de 1930, présentent un intérêt non négligeable, malgré les lacunes (Rapports journaliers de 1922 à 1929 manquants) qui ne concernent pas notre sujet. Les affaires relevant de la police administrative sont relativement bien représentées dans la sous-série, mais c'est surtout la situation frontière du département de la Moselle et les circonstances liées à l'annexion de 1870-1918 qui expliquent l'importance matérielle de cette sous-série. Sur les problèmes posés par l'importante immigration sarroise consécutive au plébiscite de la Sarre en janvier 1935, les dossiers généraux et personnels constituent une source encore totalement inédite. Les questions des relations frontalières

avec l'Allemagne et le Luxembourg et de la circulation de la main-d'oeuvre frontalière sont également largement représentées dans la sous-série.

(1) M 106.

Association France Rhénanie à Metz.

(2) M 156-157-158-159.

Classé confidentiel par la préfecture de la Moselle. États numériques des étrangers résidant dans les communes mosellanes.

(3) M 187.

Ce dossier concerne le plébiscite de la Sarre et l'immigration sarroise possible (13 janvier 1935).

d *Les sous-préfectures.*

(1) Sous-série 22 Z Sous-préfecture de Château-Salins (1918-1940).

(a) Z 21

⇒ Propagande allemande en Alsace-Lorraine.

(2) Sous-série 26 Z Sous-préfecture de Sarreguemines (1918-1940).

(a) Z 2.

⇒ Rapports mensuels du sous-préfet sur la situation morale, politique, économique, etc (1933-1939).

(b) Z 3.

⇒ Rapports mensuels du commissaire spécial de Sarreguemines.

-Sur la situation morale, politique, économique, l'activité des groupements extrémistes, l'agriculture, les expulsions et les refoulements, etc. 1926-1938. (Lacunes).

(c) Z 16.

⇒ Partis politiques et groupements divers.

-[Parti social, parti de la "Force nouvelle", Républicains nationaux, Front Populaire, parti ouvrier internationaliste, parti social français, Action catholique lorraine) : rapports sur des réunions et leurs activités, 1920-1937.

(d) Z 18.

⇒ Propagande antisémite.

-Rapports sur la distribution de tracts, correspondances, 1935-1938. Un exemplaire du journal antisémite *La rafale* publié à Metz, 1ère année, n° 3 (26 novembre 1938). Ce journal n'est paru que quatre fois entre octobre et décembre 1938. Il n'existe pas d'autres exemplaires du journal dans la collection des journaux des Archives Départementales.

(e) Z 19.

⇒ Allemagne, politiques diverses : [...], propagande hitlérienne (1933-1936), [...], 1919-1939.

(f) Z 46.

⇒ **Affaires diverses : [...].**

-Fausses nouvelles sur l'arrivée à Bitche de déserteurs allemands (1938).

2. Archives Nationales (Paris).

a Sous-série F7, Police Générale.

12948 à 13052. Cabinet du ministre de l'Intérieur et Renseignements généraux. 1908-1938.

13024 à 13029. Rapports hebdomadaires des préfets. Classement départemental. Mars-décembre 1934.

13030 à 13042. Rapports mensuels des préfets. Classement départemental. 1919-1924, 1931-1936.

13053 à 13252. Partis et mouvements politiques. 1894-1936.

3. Sources imprimées.

a La presse écrite (A.D.M., séries 6T et 7Tchèques).

-*Le Lorrain* (1933-1939),

-*Le Messin* (1933-1939),

-*La Lothringer-Volkszeitung* (1933-1939),

- Le Républicain Lorrain* (1936-1939),
- Les Voix Lorraines* (1934-1936), (journal du Francisme en Moselle),
- L'Humanité d'Alsace-Lorraine* (1934-1935),
- Le Métallurgiste* (1938-1939), (mensuel de la CGT Métallurgie).

b Les revues.

- Les Cahiers Lorrains.*

c Les publications officielles.

- Le Journal Officiel*, (1933-1939),
- Annuaire administratif de la Moselle.*

III. Index des abréviations.

ADM = Archives Départementales de la Moselle.

CGT = Confédération Générale du Travail.

NSDAP = Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei

PSI = Parti Socialiste Italien

SA = Sturm Abteilung

SDN = Société des Nations

SS = Schutz Staffeln

URL = Union Républicaine Lorraine

SPD = Parti socialiste allemand.

DNVP = Parti national allemand.

KPD = Parti communiste allemand.

CGTU = Confédération Générale du Travail Unitaire.

SFIO = Section française de l'Internationale Ouvrière.

IV. Table des cartes et tableaux.

Carte de la frontière linguistique de la Moselle : fin du 1^{er} tome.

Population étrangère résidant en Moselle (1933 à 1936) : 1^{er} tome, page 12.

Travailleurs frontaliers de 1933 à 1937 : 1^{er} tome, page 14.

Travailleurs frontaliers par sous-préfectures : 1^{er} tome, page 15.

Tirage moyen des quotidiens messins soutenant l'URL : 1^{er} tome, page 24.

V. Liste des personnes et auteurs cités (2^{ème} tome).

3^{ème} partie.

B

Baldwin	339; 351; 447
Barthou	330
Baumont	327; 329; 330; 349
Bismarck	425
Blomberg (von)	340; 477
Blum	342; 357; 360; 363; 369
Boncour	330
Bonnet	330
Briand	330; 442; 453
Bucard	387

C

Certonciny	332; 333; 334; 335; 336; 337; 338; 342; 343; 344; 346; 348; 352; 353; 355; 356; 357; 358; 360; 362; 367; 368; 370; 371; 383; 435; 437; 438; 439; 440; 442; 444; 445; 447; 450; 451; 454; 460; 461; 477; 478; 479
Chamberlain	407
Churchill	329; 350
Ciano	464; 465; 485
Clemenceau	432

D

Daladier	332; 411
Delbos	330
Demange	362; 467; 469
Doeblé	414
Dollfuss	397; 415; 462
Drouard	430
Duclos	413
Durand	372; 373; 375; 376; 378; 484; 487

E

Edouard VIII	468
Ernst	338

F

Fautel	361
Fery	386; 388; 390; 391; 392; 393
Flandin	330
Franco	343; 353; 359; 361; 362; 364; 365; 476; 477
Friedrich	414; 415; 416

G

Godmard	373; 377; 378; 383; 384; 385; 479; 481; 482; 484; 485; 486
Goebbels	391; 398
Goeppert	319
Goering	383; 396; 485

H

Herriot	330
Hindenburg (von)	340; 396
Hitler	317; 321; 322; 323; 326; 327; 328; 329; 331; 332; 333; 337; 338; 339; 340; 341; 342; 345; 348; 351; 352; 353; 358; 359; 363; 365; 366; 368; 373; 374; 376; 377; 379; 381; 382; 383; 386; 387; 388; 390; 391; 392; 393; 394; 396; 398; 399; 400; 401; 403; 404; 405; 406; 407; 408; 412; 421; 425; 429; 432; 436; 440; 441; 442; 446; 447; 450; 452; 453; 454; 455; 458; 460; 461; 464; 472; 473; 474; 475; 476; 479; 482; 483; 484; 485; 487
Hugenberg (von)	395

J

Jouhaux 409; 410

K

Kellog 442

L

Laval 330; 334; 354
 Lebrun 337
 Lloyd George 351; 354
 Lorrain 336; 337; 343
 Ludendorff 459

M

Mandel 327
 Massigli 320
 Mc Donald 346; 351
 Meyer 417
 Michel 455
 Mussolini 365; 367; 376; 377; 403; 406;
 408; 409; 442; 458; 467; 468; 469; 472; 473;
 474; 476; 477; 479; 481; 482; 483; 485; 487;
 488

N

Naldony 320
 Napoléon 374
 Naudeau 387
 Neurath (von) 321; 383; 464

O

Ordinnaire 428

P

Papen (von) 395; 396; 431
 Pétain 392
 Pfordt 414
 Pie XI 364
 Pioche 441; 453; 454

Poncet 337; 338
 Potemkine 334
 Preny 374

R

Revire 344; 347; 349; 350; 380; 381;
 385; 419; 420; 421; 426; 428
 Ribbentrop (von) 337; 346; 351; 382; 485
 Ritz 331; 332; 333; 334; 337; 338;
 339; 340; 341; 351; 352; 359; 360; 365; 369;
 370; 375; 382; 385; 419; 420; 422; 423; 424;
 425; 428; 434; 436; 440; 443; 444; 448; 449;
 450; 452; 454; 467; 468; 469; 472; 473; 475;
 476; 480
 Röhm 340

S

Sarraut 444; 455
 Schacht 382
 Schirach (von) 336; 343
 Schleicher (von) 395
 Schuschnigg (von) 462
 Schwob 407
 Staline 367; 373; 374
 Stresemann 336

T

Tardieu 330; 392
 Thyssen 395

V

Voyo (del) 361

W

Waghemacker 414
 Weygand 392

Z

Zerr 356; 357; 464; 465

4^{ème} partie.

A

Auriol 522

B

Bailby 546
 Beck 599; 612
 Benès 537; 538; 539; 541; 546; 547;
 548; 551; 558; 567; 576; 593; 596; 597
 Bismarck 494
 Blomberg (von) 514
 Blum 522; 533; 577; 645
 Boncour 604
 Bonnet 534; 570
 Bourson 607; 611
 Burckhardt 632

C

Carol (de Roumanie) 586
 Certonciny 498; 501; 502; 505; 510; 517;
 522; 523; 525; 527; 529; 533; 545; 546; 547;
 551; 565; 566; 589; 593; 603; 604; 608; 609;
 610; 611; 644; 647; 650
 Chamberlain 530; 548; 549; 551; 554; 555;
 556; 557; 570; 583; 611; 612; 614; 620
 Charles 1^{er} 510
 Charpentier 546
 Ciano 522
 Cot 560

D

Daladier 492; 534; 555; 567; 569; 570;
 584; 588; 595; 596; 630; 632
 Demange 521; 526; 527; 554; 556; 557;
 570; 591
 Destil 495
 Dollfuss 490; 491; 493; 495; 496; 497;
 499; 500; 501; 502; 503; 504; 505; 506; 507;
 508; 509; 511; 515; 517; 520; 523; 525; 532;
 610

Durand 578; 579; 580; 584; 619; 622;
 623; 625; 626; 633; 637
 DUROSELLE 513; 518; 519; 522

F

Ferry 568
 Forster 608
 Franco 534; 563; 614
 Frédéric II 622
 Fritsch (von) 514

G

Gambetta 568
 Godmard 511; 521; 547; 565; 568; 569;
 574; 579; 580; 581; 583; 588; 589; 590; 591;
 593; 612; 613; 614; 615; 616; 620; 621; 623;
 624; 626; 627; 628; 629; 631; 632; 633; 636;
 639; 640; 647
 Goering 521
 Grosdidier de Mâtons 582; 585; 586

H

Habicht 501
 Habsbourg (Eugène de) 509
 Habsbourg (Otto de) 509
 Habsbourg-Lorraine (Othon de) 524
 Hacha 592; 594
 Hammerstein (von) 607
 Henlein 537; 538; 539; 540; 541; 611
 Hennequin 638; 639
 Herriot 577
 Hinterlang 601
 Hitler 490; 493; 494; 495; 497; 501;
 502; 503; 507; 510; 514; 515; 516; 518; 519;
 520; 521; 523; 524; 529; 530; 531; 532; 533;
 534; 535; 536; 538; 541; 543; 545; 546; 547;
 548; 549; 551; 554; 555; 557; 558; 561; 578;
 579; 581; 583; 584; 589; 592; 593; 594; 600;
 602; 603; 606; 613; 614; 615; 617; 618; 619;
 620; 621; 624; 625; 626; 627; 629; 630; 631;
 632; 633; 636; 637; 638; 639; 641; 642; 644;
 647; 650
 Hodzsa 538

I

Imrédy 586

J

Jager 627; 630; 631

L

Léopold 514

M

Miklas 499; 501; 519
Mociblon 565; 566; 567
Muller 634
Mussolini 490; 494; 499; 500; 504; 509; 515; 516; 517; 518; 522; 529; 532; 533; 558; 620; 624; 631; 650

N

Neurath (von) 510; 514

P

Papen (von) 501; 519; 520
Pernot 506
Pilsudski 599; 602; 603; 604
Poincaré 576
Poncet 494

R

Revire 564; 644

Ribbentrop (von) 517; 519; 520; 617
Ritz 493; 494; 496; 497; 499; 503; 504; 508; 509; 510; 513; 514; 515; 516; 518; 520; 521; 522; 524; 525; 526; 529; 530; 534; 535; 536; 537; 538; 539; 540; 541; 542; 544; 545; 546; 548; 549; 550; 551; 555; 556; 560; 561; 563; 574; 593; 605; 609; 611; 617; 622; 623; 644; 647
Roosevelt 624; 642
Runciman (Lord) 542
Rydz-Smigly 599

S

Saint Abin 570
Schuman 543; 544
Schuschnigg (von) 499; 501; 502; 504; 509; 511; 513; 519; 520; 521; 522; 523; 524; 525
Seyss-Inquart 511; 519; 541; 611
Skubl 511
Staline 547; 597
Starhemberg 500; 504
Stoyadinovitch 586
Syrovy 558; 569

T

Thiebaut 572; 598
Tiso 592
Tiso (Mgr) 581

V

Verax 638

Z

Zehner 519

Liste des auteurs cités.

A

AMSLER	663
ANGEL	663
ANTONI	679
ARGELES	658
AVAKUMOVIC	674
AYCOBERY	658

B

BADIA	658; 666
BARANY	673
BARIETY	655; 658
Barrol	677
BAUDON	680
BAUMONT	652; 658
BEDARIDA	669
BENNECKE	665
BENOIST	678
BENTELI	663
BERNADAC	666; 669
BERSTEIN	652; 655; 656; 659
BETTELHEIM	667
BICKLER	679
BLOCH	654
BONNEFONT	677
BONNET	678
BOUR	678
BOUVIER	655
BRACHER	659; 661; 663; 664; 666
BROHM	667
BROSSE	663
BROSZAT	659; 666
BUCHHEIM	666; 670
BULLOCK	663
BURGELIN	659; 667
BURON	656
BURRIN	664; 669

C

CABOURDIN	680
CADARS	667
CARSTEN	668; 674

CARTIER	662
CASTELLAN	659; 667; 668
CHRISTOPHE	663
CLAUSS	675
COLSON	667
COURTADE	667
CRESSOT	678
CROZIER	675

D

DALMAS	678
DAVID	659
DAVIDSON	661
De la GORCE	663
DECKER	680
DELARUE	669
DELFAUD	653
DELMAS	678
DIEHL-THIELE	666
DILLER	668
DJORDJEVIC	674
DOMARUS	665
DREYFUS	659
DROZ	658
DUBAIL	667
DUPEUX	653; 667
DURAND (Paul)	678
DURAND (Yves)	656
DUROSELLE	652; 655

E

EBERHARD	663
ESTRADA de TOURNIEL	681

F

FEDER	665
FEINERMANN	670
FELLNER	674
FERRO	676
FEST	663
FISCHER-GALATI	672
FLEMING	669
FRANK	653

FRIEDLÄNDER.....	669
FUNKE.....	661

G

GALLO.....	675
GAMM.....	668
GEIGER.....	670
GEORGEL.....	675
GERBET.....	653
GERSON.....	665
GHEBALI.....	653
GIRIAULT.....	653; 655
GLUM.....	662
GONTARD.....	680
GORIELY.....	663
GOTTO.....	670
GROSSER.....	659; 660
GRYNBERG.....	669
GUERIN.....	656
GUILLAUME.....	653
GUILLEN.....	659
GUNTHER.....	663

H

HAFFNER.....	664
HEER.....	664
HEHN.....	672
HERMET.....	675
Hiegel C.....	681
HIEGEL H.....	681
HILBERG.....	669
HILDEBRAND.....	654; 659; 662
HILLGRUBER.....	654; 664
HTTLER.....	664
HOFER.....	659
HÖHNE.....	669
HORN.....	665
HÜTTENBERG.....	665

I

IMATZ.....	675
------------	-----

J

JÄCKEL.....	662; 664
JACOBSEN.....	654; 661; 662
JEANNENEY.....	681
JEDLICA.....	674
JOCHMANN.....	662

K

KALBE.....	673
KERSHAW.....	659; 664
KLEIN, C.....	663
KLINGENSTEIN.....	674
KLOTZ.....	681
KNEIB.....	660
KOGON.....	669
KOLB.....	662
KOMPA.....	680
KOONZ.....	667
KRAUSNICH.....	660

L

LACKO.....	673
LANGER.....	664
LAURENT.....	660
LE MOIGNE.....	679
LEON.....	653
LEVILLAIN.....	653
LEVY-LEBOYER.....	655
LINDENBERG.....	660
LIVET.....	680
LUKACS.....	662

M

MACCIOCCHI.....	656
MARRUS.....	669
MASER.....	665
MAU.....	660
MEDDAHI.....	681
MEINECKE.....	662
MESSERSCHMIDT.....	666; 668
MICHALKA.....	654
MICHEL.....	656
MILZA.....	652; 653; 656; 657; 659
MOMMSEN.....	666
MOUGEL.....	653
MOUTON.....	653
MÜLLER.....	668
MUSIEDLAK.....	666

N

NAGY-TALAVERA.....	673
NELLESSEN.....	675
NOLTE.....	657; 660; 662

P

PACTEAU	653
PARIS	657
PARISSE	677
PARKES	670
PAYNE	675
PELASSY	666
PEUKERT	662
PLESSNER	662
POIDEVIN	654; 655; 660; 681
POLIAKOV	668; 669; 670
POMIAN	666
PRECHEUR	683
PRESSAC	670
PRINTZ	683

R

RANKI	673
RATH. R.J.	674
RAUECKER	682
RAUSCHNING	664
REMOND	653
RENOUVIN	653
REPGEN	670
RIBADEAU DUMAS	664
RICHARD	668
RITTER	666
ROBERTS	672
ROHMAN	670
ROHR	679
Roth	677; 679; 681
ROTHENBERGER	679

S

SCHÄFER	665
SCHIRMANN	660
SCHNEIDER	681
SCHOENBAUM	667
SCHOR	657
SCHULZE	662
SCHWOK	654
SERANT	676
SHIRER	660
SITEK	681
SPEER	660

SPIRE	657
STADLER	674
STAFF	671
STEINERT	660; 661; 664
STERN	664
STIERLIN	664
STRASCAITZ	666
STROBEL	671

T

TEUT	668
THALMANN	670
THAMER	654
THOBIE	655
THOMAS	675
THULL	680
TOLAND	664; 665
TOUCHARD	653
TOUSSAINT	679
TURCZYNSKI	673

V

VAISSE	655
VALETTE	654
VAN NORDEN	671
VERMEIL	661
VIGEZZI	653
VIOT	682
VOGELSANG	669

W

WAHL	661
WALTER	683
WANDYCZ	672
WEBER	673
WERESZYCKI	672
WIEVIORKA	661; 670
WORMSER-MIGOT	670
WULF	668

Z

ZIND	679
------------	-----

Table des matières (2^{ème} tome).

3^{ÈME} PARTIE. POLITIQUE EXTÉRIEURE ALLEMANDE : LA PRÉPARATION DES CONQUÊTES.....	316
 CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ALLEMANDE, 1933-1939.	317
I. L'ALLEMAGNE, LA SDN ET LA FRANCE À TRAVERS LA PRESSE MESSINE DE LANGUE FRANÇAISE.....	318
1. <i>L'Allemagne à la Conférence du désarmement et à la Société des Nations.....</i>	318
2. <i>Les relations diplomatiques franco-allemandes, 1933-1938.....</i>	330
II. <i>LE LORRAIN, LE MESSIN ET LES RELATIONS GERMANO-BRITANNIQUES EN 1935.</i>	346
1. <i>La stratégie anglaise.</i>	346
2. <i>Les accords navals anglo-allemands.</i>	346
3. <i>La presse messine après l'accord germano-belge.</i>	353
III. <i>L'ANALYSE JOURNALISTIQUE DE LA GUERRE D'ÉTHIOPIE ET DE LA GUERRE D'ESPAGNE.....</i>	354
1. <i>La guerre d'Éthiopie.</i>	354
2. <i>La guerre d'Espagne.</i>	357
IV. <i>LA PRESSE MESSINE ET LES RELATIONS GERMANO-SOVIÉTIQUES.</i>	366
1. <i>Les conséquences de l'entente Paris-Moscou.</i>	367
2. <i>Une alliance germano-soviétique ?.</i>	370
3. <i>Le Traité germano-soviétique.</i>	372
V. <i>LES MOSELLANS DEVANT LES PRÉTENTIONS COLONIALES ALLEMANDES.</i>	380
1. <i>Pourquoi l'Allemagne revendique les colonies.</i>	380
2. <i>Le rôle militaire des colonies.</i>	383
VI. <i>L'ATTITUDE DES PARTIS EXTRÉMISTES MOSELLANS EN FACE DE LA NOUVELLE ALLEMAGNE DE 1933 À 1939.</i>	386
1. <i>Les Voies Lorraines face à la politique allemande, 1934-1936.</i>	387
2. <i>L'extrême gauche mosellane et l'Allemagne nazie.</i>	394
3. <i>Les activités de l'extrême gauche mosellane à partir des rapports de police.</i>	412
4. <i>Le parti communiste et le risque de guerre (1937-1939).</i>	417

LA QUESTION SARROISE DE L'ARRIVÉE D'ADOLF HITLER AU POUVOIR JUSQU'AU PLÉBISCITE DE JANVIER 1935.	419
I. L'ANALYSE POLITIQUE DES JOURNAUX MESSINS.	419
1. <i>La ligne politique du Lorrain.</i>	419
2. <i>Pourquoi souhaiter la victoire du "statu quo" ?</i>	422
3. <i>La politique préconisée pour la France et la SDN en Sarre.</i>	426
4. <i>Le Messin et le "problème sarrois".</i>	428
II. LE PLÉBISCITE DU 13 JANVIER 1935.....	432
1. <i>Faut-il maintenir le référendum ?</i>	432
2. <i>Le référendum du 13 janvier 1935.</i>	435
3. <i>Les conséquences du référendum pour les populations sarroises restées fidèles à la France.</i> 437	
LA PRESSE MOSELLANE ET LES TROUPES ALLEMANDES EN RHÉNANIE.	441
I. L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE REMILITARISE LA RHÉNANIE. MARS 1936.	441
1. <i>Frédéric Certonciny et la menace d'occupation de la zone démilitarisée.</i>	442
2. <i>La remilitarisation de la Rhénanie, un danger pour la France ?</i>	443
3. <i>La remilitarisation du Rhin ne serait-elle pas la conséquence de la politique du Front Populaire en France ?</i>	444
4. <i>L'analyse politique du Lorrain.</i>	446
5. <i>Faut-il engager des sanctions contre l'Allemagne ?</i>	446
6. <i>Y a-t-il un risque de guerre au lendemain du 7 mars 1936 ?</i>	450
7. <i>Les conséquences politiques et militaires de la remilitarisation rhénane.</i>	451
L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS GERMANO-ITALIENS (1934-1939).	457
I. LES RELATIONS ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE EN 1934.	457
II. L'AXE ROME-BERLIN.	461
1. <i>Les causes du rapprochement germano-italien.</i>	464
2. <i>Quels sont les résultats des entretiens du ministre italien des Affaires étrangères à Berlin ?</i> 465	
3. <i>Les conséquences politiques et européennes de la création de l'Axe Rome-Berlin.</i>	466
4. <i>Le discours de Benito Mussolini du 1^{er} novembre 1936.....</i>	467

III. BENITO MUSSOLINI EN ALLEMAGNE ET ADOLF HITLER EN ITALIE.....	472
1. <i>Benito Mussolini à Berlin</i>	472
2. <i>Adolf Hitler à Rome</i>	474
IV. L'ÉVOLUTION DES RELATIONS FRANCO-ITALIENNES (1937-1938).	477
V. COMMENT LA PRESSE MESSINE PERÇOIT LES RELATIONS ITALO-ALLEMANDES DE 1936 À 1939.....	480
1. <i>De la création de l'Axe au Pacte d'acier</i>	480
2. <i>Le Pacte d'acier (22 mai 1939)</i>	485

4^{ÈME} PARTIE. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ALLEMANDE : LES PREMIÈRES CONQUÊTES ET LA MARCHE À LA GUERRE.....	489
LA PRESSE MESSINE, L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE, JANVIER 1933-MARS 1938 (DE LA PRISE DU POUVOIR À L'ANSCHLUSS).....	490
I. LES VIOLENCES ALLEMANDES EN RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE.	491
II. L'ATTENTAT CONTRE LE CHANCELLIER DOLFFUSS.....	495
III. L'ASSASSINAT DU CHANCELLIER D'AUTRICHE ENGELBERT DOLFFUSS.	497
1. <i>Le Lorrain et Le Messin analysent l'attentat.</i>	497
2. <i>La Lothringer-Volkszeitung et les événements de juillet 1934.</i>	499
IV. FRANZ VON PAPEN À VIENNE.....	501
V. LA RÉSISTANCE AUTRICHIENNE.....	503
1. <i>L'aide française.</i>	503
2. <i>Le Messin et l'hypothétique entente danubienne.</i>	505
3. <i>Une nouvelle Constitution pour l'Autriche.</i>	506
4. <i>Un retour des Habsbourg est-il possible ?</i>	509
5. <i>Les accords germano-autrichiens du 11 juillet 1936.</i>	512
VI. LE RÔLE DE L'AMITIÉ ENTRE ADOLF HITLER ET BENITO MUSSOLINI DANS L'ANNEXION DE L'AUTRICHE.....	515
VII. L'ANNEXION DE L'AUTRICHE PAR L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE.....	519
1. <i>Les accords de Berchtesgaden.</i>	519
2. <i>L'Anschluss se réalise.</i>	521
3. <i>Les conséquences de l'annexion de l'Autriche.</i>	528
4. <i>L'annexion de l'Autriche vue par la Lothringer-Volkszeitung.</i>	531
5. <i>Le plébiscite autrichien.</i>	533

L'ALLEMAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE	536
I. LA CRISE DES SUDÈTES.	537
1. <i>Le réveil nationaliste</i>	537
2. <i>La lutte pour le maintien de l'indépendance tchécoslovaque</i>	538
II. LA PRESSE MESSINE ET "L'ESPRIT DE MUNICH".....	543
1. <i>L'entrevue de Berchtesgaden</i>	548
2. <i>Le Messin et la rencontre de Godesberg</i>	553
3. <i>Le Républicain Lorrain dans la tourmente</i>	554
III. LES MOSELLANS SONT SOULAGÉS : LA CONFÉRENCE DE MUNICH.....	555
IV. "L'ESPRIT DE MUNICH" S'IMPOSE-T-IL ENCORE DANS LA PRESSE MESSINE APRÈS LA CONFÉRENCE ?	560
1. <i>Au Lorrain</i>	560
2. <i>Incertitudes au Messin</i>	565
3. <i>Le Républicain Lorrain est-il munichois ?</i>	570
4. <i>Que pensent les Anciens Combattants ?</i>	572
5. <i>La Lothringer-Volkszeitung et les accords de Munich</i>	574
V. MARS 1939 : TOUJOURS "L'ESPRIT DE MUNICH" ?.....	578
VI. LA FIN DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE.	581
1. <i>L'analyse du Lorrain</i>	583
2. <i>Le Messin interprète les événements de mars 1939</i>	588
3. <i>L'opinion du Républicain Lorrain</i>	591
4. <i>Les commentaires politiques de la Lothringer-Volkszeitung en mars 1939</i>	594
L'AFFAIRE POLONAISE (1933 -1939).....	599
I. L'ALLEMAGNE PREND L'INITIATIVE.....	600
1. <i>L'alliance germano-polonaise de 1934</i>	602
2. <i>La question de Dantzig</i>	605
3. <i>Un signe d'apaisement</i>	609
II. 1939, L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.....	611
1. <i>La presse messine et l'attitude anglaise</i>	611

2. <i>La diplomatie européenne présentée dans les journaux messins.....</i>	615
3. <i>Le problème dantzicois pendant l'année 1939.....</i>	620
4. <i>Le rôle de la France dans les débats européens.....</i>	622
5. <i>Le risque de guerre est-il perçu par la presse messine ?</i>	623
6. <i>La population et le risque de guerre.....</i>	633
III. LES TROUPES ALLEMANDES EN POLOGNE.....	636
1. <i>Les réactions du Lorrain et du Messin.....</i>	636
2. <i>L'avis du Républicain Lorrain</i>	640
3. <i>La Lothringer-Volkszeitung et le début du conflit</i>	641
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	644

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	652
I. BIBLIOGRAPHIE.....	652
1. <i>RELATIONS INTERNATIONALES</i>	652
2. <i>FASCISMES</i>	656
3. <i>L'ALLEMAGNE NAZIE</i>	658
4. <i>REGIMES AUTORITAIRES EUROPEENS. (À titre documentaire)</i>	672
5. <i>LORRAINE</i>	677
II. SOURCES	684
1. <i>Archives Départementales de la Moselle</i>	684
2. <i>Archives Nationales (Paris)</i>	688
3. <i>Sources imprimées</i>	688
III. INDEX DES ABRÉVIATIONS	690
IV. TABLE DES CARTES ET TABLEAUX	691
V. LISTE DES PERSONNES ET AUTEURS CITÉS (2^{ÈME} TOME).....	692